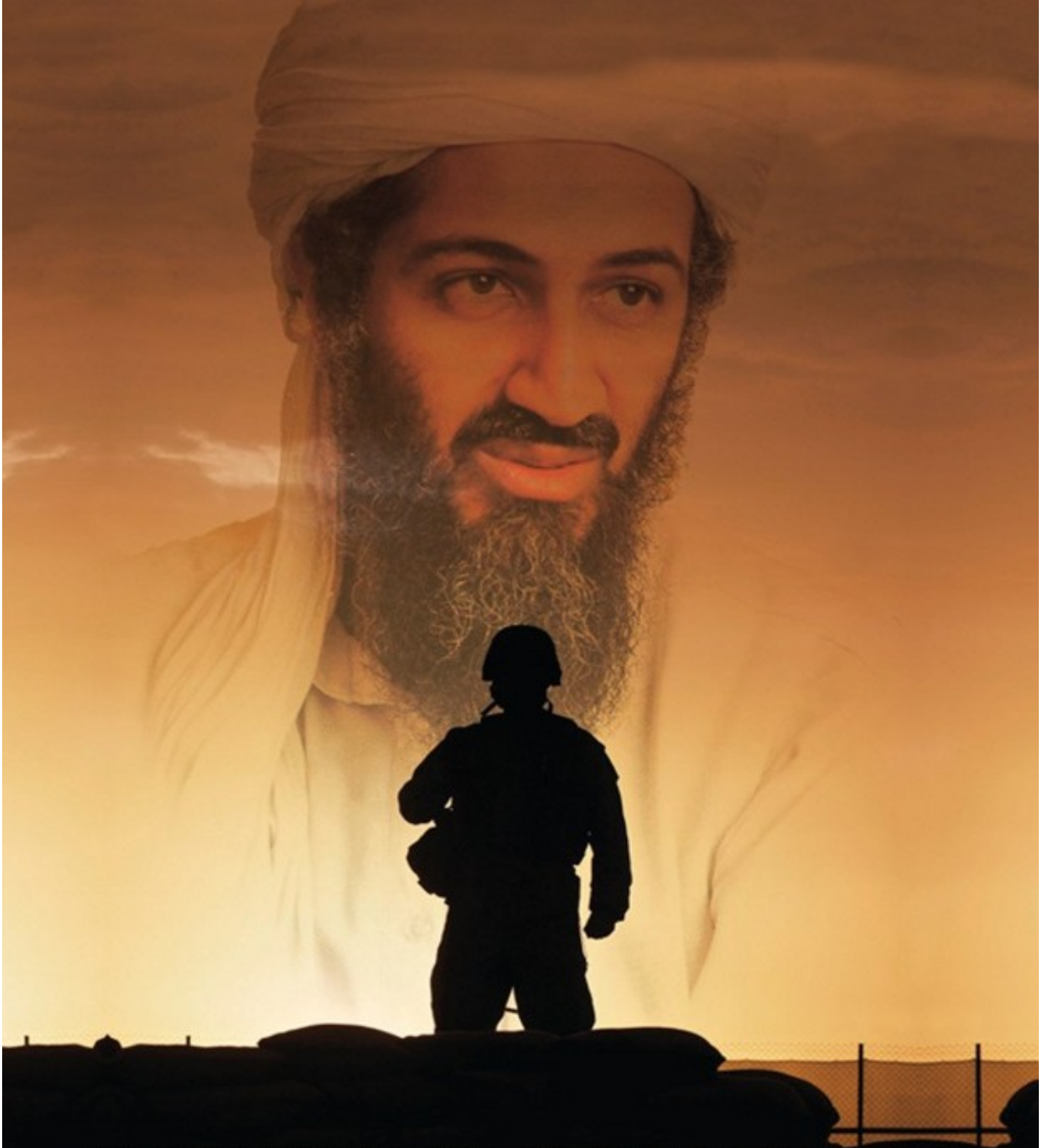

IL FAUT TUER BEN LADEN

MARK BOWDEN

GRASSET

DU MÊME AUTEUR

LA CHUTEDUFAUCONNOIR, Plon, 2002.
ILFAUTTUER PABLO ESCOBAR, Plon, 2002.

MARK BOWDEN

IL FAUT TUER BEN LADEN

Traduit de l'anglais (États-Unis) par
PHILIPPE BONNET, SABINE BOULONGNE
ET CHRISTOPHE JAQUET

BERNARD GRASSET
PARIS

L’édition originale de cet ouvrage a été publiée par Atlantic Monthly Press, New York, en octobre 2012, sous le titre :
THE FINISH
The Killing of Osama bin Laden

Photographie du soldat : © Terry Moore/Stocktrek/Corbis.
Portrait d’Oussama Ben Laden : © UniversalImagesGroup/Getty Images

ISBN numérique : 978-2-246-80369-0

© 2012 by Mark Bowden .
© 2012, Éditions Grasset & Fasquelle, pour la traduction française.

Table des matières

Couverture

Page de titre

Page de copyright

Prologue. 2007-2008

1 - Une définition du mal. 11 Septembre 2001

2 - Le chemin du djihad. Été 2010

3 - Prendre les armes. Fin de l'été 2010

4 - Le dispositif de ciblage

5 - « Veillez à ce que les enfants et toutes les familles restent à l'écart des zones photographiées et bombardées ». Automne 2010

6 - Incertitudes masquées. Hiver 2010-2011

7 - « Respecter ces précautions ». Avril 2011

8 - Le finish. 1er-2 mai 2011

9 - Paillettes. Printemps 2011

Remerciements

Pour Clara et Audrey

Les groupements humains ont un but principal : faire valoir le droit de chacun d'être différent, particulier, de penser, de sentir et de vivre à sa manière. Les gens s'associent afin d'acquérir ou de défendre ce droit. Mais de là naît une erreur terrible, fatale, la croyance que ces groupements au nom d'une race, d'un dieu, d'un parti ou d'un État sont le but même de l'existence et pas simplement un moyen permettant d'arriver à une fin. Non ! La seule vérité, la seule signification durable de la lutte pour la vie réside dans l'individu, dans ses modestes particularités et dans son droit à ces particularités.

Vassili Grossman, Vie et Destin

Les propriétés d'un mouvement sont la spontanéité, l'impulsivité et l'expansion dynamique… et une vie brève. Les propriétés d'une structure sont l'inertie, la résistance et une capacité de survie étonnante et quasiment instinctive.

Ryszard Kapuściński, Le Shah

Prologue

2007-2008

Par une nuit d'automne en Irak, alors qu'une unité de l'U.S. Joint Special Operations Command (JSOC), le Commandement conjoint des opérations spéciales, effectuait l'un de ses raids nocturnes contre de présumés terroristes affiliés à Al-Qaïda, en l'occurrence un chef régional se faisant appeler « Muthanna », les membres du commando tombèrent par hasard sur un filon.

Dans une autre guerre et à une autre époque, ce « filon » aurait pu être une importante et précieuse cache d'armes ou bien des cartes de champs de bataille indiquant les mouvements et les positions des troupes ennemies. L'objet que les hommes du raid avaient déniché à l'aube de ce vingt et unième siècle ne possédait pas moins de valeur : un Rolodex.

Muthanna fut tué au cours du raid. Il ne faisait aucun doute, d'après le matériel saisi à son domicile, qu'il était responsable de la coordination des mouvements de combattants et de kamikazes étrangers d'Al-Qaïda à travers la frontière syrienne voisine et en Irak, où les forces américaines et irakiennes, ainsi que les civils irakiens, étaient victimes d'une vague croissante de massacres. Ce qu'ils découvrirent n'était pas qu'un carnet d'adresses ; c'était encore mieux : une série de noms et de chiffres faisant référence à des fichiers informatiques contenant les noms, photos, papiers de voyage, notes de frais relatives à des cartes téléphoniques, vêtements, véhicules, essence, transferts d'argent et bien d'autres documents détaillés concernant environ cinq cents recrues d'Al-Qaïda – soit la presque totalité des moudjahidin ayant traversé la Syrie pour se rendre en Irak ces dernières années.

Depuis des siècles, la tactique de base de la guerre d'infanterie était : « tirer et manœuvrer ». Un officier expérimenté pouvait battre une force plus importante en maîtrisant l'art de déplacer ses hommes et de concentrer efficacement leur puissance de feu. Ce genre d'aptitudes demeure essentiel sur un champ de bataille de type conventionnel, mais les batailles qui

se livrent aujourd'hui se résument rarement à des manœuvres sur le terrain. « Information et renseignement sont le "tirer et manœuvrer" du vingt et unième siècle », dit le général Flynn, aujourd'hui chef de l'agence de renseignement pour la Défense.

Que veut-il dire par là ?

La manne de documents saisis dans le raid de Sinjar, comme on l'appellerait, illustre bien ce point. Elle jouerait un grand rôle dans la lutte pour décapiter Al-Qaïda en Irak. Au cours des six années qui suivirent les attentats du 11 Septembre, les services de l'armée et du renseignement, représentant une vaste palette d'organismes de toutes les tailles, certains bien connus et d'autres secrets, coopérèrent à la création d'une force sans précédent pour écraser les réseaux terroristes clandestins. Outre les compétences des membres des opérations spéciales du JSOC, cette initiative faisait appel à des superordinateurs et à des logiciels sur mesure, à l'utilisation d'analystes chevronnés et à la possibilité de transformer chaque bribe de renseignement en une donnée consultable, qu'il s'agisse de tuyaux ou de documents provenant de réseaux d'espionnage à l'ancienne mode, de transcriptions d'interrogatoires de détenus, de relevés de surveillance électronique contrôlant les communications entre téléphones portables et ordinateurs, ou encore d'images et de lectures sensorielles recueillies par des drones volant à une hauteur élevée et en silence au-dessus de cibles potentielles pendant des jours, des semaines, des mois, voire des années. Avec une énorme base de données composée de ces éléments épars, dont bien peu ayant un rapport direct entre eux, les ordinateurs sont capables de détecter des liens qui seraient sans cela demeurés dans l'ombre – un compte en banque partagé par un responsable du Hezbollah et par une recrue d'Al-Qaïda, une adresse à Nadjaf où sont allés deux kamikazes connus à deux occasions distinctes, un instantané provenant du portefeuille d'un soldat américain abattu et figurant sur le disque dur d'un terroriste commanditaire présumé. L'ordinateur tisse instantanément des fils sanglants entre des données qui resteraient autrement aléatoires et sans rapport entre elles. Ces fils sanglants forment alors un tissu, mettant au jour des réseaux secrets. Une fois de tels rapprochements établis, les membres des opérations spéciales savent où et qui frapper.

Dans le cas du butin de Sinjar, le commandant du JSOC Stanley McChrystal choisit, contre toute attente, de déclassifier l'ensemble des matériaux et de les transmettre au Centre de lutte contre le terrorisme de West Point, pour que des analystes de tous bords puissent les étudier. Et que découvrirent-ils ? D'une part, les données montraient clairement que l'affirmation propagandiste selon laquelle Al-Qaïda en Irak était un mouvement de résistance local était totalement fausse. Les recrues, d'après les données de Sinjar, venaient de Libye, du Maroc, de Syrie, d'Algérie, d'Oman, du Yémen, de Tunisie, d'Égypte, de Jordanie, d'Arabie Saoudite, de Belgique, de France et du Royaume-Uni. Les agents du Trésor américain, faisant la cartographie des transactions financières, furent en mesure d'identifier la totalité de la direction syrienne d'Al-Qaïda dans un réseau de soutien étranger en Irak, avec à sa tête un homme se faisant appeler Abou Ghadiya. Son vrai nom était Badran Turki Hashim al-Mazidih.

À peine un an après le raid de Sinjar, toute la haute direction de ce réseau de soutien à Al-Qaïda installé en Syrie avait été détruite. Au cours d'un unique raid mené en octobre 2008 à l'intérieur de la Syrie, Abou Ghadiya fut tué ainsi qu'un de ses frères et deux de ses cousins, tous des responsables de haut niveau. La base de données fournirait également une feuille de route pour les opérations des membres du JSOC dans l'ensemble de l'Irak, traquant et capturant ou tuant les recrues étrangères qui ne s'étaient pas encore sacrifiées dans des attentats suicides.

À la fin 2008, la violence en Irak avait diminué de 80 %, selon le département américain de la Défense. Cette tendance très nette s'est poursuivie jusqu'au retrait des forces américaines du pays en 2011, pour devenir inférieure à ce qu'elle avait jamais été avant l'invasion américaine en 2003.

Il y a de multiples raisons à ce renversement de situation. Le réveil sunnite de 2008 incita beaucoup d'insurgés irakiens à se retourner contre Al-Qaïda – encouragés en cela, au moins dans une certaine mesure, par l'analyse des données de Sinjar, présentée à l'été 2008, et qui révélait les origines étrangères de l'organisation. Le changement spectaculaire de stratégie orchestré par le général David Petraeus en matière de tactique anti-insurrectionnelle durant la même période joua un rôle déterminant. Mais, en

grande partie, la propre approche de Petraeus impliquait de faire monter la pression sur les éléments « irréductibles ». Comme il le disait lui-même : « J'essaie d'aller me coucher chaque soir avec plus d'amis et moins d'ennemis. »

Le JSOC se consacra au « moins d'ennemis », et McChrystal a parlé du raid de Sinjar comme d'une des percées les plus importantes réalisées par son unité.

L'emporter dans une guerre nécessite bien souvent des tactiques, des méthodes et des instruments nouveaux. Les attaques contre l'Amérique le 11 Septembre 2001 remettaient en question un principe depuis longtemps établi sur lequel reposait sa défense nationale. Oussama Ben Laden et son mouvement extrémiste, Al-Qaïda, représentaient une menace inédite : un réseau mondial de tueurs suicidaires, intelligents, bien financés et sans adresse fixe. Or le vaste arsenal de la nation, son stock d'armes nucléaires, son aviation, son armée de terre et sa marine incomparables, et même sa structure bureaucratique de surveillance, d'espionnage et d'analyse de l'information à l'échelle planétaire étaient avant tout destinés à *prévenir* une attaque. Qui s'y serait risqué alors que la réponse aurait été rapide, fatale et imparable ?

Mais si les attaques venaient de nulle part ? Que faire ?

Tel était le problème posé par le 11 Septembre. La réponse était : l'information. Trouver l'ennemi avait longtemps été un des défis fondamentaux de la guerre. Al-Qaïda ne fit qu'en augmenter le degré de difficulté. Ses militants vivaient et œuvraient, dispersés de par le monde, se servant des services mondiaux de télécommunication pour rester en contact. Étant donné la complexité et la nature internationale de ces liens, l'utilisation de pseudonymes et de toutes les astuces du métier d'espion, comment pouvait-on trouver ce nouvel ennemi ?

C'est ce qu'indiquèrent la saisie du « trésor » de Sinjar et la rafle qui s'ensuivit. Six ans après les attentats du 11 Septembre, plongés dans deux guerres, toujours hantés par l'image provocatrice d'un Ben Laden en liberté, les États-Unis d'Amérique avaient un solide motif de réconfort.

Ils avaient compris de façon précise comment riposter.

1 – Une définition du mal

11 Septembre 2001

Peu avant huit heures, par une matinée ensoleillée à Chicago, Barack Obama roulait sur la Lake Shore Drive quand la musique diffusée par la radio fut soudain interrompue par un bulletin d'information. Un avion s'était écrasé contre les tours du World Trade Center, à New York. Il ne prêta guère attention à cette nouvelle. Cela voulait dire qu'un malheureux pilote de Cessna s'était salement planté.

Le Loop se trouvait à quinze minutes de la maison du sénateur de l'État de l'Illinois Obama, dans Hyde Park, un trajet dont il avait l'habitude. À sa droite s'étendait la surface plate du lac Michigan et devant, à sa gauche, le paysage de gratte-ciel vertigineux, dominé par la Sears Tower, un monolithe noir hérissé d'antennes. Entouré par un tel plan d'eau et par le ciel de l'Illinois, on avait l'impression de plonger dans un univers de bleu.

Obama devait se rendre au Thompson Center, l'imposant siège de dix-sept étages du gouvernement de l'État, un vaste édifice étincelant à la façade tapissée de vitres réfléchissantes incurvées qui lui donnait l'air d'un vaisseau spatial échoué. Le décor était remarquable, mais la tâche qui l'attendait était de la pure routine bureaucratique, une séance du Joint Committee on Administrative Rules. L'ordre du jour promettait des heures de discussion sur des points de détail – des changements proposés dans le fonctionnement de trente-neuf conseils, programmes, commissions et départements distincts.

Obama représentait le 13^{e} district, à l'extrémité nord du South Side. Il occupait également deux autres postes : il était juriste pour un grand cabinet d'avocats de la ville et enseignait le droit constitutionnel à l'université de Chicago. Dans sa ville adoptive, il était considéré comme un personnage de moyenne importance, et depuis longtemps, à l'échelon local, comme un jeune homme extrêmement prometteur, ce qui n'empêchait pas que sa carrière semblait en panne. Il avait été sévèrement battu dans des élections pour la Chambre des représentants deux ans plus tôt, un véritable désaveu,

en réalité. Il avait perdu avec un écart de 50 %. Son intelligence était évidente, trop évidente peut-être compte tenu de son diplôme de droit de Harvard et de son mandat de premier président afro-américain de la prestigieuse revue juridique de cet établissement. Mais les titres des grandes universités américaines ne constituaient un atout dans le monde politique d'une grande ville que si l'on bénéficiait d'une bonne crédibilité populaire, ce qu'Obama n'avait pas. Il faisait l'effet d'un professeur de droit. Ce qu'il avait pour lui, c'était d'être « cool », qualificatif que les gens lui appliquaient de manière à la fois favorable et défavorable. Il était « cool », en ce sens qu'il avait du style et une *présence* ; il était grand et mince, posé et charmant. Mais il était « cool » également dans l'autre acception du terme. Il avait l'air fréquemment distant, en retrait, voire hautain. Ayant eu 40 ans le mois précédent, il était trop vieux pour être considéré comme un prodige. Sa Jeep Cherokee noire était la voiture d'un homme dévoué à sa famille. Sa femme Michelle et lui avaient deux filles, le bébé Sasha et Malia, âgée de 3 ans.

Il se gara, monta dans un des ascenseurs transparents de l'immense atrium et s'installa dans un fauteuil pour écouter un témoin lire une déclaration préparée à l'avance, lorsque les téléphones portables se mirent à striduler de tous côtés. Obama baissa les yeux pour voir les messages qui s'amoncelaient dans son BlackBerry. Des murmures ne tardèrent pas à couvrir la déclaration. Le témoin continuait, mais très vite personne ne fit plus attention à lui. De partout affluaient des nouvelles du quartier de Lower Manhattan. La seconde tour avait été touchée. Les deux avions étaient des appareils commerciaux. Les tours étaient en feu. Il ne s'agissait pas d'un accident. Il s'agissait d'une attaque coordonnée.

Le Thompson Center fut alors évacué, et Obama sortit comme tout le monde. Sur le trottoir, en compagnie des milliers d'habitants qui avaient dû quitter les grands buildings du Loop, il regarda instinctivement en direction de la Sears Tower. Soudain, le gratte-ciel emblème de Chicago lui apparut sous un tout autre jour. Ce n'était plus simplement un symbole de l'identité de la ville lacustre. Il se découpait à présent telle une cible géante.

À Sarasota, Michael Morell se demanda si un avion n'était pas en train de foncer sur lui. Il était le porte-parole de la CIA auprès de George

W. Bush, et faisait partie de l'entourage du président ce matin-là. La visite constituait un véritable événement dans cette ville de l'ouest de la Floride. Quiconque prendrait Bush pour cible saurait tout de suite où le trouver, et un avion de ligne ferait parfaitement l'affaire.

Morell était assis sur la banquette arrière d'une camionnette du cortège présidentiel au moment où le premier avion s'était écrasé. Ils dévalaient la Gulf Mexico Drive à Longboat Key lorsque Ari Fleischer, l'attaché de presse de Bush, prit un appel et se tourna ensuite vers lui.

« Michael, est-ce que vous savez quelque chose à propos d'un petit appareil qui aurait percuté le World Trade Center ? »

En tant qu'officier de renseignement maison, Morell était l'homme sur lequel on comptait pour avoir le scoop quand quelque chose d'insolite se produisait. L'avion s'était écrasé alors qu'ils étaient en route, de sorte qu'il n'avait entendu parler de rien. Il pensait que c'était probablement un avion de tourisme qui s'était égaré à cause du mauvais temps ou quelque chose de ce genre, mais il appela le quartier général de Langley, en Virginie. Le centre des opérations de la CIA l'informa qu'une collision avait eu lieu, que l'immeuble était celui de la tour Nord, et qu'il ne s'agissait pas d'un petit avion mais d'un jet commercial.

L'analyste chevronné de la CIA s'était levé avant l'aube, comme il en avait l'habitude, puis il était resté seul dans sa chambre d'hôtel à se préparer pour sa réunion matinale avec Bush. Chaque jour, à huit heures, Morell présentait le PDB, le *President's daily briefing*, un résumé des derniers rapports des services de renseignement à travers le monde. Il s'était envolé vers le Sud à bord d'Air Force One l'après-midi précédent, début d'une tournée d'une semaine à travers le pays pour promouvoir les initiatives de Bush en matière d'éducation. Ils s'étaient d'abord arrêtés à Jacksonville, pour une table ronde, puis à Sarasota, où ils avaient passé la nuit au Colony Beach and Tennis Resort, sur une des îles le long du littoral de la ville.

La présence de Morell n'avait rien à voir avec l'éducation, thème de cette tournée. Tout comme l'officier supérieur transportant le « ballon de foot » du président, le dispositif de codage nécessaire pour autoriser une attaque nucléaire, le porte-parole de la CIA allait partout où allait Bush. L'Amérique n'avait pas été attaquée directement de façon significative depuis Pearl Harbor, aussi le briefing matinal concernait-il en général des

choses plus théoriques, telles que des « problèmes de sécurité nationale ». Il y avait toujours des menaces terroristes, mais il n'y avait rien eu dans le briefing ce matin-là concernant quoi que ce soit de précis ou d'imminent.

Bush n'aimait pas trop éplucher des rapports écrits. Il préférait que Morell lui indique les faits saillants, après quoi il lisait les passages les plus pertinents et posait des questions. Pour Morell, chaque jour, cette demi-heure matinale avait quelque chose d'un spectacle sur commande. Le président y prenait plaisir. Il en parlerait par la suite comme d'« un des moments les plus captivants » de sa journée. Bush entretenait des rapports amicaux avec les membres de son équipe et s'intéressait la plupart du temps non seulement à ce que Morell avait à lui signaler, mais également à son opinion. Un rôle grisant, bien que quasiment invisible. Petit, méticuleux, avec des lunettes et des cheveux châtain clair soigneusement peignés, Morell faisait l'effet d'un homme ordinaire par nature. Son complet était souvent froissé, et il se sentait manifestement mal à l'aise en société, le genre d'individu à se recroqueviller sur un siège, tous genoux et coudes dehors. Cette attitude et son teint pâle de sédentaire lui donnaient un air presque fragile comparé aux robustes gardes du corps et aux conseillers militaires rougeauds du président. Dans la conversation, il pouvait se montrer impétueux. Il parlait avec un accent saccadé de l'Ohio et se saisissait des idées à bras-le-corps, les sourcils froncés, le menton en avant. Pendant la majeure partie de sa carrière dans l'agence d'espionnage, il avait été un spécialiste de l'Asie.

Lorsqu'il le rencontra ce matin-là, Bush avait déjà pris quelques minutes pour lire la Bible, fait un jogging dans l'obscurité autour du terrain de golf du Colony, avant de s'habiller et d'avaler son petit-déjeuner. Le briefing, encore aujourd'hui classé secret, avait porté principalement sur la Chine, où quelques mois plus tôt un EP-3 de la marine américaine, un appareil à hélices destiné à recueillir des renseignements, était entré en collision avec un avion de chasse chinois au large de l'île de Hainan, tuant le pilote du chasseur et provoquant une mini-crise internationale, la première de la présidence Bush. Morell avait aussi des nouvelles fraîches, toujours classées secrètes également, en provenance de Russie, où les retombées du scandale de l'espion Robert Hanssen avaient provoqué l'expulsion réciproque de diplomates au cours des derniers mois. Après quoi il informa

le président sur l'évolution du soulèvement palestinien en cours, dont la violence croissante était au centre de l'actualité internationale. Un point à l'ordre du jour incita Bush à appeler sa conseillère à la Sécurité nationale, Condoleezza Rice, qui était restée à la Maison-Blanche, mais, dans les années suivantes, personne ne se souviendrait du motif de cet appel. Au regard de ce qui arrivait – les quatre avions de ligne voués à la destruction étaient déjà dans les airs –, les points au programme de la journée sembleraient très vite anecdotiques.

Le briefing achevé, Bush partit pour la visite prévue à l'école élémentaire Emma E. Booker, où, à neuf heures, il devait se rendre dans une classe de CE1, devant une kyrielle de journalistes et de caméras de télévision. Ils se trouvaient à l'école lorsque tomba la nouvelle concernant le deuxième avion. Morell attendait avec le reste de l'équipe du président dans une salle de classe voisine. Elle était équipée d'un poste de télévision, qui ne tarda pas à montrer la vidéo de la bouleversante collision contre la tour Sud. Les deux tours étaient à présent en flammes.

Andrew Card, chef de cabinet de la Maison-Blanche, alla chuchoter la nouvelle à l'oreille du président, qui était assis sur une chaise devant les élèves, les écoutant lire un livre ayant pour sujet une petite chèvre.

« Un deuxième avion a heurté la seconde tour, lui dit Card. L'Amérique est attaquée. »

Les caméras enregistrèrent l'expression de stupeur qui s'afficha sur le visage du président. Ce qui lui vaudrait d'être ensuite critiqué par certains, mais comment réagir lorsque l'on reçoit une nouvelle de ce genre ? Bush décida de garder son calme. Il resta devant la classe jusqu'à la fin de l'histoire ; son comportement avait néanmoins totalement changé. Jusque-là, il avait semblé apprécier la prestation des enfants. Il avait maintenant l'air sinistre, l'esprit visiblement ailleurs. Une fois l'histoire terminée, il félicita les élèves puis se rendit d'un pas pressé dans la salle contiguë. La télévision passait la vidéo du vol United Airlines 175 percutant au ralenti la tour Sud puis explosant en une boule de feu. Fleischer consulta le président, qui griffonna à la hâte des remarques avant de regagner la salle de classe bondée pour faire face à nouveau aux caméras et aux journalistes.

« Mesdames et messieurs, c'est un moment difficile pour l'Amérique », commença-t-il.

Des avions tombaient du ciel, guidés par des pirates de l'air kamikazes qui les précipitaient contre des bâtiments publics symboles de la nation, se sacrifiant eux-mêmes ainsi que les passagers de l'appareil et faisant des milliers de victimes. Personne ne savait combien ils étaient.

Morell songea qu'ils devaient emmener Bush sur-le-champ. Il se dirigea vers un agent du Secret Service, avant de se rendre compte que les membres de l'unité de protection se trouvaient devant lui. Ils lui indiquèrent de sortir du bâtiment pour rejoindre les véhicules du cortège. Le président ayant fini sa brève déclaration, ils filèrent comme une flèche vers l'aéroport.

Les mauvaises nouvelles continuaient à arriver. Un troisième avion, le vol American Airlines 77, percuta le Pentagone alors qu'ils fonçaient à toute allure vers le nord sur la 41. Brusquement, toutes les constructions élevées, tous les monuments, toutes les choses ayant de la valeur semblaient en danger. Où le prochain avion frapperait-il ? L'ampleur de la panique en ces premières heures n'avait rien de paranoïaque. Mais en même temps, la peur que suscitaient les attaques provoqua une sorte de réaction primale et auto-protectrice. Soixante et onze minutes exactement après que la tour Nord eut été touchée, à des centaines de kilomètres à l'ouest de New York, en Pennsylvanie, les passagers du vol American Airlines 93 tentèrent de maîtriser les hommes ayant pris le contrôle de leur appareil. Il s'écrasa dans un champ à l'est de Pittsburgh, à Shanksville, Pennsylvanie. La réaction fut soudaine et nationale. Il y eut d'abord la réponse militaire immédiate, le décollage de chasseurs, le rapide renforcement de la sécurité sur leurs bases ; les aéroports furent fermés, les rues bloquées, les immeubles évacués.

À Chicago, lorsque Obama s'aperçut au bout d'un moment que personne ne retournait dans le Thompson Center, il alla à sa voiture et fit le court trajet jusqu'à son bureau d'avocat. Le cabinet Davis, Miner, Barnhill & Galland était installé dans une maison en brique. Ils disposaient d'une petite salle de conférences au sous-sol équipée d'une télévision, où ils se regroupèrent pour suivre le drame qui se déroulait. De même que des millions de personnes à travers le monde, ils virent des hommes et des femmes bloqués aux étages supérieurs des tours jumelles, toujours en vie, entassés contre les rebords des fenêtres avec des flammes derrière eux,

agitant désespérément la main pour obtenir des secours qui ne pouvaient pas les atteindre, essayant de savoir ce qu'ils devaient faire, certains se jetant dans le vide. Ils regardèrent les tours s'écrouler, imaginant les milliers d'êtres humains piégés à l'intérieur. Ils contemplèrent la fumée et les flammes s'élevant d'un mur éventré du Pentagone.

À San Diego, où il était encore très tôt le matin, Bill McRaven suivait les événements depuis un lit d'hôpital installé chez lui. Même handicapé, le commandant des Navy SEAL[1] conservait son allure militaire. Son grand corps étendu était mince et musclé. Ses cheveux rasés attiraient l'attention sur ses oreilles décollées, et les moitiés inférieure et supérieure de son visage semblaient légèrement de guingois, sa longue mâchoire saillante soulignant ses manières décidées. Ces derniers temps, le commandant McRaven n'avait pas fait grand-chose à part aller d'un lit d'hôpital à un fauteuil roulant et vice versa. C'était une faiblesse humiliante pour quelqu'un d'aussi physique. Il avait été une vedette de l'athlétisme dans son lycée de San Antonio, au Texas, puis dans l'armée. Comme tous les membres des unités d'élite des forces spéciales, il avait passé sa vie à repousser ses limites, mentalement et physiquement… des limites qui finissent par rattraper la plupart. Deux mois plus tôt, il avait été victime d'un terrible accident de parachute, faisant une chute libre de 3 000 mètres avant de rentrer dans le parachute ouvert d'un autre sauteur. Tournoyant violemment et seulement à demi conscient, il avait réussi à tirer sur la sangle d'ouverture, sauvant sa vie, avec une jambe enchevêtrée dans les cordes de descente et l'autre dans celles de montée. L'ouverture du parachute l'avait pratiquement scié en deux, faisant craquer son pelvis, brisant ses reins et déchirant les muscles de la paroi de l'estomac. Il n'y aurait plus de missions dangereuses dans son proche avenir, et quand bien même il pourrait sortir du fauteuil roulant, il n'en continuerait pas moins d'être maintenu par des plaques et des broches jusqu'à la fin de ses jours.

Il avait échappé à l'hôpital en faisant transporter son lit à son domicile, aussi est-ce de là qu'il vit les attaques se produire ce matin-là. Il n'était pas amer. McRaven acceptait la sélection implacable due à sa profession. Il se disait que, s'il avait été suffisamment bon pour descendre en chute libre avec une équipe SEAL au combat, un tel accident ne lui serait pas arrivé. Il

ne se souciait pas de perdre ses chances d'obtenir une promotion. S'il avait eu l'ambition de monter en grade, il n'aurait jamais rejoint une unité SEAL. Il en allait de même dans l'armée ; les opérations spéciales étaient une voie menant à des actions de petits groupes, pas au commandement, qui impliquait traditionnellement d'assumer la responsabilité d'un nombre d'hommes de plus en plus important. Les forces régulières considéraient les « irréguliers », les membres des opérations spéciales, comme… eh bien, des irréguliers. Vous faisiez ce choix pour sauter d'un avion, faire exploser un objectif et éventuellement tester vos aptitudes par le biais d'une mission réelle même quand le pays n'était pas officiellement en guerre. Il avait 45 ans et avait été tout récemment commodore du Naval Special Warfare Group à Coronado, le meilleur poste qu'il aurait jamais, pensait-il à présent. Ce qui allait lui manquer, c'était l'action.

McRaven avait combattu dans la guerre du golfe Persique et s'était entraîné toute sa vie d'adulte pour des missions dangereuses. Il n'y avait pas moyen de savoir exactement comment les États-Unis réagiraient à ces attaques, mais de toute évidence le pays était en guerre et la guerre allait lui passer sous le nez.

Le responsable de ces attentats n'était probablement pas un État-nation. Il y avait davantage de chances qu'il s'agisse d'un groupe relativement peu nombreux de fanatiques dévoués opérant depuis de multiples bases difficiles à localiser. La guerre impliquait constamment de nouveaux défis. Un pays incité à agir par une menace inédite devait progresser à tâtons, inventer la stratégie et la tactique qui lui permettraient de l'emporter. Cela prenait du temps – cela prendrait près d'une décennie en l'occurrence –, mais McRaven occupait une position unique pour voir comment cela se terminerait. Il avait réalisé une étude sur les Opérations spéciales. Il était déjà convaincu – d'après les premiers indices présentés par la télévision – que c'était l'œuvre d'un petit groupe terroriste se faisant appeler Al-Qaïda. Les hommes tels que McRaven avaient, contrairement à la majeure partie du pays, déjà entendu parler d'Al-Qaïda. Et si ce n'était pas ce groupe, c'était un groupe du même genre. Comment lutter contre une organisation clandestine, apatride, qui fomente dans le plus grand secret des attaques meurtrières ? Avec des renseignements et des unités spéciales hautement qualifiées comme les SEAL, des hommes capables de frapper rapidement et

avec précision n'importe où dans le monde. Son escadron irait à la guerre, et ce serait sans lui.

Mais il était le mieux placé pour savoir que cette guerre allait demander du temps. Avec le temps, il guérirait. Avec le temps, il pourrait peut-être reprendre du service.

À Washington, Michèle Flournoy vit la fumée s'élever du Pentagone, de l'autre côté du Potomac. Elle avait beaucoup d'amis qui travaillaient là.

Diplômée de Harvard et d'Oxford, elle était, à 40 ans, un penseur influent dans les cercles de la défense, et l'une des rares femmes à Washington qui avaient fait de la sécurité nationale sa profession. Tous ceux qui la connaissaient savaient que ce n'était qu'une question de temps avant qu'elle n'occupe à nouveau un poste de haut niveau au sein du Pentagone, mais pour l'heure, comme tous ceux dont l'emploi au gouvernement était lié à l'ascension de l'un ou l'autre parti politique, son passé de planificateur principal au Pentagone sous l'administration Clinton impliquait comme pour de nombreux experts un exil de fait durant le premier mandat à la Maison-Blanche d'une administration républicaine.

Flournoy était connue pour sa vision pragmatique et internationaliste de la défense nationale, fondée davantage sur le partenariat et sur le réalisme que sur l'idéologie. Le président Bush avait confié la majorité des postes de la Défense à des gens plus enclins à utiliser la puissance militaire américaine de façon unilatérale, à rechercher des partenaires internationaux, mais sans se compromettre pour autant. Avec la nation en paix, ces différences philosophiques faisaient l'objet de débats pour les spécialistes en la matière et de forums concernant la planification et le renforcement de la capacité militaire. Tôt ce matin-là, Flournoy avait été interrogée sur la National Public Radio à propos de certaines des mesures envisagées par le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld. Elle travaillait pour le Center for Strategic and International Studies (CSIS), un groupe de réflexion bipartite, et enseignait à l'Université de la défense nationale, aidant le Pentagone à préparer sa Quadrennial Defense Review, un vaste plan stratégique destiné à l'énorme ministère qui esquissait les aspects les plus pratiques des priorités de la défense nationale. Lorsque les avions avaient commencé à

percuter leurs cibles, elle assistait à une réunion de Defense Forecasts International dans un immeuble situé juste en face de la Maison-Blanche.

Tous les immeubles des alentours avaient été évacués. Alors que, debout dans Pennsylvania Avenue, elle regardait l'inquiétante colonne de fumée dériver de l'autre côté du fleuve, elle savait que ce dont ils avaient discuté à la réunion avait soudain perdu tout intérêt, comme si quelqu'un avait effacé le comité au complet d'un simple coup de gomme. Les priorités de l'Amérique en matière de défense venaient d'être remises en question de façon violente et radicale.

Elle marcha jusqu'aux bureaux du CSIS quelques rues plus loin, appela chez elle pour vérifier que ses enfants allaient bien, puis elle essaya de joindre par téléphone des amis au Pentagone, sans succès. Elle reçut alors quelques coups de fil de collègues et de journalistes, dont celui de la NPR auquel elle avait parlé quelques heures auparavant. Elle leur confia qu'on soupçonnait Al-Qaïda d'être à l'origine de ces attentats, mais qu'il ne s'agissait encore que d'une hypothèse.

Autre démocrate en exil, Thomas Donilon se trouvait également dans le centre-ville, effectuant son examen de santé annuel dans un cabinet de M Street. Il avait 46 ans, âge où des années d'heures interminables derrière un bureau commençaient à se faire sentir, surtout pour un homme corpulent tel que lui. Avocat très longtemps au gouvernement, il était connu pour abattre la besogne de trois personnes, mais avait négligé son corps. Dans la capitale mondiale de la boulimie du travail, il passait pour un cas exceptionnel. Donilon avait été le plus jeune assistant au sein du personnel du président Carter en 1977 et avait occupé le poste de chef de cabinet sous l'administration Clinton. Il avait participé à la campagne de Clinton en 1992 comme représentant du président G.H.W. Bush et de Ross Perot dans la préparation des débats. Il était obstiné et coriace, bien que toujours aimable. Il avait une façon de montrer les dents en parlant comme s'il mâchait les mots. Clinton aimait se livrer à des joutes verbales avec lui avant un débat important. À présent, ayant passé moins d'un an dans la nouvelle administration républicaine, il s'habituait à la vie de marginal, mettant à profit son diplôme de droit et sa connaissance de la bureaucratie

gouvernementale en travaillant comme lobbyiste pour le géant du financement de l'immobilierFannie Mae.

Lorsque son médecin en eut terminé, il récupéra sa voiture dans le garage sous l'immeuble et se retrouva au milieu des embouteillages. Les immeubles de bureaux de l'ensemble du district avaient été évacués. On aurait dit que tous les employés du gouvernement étaient en train de rentrer chez eux. Donilon essaya d'appeler sa femme, mais les réseaux étaient saturés et son appel ne pouvait aboutir. Il écouta la radio tandis qu'il tentait de rentrer chez lui. Sa femme avait déjà réussi à regagner leur domicile après être allée récupérer leur fille à son établissement préscolaire de Bethesda. Ils allumèrent la télévision et regardèrent comme tout le monde.

Michael Vickers se trouvait à seulement quelques blocs de là, dans les bureaux de son petit groupe de réflexion, le Center for Strategic and Budgetary Assessments. Il l'avait créé après avoir quitté le renseignement et l'armée. Vingt ans plus tôt, agent de la CIA brillant, il avait contribué à la préparation d'une opération clandestine visant à aider un vague groupe de chefs tribaux et d'extrémistes musulmans à lutter contre l'Union soviétique en Afghanistan, de l'avis général la plus importante mission secrète de toute l'histoire de l'agence de renseignement. L'ancien officier des forces spéciales de l'armée était célèbre pour son travail de terrain, contrairement à l'image qu'il donnait de lui. Il avait tout de l'intello. Il avait un œil légèrement paresseux et semblait loucher, de sorte qu'il n'impressionnait guère les gens, mais c'était un spécialiste légendaire du Proche-Orient, et il avait des contacts étroits dans la région, lesquels, joints à une carrière embrassant à la fois le renseignement et les opérations spéciales, se révéleraient particulièrement précieux dans cette nouvelle guerre. Le lendemain, il serait de retour au Pentagone comme expert-conseil, appelé par Rumsfeld pour l'aider à déterminer la façon dont les États-Unis devaient réagir.

En Bosnie, le général de brigade David Petraeus se trouvait au siège de la Nordic-Polish Brigade en début de soirée quand la nouvelle arriva. Petit et nerveux, le dos légèrement voûté en raison d'un accident dont il avait été victime lors d'un saut en parachute, il était assis avec un groupe d'officiers

de différents pays, regardant les tours s'écrouler et comprenant que sa mission et celle de chaque soldat américain était sur le point de changer. Ses soupçons se portèrent aussitôt sur Al-Qaïda et son fondateur, un dénommé Oussama Ben Laden.

Ce n'était pas une hypothèse en l'air. Petraeus avait fait partie de l'état-major interarmées au Pentagone pendant la période où l'administration Clinton se demandait souvent s'il fallait s'en prendre au chef islamiste radical et de quelle façon. La décision avait été alors de lancer des missiles de croisière contre des cibles du réseau Al-Qaïda au Soudan et en Afghanistan, un geste spectaculaire qui n'avait pas servi à grand-chose. Ben Laden restait insaisissable. La réaction serait maintenant d'une telle ampleur qu'elle transformerait le monde. En Bosnie, Petraeus commandait un groupe opérationnel clandestin, composé de membres d'élite des différentes branches de l'armée, qui recherchait et prenait pour cibles les criminels de guerre serbes et croates en fuite, accumulant des renseignements puis se jetant rapidement sur les cibles en question, souvent depuis des hélicoptères la nuit.

Avant de s'envoler vers son propre quartier général, Petraeus songeait déjà à réorienter sa mission.

À New York, l'étudiant de troisième cycle Ben Rhodes assista à la tragédie depuis Brooklyn. Il travaillait pour obtenir une maîtrise en création littéraire à l'université de New York. Il tâtait également de la politique locale, et on l'avait mis à contribution pour distribuer des tracts en faveur de la candidate au conseil municipal Diana Reyna – c'était jour d'élection à New York. Il s'était engagé dans la politique après s'être confronté aux gauchistes de sa classe préparatoire de l'Upper West Side, puis au républicanisme texan à l'université de Rice, par crainte de glisser dans le dogmatisme. Il était donc à ce moment sur le quai de Brooklyn Heights, à distribuer des tracts.

Les flammes et la fumée montant de la tour Nord étaient pour le moins surprenantes. Il se dit qu'il avait dû y avoir un grave accident. Dix-sept minutes plus tard, il distingua de l'autre côté de l'East River une lumière intense en haut de la tour Sud, et l'instant suivant elles étaient toutes les deux en flammes, des torches géantes envoyant deux épais panaches de

fumée noire à travers l'horizon de Manhattan. Il ne pouvait pas en croire ses yeux. La radio d'un flic posté non loin beugla un appel à tous les effectifs disponibles, et il sembla que la ville entière retentissait de sirènes. Rhodes se tourna pour voir la Brooklyn-Queens Expressway au-dessus de lui pleine de voitures de police et d'ambulances, gyrophares allumés, fonçant vers le nord en direction du pont de Brooklyn et, au-delà, de Manhattan.

Les flammes et les traînées de fumée ne diminuaient pas. L'ampleur de l'événement était difficile à saisir. Rhodes continuait à regarder lorsque la tour Sud s'effondra. Aucun bruit ne lui parvint de l'autre côté du fleuve. Ni grondement ni fracas n'accompagnèrent ce spectacle. Le gratte-ciel s'aplatit brusquement, se repliant sur lui-même comme s'il avait été conçu à cet effet, et disparaissant dans d'immenses nuages blancs de débris.

Il se mit à marcher. De toute évidence la tour Nord était également condamnée, et il n'avait pas envie de voir ça. Ces tours avaient été des repères de son enfance à New York. Il n'y avait rien dans la conception du monde de ses 23 ans qui pût s'accommoder de ce qu'il venait de voir. Rhodes admirait Ernest Hemingway – il avait baladé dans sa poche un exemplaire du *Soleil se lève aussi* tout au long de ses années d'études de premier cycle. Au plus profond de lui-même, Hemingway croyait à la nécessité de regarder la dure réalité en face. Rhodes, le romancier en puissance, devait s'éloigner de la fiction ce jour-là. Quelle que fût la nature de ce qu'il venait de voir, c'était un défi qu'il avait à relever. Comme pour la plupart des Américains qui furent témoins de ces événements, sa vie ne serait plus jamais la même.

Le président Bush était en avion lorsque les tours s'effondrèrent après avoir pris feu. Son cercle restreint et lui les regardèrent depuis la salle du personnel à l'avant d'Air Force One, où l'on pouvait capter les signaux des télévisions locales. Lesquels signaux apparaissaient et disparaissaient. Bush s'alarma que l'avion ne soit pas équipé d'une antenne parabolique – un défaut qu'il ferait corriger. Un commentateur annonça que la responsabilité des attaques avait été revendiquée par le Front démocratique de libération de la Palestine.

Cela n'avait aucun sens pour Morell. Le Front était un vieux groupe dissident de l'Organisation de libération de la Palestine, quasiment défunt.

« Que savez-vous sur ce groupe ? lui demanda Bush.

— Ils n'ont pas la capacité de commettre un attentat comme celui-ci. »

Dans les minutes qui suivirent, l'information fut démentie.

Le passage immédiat à l'état de guerre était frappant. Le cortège avait à peine atteint la piste de l'aéroport international de Sarasota-Bradenton que des membres du Secret Service armés de fusils automatiques entourèrent Air Force One. Personne n'avait encore jamais vu un attentat pareil, de sorte que personne ne savait à quoi s'attendre, qui se trouvait derrière, quelle étendue il se révélerait avoir. Aussi tout le monde était-il suspect. Les agents vérifièrent chaque bagage avant que l'équipe du président ne grimpe la passerelle jusqu'à l'avion, y compris les sacs de Card et de Morell, et même ceux des militaires transportant les codes nucléaires.

Comme l'homme de la CIA montait dans l'appareil, il demanda à un des agents :

« Où allons-nous ?

— On va juste survoler le pays. »

Avec des avions pleuvant du ciel, peut-être l'endroit le plus sûr pour le président était-il tout simplement… dans les airs.

Ils se rendirent à la base militaire de Barksdale pour faire le plein et se ravitailler. Des bombardiers s'alignaient le long de la voie de circulation. Des informations faisant état de nouveaux attentats ne cessaient d'arriver : des bombes, d'autres avions transformés en missiles, une menace contre Air Force One, une attaque visant le ranch de Bush à Crawford, au Texas… Toutes s'avéreraient infondées, mais, à la lumière de l'audace et de l'horreur des attentats déjà connus, toute nouvelle alarme semblait plausible.

Au moment où Bush descendit de l'avion pour enregistrer un message au peuple américain, Morell resta à sa place en compagnie de la majeure partie de l'équipe présidentielle. L'équipage de l'appareil chargea à la hâte de l'eau et de la nourriture ; personne ne savait au juste combien de temps le président continuerait à voler en tous sens. Lorsqu'un aide de camp descendit le couloir avec un manifeste de vol, ordonnant à certains de sortir, l'homme de la CIA demanda ce qui se passait.

« Nous devons débarquer un tas de gens ici, répondit-il.

— Et moi ? s'enquit Morell.

— Andy Card dit que vous restez. »

Ils décollèrent, leur chargement allégé, vers une base du Strategic Air Command à Omaha, au Nebraska. Lorsqu'ils sillonnèrent à nouveau le ciel, Morell fut appelé une fois de plus dans la cabine de Bush.

« Qui a fait ça, à votre avis ? » lui demanda le président.

Morell avait été au téléphone avec Langley, mais personne jusqu'ici n'avait été en mesure de lui donner une réponse précise.

« Il y a deux États terroristes possibles : l'Iran et l'Irak, déclara Morell au président, mais ils ont tous les deux beaucoup à perdre et rien à gagner. Si je devais faire un pari, je mettrais un gros paquet sur la table qu'il s'agit d'Al-Qaïda.

— Quand le saurons-nous ? » interrogea Bush.

Morell ne pouvait pas dire. Il avait fallu du temps à l'agence pour identifier avec certitude les auteurs d'attentats antérieurs : contre les tours de Khobar en 2000 en Arabie Saoudite, contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya en 1998, contre l'*USS Cole* au large du Yémen en 2000. Dans le premier cas, cela avait pris dix jours ; dans le deuxième, plusieurs mois.

« Il se peut que nous le sachions rapidement, comme il se peut que cela prenne un moment. »

En fait, la nouvelle ne se fit pas attendre. Un analyste de Langley avait vérifié les manifestes de vol de l'avion kamikaze et fait directement le lien entre les pirates de l'air et Al-Qaïda. L'information était connue depuis une heure, mais elle n'avait pas été transmise à Morell. Bush l'apprit par vidéophone du directeur de la CIA, George Tenet. À ce stade, le président s'opposa aux membres de son équipe de sécurité, leur demandant de le ramener à Washington. Il allait s'adresser à la nation le soir et tenait à le faire depuis la Maison-Blanche.

Sur le chemin du retour, Morell eut un nouvel entretien avec Bush, cette fois à propos d'un rapport d'un service de renseignement étranger, selon lequel des cellules dormantes aux États-Unis se préparaient à lancer une seconde vague d'attaques. Au cours d'un de ses briefings, Morell avait averti Bush en août de la probabilité d'un attentat d'Al-Qaïda, mais on

n'avait accordé que très peu d'importance à la chose. Cela n'avait généré aucun sentiment d'urgence particulier, en dépit du titre alarmant du rapport proprement dit : « Ben Laden déterminé à frapper aux États-Unis ». En tout cas, rien qui soit à l'échelle de ce qui était en train de se passer. Avec une bonne partie des effectifs en vacances, Morell s'était débattu pour trouver des éléments d'information à présenter au président en août. Ce qu'il appelait les « bouts de déprime de l'été ». Ils avaient un caractère largement stratégique : des discussions sur des menaces potentielles d'une nature plus préoccupante que la plupart des points à l'ordre du jour de la matinée, des problèmes imminents concernant l'agence, mais avec peu de détails. Ben Laden avait parlé de faire quelque chose de spécial aux États-Unis, quelque chose dont ses adeptes pourraient se « réjouir », mais cela faisait des années qu'il proférait de telles menaces. Le rapport notait que le FBI avait « soixante-dix enquêtes exhaustives sur le terrain » actuellement en cours concernant des menaces liées à Ben Laden. L'axe général était qu'Al-Qaïda projetait des actions ; de quelle nature, le gouvernement américain n'en avait pas la moindre idée, mais faisait tout son possible pour les empêcher.

Air Force One descendit vers la base aérienne d'Andrews à la tombée de la nuit. Beaucoup de ceux qui se trouvaient à bord somnolaient, ayant déjà eu une longue et difficile journée de travail et sachant qu'ils avaient une longue nuit devant eux. Morell se réveilla pour regarder par le hublot. Deux F-16 avaient manœuvré de manière à les escorter dans leur descente, volant avec précision à la hauteur de chaque aile, si près qu'il pouvait distinguer de son côté le visage du pilote dans le cockpit. Au loin, une colonne de fumée continuait à monter du Pentagone.

Il rentra tard chez lui pour écouter à la télévision le discours du président au pays. Avant d'aller se coucher, Morell alla jeter un coup d'œil à ses enfants, qui dormaient sur des piles d'animaux en peluche. Il songea : « Le monde dans lequel ils vivent a totalement changé et ils n'en ont aucune idée. »

Ce soir-là, s'exprimant depuis le Bureau ovale, le président Bush déclara :

« Aujourd'hui, nos concitoyens, notre mode de vie, notre liberté même ont été attaqués dans une série d'actes terroristes meurtriers et délibérés. » Il

relata en détail les événements de la journée et fit l'éloge de tous ceux qui avaient répondu, au péril de leur vie, aux situations d'urgence. Il promettait de « trouver les responsables et [de] les mettre à la disposition de la justice ».

L'homme en définitive responsable, Oussama Ben Laden, était peu connu avant ce jour en dehors des cercles de la sécurité nationale, mais il était maintenant le terroriste le plus célèbre de la planète. Dans les semaines et les mois à venir, il reconnaîtrait son implication dans les attentats, célébrerait les pirates de l'air assassins comme des martyrs à sa cause et apparaîtrait sur une cassette vidéo riant gaiement et rendant grâce à Allah pour leur succès.

« Voici l'Amérique, frappée par Dieu Tout-Puissant à l'un de ses organes vitaux », dirait-il dans une vidéo rendue publique quelques semaines plus tard, portant une veste de camouflage, assis à côté d'un AK-47 datant de l'époque du djihad contre l'Union soviétique, sa longue barbe visiblement striée de gris. « Ses bâtiments les plus prestigieux ont été détruits, que Dieu en soit remercié. Voici l'Amérique remplie d'horreur du nord au sud et de l'est à l'ouest. Dieu en soit loué. Ce que l'Amérique vit maintenant est insignifiant comparé à ce que nous avons vécu pendant des dizaines d'années. Notre Nation [les musulmans partout dans le monde] a vécu la même chose depuis plus de quatre-vingts ans [à savoir la fin de l'Empire ottoman pendant la Première Guerre mondiale] d'humiliation et de honte. »

À partir du 11 Septembre, chaque jour où Ben Laden échapperait à l'Amérique serait une victoire pour lui. On ne saurait trop insister sur l'importance de cet élément. Peu importe ce que le pays ferait pour venger les attentats, peu importe le nombre de régimes qu'il renverserait, peu importe les coups qu'il porterait à Al-Qaïda, chaque jour que cet homme passerait en liberté serait, d'une certaine manière, un affront. Cela voudrait dire qu'il avait commis ces attentats et s'en était tiré indemne, et qu'il pourrait très bien refaire quelque chose d'analogue.

Les deux hommes qui dirigeraient les États-Unis au cours de la décennie de guerre qui allait suivre avaient des réponses immédiates aux attentats nettement différentes. Bush les consignerait dans son livre *Instants décisifs*.

Obama en parlerait dans ses discours et dans ses textes au cours des années à venir, et lors d'un entretien que nous avons eu dans le Bureau ovale.

Bush était indigné et brûlait d'un désir de vengeance.

« Quelqu'un avait osé attaquer l'Amérique, écrirait-il. Ils allaient le payer. »

Lorsqu'ils avaient atterri à la base de Barksdale ce jour-là, les rangées de bombardiers le long des pistes avaient rappelé à Bush l'effrayant pouvoir qu'il détenait. Face à cet étalage, un autre que lui aurait réfléchi à la futilité d'un arsenal digne de l'époque de la guerre froide contre un ennemi apatride, sans repaire fixe, mais Bush raconterait plus tard : « Je savais que c'était seulement une question de temps avant que je mette cette puissance en œuvre contre quiconque a commandité cette agression. »

Dans son discours le soir des attentats, il élargissait l'étendue de ce châtiment anticipé : « Nous ne ferons pas de différence entre ceux qui ont commis ces actes et ceux qui les protègent. » Son ardeur à riposter ne ferait que s'accroître. Elle le conduirait à mobiliser de vastes armées, à envahir et à occuper deux nations et à lancer des missions militaires et de renseignement de moindre envergure à travers le globe. Ces missions consumeraient les sept prochaines années et demie de sa présidence, feraient des milliers de morts et de mutilés, et marqueraient profondément la première décennie du vingt et unième siècle. La guerre en Afghanistan, le premier pays attaqué, se révélerait la plus longue de toute l'histoire américaine. En Irak, une guerre encore plus sanglante et coûteuse serait déclenchée sur la base de la conviction erronée que le dictateur Saddam Hussein avait joué un rôle secondaire dans les attentats et abritait des armes capables de faire pire. Aussi peu judicieuses que se révéleraient bon nombre de ces initiatives, la réaction de Bush reflétait fidèlement l'humeur de l'opinion publique et satisfaisait dans une certaine mesure le besoin de la nation de montrer sa détermination et de frapper à son tour ses ennemis.

Si la réponse de Bush au 11 Septembre avait été de se mettre à chercher quelqu'un à bombarder, Barack Obama, lui, semblait prêt à lancer une sorte de campagne mondiale contre la pauvreté.

Peu nombreux étaient ceux qui s'intéressaient déjà aux opinions du sénateur de l'État de l'Illinois, pourtant, dans les jours qui suivirent les attentats, le *Hyde Park Herald*, l'hebdomadaire de Chicago, sollicita sa

réaction de même que celles d'autres représentants locaux. Obama donna une réponse à laquelle on pouvait s'attendre de la part d'un ancien organisateur communautaire issu d'un milieu nettement cosmopolite : son père était originaire du Kenya, et il avait passé les premières années de son enfance avec sa mère en Indonésie (il parlait encore un peu le *bahasa Indonesia*, qu'il avait appris tout jeune). À l'université de Columbia, vivant dans l'Upper Manhattan, il avait consacré la majeure partie de ses études aux relations mondiales et avait beaucoup voyagé. Plus que tout autre président avant lui à coup sûr, Obama était tourné vers l'international, un fait qui, joint à son statut de métis et à son nom africain, ferait planer sur lui le soupçon de ne pas être un *authentique* Américain. Il possédait une expérience directe du ressentiment et de la colère exprimés à l'encontre des États-Unis par quantité d'habitants de régions moins favorisées du globe, ainsi que par beaucoup de Noirs de ce pays. L'antiaméricanisme n'était pas seulement une abstraction pour lui. Il s'était débattu toute sa vie avec sa propre identité multiraciale, multiculturelle, comme il l'avait raconté de façon émouvante dans son autobiographie publiée en 1995, *Les Rêves de mon père : l'histoire d'un héritage en noir et blanc*. Dans ses déclarations au *Hyde Park Herald*, il appelait à un examen des racines d'un tel terrorisme. « Il résulte d'un climat de pauvreté et d'ignorance, d'impuissance et de désespoir », expliquait-il. Il exhortait l'Amérique à « accorder beaucoup plus d'attention à la tâche monumentale de redonner des espoirs et des perspectives aux enfants désillusionnés à travers le monde – pas seulement au Moyen-Orient, mais aussi en Afrique, en Asie, en Amérique latine, en Europe de l'Est, et sur notre propre territoire ». Des paroles qui sentaient le stéréotype de gauche et qui étaient, à tort ou à raison, clairement en décalage avec la colère de la nation.

Pour être juste, il n'avait pas encore à commander les forces armées, pas plus qu'il n'était responsable de la protection du pays. Sans compter que son instinct politique laissait quelque peu à désirer. Obama avait du mal à se couler dans les moules politiques où que ce soit. Lors des élections à la Chambre des représentants, il avait été battu à plates coutures par le militant des années 1960 Bobby Rush, qui avait créé la branche de Chicago du parti des Black Panthers et avait purgé autrefois six mois de prison pour détention illégale d'armes à feu. La première circonscription électorale était

une des rares en Amérique où un curriculum vitæ comme le sien menait au Congrès. Elle abritait l'organisation Nation of Islam de Louis Farrakhan. L'expérience internationale d'Obama, son métissage et son diplôme de Harvard avaient joué en sa défaveur. Dans les années à venir, son message s'élargirait rapidement en même temps que ses horizons. Il avait déjà commencé à jeter énergiquement les bases de sa prochaine campagne, une tentative fructueuse pour faire perdre son siège au sénateur républicain Peter Fitzgerald en 2005. Mais pour le moment, sa réaction au 11 Septembre était tout ce qu'il y a de plus banale.

C'était un type d'argumentation remontant à la guerre du Vietnam. La plupart des libéraux-démocrates, et des Noirs américains, ne s'étaient jamais remis de ce conflit. Un quart de siècle plus tard, ils étaient généralement contre la guerre, voire antimilitaristes. Pour sa part, Rush avait fini l'armée avec un blâme pour abandon de poste sans permission, une autre de ses curieuses contre-références. Mais le schéma politique général en vigueur dans les années 1960 et au début des années 1970 – les faucons républicains d'un côté et les colombes démocrates de l'autre – avait commencé à s'effriter. La vieille dynamique faucon contre colombe était devenue beaucoup plus complexe, avec des libéraux poussant à des interventions humanitaires en Somalie, en Bosnie et ailleurs en dépit des objections des conservateurs, qui vitupéraient contre la folie de vouloir « construire les nations », de « devenir le gendarme du monde », et de coopérer avec les Nations unies.

Obama est un homme prudent, et cette prudence se manifesta dans les jours qui suivirent les attentats. Il semblait plus *intéressé* qu'indigné. Il espérait, dit-il, que l'Amérique « retirerait une certaine sagesse de cette tragédie ». Il donnait l'impression d'être plus enclin à analyser l'agression qu'à la venger. De fait, c'était un homme au caractère moins bouillant que la plupart. Il se voyait comme quelqu'un d'habile à naviguer entre des intérêts divergents, qu'ils soient culturels ou, comme avec son travail pour la *Harvard Law Review*, intellectuels. Mais dans ce cas précis, les causes à l'origine du 11 Septembre, l'ignorance et la pauvreté, n'étaient pas valables. Il se révélerait que les tueurs suicidaires n'étaient ni des enfants de la misère désillusionnés, ni particulièrement désespérés ou ignorants. Il s'agissait surtout de Saoudiens nantis que leurs familles avaient envoyés à

l'étranger pour faire des études universitaires coûteuses. Des fanatiques religieux, avec à leur tête un individu ayant hérité d'une fortune. Leurs griefs n'étaient pas économiques, mais politiques et religieux.

Obama préconisait bel et bien une réponse guerrière, mais avec circonspection là encore. « Nous devons être résolus à identifier les auteurs de ces actes de haine et à démanteler leurs organisations de destruction », dit-il. Non pas les trouver, les arrêter ou les tuer, mais *démanteler leurs organisations*. Si la réponse de Bush aux attentats fut forte dès le début et le serait de plus en plus, celle de son successeur se situait aux antipodes. Toute idée de guerre chez Obama s'accompagnait de profondes réserves. Il finirait par faire la guerre, mais les réserves subsisteraient. Il n'était pas pacifiste. Il considérait la violence comme un moyen nécessaire, mais en dernier recours. Comme il n'avait pas la responsabilité de la défense de la nation, il pouvait se permettre d'absorber plus lentement les événements dramatiques de la sinistre journée.

Lesquels étaient sans précédent. L'Amérique avait eu sa part de bains de sang, d'invasions et d'attaques surprises. Pearl Harbor demeurait un souvenir vivant dans la mémoire de millions de personnes. Mais grâce à la télévision, rien dans l'histoire américaine ne pouvait se comparer avec l'impact du 11 Septembre. Dans les drames antérieurs, hormis pour ceux qui étaient sur place ou qui avaient perdu un être cher, les nouvelles avaient atteint le pays en colonnes régulières de caractères gris sous des gros titres véhéments. Pearl Harbor se trouvait à Hawaï, à plus de trois mille kilomètres du continent, alors que ces îles n'étaient encore qu'un simple territoire américain. L'annonce de l'attaque japonaise arriva via la radio et les journaux. Les attentats du 11 Septembre furent diffusés en temps réel à la télévision, et instantanément à travers le monde, les moments clés repassés en boucle, en couleurs et au ralenti. Il n'y avait là rien de différé. C'était le massacre désinvolte de concitoyens en direct. En ce sens, le 11 Septembre fut, et de loin, le coup le plus fatal jamais porté au pays.

Les débats relatifs aux conflits durant la vie d'Obama – Panama, Salvador, Koweït, Somalie, Rwanda, Bosnie, etc. – avaient toujours porté sur des questions abstraites concernant l'utilisation de la puissance américaine. Quelles étaient les obligations morales de l'Amérique ? Jusqu'où pouvait-on étendre la définition de l'« intérêt national » ? Quels

seraient les coûts d'une intervention ? Améliorerait-elle ou aggraverait-elle les choses ? Comment le reste du monde percevrait-il une telle décision ? Le 11 Septembre, lui, n'avait rien d'abstrait.

Quelques détracteurs obstinés des États-Unis les accuseraient d'avoir provoqué eux-mêmes ces événements. Ils en rejetteraient la faute, entre autres, sur une politique égoïste au Moyen-Orient, des attitudes de suprématie culturelle et un mépris indéfectible à l'égard des disparités mondiales grandissantes en matière de richesse et de perspectives. Ce que laissaient entendre les déclarations d'Obama. Mais il était évident pour beaucoup que les attentats trouvaient leurs racines dans quelque chose de plus obscur. Certes, les stratégies, intrigues et alliances internationales de Washington suscitaient la colère dans certaines parties du monde, en particulier au Moyen-Orient. L'antiaméricanisme était réel et dangereux. Mais ceci… touchait à l'essence même de la haine. La mort d'innocents avait toujours été une conséquence tragique de la guerre, cependant, ce dont il s'agissait en l'occurrence, c'était du meurtre aveugle hissé au rang de *stratégie*. Quelque chose de nouveau ou, peut-être, de très ancien.

Obama veilla tard en ce soir du 11 Septembre, regardant la télévision tout en s'occupant de la jeune Sasha, la changeant puis lui donnant son biberon. Les liens avec Al-Qaïda étaient alors largement évoqués, et les écrans montraient des photos de Ben Laden, grand, mince, majestueux, avec une barbe de prophète et des tuniques amples. Elles n'étaient pas sans faire penser au portrait de l'abolitionniste fanatique John Brown, voire à Jéhovah. Obama en savait déjà plus sur le renégat saoudien et son mouvement extrémiste que la majorité des Américains. Les explosions qui s'étaient produites dans les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998 avaient tué 223 personnes, principalement des Africains. Des milliers d'autres avaient été blessées. Obama avait de la famille au Kenya. Il était allé à l'ambassade de Nairobi. Sa tendance à chercher des réponses à travers une compréhension mutuelle serait ici durement mise à l'épreuve.

Les événements de cette journée l'affectèrent profondément. Rares sont ceux d'entre nous qui sont appelés à prendre des décisions de vie ou de mort, à donner l'ordre d'exécuter quelqu'un. Il est peu probable qu'Obama ait imaginé une seule seconde ce soir-là qu'il aurait à le faire. Son

inclination personnelle et intellectuelle le portait à combler le fossé entre les gens, à essayer de comprendre ce qu'ils ressentent. Il considérait de manière générale les conflits comme résultant exclusivement de l'injustice et de l'incompréhension. Bien avant que l'empathie ne devienne un choix dans son existence, il en avait ressenti dans sa propre chair la nécessité. Il était le fils d'un membre de la tribu Luo et d'une fille blanche du Kansas. Il avait été différent partout où il allait, enfant en effectuant la transition vers l'autonomie et l'école à Jakarta, jeune homme en tant que métis à la peau noire dans un monde essentiellement blanc. Concilier les différences représentait de façon très ressentie l'histoire de sa vie. Ainsi qu'il le confierait à son biographe David Maraniss quelques années plus tard : « Ma vie n'a de sens que si, sans distinction de culture, de race, de religion, de tribu, il y a ces points communs, des préceptes qui sont universels. Et que nous pouvons dépasser nos différences. Si ce n'est pas le cas, alors il m'est très difficile de donner un sens à ma vie. C'est donc l'essence même de ce que je suis. » L'empathie était son milieu. Une vision du monde généreuse, et bien souvent la seule qui soit juste.

Mais le 11 Septembre, il se trouva confronté à quelque chose qui remettait en question cette vision. Il avait beau chercher une logique susceptible d'expliquer ou d'atténuer l'horreur de ces attentats, aucune dose d'empathie ou de raison ne le lui permettait. Les croyances haineuses de Ben Laden étaient inconciliables. En dépit du ton modéré de ses remarques au *Hyde Park Herald*, Obama parla également d'« une absence fondamentale d'empathie de la part des agresseurs : une incapacité à imaginer l'humanité et les souffrances des autres ou à se relier à elles ».

Il ne semble pas que George W. Bush se soit livré à de telles réflexions, du moins ouvertement, sur lui-même ou sur sa responsabilité. Il était issu d'une famille qui exerçait le pouvoir comme s'il s'agissait d'un droit de naissance, et lorsque les attentats se produisirent, il était prêt à jouer son rôle. Obama venait de la sphère opposée. Son environnement d'origine n'avait jamais eu de pouvoir. Et même avec sa vaste expérience, il ne pouvait comprendre ce que ressentait Ben Laden.

Quatre ans après les attentats, alors que son élection au Sénat avait suscité une vague d'enthousiasme électoral qui le porterait jusqu'à la

Maison-Blanche, Obama écrivit un nouveau prologue à son autobiographie en revenant brièvement sur le 11 Septembre.

« Restituer cette journée et celles qui ont suivi est au-delà de mes talents d'écrivain. Les avions semblables à des spectres s'évanouissant dans le verre et l'acier, la lente cascade des tours s'affaissant sur elles-mêmes. Les silhouettes couvertes de cendres errant dans les rues. L'angoisse et la peur. Je ne prétends pas non plus comprendre le nihilisme brutal qui a inspiré les terroristes ce jour-là, et qui continue à inspirer leurs frères. Mes pouvoirs d'empathie, ma capacité à atteindre le cœur d'autrui ne sauraient pénétrer le regard vide de ceux qui assassinèrent des innocents avec une satisfaction paisible, détachée. »

Il remarquait que le chemin meurtrier d'Al-Qaïda au cours de la décennie précédente recoupait de façon curieusement étroite son propre itinéraire : Nairobi, Bali, Manhattan. Il parlait avec plus de dureté des agresseurs qu'il ne l'avait fait quelques années auparavant. Il dénonçait « quiconque chercherait, sous quelque drapeau, slogan ou texte sacré que ce soit, une certitude et une simplification qui justifient la cruauté à l'égard de ceux qui ne sont pas comme nous ».

Obama avait passé sa vie, aussi loin qu'il s'en souvienne, à ne pas être comme les autres. Les attentats avaient cristallisé quelque chose pour lui.

Lorsque Sasha eut vidé son biberon en ce soir de 2001, il la leva jusqu'à son épaule et lui tapota doucement le dos. Les terribles images de la journée repassaient devant lui sur l'écran. Il se demanda ce que l'avenir leur réservait, à elle et à sa sœur aînée Malia. Ces attentats l'affectaient au plus profond de lui-même, en tant qu'homme civilisé, Américain et père. Il essayait tant bien que mal de trouver sa propre définition du mal.

---

1. Acronyme de Sea, Air and Land (Mer, Air et Terre). Les Navy SEAL sont la principale force d'intervention spéciale de la Marine.

2 – Le chemin du djihad

Été 2010

Dans la clandestinité, ses cheveux et sa barbe avaient blanchi. Le Cheikh, comme il aimait se faire appeler, n'avait que 53 ans, mais les longs poils blancs de son visage lui donnaient l'air d'un vieillard. En un sens, il avait joué le rôle d'aîné pendant toute sa vie d'adulte, faisant montre de gravité et d'une sereine suffisance depuis qu'il avait l'âge de porter des moustaches. Riche, doté d'excellentes relations et façonné par une culture prisant ces valeurs au plus haut point, il avait toujours connu la déférence et l'estime de ceux qui lui étaient proches.

Malgré les coups portés à son mouvement ces dernières années, Ben Laden demeurait dans toutes ses lettres résolument optimiste. Sa foi n'admettait pas le doute, ni même les interrogations. En dépit de ses périples au Moyen-Orient et au Proche-Orient, son monde était extrêmement limité. Si l'homme de la Maison-Blanche, Barack Obama, à l'éducation internationale et largement libérale, chargé de défendre les États-Unis d'Amérique, incarnait une étonnante convergence de races et de nationalités, Ben Laden était aux antipodes. Il avait emprunté une voie étroite dans la vie. Après avoir trouvé la vérité à un tout jeune âge, il s'était efforcé depuis de résister à tout ce qui risquait de la remettre en cause ou de la contredire. Avant même de devenir le fugitif le plus recherché de la planète, ses habitudes quotidiennes et celles qu'il imposait à sa famille étaient calculées de manière à réduire les rencontres avec ceux qui n'appartenaient pas à son petit cercle de croyants. Les rituels qu'il observait, le jeûne, l'absence de contacts avec les femmes en dehors de ses épouses, les séances de prière quotidiennes supplémentaires… tout cela avait pour but de parer à quelque influence extérieure que ce soit. De renforcer son dévouement à la cause, et sa foi en la victoire finale.

Il voyait partout des signes d'espoir.

« Quiconque observe nos ennemis au sein de l'OTAN, l'Amérique en particulier, constatera qu'ils se trouvent dans une situation extrêmement difficile. Cette année a été la pire pour eux en Afghanistan depuis qu'ils l'ont envahi. Le nombre de leurs morts n'a jamais été aussi élevé, selon leurs propres rapports. Leur crise financière se poursuit. La Grande-Bretagne a diminué son budget de la défense et l'Amérique est en train de réduire le budget du Pentagone. Quiconque possède une certaine connaissance du monde et de la politique sait qu'il leur est impossible de continuer à faire la guerre. Il n'y a pas de différence entre eux et l'Union soviétique avant son retrait d'Afghanistan. »

Au fond, le Cheikh était un rêveur, et son rêve trouvait là toute son expression. Il était parti de chez lui à l'âge de 22 ans pour se rallier à une cause apparemment sans espoir, un djihad panislamique ayant pour but de chasser les Soviétiques d'Afghanistan. Le moudjahid qui entreprenait cette lutte n'était qu'un agitateur mal armé, sans entraînement, se dressant contre une des forces militaires les plus puissantes, les plus riches, les mieux équipées et les mieux formées du monde. Par la suite, on le décrirait comme un nihiliste meurtrier, un terroriste ne croyant à rien. Meurtrier, Ben Laden l'était bel et bien, mais il n'avait rien d'un nihiliste. C'était un croyant sincère. Il possédait une vision complète du monde, il est vrai telle qu'il désirait qu'il soit, telle qu'il était certain qu'il serait, telle qu'il était convaincu que Dieu Tout-Puissant le voulait. Il croyait aux miracles et aux signes. Il les collectionnerait sa vie durant comme des preuves de la faveur divine. Sa détermination à se joindre au djihad en Afghanistan constituait un acte de foi, et la défaite des Soviétiques ne fit que conforter son engagement. C'était le premier grand miracle sur ce chemin, l'événement qui, plus que tout autre, le persuada qu'il avait raison.

L'un des cinquante-quatre enfants d'un milliardaire saoudien magnat du bâtiment, Ben Laden avait surtout fréquenté dans sa jeunesse des écoles islamistes, et dans la religion il trouva un antidote à la mondanité de sa famille. Il était l'un des rares enfants Ben Laden à avoir reçu toute son éducation en Arabie Saoudite. Les établissements où il était allé adolescent incluaient des études religieuses, mais enseignaient aussi les mathématiques, les sciences, l'histoire, la géographie et l'anglais. Il apprit à parler passablement cette langue. Grandissant dans les années 1960, il

faisait partie des Saoudiens les mieux instruits de sa génération. Il avait également travaillé pour son père, d'abord comme simple manœuvre. L'entreprise Ben Laden s'était taillé une réputation en construisant des routes et certaines parties des mosquées de La Mecque et de Médine. Le jeune Oussama se retrouva bientôt contremaître d'un groupe d'ouvriers, avant de se mettre à diriger lui-même des projets de construction. Une de ses spécialités était le forage de tunnels. Ce genre de travail l'amenait à côtoyer des ouvriers musulmans venus de tous les pays, égyptiens, yéménites, marocains et même des malaisiens. De sorte que ses idées sur le monde musulman allaient bien au-delà de celles des jeunes Saoudiens privilégiés qui considéraient leur propre branche de la foi, le wahhabisme, comme supérieure à toutes les autres. En même temps, il devint extrêmement pieux, évitant tout contact avec des femmes autres que ses épouses (dont la première, Najwa, qu'il avait épousée à l'âge de 17 ans). Renonçant au mode de vie fastueux de son clan, il découvrit les travaux de l'érudit égyptien Sayyid Qutb, un petit homme à l'air maladif, au teint basané, portant une moustache à la Hitler, qui devait être pendu par les autorités égyptiennes en 1966. Après sa mort, les propos enflammés de Qutb acquerraient une éloquence impétueuse pour ceux qui pensaient comme lui.

Qutb s'était insurgé contre la rapide occidentalisation des sociétés arabes. Il défendait la révélation divine dans un monde moderne décadent, critiquant de façon cinglante à la fois la démocratie capitaliste et le communisme. Exécrant les Juifs, il voyait des complots sionistes derrière pratiquement tout ce qu'il détestait, utilisant les mensonges et les inventions les plus absurdes pour alimenter son antisémitisme. Le Coran, faisait-il valoir, était la seule véritable voie. Toute la sagesse dont le genre humain avait besoin résidait dans le livre saint, qu'il passait son temps à interpréter et à expliquer de façon qu'il s'accorde avec sa propre vision. Les musulmans détenaient la vérité, la seule vérité, et avaient le devoir de s'opposer aux incroyants, y compris par la force. Les gouvernements et États qui entravaient la loi religieuse étaient *jahiliya*, des sociétés pré-islamiques ignorantes, et par conséquent les cibles légitimes de violences. Les armées de Dieu avaient le devoir de combattre les armées de Satan, à commencer par les régimes laïques des États arabes modernes. Qutb

demandait aux fidèles de bâtir un pays dans lequel existerait une société pure reposant sur la charia, la loi islamique, un bastion pour les musulmans dans un univers corrompu, et depuis cette base de faire rayonner la justice, par le glaive si nécessaire. Le nouveau califat ainsi créé plierait la civilisation tout entière à la volonté de Dieu. À une époque où les Arabes bien nantis devenaient de plus en plus laïques et occidentalisés, envoyant leurs enfants en Europe et aux États-Unis pour y faire des études supérieures et adoptant des modes de vie contraires à la tradition arabe, Qutb les exhortait à prendre la direction inverse.

Il avait vécu quelque temps aux États-Unis, faisant un bref séjour au Colorado et en Californie, et tout ce qu'il avait vu n'avait fait apparemment que renforcer sa haine à l'égard non seulement de l'Amérique, mais aussi de l'humanisme servant de fondement intellectuel au monde occidental. Homme pointilleux, qui ne s'était jamais marié et semblait éprouver de la répulsion pour le sexe, Qutb dénonçait la licence, le matérialisme et la liberté individuelle de la démocratie capitaliste. Il était clair pour lui que, en dépit de son soi-disant respect pour la religion, la société occidentale était devenue essentiellement laïque, que la foi, qui constituait à ses yeux le principe dynamique de la vie, avait été ravalée dans les sociétés capitalistes au rang de simple marchandise, comme s'il existait différents parfums de vérité divine disposés tels des articles sur un rayon de supermarché que les clients choisiraient en cherchant celui qui leur convenait le mieux. Qu'est-ce que Dieu pouvait bien avoir à faire de la vérité que préférait un homme ? Il n'y avait qu'une seule vérité et l'homme avait pour tâche de l'accepter avec déférence et de s'efforcer de vivre en conformité avec elle. L'idée même de tolérance, de respect à l'égard de toute une palette de croyances, était une hérésie. Soit on reconnaissait la vérité, soit on était perdu. Quant au marxisme, la grande doctrine rivale produite par le monde occidental, il le considérait comme une idolâtrie pure et simple, plaçant la raison humaine, l'« idéalisme rationnel », au-dessus de la révélation. Derrière ces deux systèmes, affirmait-il, se cachait la juiverie mondiale.

« L'islam est un système donné par Dieu et qui vise à établir en tant que principe fondamental la souveraineté de Dieu et la servitude des nations à Lui seul…, écrivait Qutb. En tant que tel, l'islam a le droit d'éliminer tous les obstacles se trouvant sur son chemin et de s'adresser librement aux

peuples sans l'entrave d'un système politique, de mœurs ou de traditions… C'est le droit de l'islam de prendre l'initiative. Ce n'est pas le credo d'un peuple ni le système d'un pays particulier. C'est un système donné par Dieu pour le monde entier. Il a donc le droit de prendre des mesures pour supprimer les obstacles qui empêchent le libre choix de l'homme. C'est une foi qui ne s'impose à aucun individu, elle s'attaque uniquement aux situations et aux régimes afin de libérer les individus des influences déviantes qui corrompent la nature humaine et qui restreignent la liberté de l'homme. »

Le jeune Oussama Ben Laden n'était pas le premier à s'enthousiasmer pour une idéologie pure et simple, qui promettait de créer une « liberté de choix » en abolissant tout ce qui ne s'accordait pas avec elle. Le Coran se dressait comme un rocher au milieu des eaux mouvantes de l'histoire humaine. Il rejetait complètement l'idée de progrès humain, si ce n'est en s'appliquant à vivre dans une harmonie plus étroite avec Dieu.

« Le concept islamique de Divinité est totalement distinct de celui de l'homme… et de ce fait il n'a pas besoin d'évoluer ou de changer, écrivait Qutb. Celui qui a établi ce concept possède la capacité d'imaginer sans limite dans le temps et dans l'espace. Sa connaissance est immunisée contre les obstacles de l'ignorance et de l'imperfection ; et Il choisit sans être influencé par la passion ou par l'émotion. En conséquence de quoi, il a établi pour l'humanité entière, en tous lieux et en tous temps, un principe dans le cadre duquel la vie humaine avance et se développe librement. »

Accusé d'avoir trempé dans un complot organisé par les Frères musulmans pour assassiner l'homme fort de l'Égypte, Gamal Abdel Nasser, Qutb finira sur la potence sans que ses croyances en soient ébranlées. « Ce n'est pas un groupe de prêcheurs et de missionnaires, mais plutôt d'exécuteurs divins, écrivait-il encore. Sa mission consiste à faire disparaître, par la force si nécessaire, l'oppression, l'anarchie morale, le désordre social et l'exploitation afin d'en finir avec le rôle divin de dieux autoproclamés et de remplacer le mal par le bien. "Combattez-les, dit le Coran, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'oppression, et que toute soumission se fasse à Dieu seul." »

C'est ainsi que Ben Laden devint… un « exécuteur divin ». Ce n'était pas un érudit, ni même un penseur, et l'éloquence de Qutb lui faisait défaut.

Ceux qui le connaissaient dans sa jeunesse le trouvaient timide et terne. Mais il était ambitieux, et riche. Son père milliardaire périt dans un accident d'avion en 1967, laissant derrière lui une fortune suffisante pour faire de tous ses rejetons pour le moins des multimillionnaires. La part d'héritage que reçut Ben Laden à l'âge de 10 ans s'élevait à plusieurs dizaines de millions de dollars, selon les estimations. Se servir de sa richesse pour se faire bâtir une demeure confortable ou adopter un mode de vie luxueux ne l'intéressait pas, contrairement à beaucoup de ses frères et sœurs. Ses inclinations allaient dans la direction opposée. Il avait fait des études dans une école privée laïque, mais au moment où il se mit à aller à l'université, il prônait déjà la simplicité et semblait s'intéresser surtout à la religion et aux activités caritatives. Il avait 22 ans au moment où l'Union soviétique envahit l'Afghanistan et le lança sur la voie de ce qui serait l'œuvre de sa vie.

Huthaifa Azzam avait 14 ans lorsqu'il répondit au coup de sonnette à la grille de la maison de son père en Jordanie. Dans une interview pour ce livre, il raconte s'être trouvé devant un jeune homme barbu, très grand, très mince, au teint basané, vêtu d'une tunique arabe et d'un simple turban blanc au lieu de la traditionnelle coiffe à carreaux rouges et blancs, ou *shemagh*, portée par la plupart des Saoudiens. Le visiteur lui demanda, d'un air timide : « Est-ce bien la maison du Dr. Abdullah Azzam ? »

Azzam était un islamiste palestinien et érudit éminent dont la fatwa, « Défendre la terre musulmane est le plus important devoir après la foi », avait provoqué des remous dans le monde musulman, appelant les fidèles à aller en Afghanistan résister aux infidèles soviétiques. Installé à Peshawar, près de la frontière afghane, il avait mis sur pied ce qu'il appelait le « Bureau des services » afin de recruter et de former de jeunes volontaires arabes voulant participer à la lutte. Magazines, photos et vidéos confectionnés sur place diffusaient les nouvelles de l'héroïque résistance religieuse à travers le monde… et étaient parvenus jusqu'à Ben Laden. Azzam prenait de courtes vacances avec sa famille en Jordanie lorsque le jeune Saoudien avait effectué le trajet de quatre heures pour sonner à sa porte. Ce volontaire différait de la plupart, naturellement, en raison de sa fortune. Azzam fut sûrement ravi. Les deux hommes discutèrent

longuement ce jour-là, et le soir Ben Laden était recruté. Il s'engageait à servir la cause. Toutefois, il était encore un sujet saoudien suffisamment loyal pour retarder son voyage de retour en compagnie d'Azzam dans le but d'obtenir l'autorisation du roi Fayçal. Il arriva à Peshawar quelques semaines plus tard.

À ce stade, l'argent de Ben Laden était plus précieux pour la cause que ses qualités de dirigeant ou sa vie elle-même, et pendant ces premières années avec Azzam, il resterait à l'abri derrière les lignes, s'évertuant au Bureau des services à attirer d'autres jeunes combattants. Mais ce n'était pas une situation destinée à durer. Ben Laden était un romantique, un zélateur, et il n'avait pas fait son pèlerinage au djihad pour vivre tranquillement à l'arrière du front. Prenant ses distances avec Azzam, il se mit à nouer des liens de plus en plus étroits avec Ayman al-Zaouahiri, un médecin égyptien radical qui avait quitté son pays natal après avoir purgé trois ans de prison. Zaouahiri travaillait dans un hôpital du Croissant-Rouge à Peshawar. Bien qu'il n'eût que six ans de plus que lui, il possédait une expérience et une culture plus vastes que celles de Ben Laden, et avait été profondément aigri par les tortures qu'il avait endurées entre les mains de la police égyptienne. Son radicalisme colérique inciterait Ben Laden à jouer un rôle bien plus actif dans la guerre sainte, à devenir un moudjahid à part entière.

L'extrémisme grandissant de Ben Laden commença à inquiéter son mentor palestinien. Professeur à l'université, Azzam s'insurgeait contre le refus de Ben Laden d'envoyer ses enfants à l'école. Le jeune homme voulait des recrues arabes pour former des unités combattantes à part, religieusement pures, tandis qu'Azzam estimait que les Arabes seraient mieux employés au sein de milices afghanes plus habiles et plus aguerries. Il s'opposait également à l'insouciance croissante de son protégé à l'égard de la vie humaine. Ben Laden avait adopté une définition large du terme « infidèle ». Jusque-là, l'« ennemi » avait été entendu comme désignant les soldats russes et les Afghans se battant à leurs côtés. C'était la guerre, après tout. Ben Laden avait étendu cette caractérisation. Elle s'appliquait à présent à n'importe quel Russe, voire à tous les non-musulmans. Il menait une guerre de plus grande envergure que celle que préconisait Azzam. La femme de ce dernier, Samira, se souvient d'avoir entendu son mari discuter

d'un plan concocté par le jeune homme pour placer une bombe dans un bus plein de Russes visitant le Pakistan.

« Tu es entré au Pakistan avec un visa, lui rappela Azzam. Un visa est un contrat. En obtenant ce visa, tu t'es engagé à ne pas être un fauteur de troubles et à ne pas violer les lois. Un musulman ne doit pas briser un contrat.

— Le Pakistan est un pays musulman », lui répondit Ben Laden, ce qui voulait dire que des non-musulmans n'avaient pas à venir là. C'était une chose de tuer des Russes qui avaient envahi l'Afghanistan et l'occupaient par la force, fit valoir Azzam, et une tout autre de prendre pour cible des civils innocents en vacances dans un pays qui les accueillait. L'indifférence de Ben Laden avait quelque chose d'inquiétant.

« Et qu'adviendra-t-il si la Russie perd un bus bourré de gens ? dit Ben Laden avec dédain. Cela n'aura aucune importance. »

Il avait dépassé le conflit en Afghanistan. Sa foi l'autorisait à tuer. Dieu l'avait touché. Cela lui donnait le droit de décider d'ôter la vie.

Ben Laden avait aussi le sentiment que le djihad exigeait de lui qu'il se batte réellement plutôt que de simplement recruter, former, ou payer d'autres individus pour le faire. Voilà des mois qu'Azzam se disputait avec lui, sans doute convaincu qu'un multimillionnaire saoudien était plus utile à la cause vivant que mort. Mais Ben Laden avait pris sa décision. Il allait traverser la frontière pour participer aux combats. En 1987, il rompit avec Azzam. Il recruta son propre groupe, composé d'environ deux douzaines d'hommes, mettant sur pied le genre d'unité de combat qui avait sa préférence, une force entièrement arabe luttant uniquement pour des raisons religieuses et non pour défendre le principe du nationalisme afghan. Équipés d'armes et de bulldozers, ils s'enfoncèrent d'environ quinze kilomètres à l'intérieur de l'Afghanistan, se joignirent à des combattants afghans partageant le même point de vue et entreprirent d'installer un avant-poste de montagne près du village de Jaji. Ben Laden fortifia une série de crêtes et commença à construire des routes et d'autres ouvrages – il parla d'une école et d'un hôpital – pour signaler leur présence. Situé à l'extrémité ouest de l'Afghanistan, dans une région accidentée, l'endroit ne présentait pas d'importance stratégique, du moins pas au sens habituel du terme. Il le baptisa al-Masadah, la Tanière du Lion. Son objectif premier

était de provoquer une attaque. Il se trouvait non loin d'une importante garnison soviétique. Aux yeux d'un homme pragmatique comme Azzam (qui serait assassiné deux ans plus tard), c'était sans nul doute téméraire, mais Ben Laden vivait dans un monde d'illusion romanesque, et dans cet univers-là, al-Masadah paraissait tout à fait sensé. La bataille ne concernait pas seulement l'Afghanistan, mais le monde entier. C'était le début d'un nouveau califat, l'aube d'une ère musulmane nouvelle. Lui-même était un guerrier saint, et les guerriers ne remportent pas des batailles en rédigeant des chèques, en faisant des vidéos ou en supervisant les opérations depuis l'arrière. Pour lui, l'idée n'était pas de vaincre les Soviétiques sur le terrain, ni même d'avoir la vie sauve, mais de faire preuve d'un héroïsme et d'une détermination tels que cela enflammerait l'esprit combatif de la grande nation musulmane.

« Avec la bénédiction de Dieu, nous voulons que la Tanière du Lion soit la première chose à laquelle se heurte l'ennemi, déclara-t-il à un journaliste syrien. Sa situation en tant que premier camp visible pour les forces ennemies signifie qu'elles concentreront leurs bombardements sur nous de façon extrême. »

Ce que les Soviétiques ne manquèrent pas de faire, déversant une telle quantité de napalm et d'explosifs conventionnels sur l'avant-poste qu'il ne resta plus ni arbres ni la moindre végétation aux alentours. Puis ils attaquèrent directement, encerclant le camp. Le siège dura vingt-deux jours, avec de lourdes pertes des deux côtés. Certains des hommes de Ben Laden étaient des combattants plus qualifiés qu'il ne l'était lui-même. Abou Hafs (Mohammed Atef, un policier égyptien qui sera tué en 2001) et Abou Ubaidah (Ali Amin al-Rachidi, également un ancien policier, tué en 1996) lancèrent des contre-attaques meurtrières. Les Soviétiques finirent par abandonner, offrant aux combattants arabes une victoire exaltante. Cette victoire apparut à Ben Laden comme un miracle, un signe céleste.

Il raconterait par la suite à un journaliste syrien : « À sept heures, le matin du 27 ramadan 1407 [avril 1987], la plupart des hommes dormaient dans le camp parce que c'était le ramadan. C'est alors que je vis des choses que, par Dieu, je n'avais encore jamais vues. Un avion soviétique, un Mig je crois, passa devant nous tandis qu'un groupe de nos frères moudjahidin afghans s'était rassemblé [et attaquait]. L'avion se brisa tout à coup en

morceaux et dégringola juste sous nos yeux. Cette bataille est ce qui me donna la ferme volonté de continuer la guerre. »

D'après tous les témoignages, Ben Laden se battit vaillamment, s'exposant au danger et subissant l'extrême dénuement et le froid comme les autres dans le camp. Il fut blessé au cours du combat, et à un moment, dirait-il plus tard à un intervieweur, il se retrouva étendu sans connaissance et sanguinolent dans une tranchée, entouré des cadavres de ses camarades. Il fut finalement sauvé, mais seulement après avoir perdu beaucoup de sang, un incident qui lui avait provoqué une hypotension artérielle chronique, prétendrait-il par la suite. La volonté de Ben Laden de se mettre en péril contribua grandement à élargir sa notoriété. Il importait peu au bout du compte que les combats n'aient eu aucune signification sur un plan pratique. La bataille de Jaji fut présentée comme une immense victoire, et Ben Laden ayant été son architecte, il en était le héros. Des journalistes se rendirent à al-Masadah pour rencontrer ce multimillionnaire saoudien qui s'était battu avec une conviction suicidaire. L'un d'entre eux, Ahmad Mufia Zaidan, un reporter pakistanais travaillant pour un groupe de presse arabe, découvrit un jeune homme extraordinairement pieux, possédant le contrôle absolu, qui avait supplanté le rôle joué jadis par le beaucoup plus célèbre Azzam, et qui était entouré de partisans dévoués. De riche fils de promoteur œuvrant dans les coulisses, Ben Laden s'était transformé en un chef moudjahid se battant en première ligne.

Cela lui amena bien plus que de nouvelles recrues. L'image qu'il avait de sa destinée s'en trouva affermie. C'est alors qu'il devint le Cheikh. Il était âgé de 30 ans, grand et mince, avec la peau brune, une longue figure pleine et une barbe noire qui allongeait encore son visage. Il préférait les habits traditionnels arabes et prenait volontiers une mine hautaine de saint homme, affectant une humilité servile. Une sainteté des plus théâtrales. De temps à autre il recevait un auditoire de journalistes, et après chaque question il demeurait silencieux quelques instants en marmonnant des prières, comme s'il attendait que le Tout-Puissant lui souffle la réponse, et reprenait ensuite la parole d'une voix si basse que chacun devait se pencher en avant pour l'entendre. Il jeûnait une fois ou deux par semaine et refusait le confort et les commodités élémentaires de la vie moderne qu'il aurait pu aisément se payer. Il n'utilisait pas l'électricité, se passant de climatisation et même de

réfrigérateur durant les étés arabes chauds et secs. Ce qui lui permettait de s'endurcir, lui et sa famille, contre les privations de la guerre et la vie de fugitif. Son renom, sa sincérité, sa hardiesse et ses convictions religieuses lui attiraient à présent des sympathisants. Tout comme son argent, bien entendu. Sa fortune demeurait un élément clé. Pour ceux qui avaient goûté au chemin grisant du djihad en Afghanistan et avaient choisi d'en faire profession, Ben Laden était celui qui pouvait leur procurer les moyens et qui possédait une vision audacieuse. La plupart des Arabes considéraient le califat comme de l'histoire ancienne, mais pour le Cheikh, c'était le destin. Dieu l'avait choisi. D'avoir survécu au siège acharné des Russes à Jaji n'avait fait que renforcer cette croyance. Qutb avait appelé à la construction d'un État purement musulman, une base à partir de laquelle répandre la cause dans le monde. L'Afghanistan semblait être cet endroit. Le pays s'était appelé le Khorassan lorsqu'il avait été converti à l'islam au septième siècle, et il avait été l'un des principaux piliers du califat pendant des siècles. Battre là les Soviétiques aurait une profonde résonance parmi les croyants. Oui, c'était peut-être le bon endroit. Et dans l'esprit de Ben Laden, tout avait commencé à al-Masadah, où les cœurs purs, surpassés en nombre et sous-armés, avaient défié de façon loyale les Mig soviétiques, les bombes et les semaines d'assaut brutal.

C'est alors que l'impossible s'était produit. Tout comme elles avaient reculé devant al-Masadah, les armées russes s'étaient retirées, dépitées, d'Afghanistan en 1989. Moins de trois ans plus tard, l'Empire soviétique lui-même s'effondrait, bientôt suivi par le régime qu'il avait laissé derrière lui à Kaboul. Ben Laden rentra en Arabie Saoudite avec une réputation sans commune mesure, celle d'être l'un des artisans de cette formidable réussite, et se fit encore plus de disciples. Se considérant comme le pivot de ce triomphe, lui et les hommes qui s'étaient battus à ses côtés à Jaji prirent le nom d'*al-Qaïda*, « La Base ». Ils étaient l'âme de ce que Ben Laden voyait comme le califat émergent, une vraie nation musulmane.

C'était bien évidemment absurde. L'origine de cette victoire moudjahid n'était autre que les milliards de dollars d'aide et les armes que Michael Vickers avait dirigés vers l'Afghanistan après l'invasion soviétique. Cependant, Ben Laden s'intéressait beaucoup moins à la vérité qu'aux apparences, et à cet égard, ses partisans et lui n'avaient pas leur pareil. Leur

style était révélateur. Leurs barbes et leurs cheveux longs, leurs chapeaux de prière et leurs tuniques leur donnaient des allures de saints hommes des temps anciens. Tous adoptaient l'ascétisme de leur leader. Ils embrassaient la lutte, la mort, clamant haut et fort que leur désir d'être des martyrs dépassait leur attachement à la vie. Ils se mesuraient au pouvoir. C'étaient des hommes naturels, vrais. En soi, leur aspect minable était la preuve de leur authenticité. Ils étaient pieux et ils avaient la conviction que le bonheur et la justice n'étaient pas des principes vers lesquels tendait la civilisation, mais des valeurs qui avaient été perdues.

L'effondrement de l'Union soviétique avait de nombreuses causes, et l'humiliant retrait d'Afghanistan en faisait certainement partie, mais pour les dévots, il n'y en avait qu'une seule. La main de Dieu était encore une fois intervenue clairement dans l'histoire humaine, comme elle l'avait fait dans les légendes du passé. Aucun historien sérieux ne créditerait Ben Laden d'avoir joué un rôle crucial à cet égard, a fortiori dans la chute du régime soviétique, mais dans l'esprit du Cheikh, c'est bien ainsi que les choses s'étaient passées. Une histoire superbe : les faibles, mais purs de cœur, triomphant contre toute attente. Le Cheikh adorait les histoires comme celles-là. Il était lui-même poète, un poète fantasque, porté sur les profondeurs célestes et les clichés romantiques. Il célébrait la violence et la mort dans la lutte pour la défense de la foi en recourant à une imagerie séculaire de sabres et de destriers, de montagnes vertigineuses et de guerriers sans peur.

Il se penche en avant,
Teintant de rouge les pointes des lances.
Puisse Dieu ne pas laisser mon regard s'écarter
Des hommes les plus éminents,
Quand bien même ils devraient tomber.
Tandis que l'étalon porte le témoignage
Que je garde pour eux,
Mes coups de poignard sont comme les cendres de feu
Qui explosent en flammes.

Il se servait de ses poèmes pour expliquer, galvaniser et recruter dans des régions de la planète où les traditions demeuraient tribales et orales, mais ils étaient aussi l'expression de la façon dont il se voyait lui-même, de la conception qu'il avait du monde. À travers ces images d'un passé glorieux, il dépeignait sa propre vie et sa lutte actuelle. Le Cheikh joignait bien souvent ses vers aux lettres qu'il écrivait, recommandant qu'ils soient lus dans les circonstances importantes, publiés ou radiodiffusés – jeune homme, il récitait ses poèmes lors des cérémonies de mariage et autres occasions. La victoire afghane faisait renaître dans les temps modernes l'ère des héros et des actions prodigieuses. Nous aussi, nous vivons dans une époque de miracles, affirmait-il.

Après la désagrégation de l'État soviétique, même ses ambitions les plus folles semblaient pouvoir se réaliser. Lorsque Saddam Hussein envahit le Koweït, le Cheikh, qui résidait alors dans son pays natal, écrivit une série de lettres au roi Fahd dans lesquelles il demandait que les forces américaines ne soient pas autorisées à pénétrer en Arabie Saoudite et proposait de rassembler un bataillon de moudjahidin et de chasser lui-même les troupes irakiennes. Son appel ne fut pas entendu. Huthaifa Azzam, qui restera en bons termes avec Ben Laden pendant des années après le conflit afghan, se souvient que ce fut l'unique fois où il vit le Cheikh, d'ordinaire prudent et affable, perdre son sang-froid. L'indignation de Ben Laden et son sentiment d'une trahison religieuse étaient à leur comble. Son propre pays le considéra comme suffisamment dangereux pour l'assigner à résidence.

Après le refus du royaume de souscrire à son projet d'une nouvelle voie sacrée, au profit d'une option plus pratique consistant à inviter les États-Unis et d'autres pays apostats à rassembler là des forces militaires écrasantes pour affronter Saddam, les frères de Ben Laden usèrent de leur influence pour qu'il récupère son passeport, et il quitta définitivement l'Arabie Saoudite, se rendant d'abord au Pakistan, puis en Afghanistan et au Soudan, et à nouveau en Afghanistan.

Le jeune Azzam assistait à une conférence au Soudan en 1995 lorsqu'il passa voir Ben Laden. Au cours de cette visite, il rencontra Khalid Cheikh Mohammed, qui avait amené son neveu tristement célèbre, Ramzi Youssef, un extrémiste sunnite alors recherché par les États-Unis pour sa responsabilité dans le premier attentat contre le World Trade Center deux

ans auparavant. Azzam décrit Youssef comme un homme maigre dont le visage barbu était couturé de cicatrices à la suite d'un accident survenu lors de la fabrication de bombes. Son oncle et lui seraient qualifiés, dans le rapport de la commission d'enquête sur le 11 Septembre, d'« agents sans racines mais expérimentés ». Youssef sera capturé au Pakistan quelques mois plus tard. Selon Azzam, le Cheikh écouta Youssef esquisser un plan visant à attaquer à nouveau des cibles aux États-Unis, dont les tours du World Trade Center, cette fois en détournant des avions commerciaux et en les précipitant contre les tours. Il désirait l'aide d'Al-Qaïda pour recruter des martyrs et pour financer le voyage de ceux-ci aux États-Unis afin de suivre des cours de pilotage. Le Cheikh répondit, prétend Azzam : « Nous n'avons rien à faire avec les États-Unis, pourquoi devrions-nous les attaquer ? »

Peut-être était-ce à l'intention d'Azzam, car cela faisait des années que Ben Laden parlait du devoir d'attaquer l'Amérique. Depuis qu'il avait rompu avec le père d'Azzam, le Cheikh avait pris une direction beaucoup plus radicale. Huthaifa Azzam n'avait rien de l'extrémiste qu'était devenu Ben Laden, et peut-être le considéra-t-on comme suspect, sinon comme un espion. Ce qui expliquerait que Ben Laden ait feint de rejeter l'idée de Youssef durant la réunion. Déjà, Al-Qaïda avait été impliquée dans des attentats et des menées visant les Américains, dont l'envoi de conseillers militaires en Somalie en 1993 afin d'aider les miliciens tribaux à prendre pour cibles les hélicoptères US et l'explosion d'une voiture piégée en Arabie Saoudite qui avait tué cinq soldats américains et deux soldats indiens. S'il dit vrai, la réunion décrite par Azzam revêt une importance particulière, dans la mesure où elle est la première mention connue faite à Ben Laden du complot du 11 Septembre. L'idée des attentats est attribuée d'habitude à Khalid Cheikh Mohammed, mais la focalisation de Youssef sur les tours est attestée. Celui-ci avouerait plus tard qu'il espérait que la tentative de 1993 les ferait s'écrouler et tuerait 250 000 personnes. Quoi qu'ait pu dire Ben Laden à cette réunion, Al-Qaïda approuvera assez vite le plan.

Ben Laden quittera le Soudan après que des terroristes liés à Al-Qaïda et au Djihad islamique égyptien eurent été soupçonnés d'être liés à une tentative d'assassinat à l'encontre du président égyptien Hosni Moubarak.

Les pressions sur le gouvernement soudanais augmentant, le Cheikh fut expulsé. Il avait d'autres raisons de s'en aller. Il y avait eu un attentat dirigé contre lui, et les autorités saoudiennes avaient interrompu les versements de son héritage familial au chef d'Al-Qaïda, de sorte que le financement des ambitieux projets qu'il avait au Soudan s'était tari. Il partit pour l'Afghanistan en mai 1996.

Trois mois plus tard, de retour dans la patrie poussiéreuse et accidentée du premier grand miracle, le Cheikh tint une conférence de presse afin de déclarer la guerre à « la tête du serpent ». Il énuméra une liste de griefs contre l'Amérique et exigea le retrait des troupes de celle-ci de « la terre des deux lieux saints [l'Arabie Saoudite] ». L'heure était venue du prochain grand combat, annonça-t-il, qui renverserait l'autre superviseur du monde, les États-Unis. Ce qui signifierait la fin d'Israël, satellite de l'Amérique, et l'aube de la nouvelle ère islamiste. Il n'y avait rien de secret dans ce plan, de même qu'il n'avait pas déguisé ses intentions en construisant al-Masadah près de la garnison soviétique de Jaji. Le but était de braver l'ennemi ouvertement, de faire mine de le défier de façon convaincante. Se montrer convaincant était plus important que réussir. Tout résidait dans l'audace.

En 1998, il annonça au correspondant d'ABC News, John Miller, qu'il avait accepté de recevoir afin de toucher directement l'opinion publique américaine : « Je déclare la guerre aux États-Unis. Je vais attaquer votre pays. »

La plupart des Américains n'eurent jamais le message. Un Arabe cinglé dans un trou perdu avait déclaré la guerre aux États-Unis. Le pays avait à l'esprit des choses plus importantes… le sexe, par exemple. Le président Clinton continuait de nier les allégations de Monica Lewinsky. Hillary Clinton dénonçait « une vaste conspiration de la droite ». Le porte-parole de la Maison-Blanche, Newt Gingrich, aurait eu une liaison secrète avec un membre de son équipe de vingt-trois ans sa cadette ; il était aussi à la tête du mouvement qui voulait la mise en accusation du président. La star du basket-ball, Michael Jordan, avait donné un sixième titre NBA aux Chicago Bulls en marquant dans les dernières secondes de son ultime match avec l'équipe. Ben Laden présentait un intérêt pour ceux dont le travail consistait

à protéger les États-Unis contre des menaces extérieures, mais même sur ce plan, il ne méritait pas qu'on se fasse particulièrement de souci.

Cependant, le Cheikh avait de grands projets, et les moyens de les réaliser. L'attentat contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar es Salam en 1998 et l'attaque visant l'*USS Cole* deux ans plus tard avaient attiré l'attention de l'Amérique, mais dans les milieux du renseignement et de l'armée, on continuait la plupart du temps à considérer Al-Qaïda comme une nuisance. Une nuisance certes meurtrière et croissante, mais une nuisance seulement. La vie quotidienne de Ben Laden devint de plus en plus difficile à mesure que l'administration Clinton déployait des efforts pour le dénicher et le tuer. Deux de ses épouses le quittèrent pendant cette période, choisissant d'abandonner la vie du moudjahid. Mais le Cheikh n'en persévérerait pas moins tout au long de la décennie suivante, formant des recrues, conspirant et jetant les bases du prochain grand miracle.

L'effondrement des tours du World Trade Center serait sa justification. Quelle meilleure preuve des desseins de Dieu le monde pouvait-il souhaiter voir ? Ben Laden accordait une grande importance aux signes. Depuis longtemps, il cherchait à frapper un grand coup, à atteindre les centres américains de la finance, du gouvernement et de l'armée. Cela avait semblé un objectif impossible. Il fallait être un fou ou un illuminé pour penser réussir.

Aussi l'effondrement des tours, les icônes de Manhattan, symbole de la richesse et du pouvoir de cette nation d'infidèles, constituerait-il le deuxième miracle de sa vie. Les voir détruites semblait aussi être un présage de l'anéantissement de l'Amérique. Une preuve de plus que le chemin qu'il suivait était inspiré par Dieu.

Dans ses rêves les plus débridés, le Cheikh n'avait jamais imaginé que les avions réussiraient à détruire entièrement les tours. La main de Dieu y était sûrement pour quelque chose. La force de la collision, l'explosion du carburant et le brasier qui en avait résulté n'étaient pas en soi, pensait-il, des explications suffisantes. Sur une cassette vidéo découverte par des soldats américains à Kandahar quelques semaines après les attentats, on voit Ben Laden conversant gaiement avec un groupe de visiteurs saoudiens amis, louant Dieu et célébrant ce résultat remarquable, relatant les attentats en termes magiques. C'était une pratique courante dans les communautés

religieuses. On enjolivait la vérité à l'aide de songes et de présages, entrelaçant faits et magie, et leur ajoutant quelques touches de faveur divine.

Ben Laden était agenouillé sur un grand coussin, vêtu de sa veste de camouflage, la tête enveloppée dans un turban blanc, parlant si doucement qu'on l'entendait à peine. Quand il prenait la parole, tout le monde se taisait. Il avait l'air raide, peut-être parce qu'il se savait filmé, et levait la main gauche et deux doigts comme le Christ ou un saint sur une vieille icône. Dans des images plus anciennes, avant qu'il ne devienne tristement célèbre, il paraît plus détendu et humain, presque gracieux, ses longs traits fins s'éclairant fréquemment d'un sourire. Maintenant, il était devenu un personnage important. Et il en adoptait la posture. Il déclara qu'il avait été averti la semaine précédente du jour précis des attentats, de sorte qu'il était préparé à cette nouvelle. À Jalalabad, c'était le début d'après-midi. Ses camarades moudjahidin et lui s'étaient rassemblés autour d'une radio pour écouter l'émission de la BBC en langue arabe.

« Nous avions calculé à l'avance le nombre de victimes de l'ennemi qui seraient tuées par rapport à la condition de la tour, expliqua-t-il. Nous avions calculé que trois ou quatre étages au plus seraient touchés. Moi, j'étais le plus optimiste en raison de mon expérience dans ce domaine [celui du bâtiment]. Je pensais que l'incendie dû au carburant de l'appareil ferait fondre la structure en métal de l'édifice et qu'il détruirait l'endroit où l'avion avait touché sa cible, mais aussi tous les étages situés au-dessus. C'est tout ce que nous espérions. »

Lorsque les autres se mirent à célébrer l'événement après l'impact du premier avion, Ben Laden leur dit, raconte-t-il : « "Soyez patients." L'intervalle entre le premier et le second avion qui s'écrasa contre les tours fut de vingt minutes, et d'une heure celui entre le premier avion et l'avion qui percuta le Pentagone… En entendant cette nouvelle, les frères jubilaient. »

Tout autant que le premier miracle, celui-ci sembla marquer une étape importante dans son combat. Mais il commença par faire preuve de prudence s'agissant de s'en attribuer le mérite.

Il prit contact avec Hamid Mir, un journaliste pakistanais bien connu qui l'avait interviewé quelques années plus tôt. Comme il me le racontera dans

une interview pour ce livre, Mir se trouvait à son bureau d'Islamabad lorsque se produisirent les attentats du 11 Septembre. Dans les heures qui suivirent, un messager vint le trouver avec une déclaration écrite du Cheikh. Mir reconnut le messager en question. Il l'avait vu la fois où il avait rencontré Ben Laden à Kandahar. La déclaration, disait : « Je rends hommage à tous ceux qui ont mené cette opération. Mais je ne suis pas directement impliqué. »

Mir dit au messager : « Vous m'avez contacté aussitôt après les attaques et vous êtes arrivé à mon bureau en quelques heures, ce qui signifie que vous n'étiez pas en Afghanistan à ce moment-là. Ce qui signifie également que Ben Laden vous a confié cette déclaration avant les attentats. Et que vous autres étiez au courant de ceux-ci. »

Le messager plaida l'ignorance.

« Le Cheikh m'a simplement donné cette lettre, expliqua-t-il. Tu contacteras M. Mir à six heures et tu iras à son bureau à sept heures puis tu reviendras. Voilà ce que je devais faire et c'est que j'ai fait, d'accord ? Au revoir. »

Le messager s'en alla.

La réputation de journaliste de Mir au Pakistan est des plus controversées. Ses attaques contre le gouvernement l'ont fait accuser de nourrir des sympathies pour les extrémistes, mais ses articles ont été reconnus dans le monde entier comme étant crédibles, et souvent remarquables. En raison de ses nombreuses prises de bec avec la bureaucratie pakistanaise, il jouissait d'une réputation d'indépendance auprès des journalistes occidentaux, de sorte qu'au lendemain des attentats, il fut sollicité par un grand nombre d'entre eux qui cherchaient à en savoir plus sur Al-Qaïda. Après être passé dans l'émission de Larry King sur CNN, il fut à nouveau contacté par un des messagers de Ben Laden, qui lui dit que le Cheikh désirait lui parler. Mir fit donc le voyage jusqu'à Jalalabad en novembre 2009, en quête du scoop de sa vie. Ben Laden était à présent le fugitif le plus recherché du monde.

Mir me confia que, une fois à Jalalabad, il dut attendre toute une journée avant d'être contacté par un groupe de membres subalternes d'Al-Qaïda qui prétendaient ne pas être au courant de la convocation émise par Ben Laden.

« Nous ne savons pas pourquoi vous êtes ici ni qui vous a fait venir, lui dit l'un d'entre eux. Nous ne savons pas, alors contentez-vous d'attendre. »

Les heures continuèrent à s'écouler. Finalement, Mir reçut l'ordre de se rendre à Kaboul. Il passa plusieurs jours dans la capitale afghane, trimbalé d'une planque à une autre. Cela faisait maintenant plusieurs semaines que l'invasion américaine avait eu lieu et quelques jours seulement que le régime taliban était tombé. La capitale se préparait à des changements tumultueux. Il pouvait entendre des bombes pleuvoir sur la ville de jour comme de nuit, des explosions secouer le sol. Le royaume islamiste en voie de construction se disloquait tout autour de lui. Mir craignait de ne jamais repartir vivant. Si une bombe américaine ne le tuait pas, ce seraient ces combattants d'Al-Qaïda. Le matin du 8 novembre, quatre jours avant que les talibans ne fuient la ville, il fut conduit sous escorte en présence de Ben Laden et d'Ayman al-Zaouahiri. Les deux hommes prétendirent être venus à Kaboul pour assister à l'enterrement d'un camarade.

Ben Laden semblait fort peu préoccupé par le désastre se déroulant autour de lui, et d'excellente humeur. Assis en compagnie des deux hommes les plus recherchés de la planète, entouré d'autres membres de leur réseau, Mir se sentait nerveux. « Êtes-vous responsable des attentats du 11 Septembre ? » demanda-t-il.

Ben Laden se pencha, un doigt tendu, et arrêta le magnétophone de Mir.

« Pouvez-vous poser cette question à George W. Bush : Êtes-vous responsable du meurtre de nombreux musulmans en Palestine et en Irak ?

— Non, je ne peux pas lui poser cette question, parce que je n'aurai pas la possibilité de l'interviewer, dit Mir.

— D'accord, mais si vous en aviez la possibilité et que vous lui posiez la question, est-ce qu'il répondrait ?

— Non.

— Alors pourquoi me poser la question à moi ?

— Parce que c'est un homme politique et que vous êtes un combattant, dit Mir, réfléchissant rapidement et se raccrochant à l'une des tactiques favorites de tout journaliste, la flatterie. Vous avez déclaré être un moudjahid, il existe donc sûrement une différence entre un moudjahid et un homme politique. Les moudjahidin disent toujours la vérité. Vous devez répondre à ma question.

— Hors micro, oui », dit Ben Laden. Puis il remit le magnétophone en marche. « Je ne peux pas répondre à votre question car ma réponse causerait des problèmes aux talibans. »

À l'évidence, les talibans avaient déjà suffisamment de problèmes comme ça. Des bombes explosaient au-dehors. Tout près. La frayeur du journaliste était manifeste. Ce qui semblait amuser le Cheikh.

« Ah, M. Mir, peut-être qu'aujourd'hui vous serez tué avec moi ici même, fit-il remarquer d'un ton légèrement moqueur. Vous êtes là pour m'interviewer, mais peut-être que vous ne serez pas en mesure de rapporter cette interview à votre journal. Qu'adviendra-il de vous ? »

Ben Laden et les autres se mirent à rire. Ils parlèrent pendant des heures. Mir parcourut une liste de questions qu'il avait préparée. Ils évoquèrent les divers attentats dont Ben Laden avait été l'objet, et après avoir arrêté encore une fois le magnétophone, le Cheikh parla longuement de son mépris pour le dictateur irakien Saddam Hussein et pour l'homme fort de la Libye, Mouammar Kadhafi, qui ne s'étaient joints ni l'un ni l'autre à la lutte contre l'Union soviétique quelques années auparavant. Mir interrogea le Cheikh sur les rumeurs selon lesquelles il souffrait d'une maladie des reins et avait besoin d'un traitement de dialyse. À nouveau, le Cheikh se mit à rire. Il promit d'aborder le sujet plus en détail une fois l'interview terminée. Ainsi, lorsque Mir eut épuisé ses questions, on leur apporta un petit-déjeuner composé d'olives, de fromage, de pain et de beurre, et de bœuf. Ben Laden se mit à manger avec entrain.

« Un malade des reins ne peut pas manger beaucoup, dit-il à Mir. Vous voyez, c'est du bœuf ? Je mange du bœuf. Vous voyez, c'est du fromage ? Je mange du fromage. »

Mir lança un regard à al-Zaouahiri, qui acquiesça.

« En effet, je suis médecin, je peux confirmer : les malades des reins ne peuvent pas manger beaucoup.

— J'arrive à faire soixante-dix kilomètres à cheval d'une seule traite », ajouta Ben Laden.

Il garda Mir plus longtemps que celui-ci ne s'y attendait, ou n'en avait envie. Ayant posé ses questions, le journaliste pakistanais avait hâte de s'en aller et de quitter la ville. Il savait que Ben Laden pouvait fort bien être une

cible pour les Américains. Après cet échange concernant la santé du Cheikh, Mir demanda :

« Puis-je partir à présent ?

— Non, lui répondit son hôte. Vous allez passer encore un peu de temps avec nous, vous prendrez du thé et vous pourrez poser d'autres questions, des questions hors micro. »

Ben Laden raconta à Mir que le lendemain des attentats en Amérique, sa plus jeune épouse avait donné naissance à une fille, qu'il avait appelée Safiyah.

« Pourquoi Safiyah ? » interrogea Mir.

Ben Laden expliqua que Safiyah était une des tantes du Prophète, qui s'était convertie dès le début à l'islam, avait abandonné tous ses biens et pris part à la lutte pour la défense de la foi.

« Envisagez-vous à présent d'enrôler les femmes de votre famille dans votre lutte contre les Américains ? » demanda Mir, connaissant les opinions strictement traditionnelles du Cheikh sur le rôle des femmes. Ben Laden rit.

« Peut-être Safiyah suivra-t-elle les traces de son père », suggéra-t-il, avant de résister lorsque Mir sembla prendre sa remarque trop au sérieux. « Oubliez ça, oubliez ça, fit-il.

— Non, non, c'est très important pour moi.

— Bon, mais soyez assuré que Safiyah ne deviendra pas un moudjahid, ne vous en faites pas », répliqua-t-il, et de se remettre à rire.

Enfin, il lui dit : « Très bien, maintenant vous pouvez partir. »

En dépit des incessantes attaques américaines, de l'imminente défaite des talibans, Ben Laden avait confiance depuis le 11 Septembre. Tout se déroulait comme il l'avait prédit.

Le Cheikh ne considérait pas ces attaques comme des actes de terreur gratuits, ainsi que le faisaient ses ennemis horrifiés. Il s'agissait d'un châtiment. Elles n'étaient pas seulement justes, mais d'inspiration divine. Elles constituaient pour lui un devoir.

« Nous tuons des civils infidèles en échange de ceux de nos enfants qu'ils tuent », déclara-t-il à un intervieweur d'Al Jazeera cinq mois plus tard, citant une estimation qu'il utilisait fréquemment, selon laquelle « un million d'enfants » étaient morts en Irak à la suite des sanctions imposées à ce pays

par les Nations unies, chiffre que beaucoup de journalistes parmi les plus sérieux jugeaient ridiculement exagéré. « [Le châtiment] est autorisé en droit et intellectuellement, dit-il. Les hommes que Dieu a aidés [le 11 Septembre] n'avaient pas l'intention de tuer des nouveau-nés, ils voulaient détruire la plus grande puissance militaire du monde, attaquer le Pentagone qui emploie plus de 64 000 personnes, un centre abritant des services de renseignement. Les tours jumelles sont une puissance économique, pas une école pour enfants. »

Il convient de noter ici, même si cela peut sembler aller de soi, que les idées d'Oussama Ben Laden n'étaient ni nouvelles ni particulièrement convaincantes hors de son cercle relativement restreint de sympathisants. Elles appartenaient à un hideux cul-de-sac de l'histoire, une époque où l'on brûlait sorciers et hérétiques sur la place publique. Elles avaient quelque chose d'adolescent, en ce sens qu'elles ignoraient délibérément tout ce qui avait précédé. Si beaucoup choisissent de croire que certains textes anciens sont littéralement la parole de tel ou tel dieu, bien peu vont jusqu'à considérer comme un devoir sacré le massacre de ceux dont l'opinion diffère de la leur. Une telle philosophie ne pouvait attirer que quelques fanatiques déterminés. Mais une des particularités de notre monde moderne, à cause des télécommunications, réside dans le fait que même de petits groupes d'individus partageant un état d'esprit analogue peuvent, bien que largement éparpillés, former une communauté de croyance. Il leur est possible de se stimuler mutuellement et d'étendre leur influence bien au-delà de leur nombre ou de leur audience réels. Ben Laden fut le premier à utiliser ces instruments pour mettre sur pied son réseau sous la forme d'une force meurtrière. L'idée de transformer en bombes téléguidées des avions de ligne au réservoir plein donnait de fait à Al-Qaïda la puissance de destruction d'une armée de l'air miniature, d'un petit arsenal de missiles. Les pirates qui les détournèrent avaient été recrutés et entraînés à l'étranger, financés par des transferts de fonds mondiaux et dirigés par téléphone et par mail. Les attentats eux-mêmes visaient à créer un spectacle horrible pour le monde entier, la télévision fournissant le public, complété par des rediffusions et des analyses pour les retardataires.

3 – Prendre les armes

Fin de l'été 2010

« Monsieur le Président, Leon et les types de Langley pensent avoir peut-être déniché quelque chose. »

Tom Donilon aborda le sujet à la fin du briefing matinal du président Obama un jour du mois d'août. Au lieu d'être tenu informé sur les questions sensibles touchant la sécurité nationale par un analyste de la CIA, comme l'avait été le président Bush, Obama préférait être mis au courant par Donilon, son conseiller adjoint à la sécurité nationale. Donilon maintiendrait cette pratique même après sa nomination comme premier conseiller quelques mois plus tard. On était à cette époque de l'année où il ne se passait pas grand-chose à Washington. Avec la chaleur et l'humidité, tout le monde quittait la capitale, à l'exception des touristes les plus courageux et de ceux qui étaient forcés de rester.

« Quelque chose lié à Ben Laden, dit Donilon. On ne sait pas encore ce que c'est, mais il serait peut-être bien qu'ils viennent ici vous en parler. »

Donilon se trouvait aux côtés d'Obama depuis les dernières phases de la campagne de 2008, alors qu'on lui avait demandé de reprendre le rôle qu'il avait tenu auprès du candidat Clinton, l'entraînant en vue d'une série de débats officiels avec son rival républicain. Les années Bush avaient représenté une longue rupture avec les services de l'administration pour Donilon, qui avait continué son travail de lobbyiste pour Fannie Mae puis était devenu associé dans le cabinet juridique de Washington O'Melveny & Myers. Mais il avait toujours la passion de la politique, et lorsque l'équipe de campagne d'Obama l'avait sollicité pour l'aider à se préparer à affronter le sénateur républicain John McCain, il avait sauté sur l'occasion. Il croyait à l'importance des débats présidentiels. Non seulement ils permettaient aux électeurs de mieux connaître un candidat, mais ils obligeaient ceux qui se présentaient à se pencher sur les points faibles de leurs propres opinions et idées politiques et à les surmonter, devant un public de plusieurs millions de personnes. L'une des premières suggestions qu'il fit à Obama, et qui fut

adoptée, était qu'il discute avec McCain des questions de politique étrangère en premier, précisément parce qu'il s'agissait d'un domaine dans lequel l'ancien sénateur et héros de guerre semblait posséder un gros avantage. Ses prestigieux états de service au Vietnam, où il était resté prisonnier pendant cinq ans après que son A-4E Skyhawk eut été abattu au-dessus de Hanoï, et ses vingt-six ans à la Chambre des représentants pesaient lourdement contre Obama, qui, de vingt-cinq ans plus jeune que McCain, n'avait jamais servi dans l'armée et avait encore son premier mandat de sénateur à finir. Sur le papier, McCain avait de meilleures qualifications pour le poste. Sauf que les présidents n'étaient pas engagés mais élus, et même le meilleur CV comptait peu pour l'opinion publique. Donilon avait le sentiment que si l'on pouvait voir Obama à la télévision nationale dire le fond de sa pensée dans un débat avec McCain sur la sécurité, les électeurs arriveraient davantage à l'imaginer dans les fonctions de président. Et le plus tôt serait le mieux.

Son rôle, en préparant le candidat, signifiait s'attaquer à ses failles avant qu'il ne monte sur scène. En ce sens, Donilon était un des rares membres de l'entourage d'Obama dont le travail consistait à le secouer, pour ainsi dire, à lui faire perdre son fameux calme. Il s'appliquait à le déstabiliser, à trouver les lacunes de son raisonnement, à contester ses allégations, à le pousser au-delà de ses arguments marchant à tous les coups et de ses discours bien rodés.

« D'accord, c'est ce que vous avez déclaré lors des primaires, disait-il avec pugnacité, mais si on vous presse là-dessus, qu'est-ce que vous voulez dire au juste ? »

Ou bien : « Je vous ai entendu dire ça, mais est-ce que vous êtes prêt à l'assumer en tant que président ? »

Ou encore, reniflant de façon désagréable en réaction à une réponse approfondie, typique du candidat : « Et comment expliquez-vous ça en quatre-vingt-dix secondes ? »

La chose avait dû plaire à Obama car il avait gardé son persécuteur auprès de lui. Donilon trouva en celui-ci un homme intelligent, possédant une grande connaissance de l'histoire et du droit américains. Il était difficile de l'emporter dans une discussion. Croiser le fer avec lui nécessitait d'être tout à fait prêt, sans quoi vous risquiez d'en sortir humilié. Expressif

physiquement, Obama avait une façon d'écarter un argument illégitime par un sourire amusé, ou par une expression plus subtile, un sourcil levé ou une inclinaison de tête dédaigneuse. Donilon appréciait ces échanges autant qu'Obama. Il travaillait chaque jour de six heures du matin jusqu'à environ neuf heures trente le soir, en grande partie pour préparer la séance de briefing présidentiel de trente minutes. On le voyait rarement hors des couloirs de la Maison-Blanche, créature ébouriffée hantant le dédale de bureaux exigus occupés par le Conseil de sécurité nationale. Il ne faisait guère parler de lui dans la presse et ne manifestait presque aucun ego. Obama pouvait faire cravacher ses proches collaborateurs, mais Donilon trimait encore plus dur. Il notait chaque jour sa performance, « élevée ou basse ». Après les élections, Obama lui demanda de présider son équipe de transition au département d'État, puis le plaça sous les ordres du général James Jones au Conseil de la sécurité nationale. Ancien commandant du corps des marines, Jones avait été recruté en partie pour servir de rempart contre les militaires américains, avec lesquels Obama n'avait pas d'expérience directe, et il avait accepté d'emblée de ne rester à ce poste qu'un an ou deux. Depuis le début, Donilon était considéré comme son successeur.

Il était particulièrement content d'avoir quelque chose de nouveau pour le président à propos de Ben Laden. Il n'y avait pas la moindre trace du terroriste le plus célèbre du monde depuis maintenant plus de sept ans, alors que Ben Laden avait réussi à s'échapper du camp de montagne de Tora Bora lors d'un siège malencontreux par les troupes alliées. L'administration Bush avait prétendu pendant des années qu'il se trouvait quelque part dans les régions montagneuses du nord-ouest du Pakistan, mais, à la vérité, elle n'en avait pas la moindre idée. On n'avait recueilli ni piste ni observation. Obama avait pris ses fonctions bien décidé à relancer la traque.

Le 26 mai 2009, il avait terminé une réunion de routine sur la sécurité nationale dans la *situation room* en pointant un doigt vers Donilon, Leon Panetta, son nouveau directeur de la CIA, Mike Leiter, le directeur du Centre national de contre-terrorisme, et Rahm Emanuel, son chef de cabinet.

« Vous, vous, vous et vous, dit-il. Venez en haut. J'ai à vous parler, messieurs. »

Tous quatre montèrent à sa suite une courte volée de marches, puis parcoururent le dédale d'étroits couloirs de l'aile Ouest jusqu'au Bureau ovale. Le soleil de l'après-midi se déversait par les fenêtres depuis la roseraie. Ils ne s'assirent pas. C'était quelque chose de bref auquel le président avait pensé et dont il tenait à leur faire part lui-même. Cela faisait maintenant quatre mois qu'ils étaient en fonction, se familiarisant avec le vaste appareil de renseignement de l'Amérique… un temps suffisamment long pour s'être entièrement glissés dans leur nouveau rôle.

Comme me le raconterait Donilon, Obama déclara : « Voici de quoi il s'agit. Je veux que cette traque concernant Oussama Ben Laden et Ayman al-Zaouahiri soit remise en première ligne. Je crains que la piste n'ait refroidi. Cela doit être notre priorité absolue, et cela nécessite une volonté ferme au sommet de vos organismes. Vous devez veiller à ce que tous les efforts sont entrepris pour éradiquer la direction d'Al-Qaïda, et en particulier ces deux individus. Et je veux qu'on me fasse des rapports réguliers à ce sujet, cela d'ici trente jours à compter d'aujourd'hui. »

Pour que les choses soient bien claires, Donilon rédigea une note, que le président signa, et l'envoya à chacun des participants. Elle disait : « Afin de s'assurer que tous les efforts sont faits, vous me fournirez directement un plan opérationnel détaillé pour localiser et traduire en justice Oussama Ben Laden. »

Le bref entretien dans le Bureau ovale n'avait pas été programmé, comme pratiquement chaque minute de la journée du président, et Obama n'avait pas discuté au préalable avec Donilon. Il avait un tas d'autres choses à penser. Il commençait à retirer les troupes américaines d'Irak et à réévaluer l'avenir du conflit en cours en Afghanistan. Il avait donné son assentiment à une cyberguerre clandestine concernant les tentatives d'enrichissement d'uranium de l'Iran, et tentait de réunir une coalition internationale pour l'empêcher de se doter de l'arme nucléaire. Il avait mis en œuvre avec énergie le programme secret pour cibler Al-Qaïda à l'intérieur du Pakistan et dans d'autres pays avec des drones, exerçant une pression quotidienne constante sur l'organisation. Il s'efforçait de contrecarrer un renforcement de la présence militaire chinoise en recentrant les forces militaires des États-Unis vers la ceinture du Pacifique. Il avait donc un ordre du jour chargé chaque fois que l'équipe de la sécurité

nationale s'asseyait avec lui. Mais, comme il me le confierait plus tard, ce qu'on lui rapportait sur Ben Laden ne suffisait pas à le convaincre qu'on faisait le maximum, que *tout* était mis en œuvre. Il tenait à ce que les personnes concernées sachent qu'il s'agissait pour lui d'une question de première importance. Et dans les mois qui suivirent, entre deux rapports mensuels, il était revenu encore et encore sur le sujet. C'était un des thèmes qu'il évoquait pratiquement à chaque réunion sur la sécurité. Il posait toujours des questions sur les diverses actions de cybersécurité et reparlait invariablement d'Oussama Ben Laden.

Le style de leadership d'Obama était d'énumérer différentes priorités claires et cohérentes, et de rester focalisé sur elles jusqu'à ce qu'elles aient été exécutées. À peu près deux fois par an, il se réunissait avec son équipe de la sécurité nationale pendant plusieurs heures sans ordre du jour. Il consultait un carnet de notes dans lequel il avait listé ses priorités d'une écriture si petite et méticuleuse qu'on aurait dit depuis l'autre bout de la pièce qu'elles avaient été tapées à la machine.

« Eh bien, messieurs, voici les trois choses les plus importantes sur lesquelles nous travaillons en ce moment. Et c'est là-dessus que je vous demande de concentrer vos efforts. »

Il passait sa liste en revue rubrique par rubrique, et ils commençaient à discuter, examinant les résultats obtenus, là où ils avaient réalisé des progrès et là où ils n'avaient pas avancé. Fréquemment, il intervertissait l'ordre des différents points ou ajoutait d'autres choses, mais quand il avait fini, tout le monde avait une vision claire de ce à quoi il devait consacrer son temps et ses ressources. Toujours, depuis la première de ces séances, trouver Ben Laden avait figuré en tête de liste.

Pour Obama, le capturer n'avait pas qu'une valeur symbolique. Il avait longtemps critiqué la « guerre antiterroriste » de Bush. De son point de vue, l'Amérique n'était pas en guerre avec une chose informe, telle qu'une idée ou une tactique. Elle était en guerre avec des individus précis qui avaient attaqué le pays et qui continuaient à le menacer. Lorsqu'il avait accédé au pouvoir en 2009, Al-Qaïda et ses organisations affiliées demeuraient le premier « danger clair et présent » après deux longues guerres sanglantes et les efforts incessants des services de renseignement et des hommes des opérations spéciales.

Obama avait été sévèrement mis en garde à ce sujet par Bruce Riedel, un ancien analyste de la CIA et chercheur à la Brookings Institution, qu'il avait appelé chez lui peu de temps après son investiture et auquel il avait demandé de mener une étude de deux mois sur l'Afghanistan et le Pakistan. Huit jours après qu'Obama eut fait entrer ses chefs du renseignement dans le Bureau ovale, Riedel lui avait communiqué ses conclusions au cours d'un long entretien à bord d'Air Force One. Il avait déclaré à Obama que, d'après lui, Al-Qaïda était beaucoup plus dangereuse aujourd'hui qu'elle ne l'était le 11 Septembre.

Comme Bob Woodward le rapporterait dans son livre publié en 2010, *Les Guerres d'Obama*, Riedel lui dit : « Certains spécialistes d'Al-Qaïda prétendent que Ben Laden, caché au Pakistan, n'a aucune importance. Qu'il se terre quelque part dans une grotte et que, malgré les cassettes audio qu'il envoie de temps en temps, il est plus un symbole que le commandant d'un djihad mondial. Mais d'après ce que j'ai découvert, ce n'est pas vrai. Il communique avec ses subordonnés et demeure en contact avec ses fantassins. Ses troupes croient qu'elles reçoivent leurs ordres de lui, et nous savons de bonne source que c'est le cas… Ces types sont sérieux, intelligents et implacables. À moins qu'on les tue, ils vont continuer à essayer de nous tuer. »

De l'avis d'Obama, il n'y avait pas moyen de mettre Al-Qaïda en échec tant que son fondateur et chef spirituel resterait en liberté. Il était l'âme de l'organisation. Le président croyait que Ben Laden n'était pas seulement le mal, c'était un mal *charismatique*.

« Il savait qu'avec la technologie et les médias modernes, l'impact potentiel d'un grand événement peut amplifier et démultiplier le pouvoir y compris d'un petit groupe, me dit Obama. En ce sens, même si le terrorisme n'a pas commencé avec lui et qu'il n'en est pas l'inventeur, je pense qu'il a une compréhension de l'Occident et il sait où résident nos points faibles potentiels, c'est ce qui fait de lui un personnage à part, quelqu'un d'unique, capable de provoquer chez nous d'importants dégâts. »

En dépit de la vie simple qu'il affectionnait et de sa conception romantique du passé, affirmait Obama, Ben Laden connaissait bien les médias modernes et les utilisait. Cela étendait son influence bien au-delà de

ses adeptes proprement dits. Les attentats du 11 Septembre avaient ébranlé le monde.

Le président Bush avait eu le même sentiment. Avec ses airs fanfarons de Texan, il avait déclaré qu'il voulait Ben Laden « mort ou vif ». Mais les deux guerres qu'il avait lancées avaient peu à peu, de l'avis de l'administration Obama, pris le pas sur le reste. Il y avait, comme le dirait Donilon, une « bande passante limitée » à la Maison-Blanche. Dans les dernières années de l'administration Bush, même si l'homme au sommet continuait à vouloir à tout prix Ben Laden, les mesures pour le trouver étaient toujours minimisées en public, comme le soulignait Riedel. On prétendait que Ben Laden était sur la touche. Qu'il avait été marginalisé, ce qui le rendait sans utilité sur le plan opérationnel. Incapable de le trouver, l'administration Bush avait relégué sa capture au second plan.

Pour Obama, c'était une erreur. La bureaucratie américaine impliquée dans la guerre était vaste, et sans une pression résolue exercée par la Maison-Blanche, sans l'établissement d'une liste de priorités remises sans cesse sur le tapis jusqu'à ce que chaque point soit rayé d'un trait, même les préoccupations urgentes sombraient dans l'oubli. Rien que garder la trace de toutes les missions en cours un jour donné représentait plus qu'un travail à plein temps. Il y avait des troupes américaines sur le terrain dans plus de cent cinquante pays à travers le monde. Lorsque ces missions devenaient brûlantes, comme cela avait été le cas en Afghanistan et en Irak, elles engloutissaient non seulement des hommes et des ressources, mais aussi le temps et l'attention des décideurs au sommet de la chaîne de commandement. Dans la conduite d'une très vaste entreprise, le maintien de priorités constituait un élément clé, et si Ben Laden n'était jamais tombé dans les oubliettes durant les années Bush, la liste des priorités était devenue infinie. Avec pour résultat, comme le dit Obama à Panetta et à Leiter, que la piste de Ben Laden avait refroidi. Le président voulait qu'on la relance.

À présent, au bout de plus d'une année, les barbouzes avaient enfin quelque chose à signaler. Ils avaient découvert l'étrange complexe à la périphérie d'Abbottabad en cherchant un membre d'Al-Qaïda connu sous le nom d'Abou Ahmed al-Kuwaiti, « Ahmed le Koweïtien », individu dont on savait qu'il avait été un assistant et un passeur de toute confiance pour Ben

Laden. De même que les parents, les collaborateurs notoires, les réseaux financiers et autres filières, les passeurs étaient depuis longtemps considérés comme une brèche potentielle dans les murailles entourant le Cheikh fugitif. Trop prudent pour se servir de téléphones portables ou de liens Internet, Ben Laden dépendait de passeurs pour distribuer à la main ses lettres, ses poèmes ainsi que ses vidéos et déclarations audio occasionnelles. Quand on remontait le chemin suivi par ces enregistrements ou ces clés USB, il s'arrêtait toujours dès qu'on approchait de la source. Le Koweïtien devait être un de ces derniers maillons, voire le passeur ayant affaire directement à Ben Laden. Les recherches à son sujet avaient duré huit ans. Il avait fallu cinq ans à la CIA rien que pour apprendre son vrai nom, qui était Ibrahim Saïd Ahmed. C'est alors que la piste les avait menés à cette très étrange résidence.

Panetta amena avec lui au Bureau ovale deux des responsables de l'équipe Ben Laden à la CIA. L'analyste principal, que l'on désignait sous le nom de « John » (son deuxième prénom), était un ancien joueur de basket à l'université, à présent d'âge mûr, qui avait consacré la plus grande partie de ses dix dernières années à la traque. Il avait des mâchoires carrées et des traits épais, et ressemblait davantage à un sportif qu'à quelqu'un qui passait le plus clair de son temps devant un écran d'ordinateur. À Langley, il faisait ses rapports à Michael Morell, qui était devenu directeur adjoint depuis l'époque où il informait Bush.

Ayant distribué des photos, cartes et données classées secrètes, les analystes exposèrent en détail au président la méthode qu'ils avaient suivie, la série de déductions qui leur avait permis d'identifier Ahmed le Koweïtien, et la nature suspecte de la maison elle-même. Panetta compara Abbottabad à une banlieue chic du nord de la Virginie. Le complexe était huit fois plus grand que n'importe quelle villa des environs. Contrairement à la plupart d'entre elles, il n'y avait pas de raccordement téléphonique ou Internet. Les murs qui l'entouraient étaient anormalement hauts, surmontés de cinquante centimètres de barbelés. Il y avait même des murs autour d'une terrasse au troisième étage à l'arrière. Il était impossible de voir à l'intérieur de la maison depuis le sol ou les airs. Les fenêtres étaient en verre réfléchissant ou bien on avait mis un filtre afin d'obtenir le même résultat. L'agence avait d'abord appris que non seulement Ahmed et sa

famille habitaient là, mais aussi son frère Abrar et la famille de celui-ci. Ils circulaient dans le quartier en utilisant des pseudonymes. Ibrahim se faisait appeler Arshad Khan, et son frère Tareq Khan. Tous deux étaient nés au Koweït, mais, par leur origine ethnique, c'étaient des Pachtounes pakistanais, grands, barbus, le teint clair. Ils n'avaient jamais été riches, et pourtant le complexe coûtait une fortune. Et en plus des hauts murs, les deux frères observaient, semble-t-il, des mesures de sécurité extrêmement strictes. Ils allaient jusqu'à brûler leurs détritus sur place. Les enfants ne fréquentaient pas l'école religieuse du quartier et ne quittaient jamais la résidence sauf pour de rares visites chez le médecin. Quand ils téléphonaient à des parents éloignés, c'était toujours d'endroits distants de la propriété, ils mentaient sur le lieu où ils vivaient. La CIA avait commis pas mal d'erreurs d'interprétation par le passé, mais s'il y avait une chose qu'elle savait reconnaître, c'était une sécurité opérationnelle élevée.

L'agence avait enquêté bien gentiment sur le complexe, prenant des photos depuis le ciel et l'espionnant à l'aide d'agents présents sur le terrain, qui ne pouvaient pas voir dedans, mais qui posaient des questions anodines à des personnes résidant à proximité tout en prenant soin de ne pas paraître trop curieux. *Qui vit dans cette grande maison ? Je me demande ce que font les gens qui habitent là ?* Ça et les interceptions téléphoniques avaient donné lieu au cours des dernières semaines à deux découvertes que l'agence avait considérées comme de la plus haute importance et qui avaient convaincu Panetta qu'il devait en informer le président.

La première était quà l'intérieur du complexe, aux deux étages supérieurs de la grande maison, vivait une troisième famille. Aucun de ses membres ne quittait jamais les lieux. Les enfants n'allaient pas à l'école. Les voisins à Abbottabad qui connaissaient les frères Khan et leurs proches n'étaient pas au courant de la présence de cette troisième famille. Et certains signes indiquaient que les frères, apparemment propriétaires de l'endroit, étaient au service de cette famille cachée. L'un d'eux était toujours présent, si bien que la troisième famille ne restait jamais seule. Ibrahim Ahmed et les siens logeaient au premier étage de la maison principale, tandis que la famille de son frère occupait une dépendance dans la propriété.

La seconde découverte, c'est qu'Ibrahim Ahmed – le Koweïtien – continuait apparemment à travailler pour Al-Qaïda. Même si elle savait

qu'il avait été proche de Ben Laden quelques années auparavant, la CIA n'avait aucune preuve qu'il avait gardé des liens. Certains des prisonniers interrogés à son sujet au fil du temps avaient déclaré qu'il avait quitté l'organisation, auquel cas il travaillait peut-être maintenant pour quelqu'un ayant besoin de passer inaperçu : un caïd de la pègre ? Un homme riche en butte à des ennemis politiques ? Un millionnaire saoudien ayant une maîtresse ou une seconde famille cachée ? Mais lors d'une conversation téléphonique avec un vieil ami cet été-là – une de ces lignes que surveillaient les services américains –, Ahmed avait subi le déluge de questions habituelles : « Qu'est-ce que tu fais actuellement ? Qu'est-ce que tu deviens ? » Tout d'abord, il n'avait pas répondu, esquivant la question. Mais, son ami se montrant insistant, il avait fini par céder, encore qu'à mots couverts. « Je suis avec les mêmes qu'avant », avait-il dit. Son ami avait semblé comprendre immédiatement de quoi il s'agissait, et après un « Allah soit avec toi », il avait laissé tomber le sujet. Ce qui donnait à penser que la personne dont son frère et lui s'occupaient à Abbottabad appartenait à Al-Qaïda.

Tels étaient les détails fournis au président.

« C'est la meilleure piste que nous ayons sur Ben Laden depuis Tora Bora », souligna John.

Obama connaissait suffisamment les origines de Ben Laden pour avoir cessé depuis longtemps de se l'imaginer accroupi dans une grotte ou vivant dans un camp spartiate au sommet d'une montagne. Mais le retrouver dans un vaste complexe au milieu d'un quartier riche connu pour ses terrains de golf et ses douces brises estivales… voilà qui surprenait tout le monde. Néanmoins, le président n'avait pas beaucoup d'espoir. Il avait fait pression sur la CIA pour qu'elle mette la main sur quelque chose, exigeant d'être tenu au courant, si bien qu'il s'attendait à ce qu'on lui apporte chaque miette. Et c'était une miette. Il trouvait l'information intrigante, mais uniquement de manière générale. Le lien avec Ben Laden était pour le moins ténu. Il encouragea Panetta à continuer. Il désirait qu'on identifie la famille qui se cachait. Il voulait aussi que la piste reste confidentielle, ce qui signifiait que cela ne devait pas sortir de son bureau. Personne d'autre au sein de l'armée ou du renseignement ne devait être mis dans le secret pour le moment. Et ils ne devaient pas demander l'aide du Pakistan ni attirer

l'attention de quiconque sur le complexe pour l'instant. Le président se réservait la possibilité de faire appel à ses prétendus alliés pakistanais une fois qu'ils en sauraient davantage de leur côté. En attendant, il voulait des rapports réguliers sur les progrès accomplis.

« Sur un plan psychologique, m'expliqua Obama, je n'étais pas particulièrement optimiste. Ma vision d'ensemble, je suppose, était que, d'accord, ces types exécutaient mes ordres de suivre toutes les pistes. Mais est-ce que nous avions des éléments suffisants ? Je craignais de m'emballer trop rapidement sur ces perspectives. »

À ce stade, cela faisait près de vingt mois que le président ordonnait des frappes de drones et des raids des forces spéciales pour tuer les responsables d'Al-Qaïda. Les compétences de l'armée et du renseignement avaient été affinées par plus de neuf années de guerre, lui fournissant des instruments dont aucun président n'avait disposé avant lui. Sous son mandat, les réunions du Conseil de sécurité nationale ne se résumaient pas à des discussions politiques. Elles concernaient régulièrement des questions de vie ou de mort pour des personnes précises. Les efforts développés au cours de la décennie précédente permettaient au président de décider sur-le-champ quelles étaient les cibles prometteuses, des individus qui avaient été repérés et identifiés et qui se trouvaient maintenant dans le viseur de la nation. Ils pouvaient être tués sur son ordre sans mettre un seul Américain en péril. Il y avait eu cinquante-trois frappes de drones dans le seul Pakistan au cours de la première année de son exercice. En 2010, il y en avait eu plus du double, soit cent dix-sept. Le nombre de frappes au Yémen, bien que moins élevé, avait augmenté chaque année, passant de deux en 2009 à quatre en 2010. Il y en aurait dix l'année suivante. Presque chaque jour, le président faisait face à des choix mortifères immédiats. Tel individu devait-il être tué ? Le tuer nécessitait-il éventuellement d'en tuer d'autres, moins coupables, peut-être même innocents ?

Les décisions de ce genre avaient toujours été indissociables de cette charge, et avaient parfois concerné la vie et la mort de milliers, voire de centaines de milliers de personnes – on songe au président Harry S. Truman prenant la décision de lâcher la bombe atomique. Mais il était plus rare de décider de tuer un individu. Cela conférait au commandant en chef un rôle étrangement direct. Il y avait eu des précédents. Pendant la Seconde Guerre

mondiale, les forces américaines avaient décrypté un message japonais révélant que l'amiral Isoroku Yamamoto, commandant de la flotte nippone, ferait une tournée d'inspection des îles Salomon. Son avion avait été intercepté et abattu et lui-même était mort. Le président Kennedy avait de façon notoire comploté en vue de l'assassinat de Fidel Castro durant les années 1960. Mais de tels épisodes étaient rares et présentaient de grands risques. Vers la fin de son second mandat, le président Bush, et maintenant Obama, avaient ce qui était, en substance, un fusil de sniper pointé sur les hommes considérés comme des terroristes de premier plan. On présentait habituellement à Obama une fiche sur la cible, qui elle était, son importance, le danger qu'elle représentait, s'il était essentiel de s'en débarrasser et qui risquait de mourir dans l'action. Il n'avait plus qu'à décider de presser la détente. C'était quelque chose de nouveau.

Après les attentats du 11 Septembre, les deux manières les plus évidentes de riposter avaient été l'une et l'autre défensives : prévenir les types d'attaque les plus dangereux et mieux répondre aux attaques de moindre envergure lorsqu'elles se produisaient. Les États-Unis avaient dépensé ainsi des milliards de dollars dans des efforts pour neutraliser de possibles attaques connues ou manifestes et pour améliorer les réponses en cas d'urgence. Telle était la mission du département de la Sécurité intérieure ainsi que de l'Administration de la sécurité des transports. Une autre mesure consistait à sécuriser les matières premières mondiales, telles que plutonium, missiles sol-air et produits biochimiques toxiques, susceptibles d'être utilisées pour fabriquer des armes particulièrement puissantes. C'est cette approche qui avait conduit en partie à l'invasion de l'Irak par le président Bush, afin de sécuriser l'hypothétique arsenal d'armes de destruction massive de Saddam.

Quant à une stratégie offensive à l'encontre d'Al-Qaïda elle-même, c'était devenu beaucoup plus difficile depuis qu'elle avait quitté son asile en Afghanistan pour se disperser. Les États-Unis mobiliseraient à cette fin d'énormes ressources financières aussi bien que de talent et de technologie. Dans ce sens, les dix dernières années de guerre avaient consisté à développer des instruments adéquats pour détruire un réseau terroriste. C'était une tâche encore en cours en 2010, mais une grande partie du chemin avait été faite. Avec leur mépris bien connu pour le langage clair, les

militaires avaient donné un acronyme à cette arme. Ils l'avaient surnommée « F3EAD » (Find, Fix, Finish, Exploit, Analyze, Disseminate – Trouver, Fixer, Finir, Exploiter, Analyser, Diffuser). Ce qui constituait une alliance remarquable entre des télécommunications mondiales instantanées, des drones, des stockages de données informatiques, des logiciels de pointe (capables de trouver une aiguille non pas dans une, mais dans un million de meules de foin), des analystes aguerris, des hélicoptères furtifs, des munitions à guidage et les aptitudes opérationnelles de pilotes et de tireurs qui pouvaient exécuter des frappes de précision inattendues et mortelles pratiquement n'importe où dans le monde.

En prenant ses fonctions, Obama avait hérité de cet outil très performant et encore en pleine évolution. Cet instrument aurait des conséquences mortelles pour Al-Qaïda, en particulier l'utilisation de drones. Et même s'il dérangeait ceux qui s'inquiétaient des abus possibles – identifier et tuer des individus à distance était un concept futuriste angoissant –, c'était aussi, paradoxalement, une avancée fondamentale dans la poursuite humaine de la guerre. Les principes de base de la guerre légale avaient longtemps été la *nécessité* (ne recourir à la force qu'en dernière extrémité) ; la *précision* (prendre pour cible les bons individus) et la *proportionnalité* (ne pas tuer des innocents). Très peu soutiendraient que l'emploi de la force n'était pas justifié pour protéger le pays contre Oussama Ben Laden et son mouvement, bien décidé à commettre des actions suicidaires d'assassinat de masse. Les drones amélioraient de façon exceptionnelle la précision et la proportionnalité. La possibilité d'observer silencieusement une cible pendant des jours, des semaines voire des mois avant de décider d'attaquer augmentait considérablement les chances d'atteindre les cibles appropriées en évitant celles qui ne l'étaient pas. C'était sans comparaison avec le combat sur le terrain ou avec des bombes et des missiles même très précis. S'il fallait se battre, alors les drones tuaient beaucoup moins de civils que n'importe quelle technique de guerre antérieure, et ils le faisaient sans mettre en danger des soldats américains.

Obama avait veillé à maintenir ce formidable instrument sous étroite surveillance. Dans la plupart des cas, lui seul prenait la décision finale. Dans d'autres cas, c'était le directeur de la CIA. Ils réexaminaient l'importance des cibles et décidaient s'il fallait les abattre. Obama avait

ordonné au département de la Justice et au service juridique de la CIA d'élaborer des lignes directrices secrètes qui constitueraient une première étape vers une institutionnalisation de ces contrôles, de manière à ce que son successeur hérite de règles, de précédents et de contraintes clairs. L'administration n'avait pas rendues publiques ces lignes directrices, qui troublaient beaucoup de ceux qui s'inquiétaient de l'usage croissant de drones. Quelles que soient les directives en question, il ne faisait aucun doute qu'Obama avait montré sa volonté de presser régulièrement la détente.

Ce qui en avait surpris plus d'un. Bush était arrivé à la Maison-Blanche avec un simple vernis d'expérience militaire – il avait servi comme pilote dans la Garde nationale aérienne à l'époque de la guerre du Vietnam –, ce qui n'empêchait pas les militaires de le considérer comme un des leurs, un président qui exprimait ouvertement son admiration pour les forces armées et qui était prompt, jusqu'à l'excès, à autoriser leur déploiement. Il parlait leur langage de battant avec l'accent traînant du Texas. Son père avait été un héros de guerre et avait occupé le poste de directeur de la CIA – le bâtiment du siège à Langley portait même son nom, George Herbert Walker Bush. Obama, pour sa part, était un civil à proprement parler, dont le père était kényan. Un libéral-démocrate ayant reçu une éducation cosmopolite, un universitaire et un intellectuel. Il avait été très tôt un adversaire vigoureux et cohérent de l'invasion de l'Irak, qu'il qualifiait de « guerre stupide ». De fait, il s'était d'abord positionné dans sa campagne pour l'investiture démocrate en 2008 comme un candidat anti-guerre, attaquant ses concurrents, notamment Hillary Clinton, pour leur soutien initial au conflit. Obama avait également critiqué les méthodes controversées de cette guerre, les interrogatoires coercitifs, les extraditions spéciales, les commissions militaires et les détentions d'une durée indéterminée, faisant valoir que la nation ne devait pas sacrifier ses valeurs à la sécurité. Il insistait sur l'utilité de négocier avec l'ennemi et sur les vertus de la compréhension mutuelle, pas le genre de propos qui stimule les troupes. Une bonne partie de ce que les Américains entendirent de sa part durant ses modestes vingt mois au Sénat concernait l'accélération du retrait américain en Irak et son désir d'une stratégie de sortie de la crise afghane clairement définie. Ils s'étaient donc attendus à un président pratiquement pacifiste.

Sauf que le nombre de frappes de drones au cours de ses deux premières années serait quatre fois supérieur à celui des deux mandats de Bush à la Maison-Blanche. Et que sa reconnaissance et son enthousiasme à l'égard du commandement des Opérations spéciales étaient manifestement sincères. Il semblait avoir adopté l'une des formules favorites du général David Petraeus, « J'essaie d'aller me coucher chaque soir avec plus d'amis et moins d'ennemis », avec une insistance particulière sur le « moins d'ennemis ».

Ceux qui avaient suivi Obama de plus près n'étaient pas surpris. Cela faisait des années qu'il parlait de façon de plus en plus concrète de sa volonté de faire la guerre en général et à Al-Qaïda en particulier. Un peu plus d'un an après les attentats du 11 Septembre, alors que le président Bush se préparait à envahir l'Irak, Obama, encore largement inconnu hors de son district de Chicago, fut invité à prendre la parole à une manifestation contre la guerre. Il faisait partie des personnages mineurs conviés après coup alors que des orateurs plus en vue avaient répondu ne pas être libres, et son intervention n'eut même pas droit à une ligne de compte rendu dans le *Chicago Tribune* du lendemain matin. Il fut accueilli par des applaudissements mitigés. Dans son livre *The Bridge*, David Remnick évoque l'inconfort que causait à Obama l'orientation générale de la manifestation, écoutant les accents plaintifs de *Give Peace a Chance* de John Lennon et se penchant vers un des organisateurs pour lui demander : « Est-ce qu'ils ne peuvent pas jouer autre chose ? » Prononcer un discours vibrant susceptible d'enthousiasmer la bande de gauchistes fatigués sur Federal Plaza procurerait peut-être un moment de bien-être et quelques éloges de la presse locale, mais cela risquait en revanche de mettre à mal ses chances au niveau de l'État. Il s'était entretenu avec les consultants l'aidant à se préparer en vue des sénatoriales, pour essayer de mettre au point un message qui, comme l'écrit Remnick, « exprimerait son opposition à une invasion de l'Irak sans donner l'impression qu'il était, sur la question du terrorisme, d'une faiblesse qui le disqualifierait ». Ses conseillers tenaient à ce qu'il parle, dans la mesure où tout Afro-Américain candidat à un poste dans l'État de l'Illinois aurait besoin des voix de Chicago. Mais il lui fallait aussi dépasser un tel public.

Si le discours d'Obama peut donc être considéré comme un calcul politique, il prouvait aussi que ses idées sur la sécurité nationale et la guerre avaient évolué depuis ses remarques essentiellement pacifiques au *Hyde Park Herald* l'année précédente. Il commença de la manière suivante : « Permettez-moi de dire tout d'abord que, bien qu'il s'agisse ici d'une manifestation contre la guerre, je me présente devant vous comme quelqu'un qui n'est pas opposé à la guerre en toutes circonstances. »

Il mentionna la guerre de Sécession, « l'une des plus sanglantes de l'histoire », qui abolit « le fléau de l'esclavage » en Amérique. « Je ne m'oppose pas systématiquement aux conflits », souligna-t-il, précisant que son grand-père avait servi durant la Seconde Guerre mondiale. « Il a lutté pour une plus grande liberté, partie intégrante de l'arsenal de la démocratie qui a triomphé du mal, et n'a pas combattu en vain », ajouta-t-il avant de répéter : « *I don't oppose all wars*. »

Il continuerait à réitérer cette formule, tel un refrain, à l'image de l'émouvante anaphore de Martin Luther King : « *I have a dream* ». Il y a une certaine ironie dans le fait d'emprunter l'outil rhétorique sans doute le plus célèbre, utilisé par le grand praticien de la non-violence, pour proclamer sa foi en la nécessité de la guerre.

« Au lendemain des attentats du 11 Septembre, vision de carnage, de destruction, de larmes et de poussière, j'ai soutenu l'engagement du gouvernement, déterminé à traquer et éradiquer ceux qui n'hésitaient pas à massacrer des innocents au nom de l'intolérance, et je serais disposé à prendre les armes moi-même pour empêcher qu'une telle tragédie se reproduise. Je ne m'oppose pas systématiquement aux conflits. »

Obama dénonça ensuite l'invasion imminente de l'Irak qu'il qualifia de « guerre stupide », « téméraire », mais ce dont se souviennent surtout ceux qui l'écoutaient ce jour-là, ce fut son *affirmation* que la guerre était juste et nécessaire. Certaines valaient la peine d'être menées, notamment la lutte contre Al-Qaïda. C'était un discours doublement courageux de la part d'un homme qui envisageait de briguer un siège au Sénat, car en plus d'aller à l'encontre des sensibilités globalement pacifistes de son public cible, il s'opposait au sentiment résolument favorable à la guerre en Irak des électeurs de l'Illinois, dont la plupart se situaient nettement à droite du petit groupe de protestataires qui faisaient entendre leurs voix dans le centre-ville

de Chicago. Concernant l'invasion de l'Irak, Obama était une fois de plus en décalage avec la nation, mais pour ce qui était d'Al-Qaïda, il avait cessé d'en appeler à une sorte de campagne de coopération internationale. Il était prêt à « prendre les armes » dans ce conflit. L'occasion ne manquerait pas de se présenter, d'une manière plus directe qu'il ne l'aurait imaginé.

Trois ans plus tard, en 2004, après avoir obtenu le siège qu'il convoitait au Sénat, et une ascension d'une rapidité fulgurante qui le propulsa au devant de la scène politique nationale, Obama se présentait à l'élection présidentielle. En août 2007, il n'était pas au bout de ses peines. L'annonce de sa candidature, en février, avait suscité une vague d'enthousiasme, mais de courte durée. Il était à la traîne par rapport à Hillary Clinton, considérée comme favorite pour les primaires démocrates, derrière John Edwards aussi, crédité d'une victoire certaine en cas de défaite improbable de Hillary Clinton.

À l'époque, l'élément qui jouait le plus en faveur d'Obama semblait être le discours qu'il avait prononcé en 2002. On était en présence d'un candidat séduisant, intelligent, pacifiste à un moment où la lassitude de l'Amérique à l'égard de son aventure en Irak connaissait un pic historique. L'ensemble des candidats démocrates en lice pour l'investiture s'élevaient contre la poursuite du conflit. Ils rivalisaient entre eux pour manifester avec le plus d'emphase leurs objections. Obama ne siégeait pas au Sénat lorsque l'assemblée s'était prononcée en faveur de la guerre, aussi, à la différence de Clinton et d'Edwards, pouvait-il revendiquer sa pureté idéologique en l'occurrence. D'autant que, grâce au discours de Chicago, on avait pris acte de son opposition, d'emblée. Il était le candidat pacifiste numéro un, et c'est ainsi qu'il se présentait. Son principal angle d'attaque contre Hillary Clinton en particulier tenait au fait qu'elle s'était alignée sur la politique de Bush concernant la guerre, tandis qu'il avait lui-même adopté une position de principe impopulaire – ce en quoi il s'était avéré qu'il avait eu raison. Au cours de sa campagne, Obama se verrait dans l'obligation d'expliciter sa pensée, et le tableau se compliquerait.

Il était monté si rapidement au firmament politique que les moins séduits estimaient qu'il était allé trop vite en besogne. Ses adversaires étaient à la fois déconcertés et agacés par l'aura messianique qui flottait autour de lui et de sa campagne. Le meilleur moyen de lui mettre des bâtons dans les roues

était de convaincre les électeurs qu'il était trop pressé. À 45 ans, avec seulement la moitié de son mandat de sénateur derrière lui, même s'il était destiné à être le premier président noir américain, il n'était pas prêt à prendre les rênes du pouvoir. Il faisait partie des plus jeunes postulants à ces hautes fonctions.

Tout se jouait donc sur l'expérience, et Hillary Clinton se prévalait de la sienne chaque fois qu'Obama lui en donnait l'occasion. Ce fut notamment le cas après un débat diffusé sur CNN et YouTube, le 23 juillet, au cours duquel on lui demanda s'il envisageait de s'entretenir avec les ennemis des États-Unis sans conditions préalables. Son interlocuteur dont le visage était projeté sur grand écran évoqua avec admiration la décision courageuse (et en définitive fatale) prise en 1974 par le président Anouar el-Sadate d'entamer des négociations de paix avec Israël, et voulut savoir si un des candidats était disposé, au cours de la première année de son mandat, à rencontrer, *sans conditions préalables*, les dirigeants de l'Iran, de la Syrie, du Venezuela, de Cuba et de la Corée du Nord dans le but de « combler le fossé séparant nos pays » ?

C'était une question facile à éluder : *Les négociations ont une importance capitale… Je n'exclurais pas cette possibilité… Nous avons une histoire qui ne date pas d'hier avec ces nations…*, etc. Pourtant Obama n'esquiva pas. Sur l'estrade baignée de lumière, devant des écrans rouges, blancs et bleus étincelants, sur un podium épuré, moderne en acier et plastique, il fut le premier des huit candidats auquel on demanda de répondre.

« Je le ferais », affirma-t-il.

Une vague d'exclamations monta du public massé dans le studio, en partie à cause de la franchise de cette réponse, sans aucun doute. On était habitué à davantage de langue de bois.

« Ma motivation est la suivante, poursuivit-il. L'idée qu'en refusant de s'entretenir avec ces pays, on leur inflige une sorte de punition, ce principe directeur de la diplomatie du gouvernement actuel, est grotesque… Nous ne leur faisons peut-être pas confiance, ils exposent notre nation à un grave danger, mais nous avons l'obligation de définir les domaines où nous sommes potentiellement en mesure d'aller de l'avant, et j'estime que c'est une honte de ne pas avoir engagé le dialogue avec eux. »

Hillary Clinton, qui prit la parole ensuite, s'empressa de déclarer qu'elle n'en ferait rien. Elle expliqua que des négociations avec des nations hostiles requéraient beaucoup de travail en amont. Qu'il ne fallait pas précipiter les choses. Probablement abasourdie, comme tout le monde, par la réaction d'Obama, elle s'abstint néanmoins de s'en prendre à lui au cours du débat. Dès le lendemain, toutefois, sans doute après que ses stratèges de campagne eurent fait entendre leur avis, elle revint plus durement sur la question lors d'interviews, qualifiant la réponse d'Obama d' « irresponsable et franchement naïve ».

De la politique pure. Les États-Unis avaient une longue tradition, commune aux deux partis, de traiter même avec leurs pires ennemis. De John Kennedy – « Ne négocions jamais sous l'effet de la peur, mais n'ayons jamais peur de négocier » – jusqu'à l'ouverture vers la Chine impulsée par Richard Nixon et la célèbre « promenade dans les bois » de Ronald Reagan en compagnie de Mikhaïl Gorbatchev. La position d'Obama s'inscrivait dans le droit fil de pratiques diplomatiques établies de longue date. La politique mise en place par George W. Bush après le 11 Septembre – « Vous êtes soit pour nous, soit contre nous » – était l'exception qui confirmait la règle. À mauvais escient. Elle privait les affaires internationales de toute subtilité. De la part d'une internationaliste éclairée telle que Hillary Clinton, cela n'avait strictement aucun sens d'ignorer l'opportunité qui s'offre à tout président nouvellement élu de remettre à plat les relations avec les nations hostiles. Quoi qu'il en soit, on n'admettait pas ce genre de choses. Cela donnait une impression de laxisme. Et *naïf* était un adjectif qui nuisait à la réputation d'Obama.

Cette attaque fit mouche en raison de l'inconsistance apparente du candidat. Il n'avait pas encore exposé précisément son programme de politique étrangère, ou quoi que ce soit d'autre d'ailleurs. En avril, il avait prononcé un discours, conforme à son image pacifiste, appelant en essence à un renouveau de l'esprit internationaliste, et une détermination accrue de s'allier la coopération d'autres pays dans la poursuite des objectifs de sécurité nationaux. Sa remarque à propos de l'éventualité de négocier sans conditions préalables avec les ennemis de la nation permettait à ses détracteurs de le qualifier de manipulable. Elle laissait également entendre qu'il était enclin à ne pas approfondir assez les choses.

L'étiquette « naïf » allait lui donner du fil à retordre. Elle ne tarderait pas à lui coller à la peau. Les experts politiques du petit écran n'avaient plus que ce mot-là à la bouche dès qu'il était question d'Obama. Au cours des semaines qui suivirent, sa cote de popularité dans les sondages ne cessa de dégringoler tandis que l'avance de Hillary Clinton se confirmait.

L'équipe d'Obama se faisait du mauvais sang. Certains voulaient qu'il revienne sur sa déclaration, mais il s'y opposa. « J'ai raison sur ce point, comprenez-vous, insista-t-il lors d'une réunion avec ses proches conseillers, Denis McDonough et Robert Gibbs. Pourquoi refuser d'engager des négociations si cela est possible ? » Il les pria d'organiser une interview diffusée sur les chaînes nationales afin de réitérer sa position, d'enfoncer le clou en quelque sorte. C'était précisément le genre de message qu'il souhaitait faire passer. Il proposait une rupture avec la politique du précédent gouvernement, un nouveau regard sur ces questions de politique étrangère.

Et il n'en était qu'aux prémisses. Obama n'avait pas l'intention de laisser d'autres personnes substituer leur analyse à la sienne. Sa manière d'aborder un problème consistait à chercher une solution originale. De son point de vue, le parti pris des États-Unis vis-à-vis des questions de défense était pour l'essentiel figé dans des moules archaïques – les vieilles divisions droite/gauche, conservateurs/libéraux, faucons/colombes, établies par les débats relatifs à la guerre du Vietnam. Obama avait 13 ans quand ce conflit s'était achevé. La majorité de la population appelée à voter en 2008 n'était pas née à l'époque. Rien n'avait autant secoué cette dynamique ancestrale que les attentats du 11 Septembre. À cet égard, les jeunes en particulier étaient difficiles à classer. Nettement plus libéraux que leurs parents sur la plupart des questions sociales, et donc plus disposés à accorder leurs suffrages à Obama, ils soutenaient par ailleurs fortement une action militaire et des services de renseignement énergiques. Le candidat s'estimait aussi va-t-en-guerre que n'importe lequel de ses compatriotes pour ce qui était de régler son compte à Al-Qaïda, mais certains outils traditionnellement associés aux « colombes », tels que la négociation et la coopération internationale, loin d'être de simples moyens d'apaiser l'ennemi, jouaient à son avis un rôle crucial dans ce processus d'éradication.

Quelques semaines plus tôt, selon le témoignage de John Heilemann et Mark Halperin dans leur ouvrage intitulé *Game Change*, Obama avait fait venir à Chicago l'un de ses proches amis, et ancien professeur de droit, Chris Edley, afin qu'il rabroue son cercle intime de campagne auquel le candidat reprochait de l'avoir empêché de faire les choses *à sa manière*. Ils ne lui accordaient pas suffisamment de temps et d'espace dans le cadre d'un emploi du temps frénétique pour développer ses idées en détail.

« Il aime réfléchir, écrire, s'entretenir avec des experts », leur expliqua Edley, dont le rôle joué lors de précédentes campagnes démocrates et les états de service à la Maison-Blanche accréditaient les propos. « Vous devez comprendre ce qui l'a poussé à s'engager dans cette bataille. Il entend apporter sa pierre à l'édifice des politiques publiques, et il vous faut lui consentir le temps nécessaire pour parvenir à ses fins. Malgré tout le respect que je vous dois, je vous conseille de rabaisser un peu votre caquet et de vous plier aux souhaits de notre candidat. »

Dans les jours qui suivirent la débandade engendrée par la promesse faite de négocier sans conditions préalables, il fut décidé qu'Obama prononcerait un autre discours marquant sur la sécurité nationale. Cela eut lieu le 1er août, au Woodrow Wilson International Center, à Washington D.C. Le candidat exposa assez précisément son point de vue à ce sujet, et en profita pour corriger l'impression de « laxisme », voire de mollesse qu'il avait pu produire en matière de défense nationale.

Un rapport des services de renseignement américains publié ce printemps-là laissait entendre qu'Al-Qaïda s'était renforcée au cours des six dernières années. Il précisait que depuis la chute des talibans, le Pakistan était la nouvelle terre d'asile de l'organisation terroriste. Tous les candidats démocrates s'engageaient à un changement, mais au-delà de promettre de mettre à mal l'Irak, et de renoncer à certaines méthodes de collecte de renseignements parmi les plus controversées (dont la plupart, d'ailleurs, n'avaient déjà plus cours), aucun n'avait clairement énoncé une approche de la sécurité nationale qui différât substantiellement de celle de Bush.

L'ancien membre du Congrès, Lee Hamilton, désormais directeur du Wilson Center, présenta Obama à l'assemblée composée de plusieurs centaines de personnes, dont un grand nombre de journalistes. L'ensemble des conseillers en politique étrangère du candidat avait participé à la

rédaction du discours ; chaque mot avait été passé au crible. Ben Rhodes, étudiant à l'université de New York lorsqu'il avait assisté à l'effondrement des tours du World Trade Center depuis les quais de Brooklyn, avait eu pour mission de le libeller. Jeune homme aux cheveux noirs, prématurément clairsemés, arborant en permanence une barbe de deux jours, il travaillait désormais sur la campagne au plus haut niveau. Au lieu de s'attaquer à l'écriture d'un premier roman, il avait rallié l'équipe de Lee Hamilton au moment où celui-ci avait été nommé vice-président de la Commission du 11 Septembre. Rhodes avait contribué à l'ébauche de déclarations de principe pour le rapport de la Commission, et prit part à l'écriture du chapitre intitulé « Que faire ? ». L'un des sous-titres dudit chapitre était « Les terroristes et leurs organisations », et sa première proscription : « Pas de sanctuaires ». Parmi tous les lieux susceptibles d'héberger des groupes terroristes sur la planète, le Pakistan figurait en haut de la liste. En définitive, Rhodes aida Hamilton et l'ancien gouverneur du New Jersey, Tom Kean, qui coprésidait la Commission, à écrire un ouvrage sur le travail de ladite Commission. Après avoir collaboré avec Hamilton dans le cadre de l'Iraq Study Group que le représentant coprésidait en parallèle, le jeune écrivain avait rejoint l'équipe sénatoriale d'Obama en qualité de conseiller en politique étrangère/rédacteur de discours. Au Sénat, il avait participé à la rédaction de plusieurs exposés du futur candidat sur l'Irak avant de mettre ses talents d'écrivain au service du bureau d'Obama à Chicago. C'était le premier discours de campagne qu'on l'avait prié de coucher sur le papier. Un discours important qui le ramenait à un thème qui lui était familier.

Lors d'une conférence téléphonique avec Rhodes, Denis McDonough, Samantha Power et plusieurs autres responsables de la sécurité nationale, Obama mit l'accent sur sept points qu'il souhaitait aborder. Deux furent écartés par Rhodes et Power, notamment les efforts à déployer pour éradiquer Al-Qaïda. Quant à la question des sanctuaires, Rhodes se souviendrait d'Obama lui disant : « Trouvons la formulation la plus spécifique possible pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur le fait que nous entendons traquer ces types. Tout est là. »

Devant la foule réunie au Wilson Center, Obama commença par relater sa propre expérience des événements du 11 Septembre : le premier flash d'informations qu'il avait entendu à la radio alors qu'il se rendait à Chicago

au volant de sa voiture, le regard inquiet qu'il avait porté sur la Sears Tower depuis le trottoir du Loop, dans le centre-ville de Chicago, et la vision des tours new-yorkaises s'écroulant sous ses yeux à la télévision. Au cours des six années qui s'étaient écoulées depuis, l'émouvant sentiment d'unité nationale et la détermination engendrés par ces attaques terroristes avaient été galvaudés, déclara-t-il. L'administration Bush avait pris un bon départ en renversant les talibans et en chassant Al-Qaïda, le véritable ennemi, de ses bases en Afghanistan. Ensuite les autorités avaient baissé les bras. Au lieu de se lancer à la poursuite des cerveaux du 11 Septembre, talonnés et en cavale, le gouvernement avait décidé d'envahir l'Irak et de renverser Saddam Hussein, une initiative qui avait eu vite fait de monopoliser le plus gros des ressources militaires et des services de renseignement stratégique de la nation. Une mesure entérinée par le Congrès, ajouta-t-il, ce qui avait profondément ébranlé ses principaux opposants dans le camp démocrate. C'était « une invasion inconsidérée d'un pays musulman, qui avait déclenché de nouvelles insurrections, mobilisé nos militaires, vidé les caisses de l'État, intensifié le recrutement de terroristes et isolé les États-Unis, en plus d'entacher la réputation de la démocratie et d'inciter le peuple américain à s'interroger sur notre engagement dans le monde ». Obama invoqua le nouveau rapport des services de renseignement pour preuve qu'Al-Qaïda n'avait fait que changer de repaire.

Une fois encore, le candidat s'engagea à mettre un terme à la guerre en Irak – une diversion –, au nom de ses convictions pacifistes, mais aussi parce qu'il entendait se focaliser sur le véritable ennemi. Son objectif principal serait d'anéantir Al-Qaïda. Telle était la priorité nationale que le 11 Septembre avait imposée à la nation, et qui prévaudrait dans des relations de bonne intelligence avec le Pakistan ou toute autre nation. L'ennemi n'avait pas été défini assez précisément par l'administration Bush, une erreur qui, en plus d'amoindrir l'impact de notre riposte, avait alimenté la propagande d'Al-Qaïda selon laquelle l'Amérique était en guerre avec l'ensemble du monde musulman. Le conflit, nécessaire, requérait une visée nettement plus spécifique : trouver, cibler et détruire l'organisation terroriste. Pour souligner sa détermination, Obama déclara qu'il ne respecterait aucun sanctuaire et concentrerait son action sur le Pakistan.

« Les terroristes d'Al-Qaïda s'entraînent, voyagent ; ils disposent d'une infrastructure de communications mondiales sur leurs bases d'opérations, poursuivit-il. Les talibans emploient des tactiques de guérilla, effectuant des raids en Afghanistan avant de se replier furtivement de l'autre côté de la frontière. C'est le "Far-West" de notre monde globalisé. Des déserts battus par les vents, des montagnes truffées de cavernes. Certaines tribus considèrent les frontières comme de simples lignes sur une carte, les gouvernements comme des puissances qui vont et viennent. Les liens de sang sont parfois plus profonds que les alliances stratégiques ; des groupuscules extrémistes appliquent leurs principes religieux jusqu'à la violence. L'endroit est dangereux, mais cela n'excuse rien. Il ne doit pas y avoir de sanctuaires pour les terroristes qui menacent l'Amérique. Nous pouvons rester passifs sous prétexte que l'entreprise est périlleuse. Si je suis élu, j'assortirai de certaines conditions l'aide militaire à hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars consentie par notre nation au Pakistan, des conditions que j'énoncerai clairement : le Pakistan doit produire un effort substantiel pour fermer les camps d'entraînement, expulser les combattants étrangers et empêcher les talibans d'utiliser son territoire comme camp de base pour leurs opérations en Afghanistan. Je suis conscient que le président Musharraf a ses propres défis à relever. Mais entendons-nous bien : des terroristes embusqués dans ces montagnes ont assassiné 3 000 Américains. Ils s'apprêtent à frapper à nouveau. Nous avons commis une terrible erreur en nous abstenant d'intervenir quand nous en avions l'occasion, lors d'une assemblée des leaders d'Al-Qaïda en 2005. Si nous disposons de renseignements permettant d'entreprendre une action contre des cibles terroristes majeures, dès lors que le président Musharraf se refuse à agir, nous prendrons l'initiative. »

Cette ultime phrase avait été ajoutée à la dernière minute au discours, après moult délibérations. À l'origine, Rhodes avait écrit : « Si nous avons identifié des cibles, dès lors que le président Musharraf se refuse à agir, nous prendrons l'initiative. » C'était conforme à la promesse faite par le candidat de se montrer aussi « peu ambigu » que possible. Cependant, la question du Pakistan était délicate. Cette nation instable jouait un rôle majeur dans l'effort de guerre en Afghanistan. C'était une puissance nucléaire dans l'une des régions les plus explosives de la planète, et

pourtant certains instruments du pouvoir, notamment sa puissante agence de renseignement, l'ISI, avaient la réputation d'être en cheville avec divers radicaux islamistes. Le président pakistanais avait marché sur la corde raide dans ses rapports avec l'administration Bush, coopérant juste assez pour éviter d'être taxé d'ennemi, sans vraiment bouger le petit doigt afin de mettre en déroute les extrémistes terrés dans les territoires sans loi du nord-ouest du pays. Cette menace de s'en prendre à ces « cibles majeures » sans l'appui du Pakistan rendait nerveuse l'équipe d'Obama chargée de la sécurité nationale.

Personne n'avait apprécié la formule lors du briefing précédant l'allocution du candidat au quartier général à Washington. Étaient présents Robert Gibbs, Susan Rice, Jeh Johnson, Rand Beers et Richard Clarke, principal consultant de la campagne en matière de sécurité.

« Ce n'est pas comme ça qu'on parle de ces choses-là », avait fait remarquer ce dernier. Après quoi il souligna l'importance d'une coopération avec les tribus peuplant les territoires nord-ouest du Pakistan.

Cependant, Obama était déterminé. Il tenait à cette phrase qui exprimait parfaitement sa pensée, et ce qu'il prévoyait de faire une fois qu'il serait à la tête du pays. « Je ne m'oppose pas systématiquement aux conflits. » Il entendait s'attaquer à la menace *réelle*. La discussion se concentra donc sur la formulation. Deux nuances furent ajoutées : « si nous disposons de renseignements permettant d'entreprendre une action » et « cibles de choix ». Ceci afin qu'il soit bien clair qu'Obama envisageait d'agir uniquement dans des circonstances exceptionnelles, et d'une manière spécifique et limitée.

Quoi qu'il en soit, malgré toutes les nuances, personne ne tint compte de la prudence du choix des mots. Le candidat avait abordé beaucoup de sujets dans son discours, réitérant son projet d'évacuer les troupes de l'Irak, s'engageant à réinvestir dans le combat mené contre les talibans en Afghanistan, promettant en outre de prononcer un discours important, quelque part au Moyen-Orient au cours des cent premiers jours de son mandat afin de redéfinir la mission américaine dans cette région du monde. Il promit également de fermer la prison de Guantanamo et de mettre un terme aux programmes de l'ère Bush destinés à « ficher » les citoyens

américains. Cependant, la phrase relative à l'assaut à porter contre des cibles de choix au Pakistan retint l'attention de presque toute la presse.

Jeff Zeleny, du *New York Times*, écrivit qu'Obama avait « juré d'envoyer des soldats américains pour éradiquer les camps terroristes » au Pakistan.

Le chapeau de l'article publié dans le *Los Angeles Times* au lendemain de son discours indiquait : « Il dit qu'il se réserverait le droit d'envahir ». Le journaliste Paul Richter rapporta : « Le sénateur Barack Obama a déclaré mercredi que les États-Unis devraient se réserver le droit d'envahir le territoire de ses alliés pakistanais et suspendraient l'aide financière consentie à cette nation s'il apparaissait que le président pakistanais Pervez Musharraf ne déployait pas suffisamment d'efforts pour arrêter les terroristes. »

Les libéraux accusèrent Obama d'adopter la mentalité « cow-boy » de l'administration Bush. Les conservateurs lui reprochèrent un manque de finesse : ne mesurait-il donc pas la précarité de nos relations avec le Pakistan ? Même si tel était son plan, ne comprenait-il pas qu'on n'aborde pas ainsi ce genre de sujets ?

Le blogueur d'aspiration libérale Jerome Armstrong manifesta pour sa part son immense déception : « Pour les démocrates progressistes qui aspirent à une gouvernance plus pacifique du monde… [le discours d'Obama] n'atteint pas le seuil qui nous permettrait de ne plus avoir à nous battre au Moyen-Orient et de nous débarrasser de la doctrine de Bush favorable aux attaques préventives. »

Le chroniqueur conservateur William Kristol nota que si Obama « suggérait fortement qu'il envahirait le Pakistan », c'était dans le but de renforcer son image de coriace face à Hillary Clinton.

Dans son émission de radio, Rush Limbaugh tourna le candidat en dérision. Il fit remarquer qu'Oussama Ben Laden avait exhorté ses partisans à renverser Musharraf, et qu'à présent Obama – « Je les confonds tous les deux », ajouta-t-il – avait menacé d'« envahir le Pakistan ». Et Limbaugh de conclure par un quolibet : « Ce pauvre Musharraf va être pris entre deux feux si Obama est élu. »

« C'est une déclaration des plus irresponsables, voilà tout ce que j'ai à dire. » Telle fut la réaction du ministre des Affaires étrangères pakistanais, Khurshid Kasuri. « Alors que la campagne électorale américaine monte en

puissance, nous n'aimerions pas que les candidats en lice se battent pour la victoire à nos dépens. » Kasuri précisa que le président Bush avait téléphoné à Musharraf pour le rassurer en privé, qualifiant les propos d'Obama, qu'il estimait motivés par des considérations politiques « dans un contexte électoraliste », de « douteux ».

« Je ne m'associe pas au projet d'Obama lorsqu'il déclare vouloir s'en prendre à un de nos alliés, déclara l'ancien gouverneur du Massachusetts, Mitt Romney, alors en tête de la course pour l'investiture républicaine. Je ne pense pas que ce genre de commentaires contribue aux efforts déployés pour rallier davantage d'amis à notre cause. » Par la suite il ajouta qu'« on aurait tort de dépêcher des troupes américaines partout dans le monde », en qualifiant lesdits commentaires d' « irréfléchis » et d'« inopportuns ».

Là encore, certains partisans d'Obama souhaitaient que le candidat éclaire son point de vue, ce qu'il refusa de faire une fois de plus. En décrétant qu'il avait exprimé clairement sa pensée. Il fit savoir aux membres de son équipe que leur position publique sur la question devait consister à écarter toute évocation d'une « invasion », tout en réaffirmant son intention d'intervenir unilatéralement au Pakistan si l'occasion se présentait.

« Je n'admettrai pas de recevoir des leçons de politique étrangère de ceux-là mêmes qui sont responsables de cette guerre catastrophique en Irak », déclara-t-il en réaction à certaines critiques à son endroit. Cette attitude, dit-il, illustrait sa volonté de « sortir des sentiers battus ». Son état-major de campagne publia un mémo de la main de Power réitérant la promesse du candidat : « On voudrait que nous nous en remettions perpétuellement à Musharraf. Barack Obama souhaite tourner la page. Si le président pakistanais est disposé à se lancer aux trousses des terroristes et empêcher les talibans d'utiliser son pays comme base d'opérations, Obama lui fournira tout le soutien dont il a besoin. Mais le candidat a clairement signifié qu'en tant que président, s'il disposait de renseignements exploitables relatifs à la localisation des chefs d'Al-Qaïda au Pakistan – dès lors que les autorités pakistanaises s'obstinent à refuser d'agir contre les terroristes dont on sait qu'ils sont impliqués dans les attaques perpétrées contre des civils américains –, alors il recourra pour ce faire à des forces spéciales en vue d'actions très ciblées. »

En dépit de ces velléités d'explication, cet appel supposé à une « invasion » du Pakistan ne tarda pas à s'imposer dans la bataille électorale… et à prendre une autre tournure. Le rival républicain d'Obama, le sénateur John McCain, irait jusqu'à affirmer que le candidat démocrate avait menacé de « bombarder » le Pakistan.

« La meilleure solution consiste à ne pas divulguer nos intentions, déclara-t-il au mois de février. Ce serait faire preuve de naïveté. Il convient avant tout d'échafauder des plans et d'effectuer des opérations conformes aux intérêts de la sécurité nationale. Vous ne clamez pas sur tous les toits que vous allez bombarder une nation souveraine et que vous dépendez du bon vouloir des gens de ce pays pour vous soutenir dans la guerre, la lutte menée contre les talibans et les sanctuaires qu'ils détiennent. »

En 2007 et au début de 2008, concernant la traque d'Oussama Ben Laden, la position d'Obama en faveur d'une intervention directe, unilatérale, faisait donc l'objet d'une condamnation quasi générale. Il maintint néanmoins son plan, qu'il mit à exécution dès son accession au pouvoir. Alors que le nouveau président prenait ses fonctions à la Maison-Blanche, sa détermination à donner la chasse aux dirigeants d'Al-Qaïda ne faisait aucun doute. Si Ben Laden s'était autoproclamé leader, s'estimant choisi par Dieu, Obama, lui, avait été élu par le peuple américain pour prendre ces décisions cruciales.

Il entreprit aussitôt de transférer en Afghanistan et au Pakistan des ressources présentes en Irak, où l'objectif était de réduire systématiquement l'engagement des États-Unis. Un nombre important de drones quittèrent l'Irak pour aller survoler les montagnes abruptes à l'est de l'Afghanistan et les régions livrées à elles-mêmes du nord-ouest du Pakistan. Durant l'été 2009, le JOSC, qui opérait depuis Balad, en Irak, se délocalisa à Jalalabad, en Afghanistan, augmentant au passage sur le nouveau campement ses capacités de télécommunications afin de conserver ses liens avec les ordinateurs des services d'intelligence et les analystes opérant à Washington. Comme nous avons pu le constater, le nombre d'attaques d'avions sans pilote connut alors une nette augmentation. Dans le même temps, les relations entre les États-Unis et le Pakistan se détériorèrent.

Lorsqu'il se vit décerner le prix Nobel de la paix en octobre 2009, alors qu'il s'apprêtait à envoyer 30 000 soldats américains supplémentaires en

Afghanistan, Obama put exposer une fois de plus son point de vue sur la guerre.

Les talents de Rhodes furent à nouveau mis à contribution. Le président lui présenta un premier jet complet, rédigé à la main. Il contenait trois citations de Reinhold Niebuhr, le théologien américain qui plaidait en faveur d'une guerre juste, jugée nécessaire, et rejetait le pacifisme considéré comme un facteur assuré de tyrannie. L'émergence du fascisme en Allemagne et au Japon, du communisme en Russie, avait incité Niebuhr à renoncer au pacifisme auquel il avait cru toute sa vie. Ce mouvement avait connu une résurgence après la Première Guerre mondiale, et ses millions de morts apparemment absurdes. Maintenant que le monde était au bord d'une catastrophe encore plus dévastatrice, les pacifistes, qui incluaient un grand nombre de penseurs chrétiens européens et américains, soutenaient que si suffisamment de gens refusaient de rejoindre les rangs de l'armée, les nations ne seraient plus en mesure de faire la guerre. Niebuhr, lui, n'y croyait pas. Ces passages étaient tirés de *Why the Christian Church is not pacifist*, un essai datant du début de la Seconde Guerre mondiale. Niebuhr y écrivit notamment : « Si nous pensons que, dans l'hypothèse où la Grande-Bretagne aurait eu la chance de compter en son sein non pas 2 %, mais 30 % d'objecteurs de conscience, Hitler y aurait réfléchi à deux fois avant de se hasarder à attaquer la Pologne, nous avons des convictions qu'aucune réalité historique ne justifie. » Niebuhr estimait que les nations sont aussi imparfaites que les êtres humains, et que si l'homme doit se battre pour vaincre le mal en lui-même, il doit aussi lutter pour venir à bout du mal dans son ensemble.

Des années plus tôt, Obama s'était déclaré prêt à « prendre les armes ». Désormais à la tête d'une puissance militaire sans égale dans le monde, Obama n'hésiterait pas à faire usage de ce privilège, et se sentait moralement contraint de le faire. Tout comme il l'avait fait sept ans plus tôt à Chicago devant un public opposé à la guerre, il allait utiliser sa tribune pacifiste pour prouver le bien-fondé d'un usage moral de la violence. Le prix Nobel lui-même était le fruit de ce même mouvement pacifiste contre lequel Niebuhr s'était retourné en 1939. C'était l'une des récompenses instaurées par Alfred Nobel à la demande de son amie Bertha von Suttner, célèbre romancière autrichienne du dix-neuvième siècle et pacifiste, qui

recevrait elle-même le prix Nobel de la paix. Il n'y avait donc rien d'étonnant à ce qu'Obama se reporte aux arguments de Niebuhr pour préparer son discours d'Oslo.

Il évoqua brièvement la nécessité de la guerre, après quoi il salua l'usage de la force – américaine, avant tout –, unique moyen d'atteindre aux idéaux élevés du comité du prix Nobel de la paix. Il honora la mémoire de deux des plus célèbres praticiens de la non-violence, Martin Luther King et Mahatma Gandhi, mais ajouta : « J'affronte le monde tel qu'il est, et ne peux rester inactif face aux menaces pesant sur le peuple américain. Car, ne vous y trompez pas, le mal existe dans ce monde. Un mouvement pacifiste n'aurait pas pu arrêter les armées d'Hitler. Dire que le recours à la force est parfois inévitable n'est pas une marque de cynisme. C'est reconnaître l'histoire, les imperfections de l'homme et les limites de la raison. »

Le mal existe dans ce monde. Dès lors qu'il tenait les rênes du pays, Barack Obama estimait avoir l'opportunité de prendre les armes contre les ennemis des États-Unis d'une manière plus directe que n'importe lequel de ses prédécesseurs. Il n'allait pas la laisser passer. Il fit tout ce qui était en son pouvoir pour imposer son point de vue. La CIA avait baptisé l'occupant de la Maison-Blanche « notre premier client », et il n'y avait pas le moindre doute sur ce qui tenait le plus à cœur au nouvel arrivant.

Dans son bureau de Langley, au septième étage, avec vue sur le Potomac, Michael Morell était sur la même longueur d'onde depuis belle lurette. Au cours de son ascension jusqu'aux fonctions de vice-président de l'agence, il avait dirigé le département de l'analyse. Il savait qu'en dépit de leur insuccès, jamais ses équipes n'avaient perdu de vue l'urgence de la situation. Morell se souvenait encore d'avoir sillonné les airs en compagnie du président Bush le 11 Septembre, de l'incertitude et de la peur qui régnaient dans le pays, de l'émotion qu'il avait éprouvée en allant voir ses filles dormir lorsqu'il était finalement rentré chez lui. Malgré deux guerres à mener de front, il n'y avait jamais eu pénurie d'effectifs ou de ressources pour débusquer Ben Laden.

Morell sentait que l'impulsion fournie par Obama avait des chances de ne pas rester sans effet. Panetta, son nouveau patron, réclamait désormais des rapports de suivi réguliers, au moins une fois par mois. Au sein de toute

organisation d’envergure, une telle requête n’est pas sans incidence. Personne ne veut présenter un rapport qui ne signale aucun progrès.

4 – Le dispositif de ciblage

Il y avait eu des périodes où les autorités américaines savaient où se trouvait Oussama Ben Laden. La CIA s'intéressait à lui depuis 1991, après qu'il eut quitté le Soudan pour s'installer en Afghanistan. Son nom surgissait presque que chaque fois que l'agence fourrait son nez dans les milieux extrémistes sunnites, en pleine expansion. Non pas en qualité de commandant, mais comme la personne à qui s'adresser pour obtenir de faux papiers, des fonds, de l'entraînement, des armes ou des produits chimiques entrant dans la composition de bombes. En décembre 1995, la CIA créa une « cellule Ben Laden » dirigée par Michael Scheuer.

Cet homme solidement charpenté, arborant une grosse barbe et des lunettes et s'exprimant avec un accent plat du Middle West, était sûr de lui et, à l'inverse de la plupart des membres de la hiérarchie de l'agence, il exprimait ses opinions. Il ne correspondait pas au profil des recrues de la CIA. Né à Buffalo, dans l'État de New York, il avait travaillé pour Union Carbide tout en décrochant deux masters puis un doctorat à l'université de Manitoba, au Canada. Il estimait que sa cellule était la première jamais mise sur pied pour traquer un individu. À mesure qu'ils prenaient leurs marques et recueillaient des informations sur Ben Laden, Scheuer acquit la conviction qu'Al-Qaïda représentait une réelle menace pour les États-Unis. Au bout du compte, son évaluation du danger excéda celle de ses supérieurs. Sa petite structure opérait depuis un bureau situé dans un centre d'affaires à une centaine de mètres des principaux locaux de la CIA, à Langley. Scheuer lui donna pour nom de code « Alec Station », d'après le prénom de son fils, Alec.

L'arme la plus efficace à leur disposition pour collecter des renseignements n'était autre que l'extradition, une procédure qui consistait à arrêter un suspect et à le livrer aux autorités d'un autre pays en vue d'un interrogatoire. Cette pratique permettait à l'agence de respecter, théoriquement au moins, les règlements contre la torture. La CIA obtenait la garantie que les détenus ne seraient pas maltraités, ce que certaines agences étrangères respectaient vraisemblablement avec plus de zèle que d'autres. À cette époque-là, l'agence n'avait pas la possibilité d'éliminer les

terroristes présumés, il fallait donc les mettre en détention quelque part après leur arrestation. Cette méthode avait permis à l'administration Clinton d'éviter les imbroglios juridiques inhérents à l'emprisonnement aux États-Unis. Selon la formule de Scheuer, il s'agissait moins d'une politique explicite que d'un procédé par défaut. Chaque fois qu'il demandait conseil à la Maison-Blanche quant au sort à réserver à une cible, la réponse était la suivante : « C'est votre problème. » Problème résolu par des gouvernements secourables en Afrique de l'Est, dans les Balkans et au Moyen-Orient.

Malgré les efforts de l'Alec Station, l'extradition ne donna que peu de résultats. La première digne de ce nom se produisit finalement en septembre 1996, lorsqu'un militant soudanais, Jamal al-Fadl, ancien proche collaborateur de Ben Laden, se présenta à l'ambassade américaine en Érythrée, proposant de dire tout ce qu'il savait sur Al-Qaïda. On le fit venir en Amérique où il fut placé sous l'égide du programme fédéral de protection des témoins. Al-Fadl fournit les premières précieuses informations relatives à Ben Laden et son organisation, sa structure, ses leaders et les opérations en préparation. Ces révélations ne firent qu'accroître l'intérêt suscité par ce groupe clairement déterminé, et à même de lancer des attaques terroristes d'envergure.

Dès 1999, l'Alec Station employait vingt-sept personnes, principalement des femmes. C'était une agence de la CIA classique, composée d'une équipe plutôt informelle. Tout le monde portait des tenues décontractées. Dans la mesure où ils avaient des contacts et des informateurs dans le monde entier, les locaux restaient ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les horaires étaient contraignants, de sorte que les formalités d'ordinaire en vigueur dans les bureaux ne s'appliquaient guère. Scheuer faisait une sieste tous les après-midi. La détermination de chacun alla croissant à mesure que le sentiment de la menace posée par Al-Qaïda s'intensifiait. Certains membres de l'équipe, dont Scheuer, déclinèrent des promotions alléchantes pour poursuivre leur mission. D'autres furent poussés au divorce. L'ambiance avait quelque chose de quasi fanatique. Parce que Scheuer dirigeait tant de femmes officiers dévouées à leur mission, certains membres de l'unité se surnommaient eux-mêmes « la famille Manson ».

Faute de pouvoir capturer Ben Laden au Soudan, on conçut un plan visant à le harceler. Le Cheikh avait plusieurs importants projets en cours là-bas – constructions de routes, programmes agricoles et affaires diverses. Par ailleurs, il finançait des attaques terroristes dans la région. L'Alec Station proposa de saboter ses équipements de construction, l'idée consistant à gripper les moteurs en versant de la boue dans les réservoirs. Lorsque la Commission du Sénat sur le renseignement fut mise au courant de ce projet, l'un de ses membres souleva une objection : « Si vous procédez ainsi, ne risquez-vous pas de mettre des fermiers soudanais sur la paille ? » On abandonna la partie.

Quelque temps plus tard, lorsque la tentative d'assassinat du président égyptien Hosni Moubarak fut liée à Al-Qaïda et que le Soudan fit l'objet de pressions pour expulser Ben Laden, celui-ci s'installa en Afghanistan, d'où il déclara la guerre à l'Amérique. Ce déménagement réjouit l'Alec Station. Désormais la NSA pouvait écouter ses conversations téléphoniques. On disposait en outre d'une masse d'archives de photographies aériennes, vestiges des conflits entre les moudjahidin et les Soviétiques. De plus, l'agence avait de nombreux contrats dans le pays. Puis, en 1997, le chef des talibans, le mollah Omar, invita Ben Laden à vivre à Kandahar, dans une station agricole expérimentale appelée la Ferme de Tarnak, au sud du pays. La CIA jouissait d'un réseau d'espionnage particulièrement dense dans cette région, baptisé « Tripoints ».

On avait enfin les moyens d'observer le terroriste de près, d'épier ses conversations et celles de ses hommes. Faute d'être habilitée à l'éliminer, l'équipe de Scheuer mit sur pied un projet d'enlèvement, en mai ou juin 1998, plusieurs mois avant les bombardements des ambassades en Afrique de l'Est. Le suspect serait détenu dans une zone montagneuse reculée à des fins d'interrogatoire, puis transféré dans un État arabe pour y être incarcéré, à moins que les États-Unis ne décident d'engager directement des poursuites contre lui. Ils mirent au point, en détail, un raid mené en Afghanistan même, par une force d'opérations spéciales larguée par hélicoptère. Lorsque le projet fut soumis aux hiérarchies supérieures, toutefois, le jugeant trop risqué, elles y opposèrent un veto. Des soldats américains pouvaient y laisser leur vie, et dans la mesure où Ben Laden

vivait en compagnie de ses femmes et de ses enfants, ce raid risquait de mettre ces derniers en péril.

Scheuer se souviendra d'avoir été consterné par cette décision. « Jusqu'où la menace devait-elle aller avant qu'on se décide finalement à faire quelque chose ? » demanda-t-il.

Quand le patron de la CIA, George Tenet, se rendit dans les locaux de l'Alec Station quelques jours plus tard, l'une des femmes de l'équipe de Scheuer l'apostropha : « La Maison-Blanche et vous allez provoquer la mort de milliers d'Américains. »

Tenet répondit qu'il comprenait leur colère mais que ça leur passerait. À ce stade, le sentiment d'urgence croissant exprimé par le groupe, allié à l'image « fanatique » qu'elle véhiculait et au nombre important de personnel féminin dans ses rangs, avait commencé à le desservir.

« Vous aurez les idées plus claires dans quelques jours », ajouta-t-il.

Scheuer se rappellera aussi qu'au lendemain des bombardements des ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en août, on lui demanda si le projet d'enlèvement de Ben Laden pouvait encore être mis à exécution. La réponse était non. Ben Laden était conscient que les risques d'une initiative américaine s'accroîtraient après ces attentats. Il était entré dans la clandestinité. Les Américains avaient laissé passer leur chance de l'attraper.

Désormais, les États-Unis n'hésitaient plus à employer la force meurtrière contre le terroriste. Peu après les assauts portés contre les ambassades américaines en Afrique de l'Est, le président Clinton autorisa le lancement de deux missiles de croisière, l'un visant Al-Shifa, une usine pharmaceutique soupçonnée d'être une fabrique d'armes de destruction massive, à Khartoum, au Soudan, l'autre destiné au camp de Ben Laden, voisin de la ville de Khost, dans l'est de l'Afghanistan. Lesdits missiles partirent le 20 août d'un sous-marin mouillant dans l'océan Indien. La CIA estimera qu'ils avaient fait entre vingt et trente victimes. Le Cheikh, qui aurait quitté le camp de Khost plusieurs heures auparavant, ne comptait pas parmi eux.

Après ce coup-là, l'Alec Station s'employa à le pister sur une période suffisamment longue pour qu'un missile ou un avion puisse le prendre pour cible. Selon le témoignage de Scheuer, sa cellule proposa huit occasions distinctes à la Maison-Blanche, qui chaque fois, annula l'opération

principalement à cause d'éventuels dommages collatéraux. Le responsable de la cellule Ben Laden était davantage préparé à accepter une telle éventualité que ses supérieurs, et était si convaincu que la menace que représentait le terroriste exigeait une action d'envergure et immédiate que ses collègues avaient commencé à le regarder d'un air soupçonneux. Il semblait obsédé.

Le dimanche précédant la Noël 1998, l'équipe de l'Alec Station apprit que l'ennemi public numéro un de l'Amérique vivait désormais dans la maison d'Haji Habash, dans la résidence du gouverneur à Kandahar. Un espion local de la CIA savait quelle aile du bâtiment Ben Laden occupait, et même quelle pièce, pour la bonne raison qu'il l'avait escorté jusque-là. C'était un renseignement de première main, et la cible pouvait facilement être atteinte par des missiles Tomahawk lancés depuis des navires postés dans l'océan Indien.

« Frappez ce soir, recommanda Gary Schroen, le responsable opérationnel de l'unité. Nous n'aurons peut-être pas d'autre occasion comme celle-ci. »

Scheuer alla aussitôt en informer la Maison-Blanche en compagnie de Tenet, son patron, et de John Gordon, le vice-directeur de l'agence. Il neigeait ce soir-là. Les trois hommes se rendirent à Washington en voiture depuis Langley, mais une fois sur place, seul Tenet fut autorisé à participer à la réunion au sommet avec les différents hauts responsables en téléconférence. Scheuer et Gordon attendirent des heures dans le couloir. Finalement on décida d'annuler l'opération. Selon le rapport de la Commission du 11 Septembre, on redoutait que l'attaque fasse jusqu'à trois cents victimes innocentes, et on estima qu'il y avait de trop grandes chances que Ben Laden se déplace à la dernière minute, comme cela s'était déjà produit. Sans compter qu'on risquait d'endommager une mosquée située non loin de là. Les trois hommes de la CIA reprirent le George Washington Parkway, déçus une fois de plus. Scheuer était particulièrement perturbé par cette préoccupation au sujet des dégâts que pouvait subir la mosquée.

Le lendemain, une fois l'occasion passée, Scheuer écrivit à Schroen, son responsable opérationnel, pour lui dire qu'il n'avait pas fermé l'œil de la nuit.

« Nous regretterons de ne pas avoir agi hier soir, j'en suis sûr. »

« Nous aurions dû frapper, renchérit Schroen. Nous nous mordrons les doigts d'avoir laissé tomber. »

La frustration de Scheuer était telle qu'elle le mettait hors de lui. En 1999, il adressa un mémo exprimant ses sentiments aux dirigeants de l'agence, se plaignant des risques courus pour recueillir des renseignements, des pénibles heures de travail nécessaires pour réussir à localiser une cible, de la réticence des autorités à prendre des initiatives.

« À mes yeux, l'idée d'exposer continuellement nos hommes au danger dans le but de collecter des informations crédibles et exploitables, pour s'apercevoir en définitive que notre gouvernement n'était pas disposé à en faire usage afin de défendre le peuple américain, n'avait aucun sens, m'expliquerait-il des années plus tard. Vous vous rendez bien compte à quel point il est raciste de supposer que 1,4 milliard de musulmans vont se soulever et attaquer les États-Unis, sous prétexte que quelques éclats d'obus ont touché une pierre d'une mosquée à Kandahar ? Il faut n'avoir aucun respect pour l'humanité ni la moindre compréhension du monde musulman pour s'attendre à une telle éventualité. C'est pourtant l'excuse que ces gens brillants, formés à Harvard, ont trouvée. »

Scheuer fut relevé de ses fonctions à l'Alec Station. « Dites à votre équipe que vous êtes au bout du rouleau, lui conseilla-t-on. Et ne vous inquiétez pas, vous aurez droit à une médaille et à une compensation financière. »

« Mettez-les-vous où je pense », leur aurait-il répondu.

La situation changea bien évidemment du tout au tout après le 11 Septembre. Tout le monde se posa alors la question de savoir pourquoi les États-Unis n'avaient pas agi plus agressivement contre Ben Laden quand cela était possible ? Des obsessionnels tels que Scheuer et son équipe de l'Alec Station faisaient désormais figure de prophètes, et non plus de « survoltés ». L'Amérique avait raté l'occasion de neutraliser l'ennemi public numéro un avant que ses projets de plus grande envergure portent leurs fruits.

Après l'invasion de l'Afghanistan, des informations glanées sur le lieu des combats orientèrent les forces américaines vers une petite forteresse en pleine nature, à Tora Bora, « la Caverne noire ». Situé dans l'extrême est du pays, à proximité de la frontière avec le Pakistan, ce lieu caractérisé par de

véritables labyrinthes de cavernes, tant naturelles qu'artificielles, abritait, paraît-il, la cachette de Ben Laden. Lorsque les forces américaines et les miliciens afghans s'en emparèrent en 2001, après cinq jours de siège, ils découvrirent une foultitude de petites grottes, quelques bunkers, mais rien à voir avec la forteresse qu'ils avaient imaginée. Il s'avéra qu'une fois de plus, le Cheikh avait pris la poudre d'escampette.

Les rapports les plus dignes de foi établirent qu'il avait fui au Pakistan en franchissant les Montagnes blanches, probablement avant l'assaut. Après ça… plus rien.

Enfin, pas tout à fait.

Commencez par des milliers de données. Des noms, des tas de noms. Des localisations. Des rumeurs. Des comptes rendus d'interrogatoires. Des numéros de téléphone. Des appels enregistrés. Des dates. Des adresses. Des coordonnées géographiques. Des photos aériennes. Des clichés de surveillance au sol. Des vidéos. Des signalements. Des empreintes digitales. De vieux journaux intimes. Des e-mails. Des sites Web. Réseaux sociaux. SMS. Tweets. Missives traditionnelles. Blogs. Bulletins d'informations. Émissions de radio. Factures. Échéanciers. Contredanses. Quittances de loyer. Numéros de cartes de crédit. De comptes en banque. Dépôts. Retraits. Transferts. Numéros de plaques d'immatriculation. De passeports. Rapports de police. Arrestations. Itinéraires de voyage… Autant d'informations potentiellement exploitables. Lorsqu'on recherche une personne parmi sept milliards d'individus, surtout si cette personne ne souhaite pas qu'on la trouve, il faut ratisser large.

Après le 11 Septembre et la disparition de Ben Laden de Tora Bora, on peut affirmer sans risque que le gouvernement américain avait tout mis en œuvre pour le capturer. Au point que la difficile bataille menée par la petite unité d'Alec Station faisait l'effet de bricolage. L'administration Obama discuterait peut-être sur des questions de « largeur de bande » et de priorités concurrentes pour expliquer ces opportunités ratées, mais en vérité, toutes les agences et branches du vaste complexe militaro-industriel américain étaient désormais pleinement investies. Qu'est-ce que cela signifiait ? Qu'éliminer Ben Laden n'était plus le souci d'un petit groupe qui s'activait à l'écart du bâtiment de la CIA à Langley. C'était un objectif majeur. Plus

personne n'attendrait dans un couloir de la Maison-Blanche pour avoir l'autorisation de frapper. Mais la traque de l'ennemi public numéro un s'avérait de plus en plus complexe. Des outils, des réseaux, des unités devaient être mis au point afin de débusquer et venir à bout d'Al-Qaïda et des autres réseaux terroristes. La méthode qui en découlerait, qu'il fut convenu d'appeler F3EAD, mérite un examen approfondi.

Au départ, on a donc des bribes d'informations. Tout ce qui est susceptible d'être traduit en données. Les noms, numéros et autres renseignements partiellement énumérés ci-dessus. Tout cela, et bien d'autres choses encore, provenant de toutes les sources possibles et imaginables. Interrogatoires de détenus, HUMINT (informations d'origine humaine), SIGINT (renseignements d'origine électromagnétique), GEOINT (intelligence géospatiale), et même quelque chose baptisé MASINT (intelligence des mesures et signatures) qui convertissait des éléments hautement techniques – radar, chimiques ou sonores – en matériaux accessibles. Chaque parcelle d'information était un point potentiellement exploitable au sein d'une vaste matrice. Les données procédaient d'une myriade d'organisations, petites ou grandes, CIA, FBI, NSA (Agence de sécurité nationale) et NGA (Agence nationale du renseignement géospatial), ISI (services de renseignement de l'armée pakistanaise) et bien d'autres. Les troupes du SEAL et de la Delta Force pillaient les cachettes qu'ils découvraient, en quête de tout ce qui était susceptible de les mettre sur une piste – une opération qu'ils baptisèrent « *pocket litter* ». Comment savoir quel fait apparemment anodin mènerait à Ben Laden ? Ou si un événement quelconque permettrait un jour de le coincer ? À certains moments, la CIA employait des dizaines d'analystes, mais l'ampleur et la diversité des pistes avaient de quoi décourager. Il y avait toujours une bonne chance, peut-être même une chance sur deux, que le Cheikh coule des jours heureux dans sa cachette jusqu'au bout et meure paisiblement dans son lit, au milieu de ses épouses et de ses innombrables enfants, des membres dévoués de son cercle intime, peut-être après avoir lâché une ultime bordée à la tête de la communauté internationale incrédule, faisant un pied de nez avant d'entrer au paradis. Pour ceux qui croyaient à ce genre de choses, le fait que Ben Laden puisse échapper à la justice américaine accréditerait les lumières divines dont il se prévalait.

En définitive, la découverte de Ben Laden illustrerait une des vérités les plus banales relatives à l'activité des services de renseignement. C'est une affaire de travail, de patience et de volonté plutôt que de génie ou de courage. L'argent, le temps jouaient bien évidemment aussi un rôle crucial. Lorsqu'on est en présence d'un objectif d'une priorité absolue, fixé non pas par un mais *deux* présidents américains, quand le temps et les ressources sont, dans les faits, illimités, au final, cela revient à mobiliser des doses constantes de volonté. Il est de notoriété publique que le président Bush conservait une liste des terroristes les plus recherchés dans un tiroir de son bureau, et rayait de sa propre main ceux qui avaient été capturés ou éliminés. Ben Laden a toujours été la cible numéro un. Lors de ses briefings quotidiens, Bush demandait systématiquement : « Où en est-on ? », et tout le monde savait à quoi il faisait allusion. Il en allait de même pour Obama. Après cette réunion en téléconférence avec ses nouveaux responsables des services de renseignement, en 2009, il remettrait la question sur le tapis à presque toutes les assemblées liées à la sécurité.

« Se rapproche-t-on ? »

« Que savons-nous de plus ? »

Un réseau de renseignements tel que celui qui est en place aux États-Unis se compose non pas d'une mais de plusieurs bureaucraties dont chacune a sa spécialité – écoutes, observations, photographies, exploration, détection, analyse. L'avantage d'une structure basée sur le chevauchement tient au fait que chaque élément est examiné plusieurs fois, selon tous les angles possibles. Et la force de la bureaucratie – tout le monde connaît sa faiblesse, mais on prend rarement en considération sa force – réside dans sa capacité inépuisable de travail. Un labeur régulier, incessant, pareil au filet d'eau du fleuve qui sculpte avec une lenteur infinie un canyon. Heure après heure, jour après jour, année après année. Cet effort consumerait une bonne partie de la carrière de certains analystes, remplacés à intervalles réguliers par des yeux, des oreilles, des esprits plus frais qui se lanceraient avec une énergie renouvelée sur des pistes déjà exploitées. Ajoutez à cela des superordinateurs. Convertissez ces millions d'informations récoltées dans le monde entier pendant des années en octets, et soudain, l'impossible, la découverte d'une aiguille au milieu d'un million de meules de foin, finit par sembler probable.

Lorsqu'on suit la piste jusqu'à Abbottabad, on parle d'un dispositif de ciblage sophistiqué. Empruntée dans le sens inverse, de la cachette de Ben Laden jusqu'aux bribes de renseignements qui permirent d'y accéder, cette piste semble évidente. En revanche, la remonter de l'aboutissement final jusqu'aux premiers balbutiements occulte le niveau de difficulté, les années de frustration, les trésors de patience, les innovations technologiques, les vies perdues, les erreurs commises, l'argent dépensé. Ne serait-ce qu'en ce qui concerne le volet des opérations spéciales déployées au cours d'un quart de siècle de tâtonnements, en commençant par la mission improvisée pour sauver des otages en Iran en 1980. Alors que l'avion manœuvrait pour quitter discrètement le territoire iranien, une des hélices heurta un appareil au sol, provoquant une explosion qui tua huit agents des services américains. Ce désastre mit fin à tout espoir de garder secrète cette opération de sauvetage manquée et condamna les otages à plusieurs mois de captivité supplémentaires. Il fournit en outre à l'Iran un outil de propagande béni, car le gouvernement prétendit que Dieu avait empêché l'invasion américaine. Carter perdait du même coup toute chance d'être réélu pour un second mandat. Cette opération avortée s'apparentait de façon frappante à celle qui porterait le coup de grâce à Ben Laden, et illustrerait l'ampleur des progrès réalisés par les forces spéciales en matière de compétences et d'outils. Dans les faits, en faisant cruellement la démonstration de ce que le pays n'était pas capable de faire, la débâcle de 1980 donna naissance au commandement des opérations spéciales. On mesure cette évolution en se reportant à la fusillade héroïque et sanglante survenue à Mogadiscio en 1993, affrontement documenté dans *La Chute du faucon noir*. Un autre raid qui vira au cauchemar. Depuis lors, des milliers de missions, couronnées ou non de succès, importantes ou restreintes, perfectionnèrent les hommes, les machines et les stratégies qui auraient raison du Cheikh le 2 mai 2011.

Impossible d'organiser un raid tant qu'on n'avait pas localisé la cible. Pour retrouver sa trace, il fallut reconstituer les réseaux d'espionnage humains démantelés durant les années laxistes de la guerre froide où l'espionnage était considéré comme inconvenant, illicite, une menace pour les libertés individuelles et les droits de l'homme. Au lendemain des attentats du 11 Septembre, l'opinion publique redécouvrit la valeur des espions sur le terrain, des « yeux » et des « oreilles » dans le ciel. Cela

accélérerait le développement sans précédent de plateformes aériennes fixes et de réseaux de télécommunications permettant une surveillance constante, en temps réel.

Quatre mois après les attentats, l'ex-amiral John Poindexter se vit confier la responsabilité d'un nouveau dispositif qu'il avait contribué à mettre au point, appelé « Total Information Awareness », TIA – Système de veille totale –, visant à utiliser des superordinateurs afin de constituer des bases de données d'une envergure inimaginable. En essence, collecter absolument tout, comme son nom l'indiquait, puis développer un logiciel permettant de puiser dans ces données dans le but d'identifier et de localiser des terroristes potentiels. Les mensonges proférés par Poindexter devant le Congrès durant l'épisode Iran-Contra ne prédisposaient guère à la confiance, pas plus que l'idée orwellienne, par nature effrayante, d'un gouvernement compilant d'aussi vastes quantités d'informations sur les citoyens américains. En ce sens, le qualificatif de « système de veille totale » fut une erreur absolue en matière de relations publiques. L'amiral chauve à la moustache blanche fut surnommé le « Big Brother » du Pentagone. Le Congrès rejeta ce programme tel qu'il avait été conçu à l'origine. Poindexter retrouva un emploi dans le secteur privé, et le projet, dessaisi du droit de recueillir des renseignements sur les citoyens américains, fut rebaptisé avec plus de tact « Programme de surveillance terroriste ».

Même si Poindexter n'était pas un choix judicieux pour mener à bien cette entreprise, et aussi borné qu'il se soit montré lors de sa présentation, il n'en était pas moins sur la bonne voie. Il y réfléchissait depuis des décennies. L'un des atouts majeurs de l'informatique, la capacité de stocker et manipuler des sommes de données considérables, paraissait banal, mais dans les faits, c'était tellement révolutionnaire que la vie moderne s'en trouvait transformée du tout au tout – qu'il s'agisse de faire une recherche sur Google, de remplir les rayonnages d'un grand magasin en s'approvisionnant auprès d'une chaîne internationale, d'envoyer des colis où que ce soit dans le monde du jour au lendemain, de cartographier le génome humain. Pourquoi ne pas mettre ces capacités à contribution pour dresser un tableau du terrorisme, identifier les indices qui, même aux yeux

d'équipes d'analystes chevronnés, feraient l'effet d'éléments purement aléatoires ?

En plus de survivre, le concept de Poindexter en viendrait à sous-tendre l'ensemble de l'effort de guerre. Il permettrait de stocker les moindres parcelles d'information à propos d'Al-Qaïda et des groupes associés recueillies par les agences militaires et d'espionnage très actives de la nation, et de les transformer en données passées ensuite au peigne fin de manière à établir des pistes. En définitive, la traque de Ben Laden et des autres se fonda sur une base de données d'une richesse insondable, accessible à tout le monde dès lors qu'on bénéficiait des autorisations sécuritaires requises, que ce soit un officier de marine dans un avant-poste en Afghanistan ou une équipe d'analystes travaillant à Langley. Le tri de ces données requérait un logiciel capable de traiter en profondeur une multitude d'informations en un temps record avec un discernement extrême – une partie de l'équation que le gouvernement avait plus de mal à résoudre que certaines équipes de jeunes ingénieurs en informatique de la Silicon Valley. Une jeune entreprise du nom de Palantir, notamment, conçut un programme qui accomplissait habilement ce que le TIA avait tenté de faire. Fondée en 2004 par Alex Karp et Peter Thiel, co-créateur milliardaire de Paypal et un des premiers investisseurs de Facebook, Palantir mit au point un logiciel qui mériterait le qualificatif populaire de « *killer app* ». Ils recrutèrent des ingénieurs en informatique fraîchement émoulus des meilleures écoles d'informatique du pays qu'on installa dans des locaux de 600 mètres carrés remplis de vivres et de jeux vidéo à Palo Alto, locaux baptisés « la Comté », pays des Hobbits dans *Le Seigneur des Anneaux* de J.R.R. Tolkien. (La compagnie porte le nom de la pierre magique qui confère des pouvoirs de vision et de communication spéciaux dans la saga de Tolkien.) Le programme conçu par cette source pour le moins improbable contribuerait à faire des forces spéciales américaines des traqueurs d'une efficacité redoutable. Palantir vaut désormais des milliards de dollars et travaille en collaboration avec notamment la CIA, la NSA, le ministère de la Défense, l'agence du département des renseignements de la Défense, le FBI, le Centre national antiterroriste et le département de la sécurité intérieure.

De tout temps, la cadence et l'urgence de la guerre ont accéléré le développement de la technologie et encouragé l'usage innovant d'outils

déjà existants. Après un succès initial rapide avec le renversement du régime de Saddam Hussein, les forces américaines se trouvèrent en butte à des attaques de plus en plus fréquentes de la part des extrémistes sunnites, notamment une nouvelle branche d'Al-Qaïda particulièrement violente, sous la conduite d'un tueur étonnamment innovateur du nom d'Abou Moussab al-Zarqaoui. Sa bande organisa une succession d'attentats à la bombe artisanale et d'attaques suicides d'une brutalité extrême, dont un grand nombre visaient sans distinction des civils irakiens – le genre d'assauts que Ben Laden, dans la clandestinité, considérait comme des erreurs. Ces tueries contribuèrent d'ailleurs à retourner la majorité sunnite contre l'insurrection, ce qui marqua un tournant majeur dans le conflit. Dans le même temps, sous la conduite du général Stanley McChrystal, le JSOC s'acharnait avec une efficacité croissante contre les groupuscules d'insurgés au sein des cellules d'Al-Qaïda locales, multipliant les raids, capturant et éliminant des hommes à un rythme sans précédent. Fin 2003, ils mirent la main sur Saddam Hussein, caché dans un trou de trois mètres sous la terre. Zarqaoui lui-même serait tué par une bombe américaine en 2005. McChrystal qualifia son accomplissement, considéré comme un des plus grands succès militaires des temps modernes, d'« opérations collectives », ce par quoi il entendait l'alliance de « troupes spéciales » – des équipes de tireurs d'élite issus de toutes les branches du service – et de capacités informatiques inédites rassemblant des données provenant de sources multiples. Cette force opérationnelle constitua une vaste base de données à Camp Victory, en Irak, puis une autre à Bagram, en Afghanistan, alliant une vue d'ensemble à l'image locale. Cela impliquait d'engager sur le front des combattants d'un autre genre, plus habitués à cliquer avec une souris qu'à appuyer sur la détente.

Guy Filippelli, un jeune capitaine sorti de l'Académie de West Point et nanti d'un master de l'université d'Oxford, faisait partie du lot. En 2005, son commandant en Afghanistan le pria de se rendre dans les locaux cachés derrière des murs de la Task Force, afin de montrer à ces hommes certains tours de magie qu'il était capable d'effectuer avec son ordinateur. Filippelli se qualifiait lui-même de « geek ». Dès le lycée, il avait commencé à concevoir des programmes informatiques. Il intégra ensuite le département informatique de West Point, en pleine expansion. À Bagram, il aidait l'état-

major à élaborer des systèmes pour mieux contrôler le « flux d'informations », intégrant dans une base de données nationale sur le terrorisme, toujours plus vaste, des informations recueillies sur les sites des raids ou émanant des interrogatoires des détenus. Il débarqua, plein d'enthousiasme, dans l'enceinte close de l'unité spéciale, convaincu que son speech galvaniserait ces troupes de première ligne. Les combattants auxquels il s'adressait n'auraient pas pu être moins impressionnés. Si Filippelli se réjouissait d'aborder son sujet de prédilection, extrêmement technique et abstrait, à la pointe du progrès, il avait devant lui une salle remplie de soldats chez qui seuls les descentes en chute libre depuis des altitudes vertigineuses ou les tirs dont ils étaient la cible faisaient monter le taux d'adrénaline. Leur univers était aux antipodes du virtuel. Ils n'y comprenaient goutte. Aussi, lorsque notre jeune capitaine eut à nouveau l'occasion de vanter les mérites de son art, devant un groupe plus restreint cette fois-ci, il changea de tactique.

« Écoutez, je sais que vous êtes nettement meilleurs que moi à ce genre de trucs et que vous connaissez probablement déjà tout ça par cœur, mais laissez-moi vous montrer ce que je sais faire. Dans dix minutes, je vous lâche. »

Il commença par quelque chose de simple. Les forces opérationnelles avaient l'habitude d'enfermer les suspects dans des cellules de détention provisoire avant de les soumettre à un interrogatoire. Filippelli avait établi une base de données relative à ces prisonniers, recensant les affiliations tribales, les antécédents, les liens de parenté et d'autres facteurs. En mettant l'un d'eux au mauvais endroit, avec un groupe provenant de son village par exemple, on pouvait être sûr que ses camarades auraient vite fait de le briefer. Filippelli avait les moyens de démontrer que ces individus mal placés se révéleraient nettement moins utiles plus tard, lors de leur interrogatoire. Il était par conséquent essentiel de bien choisir la cellule qu'on leur assignait.

« Bon, poursuivit-il, vous avez cueilli ce type. Pourquoi l'avoir fourré avec ces gens-là ? Voilà ce que vous auriez dû faire… »

Sur ce, Filippelli ferma son ordinateur et se dirigea vers la porte.

« Merci de votre attention. Si je peux faire autre chose pour vous, faites-le-moi savoir.

— Attendez, protestèrent ses auditeurs, on aimerait bien en savoir plus. »

Au fil du temps, Filippelli s'aperçut qu'il collaborait de plus en plus avec ces combattants, leur montrant dans quelle mesure ils pouvaient améliorer leur efficacité en traitant toutes ces données informatiques. Les applications allaient bien au-delà de la question des prisonniers. En temps de guerre, la règle d'or consiste à apprendre et à agir plus vite que l'ennemi. De l'avis de Filippelli et de ses collègues, la rivalité tenait donc à une question de cycles de temps. Dans le cas d'un prisonnier que l'on ne pouvait pas garder au-delà de, disons, vingt-quatre heures, comment utiliser le plus efficacement possible ce laps de temps ? Quelles questions devait-on lui poser ? Que fallait-il savoir pour l'interroger au mieux dans le temps imparti ? Et cela ne représentait qu'une pièce du puzzle. Pour avoir une vision plus large de leur mission, les troupes spéciales avaient besoin d'infiltrer le cycle des données de l'ennemi. Jadis, dès le lendemain d'un raid nocturne au cours duquel un membre d'un groupe d'insurgés avait été tué ou arrêté, voire dans les quelques heures qui suivaient, tous les leaders de la bande étaient au courant et se débrouillaient pour disparaître. Les bruits se répandaient vite. On se débarrassait des portables, on détruisait les disques durs des ordinateurs, on déplaçait les sites de fabrication de bombes. L'ennemi se dispersait. Mais si on réussissait à anticiper ce temps de réaction, à sonder son cycle de données, à en apprendre suffisamment sur ce premier raid, soit par le biais des interrogatoires, soit en passant au crible un portable ou un disque dur saisi par exemple, on pourrait peut-être lancer une nouvelle offensive, voire une succession d'attaques avant le lever du soleil, ou avant que la rumeur du premier assaut n'ait eu le temps de se propager.

Les banques de données permettaient de faire instantanément des recoupements entre les informations locales et les banques de données. Les « geeks » de la guerre tels que Filippelli exploraient à fond le « *pocket litter* », qu'ils intégraient dans les réseaux nationaux. C'était comme jaillir du milieu des bois pour avoir une vue panoramique de la forêt. Ces geeks reliaient les pointillés au bénéfice des combattants, mettaient de l'ordre dans le chaos. Les troupes ne tardèrent pas à se charger elles-mêmes de cette tâche. Grâce à une analyse rapide des données, elles furent en mesure d'accélérer considérablement leur cadence et d'effectuer chaque soir de multiples missions en prenant un tour d'avance sur l'ennemi. En termes

stratégiques, ils avaient « saisi l'initiative ». Des opérations agressives remplacèrent ainsi une traque passive caractérisée par de longues périodes de collecte de renseignements et de préparation, ponctuées de raids occasionnels. Pour rester en vie, les terroristes devaient communiquer constamment et se déplacer sans arrêt, ce qui les rendait en réalité plus faciles à trouver. En Irak, sous la conduite de McChrystal en 2007 et 2008, les équipes du JSOC entreprirent de démanteler les réseaux ennemis à un rythme de plus en plus rapide, les anéantissant avant qu'ils ne comprennent ce qui leur arrivait.

Peu après l'élection d'Obama, McChrystal se verrait confier le commandement des opérations en Afghanistan, cédant les rênes du JSOC au vice-amiral William McRaven. Début 2009, ce dernier signa un accord secret avec le nouveau directeur de la CIA, Panetta, stipulant les orientations à prendre en vue d'une coopération accrue. Tandis qu'Obama exhortait la CIA à débusquer Ben Laden, le JSOC nouait des relations plus étroites avec l'agence sur toute la superficie du globe.

L'alliance de la collecte d'informations et des opérations spéciales se révélait l'outil le plus efficace pour combattre les cellules terroristes dans le monde entier. L'outil avait évolué. Neuf ans plus tôt seulement, Bill Clinton s'était plaint auprès du général Hugh Shelton, alors président du Comité des chefs d'état-major, du manque de solutions envisagées pour traquer Oussama Ben Laden. « Vous savez, ça ficherait une trouille de tous les diables à Al-Qaïda si une bande de ninjas noirs descendait en rappel d'un hélicoptère au milieu de leur camp », lui déclara-t-il. C'était le souhait d'un homme qui avait eu davantage d'expérience de l'armée dans les films que dans la vie. Pour s'introduire de cette manière dans un camp ennemi, il fallait déjà être capable de le localiser et déterminer qui s'y trouvait. De temps à autre, comme nous l'avons vu, les États-Unis avaient obtenu des renseignements relativement récents sur l'endroit où se trouvait Ben Laden, mais on n'avait pas la capacité d'intervenir vite et efficacement sur la base de ces informations, sans s'exposer à des risques élevés que Clinton n'était pas disposé à prendre.

La situation avait changé. Quoi qu'on pense de l'invasion de l'Irak, ou de l'interminable conflit en Afghanistan, presque dix années de guerre avaient engendré une génération de combattants et d'outils, testés au combat et

taillés sur mesure pour débusquer et éliminer les terroristes. C'est à cela que l'écrivain Bob Woodward avait fait allusion lors de son interview dans l'émission télévisée « 60 Minutes », en 2008, en évoquant « des forces opérationnelles secrètes ». Sa remarque suscita brièvement de folles spéculations à propos d'un éventuel programme de recherche militaire accéléré, comparable au Manhattan Project durant la Seconde Guerre mondiale, à l'origine de la bombe atomique. D'aucuns imaginèrent un « canon radar terrifiant » ou un instrument de « signature thermale » capable de repérer une cible à 6 000 mètres. Or il n'était nullement question d'une arme secrète. Un nouvel arsenal était désormais à disposition : des réseaux d'espionnage humain reconstitués, des superordinateurs, un logiciel de pointe, un système de surveillance international, associés à des unités de commando d'élite.

Il y avait dans tout ça un élément crucial – un des développements les plus phénoménaux de toute l'histoire de la guerre moderne. Qui vit le jour non pas dans un laboratoire secret où opéraient les meilleurs scientifiques au monde, mais sur une piste d'atterrissage en Hongrie grâce à un colonel de l'armée de l'air surnommé le Serpent.

James Clark se destinait à la politique lorsqu'il sortit diplômé de la Catholic University en 1973. Son parcours était tout tracé : études de droit, cabinet d'avocats, puis il se présenterait au Congrès. Cependant, il avait accepté une bourse du ROTC (Junior Reserve Officer Training Corps) pour payer ses études, et au terme de celles-ci, l'Air Force lui proposa de piloter un avion de chasse. Il y prit goût, si bien que son engagement de quatre ans se changea en dix, puis en une carrière complète. Son nom de code était « le Serpent ». Il était basé à Taszar, en Hongrie, en 1994, lorsqu'il eut l'occasion de « jouer » avec un engin appelé Gnat, et de prouver par la même occasion qu'une bonne idée ne nécessite pas forcément une vision futuriste fulgurante. Le Gnat était en essence un planeur doté d'un moteur de ski-mobile autrichien. Le modèle serait amélioré, bien sûr. Ses instruments de surveillance seraient bientôt à la pointe de la technologie, il aurait un moteur pratiquement silencieux, son temps de vol s'allongerait considérablement et il serait équipé d'un matériel optique extraordinaire. Il finirait par transporter ses propres missiles. Rebaptisé Predator, il

deviendrait l'arme la plus prisée dans l'arsenal de l'Air Force, évalué à des milliards et des milliards de dollars.

Le drone, ou UAV (Unmanned Aerial Vehicle), selon la formule de l'Air Force, n'était pas nouveau. Des appareils contrôlés par radio avaient été utilisés pendant la Seconde Guerre mondiale. Le frère aîné du président John F. Kennedy, Joe, trouva la mort lors d'une mission secrète, quand son B-24, spécialement conçu pour abattre une cible après que son pilote s'était éjecté, explosa prématurément. On eut également recours à des drones au Vietnam. Les Israéliens s'en étaient servis avec succès dans la vallée de la Bekaa en 1982. La CIA avait acheté plusieurs appareils israéliens qu'elle avait confiés à General Atomics, une entreprise sous-traitante de la Défense, basée à San Diego, afin de les développer. Clark en reçut quatre, durant cette phase expérimentale, qu'il mit à l'abri sous des petites tentes près de la piste de Taszar et qui se taillèrent aussitôt un franc succès. Les soldats cherchaient depuis longtemps le moyen de voir au-delà des collines. Le Gnat offrait un panorama de près de cent kilomètres à la ronde depuis une plateforme qui pouvait rester dans les airs de façon plus ou moins permanente, avec des relèves toutes les douze heures. Les avions conventionnels volaient seulement aussi longtemps que leur pilote était capable de le supporter, ou jusqu'à ce qu'ils soient à court de carburant. Les satellites permettaient aussi d'avoir de belles perspectives quand il leur arrivait de passer au-dessus de la zone qui vous intéressait, mais ils étaient très sollicités, coûteux, rares et pas toujours où on souhaitait qu'ils soient. Les drones de Clark entamèrent leurs missions au-dessus du Kosovo en 1994, et n'ont pas cessé d'être en action depuis lors. On fit de plus en plus appel à eux.

Le principal problème de l'Air Force pendant la guerre froide n'était pas tant de trouver l'ennemi. Il était en pleine vue la plupart du temps – tanks, silos à missiles, armées, etc. Il s'agissait de déterminer *comment* l'attaquer. Le conflit qui débuta véritablement après les attentats du 11 Septembre posait le problème inverse. Les terroristes d'Al-Qaïda étaient des cibles faciles, dès lors qu'on arrivait à les localiser. Ils se terraient souvent dans des complexes gardés par une poignée d'hommes armés. Aussi, une technologie qui permettait d'observer furtivement une cible à une distance assez rapprochée pendant des jours, des mois, voire des années, en temps

réel, paraissait soudain infiniment précieuse, peut-être davantage qu'un engin coûtant des milliards de dollars tournant en orbite autour de la Terre.

Le général James Poss, qui travaillait aux côtés de Clark, commanda la première mission de Predators au-dessus de l'Irak en 2001, à l'époque où l'ONU surveillait la zone d'exclusion aérienne. Les Irakiens tiraient de temps en temps sur les appareils américains, avec le soutien d'un radar russe mobile, encombrant et peu pratique, datant de l'époque de la guerre froide, baptisé « Spoon Rest » (littéralement repose-cuillère). Il était monté sur une grosse camionnette hérissée de douze antennes géantes, en forme de portemanteau. En d'autres termes, facile à repérer. Si ce n'est qu'au bout de neuf mois d'opérations, l'Air Force n'en avait localisé aucun. Comment une cible aussi énorme et particulière pouvait-elle demeurer invisible ? Chaque fois qu'un appareil américain en détectait un, l'armée ordonnait qu'un AWACS (Système de détection et de contrôle aéroporté) survole l'espace aérien à la recherche d'une de ces fameuses camionnettes. Mais on n'en voyait jamais la moindre. Les Irakiens les démontaient-ils après chaque usage ? Les vieux manuels soviétiques indiquaient qu'il fallait au moins vingt minutes pour cette opération. Or, les AWACS déboulaient en beaucoup moins de temps que ça. L'Air Force tenta de les repérer à l'aide d'un U-2, ce qui ne donna rien. Le général Poss mit tout en œuvre pour les trouver. Il fit surveiller tous les gros bâtiments de la région, tenta des analyses de reconnaissance de formes, dans l'espoir de prédire où ils avaient le plus de chances de surgir. Toujours rien.

Le Predator trouva la réponse au premier essai. Capable d'observer sans bruit une ville irakienne où l'on savait qu'un de ces radars opérait, il repéra une camionnette conduite par des Irakiens qui traversait tout bonnement la place du marché pour aller se cacher sous un pont. L'ensemble des Spoon Rests fut rapidement localisé et détruit.

Les drones avaient d'autres usages. Avant le coup d'envoi de la campagne de bombardements sur Bagdad en 2003, Poss et Clark survolèrent la capitale à basse altitude et à vitesse réduite à bord d'un vieux Predator destiné à la casse, ce qui incita les Irakiens à déclencher leurs radars dans toutes leurs installations antiaériennes. L'Air Force put ainsi cartographier l'ensemble du système de défense de la ville. Quand l'aéronef fut à court de carburant, on lui fit faire un plongeon dans le Tigre. Cela

permit aux Irakiens de déclarer qu'ils avaient abattu un avion de chasse américain. On ne récupéra jamais l'aéronef. Le lendemain, Poss et Clark réitérèrent l'opération, mais à cause d'un mauvais calcul du niveau de carburant, au lieu de sombrer dans un lac aux abords de la ville, l'appareil se posa sur la rive. Des équipes de tournage du monde entier étaient présentes le lendemain pour immortaliser sur la pellicule la preuve des affirmations des Irakiens selon lesquelles ils avaient encore abattu un appareil américain. En définitive, on sortit de l'eau un vieux drone couvert de graffitis – sans une seule balle dans le fuselage.

Ces premiers modèles expérimentaux transmettaient uniquement des signaux le long d'une ligne de visée, mais les Predators ne tardèrent pas à renvoyer les informations recueillies vers des satellites de communication. Désormais les images pouvaient être surveillées et analysées n'importe où, en temps réel. Là était la véritable percée technologique. Les drones n'offraient pas seulement une vision du ciel – des ballons avaient survolé les champs de bataille de la guerre de Sécession, par exemple. Le vrai progrès, véritablement révolutionnaire, eut lieu lorsqu'on lia la surveillance des drones au système de télécommunications international existant. Cela permit aux militaires américains d'établir des « *caps* », ou plateformes d'observation stables permanentes, au-dessus de villes entières. Alliez cette capacité à des superordinateurs équipés d'un logiciel à même de reconnaître la « signature » d'une cible spécifique – disons, une camionnette rouge cabossée sur l'aile arrière droite –, et vous avez les moyens de pister une cible jour et nuit.

Dès 2010, des flottes entières d'UAV – qui incluent aujourd'hui des Predators, des Reapers, des Global Hawks et divers autres engins – constituaient un réseau intégré international permettant à des opérateurs stationnés sur des bases aux États-Unis d'envoyer des missions presque partout dans le monde et de répercuter des données d'images ou de capteurs vers les ordinateurs de la base de l'Air Force de Beale, en Californie, et le QG de la CIA à Langley afin qu'elles y soient analysées. Les drones se comptaient par milliers, de quoi alimenter simultanément jusqu'à soixante-cinq « *caps* ». Pour une cible donnée, l'« œil fixe » pouvait déterminer des éléments aussi simples que le nombre d'individus occupant une résidence. À quelle heure se réveillaient-ils le matin ? À quelle heure se couchaient-

ils ? De quel type d'armes disposaient-ils ? L'Air Force utilisait désormais les drones en équipes, un système baptisé « Gorgon Stare », capable de couvrir, en temps réel, une superficie de quatre kilomètres carrés – de la taille de la ville de Fairfax, en Virginie. L'image ne nécessitait pas pour autant une surveillance humaine ; elle pouvait être contrôlée par des ordinateurs qui, eux, ne s'ennuyaient pas, n'étaient pas distraits, et ne se laissaient pas décourager par la complexité. Si un véhicule appartenant à un terroriste présumé était identifié par l'ordinateur – dès lors qu'il avait un attribut distinctif qui permettait de le pister –, alors on pouvait suivre ses mouvements dans une petite ville pendant des mois, voire des années, ce qui permettait d'établir une carte détaillée des déplacements du suspect. Alliez à cette carte la triangulation cellulaire, l'intelligence humaine, et vous pouvez commencer à dresser un schéma détaillé et précis des relations de l'individu concerné, ou de son réseau. Les progrès réalisés en matière d'optique permettaient des observations de ce type à une grande distance, de sorte que les UAV n'avaient plus besoin de se trouver directement au-dessus de la cible. Ils pouvaient se positionner nettement à l'écart de l'espace aérien réglementé d'un pays tel que, disons, le Pakistan.

La piste d'Abbottabad qui semblait tellement évidente a posteriori résulta en réalité d'un remarquable travail de mise bout à bout de bribes d'informations. Tout commença en l'occurrence par un nom. Ce n'était même pas un vrai nom, et il faisait référence à un individu qui avait fait l'objet d'une fausse déclaration de décès.

Le nom d'Abou Ahmed al-Kuwaiti fut signalé pour la première fois aux autorités mauritaniennes par un agent d'Al-Qaïda appelé Mohamedou Ould Slahi, nom de guerre Abou Moussab. Slahi était un ancien moudjahid qui avait combattu à deux reprises en Afghanistan, contre les Soviétiques d'abord, puis contre le régime mis en place après le départ des Russes. Il avait juré allégeance à Ben Laden. Fin 1999, il vivait en Allemagne où il faisait des études d'ingénieur en électricité. C'est à cette époque qu'il se lia d'amitié avec deux jeunes Arabes qui deviendraient des pirates de l'air du 11 Septembre, Ramzi Ben al-Chibh et Marouane al-Chehhi. Les deux hommes cherchaient à rallier le djihad en Tchétchénie, mais Slahi leur conseilla d'aller se former en Afghanistan d'abord. Rejoint par Mohammed

Atta, qui deviendrait le leader du groupe du 11 Septembre, le jeune Mauritanien les aida à organiser leur voyage à Karachi, les lançant ainsi sur la voie qui les conduirait aux États-Unis et aux écoles de pilotage. Ce coup de main situa Slahi à l'origine du complot du 11 Septembre, ce qui fit de lui un homme très recherché après les attentats. En l'espace de dix jours seulement, on le localisa dans son pays d'origine et les autorités mauritaniennes le convoquèrent. Il fut finalement arrêté en novembre 2001, et soumis à de longs interrogatoires, en Mauritanie puis en Jordanie. Il déclarerait par la suite qu'il avait été torturé, ce qui fut probablement le cas. Il est emprisonné à Guantanamo depuis 2002.

En racontant ses déplacements et ses combats auprès des moudjahidin, Slahi mentionna notamment Abou Ahmed al-Kuwaiti – mot à mot « le père d'Ahmed du Koweït » – qui selon lui, avait été tué. Il s'agissait à l'évidence d'un pseudonyme. Un nom qui figurait parmi les milliers intégrés jour après jour dans ce qui deviendrait la base de données du TIA (Terrorist Information Awareness).

Environ un an plus tard, ce personnage avec le même pseudonyme serait décrit plus en détail par un certain Mohammed al-Qahtani, un jeune Saoudien au visage poupon qui s'était engagé auprès d'Al-Qaïda et prévoyait de seconder les pirates du 11 Septembre en qualité de « gros bras » – il devait faire partie de l'équipe formée pour prendre le contrôle de l'appareil et maintenir les passagers en respect jusqu'au moment de l'impact. Un mois avant les attentats, Qahtani avait débarqué à Orlando – Mohammed Atta l'attendait à l'aéroport –, mais il avait été refoulé par un officier de l'immigration dont les soupçons, à cette époque pourtant de moindre vigilance, avaient été éveillés par le fait que le voyageur n'avait qu'un billet aller simple et ne parlait pas un mot d'anglais. Comme Qahtani rouspétait tant et plus, il décrocha un billet de retour pour l'Afghanistan. S'étant vu refuser le droit au martyre, il rejoignit Ben Laden et prit part à la bataille de Tora Bora, en décembre 2001. Alors qu'il prenait la fuite après cet affrontement, il fut arrêté aux abords de la frontière avec le Pakistan en compagnie d'une bande de moudjahidin. Il prétendit qu'il séjournait en Afghanistan pour apprendre l'art de la fauconnerie. On le remit entre les mains des autorités américaines qui finirent par faire concorder ses empreintes avec celles du jeune Saoudien auquel on avait refusé l'accès aux

États-Unis à Orlando au mois d'août précédent. Cela faisait tout à coup de lui un sujet nettement plus intéressant.

De novembre 2002 à janvier 2003, Qahtani fut interrogé sans relâche à Guantanamo. Un relevé quotidien des épreuves qu'il subit témoigne d'efforts soutenus pour briser sa résistance. Qahtani fit preuve d'un courage héroïque, enchaînant les grèves de la faim, s'attaquant à ses gardiens, à ses interrogateurs sur lesquels il crachait fréquemment, leur assénant des coups de boule, se jetant littéralement sur eux. Lorsque les médecins voulurent lui faire une perfusion, il arracha l'aiguille. On le ligota alors à sa chaise mais il attrapa le fil du goutte-à-goutte avec les dents et le sectionna.

L'administration Obama a prétendu que la torture n'avait joué aucun rôle dans la découverte de Ben Laden, mais si l'on considère les deux premières étapes importantes de cette traque, cette affirmation est sujette à caution. Au mieux, on peut invoquer une définition très limitée du terme torture. Le procureur refusa de porter des accusations contre Slahi devant une commission militaire parce qu'il avait établi que ses aveux avaient eu lieu sous la torture. Dans le cas de Qahtani, les méthodes coercitives employées furent clairement documentées et rendues publiques. Le qualificatif de torture peut incontestablement être avancé en toute impartialité. Ce fut d'ailleurs cette affaire qui incita le département de la Défense à donner des directives pour limiter les abus lors des interrogatoires.

Quelles que soient les méthodes employées, les interrogateurs de Qahtani finirent par avoir raison de lui. Il renonça à son histoire de fauconnerie et entreprit de décrire par le menu son travail auprès d'Al-Qaïda. Parmi les personnes qu'il mentionna dans l'entourage proche de Ben Laden figurait Abou Ahmed al-Kuwaiti. Il ne connaissait pas son vrai nom, mais déclara qu'il était bien vivant et travaillait en étroite collaboration avec Khalid Cheikh, Mohammed, le numéro trois d'Al-Qaïda. Al-Kuwaiti lui avait donné des cours d'informatique de base dans un café Internet à Karachi afin qu'il sache comment faire pour communiquer avec les chefs de l'organisation quand il serait en Amérique. Comme Peter Bergen le rapporta dans son excellent compte rendu de la traque de Ben Laden, intitulé *Chasse à l'homme*, Qahtani apprit à stocker ses messages dans les brouillons d'un compte e-mail. Nantis du mot de passe, ses collègues pouvaient ainsi se connecter sur le même compte et lire le texte en brouillon sans qu'il ait

jamais été envoyé, ce qui permettait vraisemblablement d'échapper à l'œil vigilant de l'Amérique. Qahtani faisait également référence à Ahmed al-Kuwaiti sous le qualificatif de « messager ».

Le nom avait donc surgi deux fois, venant de deux individus différents dans deux pays distincts, en l'espace d'un peu plus d'un an. Personne encore n'y avait prêté attention. Dans les premiers temps, les interrogatoires des détenus n'étaient pas souvent divulgués, même au sein de l'agence. On ne mesurerait l'impact d'une unique base de données gigantesque que quelques années plus tard, avec le développement du logiciel nécessaire à son exploitation. Au début de la traque, en dépit des dizaines d'analystes employés à plein temps, de la liste du président Bush rangée dans le tiroir de sa table dans le Bureau ovale et de ses exhortations constantes, « Où en sommes-nous ? », même avec l'aide des ordinateurs, il était presque impossible de tenir la cadence rien qu'avec l'avalanche de « tuyaux » et d'« observations Elvis ». Le département d'État avait offert une récompense de 25 millions de dollars pour toute information susceptible de mener à Ben Laden, auxquels l'Association du transport aérien et l'Association des pilotes avaient ajouté 2 millions, si bien que transmettre une information revenait à acheter un billet de loterie. Il faut jouer pour gagner. On repéra de grands Arabes minces au teint olivâtre sur tous les continents. Les analystes n'avaient guère d'espoir dans la plupart des cas, mais compte tenu de la priorité nationale absolue accordée à cette mission, la moindre piste devait être prise au sérieux. Tout cela prenait un temps considérable.

Dans ce contexte, un détail fourni sous la contrainte par Qahtani se révélerait essentiel par la suite, mais pas avant des années. Le bonhomme lui-même n'avait rien d'extraordinaire. C'était un fantassin comme on en avait cueilli des milliers en Afghanistan ou à la frontière alors qu'ils prenaient la fuite. On les avait tous interrogés, et leurs réponses avaient été intégrées dans la gigantesque base de données. Pourtant Qahtani méritait plus d'attention que les autres. C'était un combattant arabe après tout, et contrairement à la plupart des détenus, il avait été membre d'Al-Qaïda. Il avait pris part à la bataille de Tora Bora et tenté de pénétrer sur le territoire américain avant les attentats. Peut-être y aurait-il joué un rôle s'il ne s'était pas vu éconduit à la douane. Quoi qu'il en soit, il demeurait un exécutant et on n'avait aucune raison de penser qu'il pouvait aider à localiser Ben

Laden. On nota toutefois qu'il avait mentionné Ahmed al-Kuwaiti. Ce soi-disant messager avait contribué à le préparer pour les attentats du 11 Septembre et travaillé apparemment en étroite collaboration avec Khalid Cheikh Mohammed. Son nom suscita par conséquent davantage d'intérêt que la plupart des milliers d'autres. Il n'empêche que cela restait un pseudonyme. Qui que soit ce Koweïtien, en 2003, il demeurait une donnée parmi tant d'autres.

Puis Khalid Cheikh Mohammed lui-même fut arrêté au Pakistan, quelques mois après que Qahtani se fut mis à table. Cet homme charpenté et chevelu était clairement le plus important leader d'Al-Qaïda jamais capturé, numéro trois de l'organisation, son directeur des opérations et le cerveau du 11 Septembre. Son arrestation souleva une vague d'enthousiasme. On tenait enfin quelqu'un capable de fournir un organigramme d'Al-Qaïda, de révéler les « planques » de Ben Laden et d'al-Zaouahiri, d'aider à s'en rapprocher tout au moins, de renseigner peut-être aussi sur les complots en cours avant qu'ils ne débouchent sur d'autres massacres. Khalid Cheikh Mohammed eut droit au traitement intégral. Il subit des interrogatoires agressifs entre les mains des autorités pakistanaises et américaines. Entre 183 asphyxies par immersion dans un centre d'interrogatoire de la CIA tenu secret, quelque part en Pologne, on le cuisina sur une foultitude de noms – dont celui d'Ahmed al-Kuwaiti. Parmi les masses d'informations qu'il fournit, certaines exactes, d'autres fausses, Cheikh Mohammed reconnut que ce personnage existait, en précisant toutefois qu'il était sans importance et qu'il avait quitté les rangs d'Al-Qaïda des années auparavant.

On ne peut donc pas dire qu'à ce stade, en 2003, les équipes d'analystes de la CIA considéraient cet individu surnommé « le Koweïtien » comme une piste importante. Cependant, dans la mesure où son existence avait été reconnue à trois reprises, sous la contrainte, l'idée qu'il puisse s'agir d'un personnage fictif, inventé par un détenu affabulateur, paraissait moins vraisemblable. Il se pouvait même qu'il ait fait partie, ou l efasse encore, du cercle intime de Ben Laden, qu'il soit un messager. Il n'empêche qu'il portait un nom d'emprunt, et il y en avait des milliers comme lui. Ce n'était pas encore vraiment une piste dans la mesure où un profil aussi peu précis ne pouvait mener nulle part. Juste un nom, un faux nom, une donnée isolée, une goutte dans l'océan.

Les gens chargés d'explorer cet océan étaient intelligents, dévoués et excellaient dans ce style minutieux, indéfinissable de l'agence. Membres d'une sorte d'université de l'analyse, ils travaillaient désormais sous la conduite de Mike Morell, qui s'était occupé du briefing matinal à la Maison-Blanche avant de prendre du galon. Lorsqu'une certaine routine commença à s'installer, ils étaient une bonne vingtaine d'analystes, hommes et femmes. Davantage de femmes que l'on n'en comptait généralement dans ce type d'activités : la CIA cherchait à améliorer la parité en son sein. En outre, on jugeait la gent féminine particulièrement douée pour ce genre de tâche minutieuse, et elle avait en outre la réputation d'être sensible à des subtilités qui échappaient à la plupart des hommes. C'est d'ailleurs ce qui avait inspiré Scheuer lorsqu'il avait constitué l'équipe de l'Alec Station. Ces analystes avaient généralement la quarantaine. Ils avaient l'allure de ces banlieusards qui gagnent chaque matin leur bureau cloisonné où ils passent de longues heures devant un écran d'ordinateur ou en réunion. Ils s'amusaient beaucoup des portraits dressés dans la littérature ou au cinéma d'agents de la CIA sautant dans des avions, ou du haut des toits, sillonnant à toute allure les capitales européennes dans des voitures de sport sous des feux nourris. Intellectuels pour la plupart, ils ressemblaient pourtant davantage à des comptables ou de jeunes cadres qu'à des universitaires. C'est d'ailleurs probablement ce qu'ils vous auraient répondu si vous leur aviez demandé ce qu'ils faisaient dans la vie. Les ego, les excentricités étaient réprimés, transcendés par les impératifs secrets de l'agence, sacrifiés sur l'autel de leur mission.

Les « observations Elvis » avaient ralenti. En 2004, elles avaient pratiquement cessé. Ben Laden était passé entre les mailles du filet. Les analystes tournèrent davantage leur attention vers le tri des données accumulées sur lui en mettant au point de nouvelles méthodes pour en améliorer le traitement. Il y avait sa famille, tentaculaire, comportant un nombre ahurissant de parents et de pièces rapportées. N'importe lequel d'entre eux était susceptible de transmettre un message à sa mère. Ben Laden avait toujours été très proche d'elle. Un point de faiblesse potentiel. En sa qualité de leader d'Al-Qaïda, il ne faisait aucun doute qu'il envoyait et recevait constamment des messages. On lui fournissait de la nourriture, des médicaments, des informations… Quelles méthodes employait-il ? Et

ces déclarations sur cassettes ? Qui, dans son entourage, avait procédé à ces enregistrements ? Enregistrements qui furent bien évidemment scrupuleusement analysés. Le papier peint derrière lui. Les plantes qui décoraient sa chambre. Sa tenue. Les analystes s'intéressaient de beaucoup plus près à tous ces détails qu'à ce qu'il racontait. S'il vivait dans une caverne, ses tuniques seraient-elles aussi propres ? Une équipe spécialisée dans « les médias » concentrait tous ses efforts sur ce genre d'indices. L'équipe dite « du messager » se chargeait pour sa part d'essayer de déterminer qui faisait parvenir ces « cadeaux » à Al Jazeera et aux autres organes de presse ? Ils purent remonter la filière jusqu'au numéro trois d'Al-Qaïda, Khalid Cheikh Mohammed, puis son remplaçant, un Libyen du nom de Mustafa al-Uzayti, surnommé Abou Faraj al-Libi, mais à ce niveau, la piste refroidissait systématiquement.

En janvier 2004, la police kurde procéda à l'arrestation de Hassan Ghul, leader connu d'Al-Qaïda, qui tentait de pénétrer sur le territoire irakien avec des fonds et des schémas de montage pour la fabrication de bombes. Il avait sur lui une lettre rédigée de la main de Ben Laden, adressée à Abou Moussab al-Zarqaoui, le chef meurtrier de la cellule d'Al-Qaïda en Irak, qui venait d'entamer sa campagne sanglante contre les Américains et la population irakienne. Au cours de son interrogatoire, le mystérieux Abou Ahmed al-Kuwaiti refit surface. Ghul le décrivit comme un messager important, l'un des plus proches collaborateurs du Cheikh. C'était la quatrième fois qu'on mentionnait ce personnage mystérieux, qui paraissait de plus en plus réel. Mais qui était-il ? De quel genre d'individu s'agissait-il ? Selon quels critères sélectionnait-on un messager ? Le candidat désigné pour cette mission, si Ben Laden se cachait bel et bien au Pakistan, devait parler couramment le pachtoune et l'arabe. Le Koweïtien correspondait-il à ce profil ? Si oui, comment traque-t-on un individu affublé d'un surnom ?

Si, pendant les dernières années du mandat de Bush, on continua à entretenir l'illusion dans l'opinion publique que Ben Laden vivait probablement dans une caverne quelque part dans le Waziristan, courant 2002, les analystes de la CIA, eux, avaient cessé d'y croire. Pas la moindre apparition, ni rumeurs de sa présence dans les territoires nord-ouest du Pakistan. Aucun rapport en ce sens. Par ailleurs, de nombreuses rumeurs circulaient selon lesquelles il souffrait d'une grave affection rénale. Bruits

qui furent démentis assez vite – l'intéressé, comme on l'a vu, avait tenté de réfuter ces allégations en festoyant en présence de Mir, le journaliste pakistanais. La CIA refusa de souscrire à la thèse de la maladie, la logistique requise pour une dialyse étant jugée trop complexe en les circonstances, d'autant plus que le Cheikh paraissait plutôt robuste sur les vidéos.

Lorsque les analystes ne peinaient pas devant leurs écrans, ils étaient en réunion, proposant des théories qu'ils disséquaient rigoureusement. Ils élaborèrent des scénarios détaillés. Comment Ben Laden vivait-il ? Combien de personnes cohabitaient sous son toit ? Où avait-on le plus de chances de le trouver ? À quoi pouvait-il bien ressembler ?

Les quatre voies d'exploration les plus prometteuses semblaient être les suivantes : famille, organisation, finances et messagers. Des comités au sein de l'agence se focalisaient sur chacun de ces postes, qui généraient tous leur propre batterie de données – noms, chiffres, photos, rapports d'interrogatoires, etc. –, le tout allant alimenter la base de données, un grand fourre-tout de pistes potentielles. Leur tâche se poursuivit ainsi, jour après jour, semaine après semaine, année après année, sans que rien de particulièrement encourageant ne transparaisse.

L'arrestation d'Abou Faraj al-Libi, en mai 2005, au Pakistan, raviva les espoirs. Second numéro trois d'Al-Qaïda à être capturé, on savait de lui qu'il avait été en communication directe avec Ben Laden depuis les attentats du 11 Septembre. S'il fournit d'amples explications au sujet de sa capture, il n'offrit aucun élément susceptible d'aider directement les unités Ben Laden de la CIA. Indirectement toutefois, il apporta sa pierre à l'édifice. Lorsqu'on l'interrogea sur le Koweïtien, al-Libi affirma qu'il n'en avait *jamais* entendu parler.

Ça c'était intéressant. Cinq détenus avaient été questionnés à son sujet. Quatre d'entre eux dirent qu'ils le connaissaient, trois le situaient dans l'entourage proche de Ben Laden (bien que l'un d'eux eût affirmé qu'il était mort). Le quatrième, Khalid Cheikh Mohammed, soutenait qu'il avait quitté Al-Qaïda. Voilà qu'al-Libi, membre de ladite organisation depuis plus de vingt ans, affirmait que ce nom ne lui disait rien. Comment pouvait-il tout ignorer d'un personnage dont Cheikh Mohammed avait reconnu l'existence sans difficulté ? L'organisation n'était pas si vaste. Les analystes en

arrivèrent à la conclusion suivante : les deux principaux prisonniers minimisaient l'importance du Koweïtien, ou niaient purement et simplement son existence. Cela signifiait peut-être qu'Ahmed al-Kuwaiti occupait une place extrêmement importante. Ben Laden était le joyau de la couronne. Si ces détenus « de grande importance » devaient protéger quelque chose, c'était indéniablement les informations susceptibles de conduire jusqu'à lui. Une explication possible. Ajoutez à cela le fait qu'al-Kuwaiti avait disparu de la circulation… tout comme Ben Laden. Pour la première fois, les équipes de la CIA commencèrent à penser que le Koweïtien pouvait encore se trouver auprès du Cheikh, et qu'il avait des chances d'être son principal trait d'union avec le reste du monde.

Ainsi, parmi les diverses pistes encore intensément explorées, on réserva désormais à al-Kuwaiti une place prioritaire. Son nom – un pseudonyme – faisait toujours partie d'une longue liste. Il faudrait encore cinq ans avant qu'on ne parvienne à l'associer à un personnage en chair et en os. En 2007, l'agence apprit son vrai nom : Ibrahim Saïd Ahmed. Elle refuse de révéler comment le lien a pu être établi. Peut-être grâce à un informateur, tout simplement, ou à un détenu interrogé dans un autre pays. À moins que l'information n'ait surgi par magie des superordinateurs de la banque de données du TIA après qu'une conversation sur un portable quelque part dans le monde eut déclenché le bon enchaînement. Un officier haut placé a indiqué que l'information provenait d'un « pays tiers ». Morell me déclarerait par la suite : « On pourrait écrire un livre sur la manière dont on a découvert le pot aux roses. » Un livre qu'il n'a pas trop envie de voir publié.

Quoi qu'il en soit, le lien avait bel et bien été établi, dès 2007, grâce à la combinaison de plus en plus efficace des réseaux de renseignements humains et de l'énorme base de données du TIA. Un vrai nom représentait un gigantesque pas en avant. Un homme en chair et en os qui avait une histoire. Ahmed était issu d'une grande famille pakistanaise installée au Koweït. Ses frères et lui avaient appris à parler couramment le pachtoune et l'arabe. L'un de ses frères avait trouvé la mort lors d'un affrontement avec les Soviétiques en Afghanistan. Un homme doté d'une vaste famille avait des parents qui disposaient de téléphones, de boîtes aux lettres, d'ordinateurs équipés d'une connexion Internet. Un individu tel qu'Ahmed

avait un réseau à son actif, qu'on pouvait cartographier et surveiller. Fort de la capacité de passer rapidement au crible les moindres bribes d'information et d'établir des liens en téraoctets, on pouvait, par exemple, repérer un portable suspect émettant des appels au Koweït depuis le Pakistan, puis localiser la tour de transmission d'où son signal provenait, avant d'éplucher les multitudes de numéros qui se connectaient à ladite tour, à la recherche de profils d'utilisation révélateurs. On pouvait aussi enregistrer systématiquement les conversations effectuées avec ce portable, même si personne n'était suffisamment intéressé par la question, semblait-il, pour s'en donner la peine à ce stade.

Ahmed al-Kuwaiti ne suscitait pas encore beaucoup d'enthousiasme. Il faisait partie d'une multitude de pistes possibles, dont un grand nombre paraissaient nettement plus prometteuses. L'essentiel du travail des analystes se concentrait sur la traque du nouveau numéro trois d'Al-Qaïda, ou d'autres acteurs clés, leur éventuelle capture présentant l'avantage supplémentaire de contrecarrer les complots en cours. Le Koweïtien jouait donc un rôle périphérique. Ce que l'on avait appris à son sujet au fil du temps laissait supposer qu'il avait effectivement abandonné l'organisation. Ses contacts antérieurs auraient suffi à expliquer qu'il soit resté hors de vue. Peut-être fut-ce la pression accrue générée à l'initiative du président Obama en 2009, ou une simple décision prise par la CIA de mettre la gomme sur l'angle « messagers » des opérations. Il se pourrait aussi qu'il n'y ait eu aucun réel bouleversement, que la collecte patiente d'informations et la sophistication grandissante des logiciels utilisés pour sonder la banque de données du TIA aient finalement fourni une clé. En tout état de cause, en juin 2010, à cause d'un changement de portable, de la palette de services à sa disposition, ou d'une amélioration des capacités techniques de l'agence, les Américains furent en mesure de localiser son téléphone resté allumé. Dès lors on put trouver le Koweïtien et le surveiller.

Ce que l'on découvrit, et ce qui provoqua aussitôt un regain de curiosité à Langley, c'est qu'Ibrahim et son frère Abrar faisaient preuve d'une prudence extrême. Ils utilisaient uniquement leurs portables en voiture. Ahmed avait une Suzuki Jimny blanche avec un pneu de rechange arrimé sur le coffre arrière, que l'on pouvait repérer depuis les airs. Il s'avéra qu'avant d'allumer son téléphone, il roulait au moins une heure pour

s’éloigner de ce qui se révélerait être une résidence très mystérieuse à Abbottabad. Ibrahim et son frère employaient des noms d’emprunt, Arshad et Tareq Khan. C’était intéressant, et on imagina toutes sortes d’explications à cela. Les relations passées d’Ibrahim à elles seules pouvaient en rendre compte. Peut-être trempaient-ils dans une entreprise illicite quelconque. Le trafic de drogues allait bon train dans les régions frontalières entre l’Afghanistan et le Pakistan. À moins qu’ils ne soient encore à la solde d’Al-Qaïda.

Ces révélations étaient suffisantes pour susciter de l’intérêt. Si Ahmed al-Kuwaiti était encore un messager, peut-être pourrait-il conduire à la cachette de Ben Laden.

Les conversations téléphoniques des deux frères firent désormais l’objet d’une surveillance plus étroite. Ni l’un ni l’autre n’évoquait son emploi du temps, ils continuaient à mentir, même à leurs plus proches parents, quant à leur lieu de résidence. On surprit un bref échange qui semblait confirmer qu’Ahmed travaillait toujours pour Al-Qaïda.

« Je suis avec les mêmes qu’avant. »

Soudain toute l’attention de l’agence se tourna vers le complexe d’Abbottabad.

5 – « Veillez à ce que les enfants et toutes les familles restent à l'écart des zones photographiées et bombardées »

Automne 2010

Neuf ans après son succès le plus spectaculaire, les choses ne se déroulaient pas comme l'avait prévu Oussama Ben Laden. Sa prophétie ne s'était pas réalisée. Il était coupé de ses adeptes ; il était frustré, et son organisation partait en lambeaux. Les attentats du 11 Septembre avaient été à la fois sa plus belle réussite et sa perte. Détruire les tours du World Trade Center et envoyer un avion de ligne s'écraser contre le Pentagone n'avaient pas, contrairement à ce qu'il avait cru, précipité les États-Unis dans une spirale de peur, de repli et de ruine financière. En revanche, cela avait obligé Al-Qaïda et lui-même à fuir un poursuivant patient et déterminé à les liquider. Le groupe proprement dit s'était fragmenté physiquement et idéologiquement. Le nom Al-Qaïda était devenu une enseigne, une bannière agitée par des hommes qui ne partageaient pas précisément ses vues et qui souillaient l'image divine de l'organisation par des actes qui tuaient, mutilaient et lui aliénaient ceux qu'il cherchait à défendre et à convertir. La cause sainte avait déraillé. Dans son isolement, il ne pouvait plus la conduire. Mais le Cheikh n'avait pas renoncé. Les hommes inspirés par Dieu ne renoncent jamais.

Il écrivait donc de longues lettres sentencieuses, un flot régulier, qui suivaient toute une chaîne de passeurs avant de parvenir à des hommes qu'il reconnaissait comme ses adjoints. En dépit de la réalité accablante, ses lettres contenaient des évaluations optimistes des perspectives d'avenir d'Al-Qaïda. Il donnait des instructions détaillées, nommait des hommes à des postes laissés vacants par des arrestations ou des attaques de drones, accordant ou refusant son approbation officielle à des organisations démarrant dans d'autres pays, réclamant des informations supplémentaires ou plus détaillées, déplorant les pertes, guidant et galvanisant ses troupes de plus en plus éloignées. Il n'avait pas grand-chose d'autre à faire. Soit il tapait lui-même sur le clavier de ses longs doigts graciles, soit, de temps à

autre, il dictait le texte à une de ses épouses. Il aimait bien marcher de long en large.

« Au nom de Dieu, miséricordieux, commençait-il dans une lettre rédigée en 2010. À Cheikh Mahmoud » – Atiyah Abd al-Rahman, un de ses plus anciens et plus fidèles compagnons d'armes –, « que Dieu le protège. J'espère que cette lettre te trouvera, toi et ta famille, en bonne santé. Je te présente mes condoléances pour la mort de nos frères bien-aimés ; puisse Dieu avoir pitié de leur âme et les admettre parmi ses martyrs. »

Libyen, al-Rahman avait cherché le Cheikh en Afghanistan plus de vingt ans plus tôt alors que, encore adolescent, il était résolu à lutter de toutes ses forces contre la puissante machine de guerre soviétique. Aujourd'hui encore, l'air continuellement négligé, il conservait une allure juvénile, avec un teint pâle et une barbe si clairsemée qu'elle faisait seulement de fines mèches sur ses joues avant de s'épaissir sous son menton. Jusque récemment, al-Rahman avait vécu dans une relative sécurité en Iran, faisant fonction d'émissaire de Ben Laden auprès des mollahs en place, avec qui ce dernier avait des relations tendues. Une des trois épouses du Cheikh et quelques-uns de ses vingt-deux enfants encore en vie avaient passé plusieurs années en Iran, soit en prison, soit sous « garde protectrice ». Question d'interprétation. Al-Rahman avait négocié leur libération, et il était maintenant de retour dans les régions tribales de l'ouest du Pakistan, quelque part dans le nord ou le sud du Waziristan, et il était prêt à jouer un rôle opérationnel.

En l'occurrence, il y avait un vide. Le Cheikh aurait dû être content d'avoir récupéré al-Rahman. Les attaques de drones contre Al-Qaïda dans le Waziristan avaient tellement éclairci ses rangs que le groupe n'arrivait pas à conserver quelqu'un au poste essentiel de numéro trois, autrement dit chef des opérations, juste en dessous du Cheikh et d'al-Zaouahiri. Tout individu inféodé à Al-Qaïda était maintenant un homme désigné, mais c'était encore plus vrai pour son numéro trois. La tâche exigeait un engagement suicidaire. Contrairement à nombre de dirigeants de l'organisation parmi les plus tristement célèbres, le chef des opérations devait rester en contact permanent avec les membres du groupe, mettre sur pied des actions, transférer de l'argent, former les recrues… et plus il était actif, plus il y avait de chances que des satellites, des drones ou des commandos

américains le trouvent. Les numéros trois ne faisaient pas long feu. Il y avait eu le planificateur des attentats du 11 Septembre, Khalid Cheikh Mohammed, découvert et arrêté au Pakistan en 2003. Puis Abou Faraj al-Libi, arrêté en 2005, et son successeur, Hamza Rabia, tué un peu plus tard la même année par un drone. Ensuite, Cheikh Saïd al-Masri avait été tué en mai 2010. Les Américains ne cessaient de s'améliorer. L'hécatombe s'accélérait. Prenant le relais de feu al-Masri, al-Rahman mourrait dans l'année, moins d'un mois avant son successeur, Abou Hafs al-Chahri, qui serait tué lui aussi par un avion Predator. Son propre successeur, Abou Yahya al-Libi, serait tué, quant à lui, en juin 2012.

À partir d'octobre 2010, toutes les lettres que le Cheikh rédigeait dans son bureau exigu du troisième étage de la résidence d'Abbottabad commençaient par des prières pour les martyrs et des listes de condoléances.

« Ceci est le chemin du djihad, déclarait-il stoïquement dans une missive adressée à Atiyah Abd al-Rahman, son numéro trois. Dieu a dit : "Tu sacrifieras ton argent et toi-même pour Lui." Ils nous frapperont et nous les frapperons en retour. »

Les possibilités d'action du mouvement étaient plus limitées. Et même si Ben Laden demandait poliment à ses adeptes de lancer davantage d'attaques contre les États-Unis, Al-Qaïda n'avait apparemment plus les moyens de prendre des dispositions aussi ambitieuses. Les attentats du 11 Septembre avaient nécessité des années de préparation, et impliqué des déplacements internationaux considérables, de longs mois d'entraînement, de l'argent et une étroite coordination. Lorsque le plan avait été mis en marche, le réseau n'était qu'un problème d'ordre secondaire pour les États-Unis et le monde occidental. Michael Sheehan, l'ambassadeur américain chargé du contre-terrorisme dans les dernières années de l'administration Clinton, avait eu l'impression de se taper la tête contre les murs en essayant d'inciter ses collègues à prendre Ben Laden et son organisation au sérieux à la fin des années 1990. Michael Scheuer et le « clan Manson » des analystes de l'Alec Station, comme on l'a vu, passaient pour des alarmistes.

Ce n'était plus le cas. L'Amérique avait déployé un réseau de surveillance invisible qui enregistrait apparemment tout ce qui bougeait. La liste des morts ne cessait de s'allonger. Il était dangereux pour les

responsables de l'organisation d'aller d'une maison à une autre, a fortiori de lancer un nouveau complot international. Et pourtant, le Cheikh n'en poursuivait pas moins son grand rêve. Ses propres hommes, ceux qui partageaient son idéal, découvraient que leur chef révéré vivait dans un monde de chimères. Il continuait à les exhorter à « teinter de rouge les pointes des lances ». Ben Laden était devenu l'officier fou agitant son épée et ralliant ses troupes décimées pour se précipiter tête baissée sous le feu de l'ennemi – devant lui, bien entendu, pas derrière. Il leur envoyait des analyses stratégiques globales et préconisait des missions spécifiques qui étaient totalement irréalistes, sinon délirantes.

« J'ai demandé à Cheikh Saïd, puisse Allah l'entourer de sa miséricorde, de charger le frère Ilyas de constituer deux groupes – l'un au Pakistan et l'autre dans la région de Bagram en Afghanistan – avec pour mission d'anticiper et de circonscrire les visites d'Obama ou de Petraeus en Afghanistan ou au Pakistan afin de prendre pour cible l'avion de l'un ou de l'autre, écrit-il. Ils ne doivent pas prendre pour cibles des visites du vice-président américain Biden, du secrétaire à la Défense [Robert] Gates, du chef d'état-major des armées [Michael] Mullen ou de l'envoyé spécial au Pakistan et en Afghanistan [Richard] Holbrooke. Les groupes resteront à l'affût pour Obama ou Petraeus. La raison pour se concentrer sur eux est qu'Obama est le chef des infidèles et que le tuer fera que Biden assurera automatiquement la présidence pour la durée du mandat restant, comme il est de règle là-bas. Biden n'est absolument pas préparé à ce poste, ce qui plongera les États-Unis dans une crise. Quant à Petraeus, c'est l'homme de l'heure en cette dernière année de la guerre, et le tuer modifiera la trajectoire de celle-ci. Demande au frère Ilyas de m'informer des démarches qu'il a entreprises à cet effet. »

À ses yeux, leur principal problème ne résidait pas dans les poursuites américaines dévastatrices, mais dans leur propre manque de cohérence. Il était devenu un houspilleur :

« Après l'expansion de la guerre et l'éparpillement des moudjahidin dans de nombreuses régions, certains des frères se sont laissé totalement absorber par la lutte contre nos ennemis locaux, et de nouvelles erreurs ont été commises du fait des mauvais calculs des frères planifiant les opérations. »

Beaucoup trop d'opérations contre les Américains avaient tué par inadvertance des musulmans. Il critiquait deux actions spécifiques, montées l'une et l'autre par des djihadistes locaux affiliés à Al-Qaïda ; la première étant l'attentat manqué contre le commandant régional de l'Afghanistan, le général Abdul Rashid Dostum, en janvier 2005. Dans ce cas, le kamikaze s'était fait sauter lui-même devant la mosquée des jardins de Gocha à Sheberghan, la ville natale de Dostum, où le général et son escorte participaient à la prière de la fête annuelle de l'Aïd-el Kébir. Près de vingt personnes avaient été blessées. L'autre action était une tentative pour tuer le général pakistanais Muhammad Yusuf Khan, en juin 2004, là encore en posant une bombe dans une mosquée. Les deux attentats avaient fait de nombreuses victimes musulmanes, et les deux, écrivait Ben Laden, « avaient eu une incidence extrêmement négative sur les partisans du djihad… Il est particulièrement regrettable qu'un individu tombe plus d'une fois dans la même erreur ».

La campagne de terreur de la branche d'Al-Qaïda en Irak avait tué huit fois plus de musulmans que de non-musulmans, d'après une étude de 2009. Ben Laden voyait ce genre d'information diffusé sur les chaînes de télévision par satellite. Le bain de sang, estimait-on, avait amené de nombreux groupes sunnites opposés à l'invasion américaine à se détourner d'Al-Qaïda. Cela avait été une erreur tactique, et morale, évidente. La règle était qu'on ne tuait pas de musulmans, à moins qu'il n'y ait pas d'autre moyen d'atteindre des cibles légitimes.

« Il en a résulté le meurtre de musulmans (nous demandons à Dieu d'avoir pitié d'eux et de leur pardonner, et d'indemniser leurs familles). »

Ben Laden n'était plus aussi sûr que cette règle autorisant une exception telle que tuer des frères musulmans fût même valable. Il souhaitait que de telles justifications soient « réexaminées dans le contexte de l'époque moderne, et que des limites soient clairement établies pour tous les frères, de manière à ce qu'il n'y ait aucune victime musulmane sauf quand c'est absolument vital… Il s'agit là d'une question importante et préoccupante ; réaliser plusieurs attentats sans faire preuve de prudence a eu un impact sur la sympathie des masses de la Nation à l'égard des moudjahidin. Cela risque de nous mener à gagner des batailles tout en perdant la guerre au final. Il importe de définir un critère précis quant aux retombées de tout

attentat avant de le réaliser ; et aussi de peser les avantages et les désavantages, pour déterminer ensuite ce qui est possible ».

Même les attentats réussis l'inquiétaient. Durant le siège de vingt-quatre heures à Khobar, en Arabie Saoudite, en mai 2004, un groupe important de terroristes avait pris en otage le personnel des installations de deux sociétés pétrolières et tué dix-neuf étrangers. Les terroristes appartenaient à la branche « Al-Qaïda dans la péninsule Arabique », basée au Yémen. Ils avaient demandé à chacun des otages s'il était musulman et avaient tranché la gorge à ceux qui ne l'étaient pas. Les terroristes avaient été tués au cours d'une opération de sauvetage, et l'incident avait été à l'origine d'une répression saoudienne brutale contre les extrémistes.

Le Cheikh mettait désormais en garde contre la préparation d'attentats comme celui-ci et d'autres à l'intérieur des pays arabes.

« Le régime réagira avec force contre les moudjahidin ; ce qui les conduira à se défendre et à se venger du régime, écrit-il. Les frères et le régime se lanceront alors dans une guerre que nous n'avons pas commencée contre lui parce que les frères ne sont pas prêts. » La bonne stratégie consistait à remettre à plus tard le conflit avec les États arabes locaux, tels que le Yémen, l'Irak et l'Arabie Saoudite, « afin d'éviter de gaspiller notre énergie avec ces régimes… [et] de perdre la sympathie des musulmans à notre égard. C'est alors que nous perdons la perception que les musulmans ont de nous, qui est que nous sommes les seuls à défendre les musulmans et à combattre leur pire ennemi, l'alliance entre croisés et sionistes – sans tuer ceux que le grand public considère comme des musulmans ».

Il suffisait à présent que le « grand public » considère les victimes comme étant musulmanes, même si Ben Laden, avec ses critères plus stricts, ne partageait pas ce point de vue. Tuer ceux qui entraient dans cette catégorie, même si cela pouvait se justifier d'un point de vue moral, était une erreur stratégique. Il valait mieux que les futurs attentats aient lieu dans des endroits beaucoup plus éloignés du Moyen ou du Proche-Orient, affirmait-il. Il mentionnait en particulier la Corée du Sud.

« Parmi les opportunités à exploiter en ciblant les Américains, il y a le laxisme touchant la sécurité constaté dans des pays où nous n'avons pas encore effectué d'attentats. »

Le Cheikh faisait fréquemment la leçon dans ces lettres, s'efforçant de ramener l'organisation à ses objectifs principaux. Il craignait non seulement que les branches locales d'Al-Qaïda ne s'écartent de ses conseils, mais que la mission de celle-ci ne se dilue sur des cibles ou des préoccupations qu'il considérait comme accessoires.

« Par la grâce de Dieu, le djihad opère sur plusieurs fronts [l'Irak, l'Afghanistan et dans une certaine mesure le Pakistan], et c'est suffisant, par Sa volonté et Sa gloire, de même que par la détermination des moudjahidin qui s'y trouvent, pour accomplir la tâche de faire couler le sang du chef des infidèles, l'Amérique, de manière à ce qu'il soit défait, si Dieu le veut. C'est alors que la Nation islamique pourra se débarrasser de la faiblesse, de la servilité et de l'avilissement qui la minent. Le fléau qui existe dans les pays musulmans a deux causes. La première est l'hégémonie américaine et la seconde est la présence de dirigeants qui ont abandonné la loi islamique et qui s'identifient avec l'hégémonie, servant ses intérêts en échange de la protection de leurs propres intérêts. Le seul moyen pour nous d'instaurer la religion et d'éliminer le fléau… est de supprimer l'hégémonie… Après cette phase il convient de s'attaquer à la seconde cause – les dirigeants ayant abandonné la loi islamique –, et ce sera la phase où la religion de Dieu sera instaurée et où la loi islamique gouvernera. »

Agir avec trop de hâte dans des régions locales comme le Yémen sapait les objectifs à long terme de l'organisation, prétendait-il. Il considérait les talibans comme un avertissement à cet égard.

« On peut mesurer les résultats en ce qui concerne la création d'un État musulman avant d'avoir renversé ses ennemis par rapport à la… chute de l'émirat islamique en Afghanistan, dont nous implorons Dieu que cela ne se reproduise pas. »

Dans sa lettre d'octobre à al-Rahman, de même que dans plusieurs autres rédigées à la même époque, le Cheikh présentait un bilan global de la cause, de son organisation et du monde. Il demeurait d'un optimiste inébranlable, en dépit de sa propre situation. Si l'Amérique était le principal ennemi, il considérait le Pakistan comme le plus proche, et voyait dans les catastrophes naturelles et les dissensions politiques survenues cette année-là un signe d'espoir.

« Quant à l'ennemi local, comme vous savez, il connaît d'énormes difficultés, et le gouvernement risque de tomber, surtout après les inondations [du mois de juillet précédent] et du fait de l'augmentation du nombre de ceux qui souffrent de la crise financière. » Les inondations, écrivait-il, étaient « la punition de Dieu » contre le Pakistan pour ses « péchés », mais il insistait auprès d'al-Rahman pour qu'aucun membre d'Al-Qaïda ne le dise en public, « en raison du cas du Juif avec l'enfant malade, que le Prophète avait invité à embrasser l'islam, mais à qui il n'avait pas dit que son fils était malade parce que ce n'était pas un croyant ». Mieux valait ne pas offenser le Pakistan.

Il se délectait des conflits entre ses deux ennemis, le Pakistan et la coalition de l'OTAN menée par les États-Unis en Afghanistan. Ces derniers mois, le Pakistan avait fermé sa frontière afghane, coupant les principales voies de ravitaillement pour les forces américaines sur le terrain.

« Grâce à la générosité de Dieu, la situation va dans le sens des moudjahidin. Soyons patients et forts et Dieu nous récompensera. »

Compte tenu des bombardements américains continuels, il était temps, sauf pour les « frères » les plus disciplinés, de quitter le Waziristan. Il conseillait que les autres commencent à retourner en Afghanistan, insistant pour qu'al-Rahman leur demande de laisser leurs voitures derrière eux, autrement les Américains risqueraient de se mettre à prendre les maisons pour cibles, ce qui « augmenterait les victimes parmi les femmes et les enfants ». Ben Laden était très soucieux de protéger la vie de musulmans innocents. Il exhortait ses adeptes à se déplacer par « mauvais temps, afin que leur avion ne soit pas immédiatement détecté du ciel ». Il donnait des instructions concernant ses enfants devenus adultes, ceux qui ne se cachaient pas avec lui, expliquant les précautions qu'ils devaient prendre et où il voulait qu'ils aillent. Il avait déjà perdu deux de ses fils aînés, Saad et Mohammed, pour la cause. Se considérant comme un expert en matière de sécurité, notamment pour éviter les systèmes de surveillance aéroportés, le Cheikh suggérait que les voyageurs changent de véhicule dans des tunnels et que les frères plantent de grands arbres autour de leurs bases d'opération pour échapper aux caméras aériennes. Il les avertissait que les dispositifs d'écoute et de détection étaient « probablement si petits qu'ils peuvent tenir dans une seringue ».

La fougue de sa jeunesse avait disparu de ces lettres, où il exprimait ses condoléances et appelait à la vigilance. De temps à autre, le Cheikh se perdait en digressions, mais ces jours de gloire n'étaient plus maintenant qu'un souvenir. Dans une autre lettre à al-Rahman, son actuel numéro trois, il revenait sur ces moments de leur histoire commune.

« Les attentats remplirent les musulmans de sympathie pour leurs camarades moudjahidin, alors qu'il devenait tout à fait clair qu'ils étaient l'avant-garde et le porte-étendard de la communauté islamique dans son combat contre l'alliance des croisés et des sionistes qui avait contraint le peuple à endurer différentes formes de souffrance et d'humiliation. Pour preuve, la propagation à grande échelle de l'idéologie djihadiste, en particulier sur Internet, et le nombre élevé de jeunes gens qui fréquentent les sites djihadistes – une réussite majeure pour le djihad, par la grâce de Dieu, en dépit de nos ennemis et de leurs efforts. »

Mais ces efforts et ces ennemis l'obligeaient à fuir et à se cacher. Sa vaste famille étendue l'avait renié. Deux de ses fils avaient été tués, et la plupart de ses proches collaborateurs étaient soit morts, soit en prison. Il avait cru dur comme fer que l'Amérique n'oserait pas s'en prendre directement à lui et aux talibans en Afghanistan. Il avait lâché cette rodomontade à un journaliste pakistanais : « Je souhaite que les Américains se dirigent vers l'Afghanistan, où toutes leurs idées fausses et leurs illusions seront réduites à néant. Je suis sûr, cependant, qu'ils ne viendront pas, parce que ce sont des lâches. Ils s'attaquent uniquement aux peuples faibles et désarmés. »

Les États-Unis étaient bel et bien allés en Afghanistan pour combattre les talibans, puis ils avaient envahi l'Irak. Malgré les pertes, ils continuaient à affluer. Avec la chute du régime des talibans et la disparition du point d'appui durement gagné de son califat, Ben Laden avait fui au Pakistan. Au cours des années suivantes, le « chef de l'incrédulité internationale » avait subi de lourdes pertes en Irak et en Afghanistan, mais il n'avait pas, comme le Cheikh l'avait prédit, abandonné le combat.

En plus, les États-Unis avait fait quelque chose que Ben Laden n'aurait jamais pu imaginer. Ils avaient élu un président noir, un certain Barack Hussein Obama. On aurait dit un nom musulman. Depuis près de deux ans maintenant, les paroles et la politique d'Obama avaient permis d'atténuer

l'antiaméricanisme alimentant la cause d'Al-Qaïda, tandis que ses drones décimaient les membres de l'organisation.

Et pire encore, les méthodes brutales et aveugles d'Al-Qaïda et de ses branches autoproclamées s'étaient aliéné des millions de musulmans, ceux-là mêmes auxquels il songeait en parlant du « peuple » et de la « Nation ». C'est ce qu'il avait le plus de mal à avaler. Tout cela était arrivé, croyait-il, parce qu'il avait perdu le contrôle. Son isolement l'avait mis dans l'impossibilité de façonner l'image et le message du groupe, et parce que Al-Qaïda n'avait pas réussi à effectuer de nouvelles frappes spectaculaires en Amérique, son importance s'amenuisait. Ces attentats dont il s'était réjoui, qui avaient paru l'amorce de quelque chose de glorieux, ne l'avaient pas fait progresser, il était même plutôt dans une situation pire qu'à ses débuts. Son monde s'était réduit à une maison de deux étages au Pakistan que sa famille et lui n'osaient même plus quitter.

La maison se situait à l'intérieur d'un complexe triangulaire au bout d'un chemin de terre, à environ une demi-heure en voiture du nord d'Islamabad, la capitale du Pakistan, dans un quartier appelé Bilal Town. Abbottabad se trouvait dans une cuvette entourée de tous côtés par les collines déchiquetées de Sarban. Le trajet depuis la capitale montait, et l'air relativement frais d'Abbottabad était apprécié des riches habitants de la métropole pendant les mois d'été torrides. Il y avait plusieurs terrains de golf à proximité. À un kilomètre et demi se trouvait la grande école militaire du Pakistan.

Le complexe était de construction récente, et plus vaste, avec ses 3 000 mètres carrés, que les propriétés des environs, même si Bilal Town était un quartier cossu. Il avait des murailles en parpaings à la façade crépie atteignant cinq mètres par endroits, renforcées par du fil de fer barbelé. L'habitation principale se composait d'un grand bâtiment, de forme carrée, à trois niveaux, avec un troisième étage ajouté à la dernière minute qui ne faisait que les deux tiers de la hauteur des premier et deuxième étages. Cet étage tronqué semblait curieux. Toutes ses fenêtres se trouvaient sur le mur nord : une grande au milieu, garnie de verre opaque et réfléchissant, et quatre petites, rectangulaires, juste sous la saillie du toit, également en verre opaque. La plus grande partie de la maison était peinte en blanc, et des stores blancs ordinaires recouvraient les fenêtres normales du deuxième

étage. Le Cheikh et sa nombreuse famille vivaient dans les étages supérieurs. Ben Laden lui-même était rarement vu, y compris par les deux autres familles qui occupaient la résidence et qui en étaient apparemment propriétaires, des frères se faisant appeler Arshad et Tareq Khan.

Enfermé et perdant peu à peu la maîtrise, Ben Laden n'avait pas capitulé pour autant, pas plus qu'il ne s'était retiré de la vie elle-même. Ses deux premières femmes avaient divorcé avant les attentats du 11 Septembre, mais il en avait pris trois autres. La dernière en date, Amal, une Yéménite d'un quart de siècle plus jeune que son époux, partageait un matelas avec lui au dernier étage à l'espace réduit. Khairah et Siham, les deux plus âgées, attendaient leur tour en bas. Il ne régnait pas, comme le montrerait la suite, une harmonie parfaite dans ces arrangements domestiques. Il y avait un flacon de sirop d'Avena sur une étagère de la cuisine, un remède populaire à base d'avoine censé stimuler les ardeurs sexuelles des mâles affaiblis. Il est même possible qu'il lui ait été bénéfique, dans la mesure où douze enfants encombraient les étroits couloirs de son cloître du dernier étage, le plus jeune, Hussein, âgé de 2 ans seulement. Le propre père du Cheikh avait pris vingt-deux épouses, de sorte que lui-même n'était qu'un modeste polygame en comparaison, lequel, d'après la plupart des témoignages, peinait à remplir ses obligations vis-à-vis de chacune de ses femmes, même celles qui l'avaient quitté. Il avait acquiescé à la décision de Najwa et de Khadijah de divorcer. Il connaissait les difficultés du chemin qu'il avait choisi et ne voulait pas les leur imposer, à elles ou à ses enfants. Mais jamais il ne fléchissait dans son engagement à la cause. En dépit de sa douceur, il n'était pas facile à vivre. Pour le Cheikh, le mariage n'était pas un partenariat égalitaire. Sa foi mettait l'accent sur une stricte patriarchie et Ben Laden était son serviteur obéissant. Il régnait sur sa famille. Non seulement il prenait toutes les décisions, mais il aimait instruire, et comme tous les hommes détenant la vérité ultime, il se plaisait à pérorer. Il donnait fréquemment des conférences à ses épouses sur la bonne façon d'élever et de discipliner les enfants. Et il y avait chaque jour une homélie religieuse.

Son grand corps mince ne se voûtait pas encore, et les séances d'allées et venues derrière les hautes murailles de sa demeure lui procuraient au moins un minimum d'exercice physique. Il se promenait sous une bâche suspendue au-dessus du jardin potager de la résidence et destinée à le

protéger de la lumière directe du soleil et des regards indiscrets des satellites et des drones américains. Le Cheikh avait été sportif dans sa jeunesse, jouant au football et au volley-ball. Il était imbu de son apparence. Le blanchiment de ses cheveux et de sa barbe le tracassait. Individu le plus recherché du monde, il craignait moins d'être reconnu que de ne pas l'être. À la télévision, s'entend. Il vivait dans une clandestinité telle, que très peu de gens en dehors de sa famille immédiate l'avaient rencontré depuis plusieurs années. Mais ses vidéos maison, ses déclarations périodiques sorties en cachette par ses passeurs étaient vues un peu partout. Avoir l'air vieux ne ferait pas son affaire. Compte tenu de l'interdiction par l'islam fondamentaliste de peindre la forme humaine, il n'existait que quelques images du prophète Mahomet, mais personne n'appréciait davantage le pouvoir de ces images que le Cheikh, et celles qui existaient en général le montraient jeune et viril, avec une grande tunique et une barbe noire. Il avait imité ces images toute sa vie. De sorte qu'il se teignait maintenant les cheveux et la barbe en noir pour ses séances d'enregistrement, avec des résultats peu convaincants, comme on pouvait s'y attendre. La couleur était trop uniforme et trop foncée. Il ressemblait à une caricature de lui-même : Oussama Ben Laden avec une teinture bon marché.

Il avait tout le temps de réfléchir. Il pouvait imaginer ce qu'il fallait faire, mais sans avoir la possibilité de le mettre en œuvre désormais. Le nom d'Al-Qaïda avait été tellement usurpé et souillé par de jeunes guerriers moins scrupuleux en Irak, au Yémen et ailleurs, des hommes moins assujettis que lui aux stricts préceptes de la foi, que Ben Laden songea apparemment à changer le nom de l'organisation. Dans ses papiers se trouvaient de longues listes d'alternatives possibles, la plupart d'entre elles d'une maladresse comique dans leur traduction anglaise, mais toutes visant à identifier davantage l'organisation avec ses ambitions religieuses. De plus en plus, les groupes affiliés menaient des guerres locales liées à des problèmes locaux, ignorant la vision d'ensemble du Cheikh. Ce n'était pas un point de détail. La route qu'il voyait était immuable, en dévier signifiait l'échec. Il examinait chaque acte et commentaire publics d'Al-Qaïda avec une consternation croissante.

Il en allait ainsi de l'affaire Faisal Shahzad, le jeune homme entraîné par les adeptes de Ben Laden au Waziristan pour faire exploser une voiture

piégée à Times Square au mois de mai précédent. Assurément, la tentative de Shahzad illustrait les efforts faits par les hommes de Ben Laden pour suivre ses instructions – il appelait fréquemment à organiser de nouveaux attentats aux États-Unis contre des lieux emblématiques et très fréquentés. Times Square était parfait et Shahzad satisfaisait aux exigences. C'était le fils d'un riche et éminent officier de l'armée de l'air. Il avait grandi dans le luxe et reçu la meilleure éducation cosmopolite qu'on puisse avoir. Après avoir épousé une Américaine d'origine pakistanaise et s'être installé dans le Connecticut, donnant le jour à deux enfants, il avait demandé et rempli un dossier pour devenir citoyen américain. Puis il s'était rendu au Pakistan, où il avait reçu une formation concernant la façon de poser une bombe. Un jeune volontaire possédant un passeport américain avait dû sembler une véritable aubaine aux conspirateurs assiégés du Waziristan. Mais la vigilance des marchands ambulants de Times Square avait contrecarré les projets de Shahzad, et le terroriste en herbe avait été arrêté. Juste avant qu'il soit condamné à la prison à perpétuité, un juge l'avait interrogé sur le serment d'allégeance aux États-Unis qu'il avait fait au moment de sa naturalisation.

« J'ai juré, avait-il répondu. Mais je ne le pensais pas. »

Ben Laden trouvait ça choquant. Pourtant, des années plus tôt, il avait exprimé un point de vue inverse lors d'une dispute avec son mentor Abdullah Azzam, qui s'opposait à son projet de faire sauter un bus de touristes au Pakistan.

« [Shahzad] a été questionné sur le serment qu'il a prêté lorsqu'il a obtenu la nationalité américaine, écrivait-il à al-Rahman. Et il a répondu en disant qu'il mentait. Tu dois savoir qu'il n'est pas permis dans l'islam de trahir la confiance et de violer un pacte. Peut-être le frère l'ignorait-il. Veille à demander aux frères du Pakistan taliban d'expliquer ce point à leurs membres. Sur une des images, le frère Faisal Shahzad se trouvait avec le commandant Mehsud [Hakimullah Mehsud, qui serait tué par un drone en 2012] ; essaie de savoir si Mehsud sait que, pour obtenir la nationalité américaine, il est nécessaire de prêter serment de ne pas causer de tort à l'Amérique. C'est un sujet très important car nous ne voulons pas que des moudjahidin puissent être accusés de ne pas honorer la parole donnée. »

Le Cheikh semblait n'avoir qu'une vague idée de la pression meurtrière que subissaient ses adeptes sur le terrain. Il voulait davantage d'attaques contre l'Amérique, mais il n'avait pas d'idées nouvelles. À la place, avec sa politesse désuète et une prévoyante efficacité, il plaidait pour une répétition des attentats du 11 Septembre.

« Ce serait bien si vous pouviez choisir un certain nombre de frères, pas plus de dix, et les envoyer dans leur pays séparément, sans qu'aucun d'entre eux connaissent les autres, pour étudier le pilotage. Ce serait encore mieux s'ils étaient des États du Golfe, dans la mesure où les études y sont à la charge du gouvernement. Ils doivent être choisis avec le plus grand soin et avec des spécifications très claires, l'une d'elles étant qu'ils soient prêts à mener des actions suicides et à accomplir les missions précises, importantes et périlleuses dont nous pourrions les charger dans le futur. Porte une attention particulière à cette question en raison de son importance capitale. Prévoyez un mécanisme de suivi et de surveillance des frères allant étudier le pilotage afin de réduire les chances que se relâche leur détermination à mener le djihad… Ce serait bien que vous demandiez aux frères dans toutes les régions s'ils disposent d'un frère se distinguant par ses bonnes manières, son intégrité, son courage et sa discrétion, qui pourrait opérer aux États-Unis. Il devrait pouvoir vivre là-bas, ou s'y rendre facilement. Il faudrait qu'ils nous en informent sans prendre de mesures d'aucune sorte et aussi qu'ils nous disent s'il est prêt ou non à mener une opération suicide. »

Il concluait sa lettre du 21 octobre à al-Rahman en s'enquérant des listes croissantes de « veuves et d'orphelins ».

« Veillez à ce que les enfants et toutes les familles restent à l'écart des zones photographiées et bombardées. Je prie Dieu Tout-Puissant qu'Il te protège toi et tous les frères autour de toi ; qu'Il te donne le succès. Que la paix, la miséricorde et la bénédiction de Dieu soient sur toi. »

Il signait d'un vieux surnom : « Ton frère Zamray. »

Au moment où il écrivait cette lettre, après cinq ans de clandestinité, alors que les habitudes rigoureuses qu'il avait établies pour se protéger étaient devenues machinales, que personne en dehors de son entourage direct n'avait le moindre soupçon de l'endroit où il se trouvait, le Cheikh avait toutes les raisons de se sentir à l'abri dans sa cachette.

Sauf qu'il ne l'était pas. L'Amérique l'avait retrouvé.

6 – Incertitudes masquées

Hiver 2010-2011

Fin 2010, Ben Rhodes remarqua qu'il n'était plus convié à la plupart des réunions à la Maison-Blanche. Depuis le discours prononcé par Obama à l'occasion de la remise du prix Nobel de la paix, il rédigeait tous les discours du président et toutes ses déclarations rendant compte de ses décisions en tant que commandant en chef des armées. Il portait désormais le titre officiel de « conseiller adjoint à la sécurité nationale pour les communications stratégiques et rédacteur de discours ». Il commençait à se déplumer, passait pratiquement tout son temps à travailler et portait tous les jours un costume-cravate. À 32 ans, il occupait des fonctions que tout individu ayant les mêmes intérêts que lui ne pouvait que lui envier. Rares étaient les discussions au sommet sur la sécurité nationale dont il était exclu.

Son bureau se situait au fond du labyrinthe de petits bureaux de l'aile Ouest, quelques mètres en dessous du Bureau ovale et des coulisses du pouvoir. Véritable placard, cette pièce sans fenêtre était semblable à celles occupées par les autres membres de l'état-major de la sécurité nationale, aussi modestes que leurs fonctions étaient importantes. L'espace était tout juste suffisant pour contenir une table, un fauteuil, une bibliothèque, à hauteur de taille, et un autre siège face au bureau. Un cadre aussi spartiate que celui consenti à un stagiaire dans la plupart des cabinets d'avocats. L'homme occupait pourtant un poste parmi les plus influents du monde. Rhodes aidait le président à fignoler ses discours, à façonner la politique de sécurité nationale, à décider de la manière de présenter les questions cruciales à l'opinion publique. Il n'était pas sans savoir que John Brennan, principal conseiller d'Obama en matière de lutte antiterroriste, organisait des réunions importantes depuis des mois, et que Donilon, le conseiller en sécurité nationale, y assistait régulièrement. Ces mystérieuses séances étaient prosaïquement appelées « le groupe de John Brennan ». En temps normal, des caméras surveillaient les salles de conférence afin que les

conseillers et les secrétaires sachent qui était présent. En l'occurrence, toutefois, elles restaient éteintes. Cela intriguait Rhodes. Le pays était-il à nouveau sur le point de subir une attaque ? Exposé à une grave menace nucléaire ? La liste des éléments susceptibles d'engendrer un tel niveau de confidentialité dans les bureaux du sous-sol de la Maison-Blanche était très courte. Il eut soudain l'intuition qu'on avait peut-être trouvé Ben Laden.

Informé de la situation à Abbottabad, en fin d'été, Obama avait donné des consignes aux chefs des services de renseignement afin qu'on détermine qui occupait les lieux. Les rapports qui lui parvenaient régulièrement faisaient état d'initiatives héroïques pour passer la résidence au crible, à distance. Grâce à différents appuis, notamment des agents sur le terrain et des plateformes de surveillance suffisamment éloignées pour écarter toute possibilité de repérage, l'agence était désormais en mesure de rendre compte plus en détail du quotidien à l'intérieur de l'enceinte. En dehors d'occasionnelles visites à la mosquée, ou des trajets pour emmener leurs enfants à la *madrasa*, l'école religieuse attenante à leur maison, les frères « Khan » restaient cloîtrés chez eux. Personne n'était convié à l'intérieur, à l'exception d'un artisan local. Chez les résidents les plus fervents de Bilal Town – et les frères Khan en faisaient clairement partie –, il n'était pas rare de cacher les femmes derrière des murailles et des portes verrouillées. Une observation prolongée confirma que les enfants de la famille retranchée, qui ne fréquentaient pas la *madrasa*, ne quittaient la résidence que lorsqu'un des frères les conduisait chez le médecin pour une visite de routine ou des soins rendus nécessaires par une affection bénigne ou une blessure légère. Ce qui fit germer une idée dans l'esprit des hommes de la CIA.

Impossible d'apercevoir la famille calfeutrée à l'étage. Les murs étaient hauts, les fenêtres opaques. Un seul individu apparaissait régulièrement, un homme en tenue pachtoune traditionnelle, coiffé d'un chapeau de prière, qui faisait régulièrement sa promenade à l'intérieur de l'enceinte. Il marchait en rond, d'un pas alerte, autour du potager dont une partie était couverte d'une bâche afin d'abriter le sol de la lumière directe du soleil, ou peut-être pour protéger le promeneur des « yeux » dans le ciel. Les appareils photo embarqués réussirent à prendre quelques images de lui, mais elles n'étaient pas très bonnes. L'agence se refusait à prendre le risque de placer un drone

ou un autre aéronef d'observation juste au-dessus de peur d'alerter les occupants des lieux, ou les autorités pakistanaises, ce qui reviendrait au même, craignait-on. L'angle ou l'altitude des caméras postées à distance empêchaient de discerner clairement le visage du promeneur. Il semblait grand et mince. On tenta de jauger plus précisément sa taille en mesurant ses foulées et l'ombre qu'il projetait, mais ces calculs savants permirent uniquement de déterminer qu'il était… grand.

Pour une raison qu'il n'arrive toujours pas totalement à s'expliquer, et qui se résume peut-être à la notion de prendre ses désirs pour la réalité, Brennan eut l'intuition qu'il s'agissait de Ben Laden. On le baptisa « l'Arpenteur ». Peut-être Brennan était-il prédisposé à croire à cette hypothèse au vu des mesures extraordinaires prises pour mettre cet homme à l'abri des regards, mais dès qu'il eut une image de l'Arpenteur sous les yeux, il *sut*. Nous reconnaissons les gens grâce à d'autres critères que leurs traits, la couleur de leurs cheveux, leur taille ou leur corpulence. Nous identifions parfois quelqu'un que nous connaissons au premier coup d'œil, à cause de sa manière de se tenir, sa posture, l'inclinaison de sa tête, ses gestes. Brennan, l'ex-officier de la CIA, un homme imposant et bourru, était impliqué dans l'entreprise visant à débusquer le chef d'Al-Qaïda depuis la création de l'Alec Station. Il était basé en Arabie Saoudite à l'époque, et se heurtait avec Scheuer quant à l'ampleur de la confiance que l'on pouvait accorder aux Saoudiens. Il avait travaillé en étroite collaboration avec ces derniers après les bombardements des ambassades américaines d'Afrique de l'Est en 1998. Pendant cette période, il avait vu les images du Cheikh prises du ciel afghan par des Predators : un homme de grande taille, vêtu d'une tunique, marchant d'un pas assuré au milieu de gardes de la sécurité. À Abbottabad, le cadre était différent, la tenue aussi, mais c'était le même individu, la même allure. Brennan ne disposait d'aucune preuve tangible pour convaincre qui que ce soit, mais il avait le sentiment de reconnaître l'Arpenteur.

Panetta briefa régulièrement le président au cours de l'automne, et en décembre, son adjoint Morell, « John », à la tête de l'unité Ben Laden de la CIA, rencontra Donilon et Brennan en petit comité à la Maison-Blanche. Pas de rebondissement particulier à signaler. Les images de l'Arpenteur n'étaient pas suffisamment claires pour lever le doute. Malgré tout le mal

qu'on s'était donné, on n'était pas parvenu à percer le secret des murs du complexe. Une équipe de l'agence vivait désormais dans une maison à Bilal Town. Elle notait tout ce qu'elle voyait, à savoir pas grand-chose. Surveillait les allées et venues des deux frères. Comptait les articles vestimentaires suspendus à la corde à linge. Ils en avaient conclu qu'une famille nombreuse se cachait dans la résidence : trois épouses, un jeune homme, une bonne dizaine d'enfants, dont plusieurs adolescents ou jeunes adultes. Le nombre de femmes et d'enfants concordait avec l'entourage possible d'un Ben Laden dans la clandestinité. Il avait toujours gardé l'essentiel des siens auprès de lui. On n'arrivait pas encore à prouver qu'il occupait les lieux, mais aucun élément d'information ne contredisait cette hypothèse. Parfois, quand on observe quelque chose assez longtemps, lorsqu'on est à l'affût du moindre détail susceptible de démentir un postulat, et que rien ne surgit… l'absence de réfutation finit par faire l'effet d'une preuve.

« Nous pensons être en présence du meilleur dossier pour localiser Ben Laden depuis Tora Bora », indiqua Morell à Donilon.

Le 14 décembre, juste avant qu'Obama parte à Hawaï pour passer les congés de fin d'année en famille, Panetta lui rendit visite dans le Bureau ovale.

Le président l'écouta attentivement, pesa les éléments de preuve. Il était impressionné. Maintenant que des « yeux » surveillaient la résidence, la situation semblait plus réelle, d'autant que l'ensemble des nouvelles données cadraient parfaitement dans l'équation. Obama était subjugué, tout comme les autres l'avaient été, à l'idée de pouvoir poser les yeux sur ce mystérieux personnage. On n'arrivait pas à discerner ses traits, mais le fait de voir la cible, cachée du monde, évoluer derrière ces murs élevés, lui fit forte impression.

« À ce stade, on se dit que tout est circonstanciel, mais on a du mal à imaginer une autre explication compte tenu des éléments en présence. Je commence donc à penser que ça pourrait bien être réel. »

Tout de même, le président restait prudent : « Pour ce qu'on en sait, ça pourrait bien être un cheikh cherchant à se dérober à une de ses épouses », dit-il malgré tout à Panetta.

Il en voulait davantage et enjoignit au directeur de la CIA de trouver le moyen d'en avoir la certitude. Il fallait continuer à surveiller la situation de près. Le président ordonna également au directeur de la CIA de commencer à prendre des mesures en vue d'une intervention.

Le secret était bien gardé. Il n'empêche que Bill McRaven en eut vent dès le mois de novembre. Même si les caméras étaient éteintes lors des réunions qui se tenaient dans les bureaux du Conseil de sécurité nationale, et bien que McRaven passât le plus clair de son temps en Afghanistan, on pouvait difficilement tenir le commandant du JSOC complètement à l'écart.

McRaven avait lui-même travaillé à la Maison-Blanche du temps où il se remettait de son grave accident de parachute, son corps s'adaptant aux plaques et vis qui maintenaient désormais son bassin en place. En octobre 2001, il avait reçu un coup de fil surprise de Wayne Downing, général quatre étoiles, qui avait dirigé le commandement des forces spéciales. Les deux hommes avaient appris à se connaître au fil des ans, avant que Downing parte en retraite. Bush venait de demander au général de reprendre du service et d'accepter un poste à la Maison-Blanche en qualité de « tsar » du contre-terrorisme, un rôle d'assistant particulier, mal défini, visant à assurer une certaine coordination entre les multiples agences et services engagés dans la nouvelle guerre. Avant même d'accepter officiellement le poste, Downing appela McRaven pour lui demander s'il était prêt à venir lui donner un coup de main à Washington.

« Et comment ! » répondit le capitaine du SEAL.

Quelques semaines plus tard, ayant donné son accord à Bush, Downing reprit contact avec l'amiral éclopé alors qu'il traversait le pays depuis San Diego pour aller rejoindre son poste à Norfolk, en Virginie.

« J'ai accepté le boulot, dit-il. Pourriez-vous être là lundi ? »

C'était quatre jours plus tard.

« Je pense que oui », répondit McRaven.

Lorsqu'il apparut à la Maison-Blanche en fauteuil roulant, Downing se borna à lui dire : « À vous de définir votre rôle. »

C'était une formidable opportunité pour un officier de l'armée, en particulier un homme qui, des années plus tôt, avait renoncé à toute

perspective d'avancement afin de rester sur le terrain, de continuer de sauter en parachute et d'œuvrer au fond des mers. McRaven n'allait pas laisser passer cette aubaine. Il semblait évident d'emblée que, sur le long terme, anéantir une organisation terroriste furtive telle qu'Al-Qaïda requerrait le genre de compétences multidisciplinaires dont ses troupes spéciales se prévalaient depuis longtemps. Si chaque nouveau conflit exigeait de l'armée de repenser du tout au tout sa manière de combattre, l'amiral avait déjà quelques longueurs d'avance. Il avait écrit un livre sur la question à l'époque où il faisait ses études à l'École navale supérieure de Monterey, en Californie, intitulé *Forces spéciales : Cas types d'opérations spéciales : théorie et pratique*, que Presidio Press publia en 1995. Il est rare qu'un éditeur commercial s'intéresse à la thèse d'un diplômé d'une académie militaire. McRaven y étudiait huit missions distinctes accomplies par des forces spéciales, de l'attaque allemande contre la forteresse d'Eban Emael en 1940 au raid israélien d'Entebbe en 1976, qui avait poussé le président Carter à recommander la création d'une unité antiterroriste similaire, au sein de l'armée américaine. McRaven s'était rendu sur les lieux de ces différents coups de main et avait interrogé des participants clés, dressant un bilan du déroulement des opérations de manière à définir les causes de leur succès ou de leur échec. Ce faisant, il avait conçu une approche inédite de ce type de missions. Il bénéficiait désormais d'une place en haut lieu. C'était l'occasion d'appliquer ses idées relatives au nouveau défi militaire que l'Amérique avait à relever.

Le concept même d' « opérations spéciales » était jugé depuis longtemps d'un œil critique par l'armée conventionnelle. Les unités d'élite secrètes qui menaient à bien ces opérations accaparaient des ressources considérables et des effectifs clés pour des exploits certes époustouflants, mais occasionnels. Lorsque ces missions réussissaient, elles semblaient presque magiques, comme dans le cas du raid d'Entebbe, au cours duquel des commandos israéliens avaient parcouru 4 000 kilomètres jusqu'en Ouganda afin de prendre au dépourvu une force nettement supérieure et de sauver 102 otages, tuant au passage tous les terroristes palestiniens qui avaient détourné l'avion de ligne français. En cas d'insuccès, toutefois, comme pour la tentative de sauvetage en Iran en 1980, a posteriori, les intervenants passent presque toujours pour des farfelus. Ces opérations étaient par

définition périlleuses, l'idée étant de tenter quelque chose de si audacieux que l'ennemi ne pouvait raisonnablement s'y attendre. Les hommes s'exposaient à de graves dangers, leurs chefs mettaient leur réputation et leur carrière en jeu. La nature de leur tâche voulait que l'échec ait des effets retentissants alors que le succès, sauf dans de rares cas comme à Entebbe, passait le plus souvent inaperçu.

La débâcle de l'opération Eagle Claw dans le désert iranien, qui avait donné lieu à la création du JSOC, basé à Fort Bragg, en Californie du Nord, fut imputée en grande partie à la maladresse des efforts déployés pour rassembler des données provenant de diverses branches de l'armée qui n'avaient pas l'habitude de travailler ensemble. Des hélicoptères de la Navy pilotés par des marines avaient transporté les troupes spéciales au fin fond de l'Iran pour rejoindre les équipages de l'Air Force et leurs avions. Celles-ci évacuèrent les lieux sans même entreprendre une tentative de sauvetage, laissant derrière elles une zone jonchée d'appareils américains détruits et de corps calcinés. Cet échec, parmi les plus spectaculaires dans les annales de l'armée américaine, loin de sonner le glas des forces spéciales, les multiplia au contraire. Le JSOC fut conçu de manière à regrouper des unités spéciales provenant de toutes les branches de l'armée au sein d'une unité de combat homogène, équipée de véhicules et d'armes indispensables à des missions réduites, souvent peu orthodoxes. Il réunit la Delta Force et le 75^{e} régiment de rangers, l'escadron des tactiques spéciales de l'Air Force, et les unités SEAL de la Marine. La mission en Iran ayant échoué alors qu'on acheminait les forces vers la cible, on créa, à Fort Campbell, dans le Kentucky, les Night Stalkers, le 160^{e} SOAR (Régiment d'opérations spéciales aériennes). Des hélicoptères d'un modèle particulier y furent conçus et testés ; les meilleurs pilotes d'hélicoptère de l'armée y recevaient une formation spécifiquement adaptée à ces opérations.

La thèse de McRaven, qui serait intégrée au programme de la Naval Postgraduate School, fixa les principes fondamentaux de ces opérations spéciales, à savoir qu'une petite force super-entraînée pouvait porter un coup décisif à des unités plus importantes, aussi bien défendues soient-elles. Ce type de mission devait être « mené par des troupes spécialement entraînées, équipées et soutenues, visant une cible spécifique dont la destruction, l'élimination ou le sauvetage (en cas d'otages) représente un

impératif politique ou militaire ». Redéfinissant les composantes clés du succès de ce genre d'opération, McRaven évoquait, en peu de mots, « un plan simple, soigneusement gardé secret, répété à maintes reprises et de façon réaliste, et exécuté avec rapidité et détermination à la faveur d'un effet de surprise ».

Le président Bush, qui menait deux guerres de front, impliquant chacune des centaines de milliers de soldats conventionnels, prit peu à peu conscience que les forces spéciales étaient l'outil le plus utile contre Al-Qaïda. Les moyens considérables et les innovations employés pour cette mise hors jeu de la cible reposaient sur des hommes capables d'exécuter le troisième volet « F » de la méthode F3EAD : le *finish*. Le modèle que McRaven avait défini dans sa thèse concernait essentiellement les offensives visant des positions ennemies plus importantes et solidement retranchées, mais les principes du raid éclair, simple, secret, longuement répété et exécuté avec un effet de surprise, rapidité et détermination, se révélerait d'une efficacité redoutable contre un ennemi qui se terre parmi la population civile, en grande partie parce que, contrairement aux attaques aériennes et aux assauts directs par des forces conventionnelles, ces raids ciblés évitaient de faire des victimes collatérales. De plus, ils permettaient de recueillir des informations in situ, essentielles pour nourrir les banques de données concernant les cibles. Pendant les dix ans qui suivirent, McRaven aurait l'occasion d'affiner ses stratégies et de mettre ses théories à l'épreuve à une cadence qu'il n'aurait jamais imaginée.

Ces deux années passées à Washington avant de reprendre du service sur le terrain permirent à McRaven de concilier une rééducation physique indispensable avec un coup de pouce à sa carrière, obtenu grâce aux relations qu'il noua au plus haut niveau. Il ne s'était jamais fixé cet objectif. De fait, même avant son accident, m'expliqua-t-il, il se considérait comme la dernière personne au sein de la Marine susceptible d'accéder au rang d'amiral. En quelques années seulement, il était de nouveau sur pied et servait en Irak, en qualité d'adjoint du général McChrystal, commandant du JSOC, fonctions qui lui donnèrent tout loisir d'admirer la coopération efficace des services de renseignement et des commandos instaurée par son supérieur. Il lui arrivait d'accompagner ses hommes lors de raids nocturnes – ceux où l'on pouvait atteindre la cible à pied ou véhiculés. Fini les sauts

en parachute, les descentes en rappel d'hélicoptères, les longues marches avec un paquetage complet. Au cours de ces années, d'abord sous les ordres de McChrystal, puis à la tête du JSOC lui-même, McRaven contribuerait à faire de cette nouvelle structure l'outil par excellence de la capacité de combat de la nation. Les forces du JSOC doublèrent, pour atteindre près de 4 000 hommes et femmes. Il devint, dans les faits, une cinquième branche du système militaire américain, une armée au sein de l'armée. International, il opérait en secret dans plus de douze pays. Il avait été affranchi d'un contrôle strict, mission par mission, de Washington. L'obligation d'aller vite l'emporta sur la volonté d'imposer une surveillance étroite. Les commandants tels que McChrystal et McRaven étaient désormais autorisés à lancer des attaques, de routine tout au moins, sans avoir à solliciter l'approbation du sommet de la hiérarchie.

Au cours de la première décennie du vingt et unième siècle, McRaven et ses hommes ont accompli davantage de missions spéciales que toute autre unité dans l'histoire. McRaven estimera qu'au moment où il fut convoqué à Langley, en janvier 2011, afin d'être briefé officiellement sur la découverte d'Abbottabad, il avait pris part personnellement, les commandant à distance ou sur le terrain, à des milliers d'opérations.

Début 2011, la CIA disposait de ses propres détachements sur le terrain. Au lendemain du 11 Septembre, la nation était rapidement revenue de ses doutes sur l'espionnage et les opérations secrètes. Durant tous les conflits en Irak et en Afghanistan, des officiers de l'agence, d'anciens militaires pour la plupart, avaient travaillé en étroite collaboration avec le JSOC. Lorsque, en décembre, Panetta et Morell sortirent de la réunion au sommet à la Maison-Blanche au cours de laquelle le président leur avait enjoint de se préparer à passer à l'action, ce fut à leurs propres unités qu'ils songèrent en premier.

Il n'y avait au final que deux possibilités : bombarder le complexe ou y envoyer une troupe d'assaut. La seconde se révélait nettement plus compliquée. Elle requerrait une planification détaillée, des répétitions et toute une gamme de compétences particulières. On décida donc, dans un premier temps, de mettre cette opération au point en interne. Cela offrait l'avantage de maintenir le secret déjà gardé depuis quatre mois. En dehors

de l'agence, les personnes au courant de cette résidence, ou censées le savoir, se comptaient encore sur les doigts de la main. Le président, bien évidemment, quelques hauts membres de son conseil en politique étrangère, Brennan, Donilon et une poignée d'autres. Le directeur du service de renseignements national, James Clapper, était informé lui aussi. Au ministère de la Défense, seules quatre personnes étaient dans la confidence : Robert Gates, secrétaire à la Défense, Michael Mullen, président du Comité des chefs d'état-major, James « Hoss » Cartwright, vice-président dudit comité, et Michael Vickers, sous-secrétaire à la Défense pour le renseignement.

Les équipes de l'agence s'enthousiasmaient pour cette mission ; elles étaient prêtes à prendre les choses en main elles-mêmes… sans tarder. Mais Panetta et Morell avaient du temps devant eux. Le président les avait priés de concentrer leurs efforts sur l'identification du mystérieux inconnu. Avant de s'engager à mettre leurs propres officiers à contribution, ils tenaient au moins à consulter McRaven.

Tout ce que le commandant du JSOC savait avant de recevoir un coup de fil de leur part, c'était que la CIA avait une nouvelle piste pour Ben Laden. Ce n'était pas la première fois qu'il entendait ça, mais ça n'avait rien donné jusque-là. Au début de la guerre en Afghanistan, comme il me l'a expliqué lui-même, ses hommes avaient passé beaucoup de temps à pourchasser le fantôme du Cheikh. On lui affirma que cette piste récente paraissait plus sûre que la plupart, mais il n'en fit pas grand cas. Cette fois-ci, on le convoqua à Langley. Cela signifiait que la piste devait être sérieuse. À la table de conférence dans le bureau du directeur adjoint de l'agence, McRaven, accompagné d'un de ses principaux aides de camp, se retrouva en présence de Panetta, Morell et des responsables des forces d'intervention rapide de la CIA. On lui montra des photographies du complexe. Personne n'avait pu s'introduire dans le bâtiment. Les incertitudes étaient nombreuses. Morell fit clairement savoir qu'on n'était pas sûr que Ben Laden se trouvait sur les lieux ; on n'était même pas certain non plus de la solution que le président choisirait, si tant est qu'il se décidât à agir. Ces bases ayant été précisées, une discussion tactique s'engagea. Comment s'y prendre pour atteindre la cible ?

Les hommes de la CIA avaient une longueur d'avance. Ils définirent cinq options distinctes. Un fait en lui-même révélateur. McRaven comprit au premier coup d'œil qu'il n'y avait qu'une seule solution. Il avait écarté d'emblée l'hypothèse d'un bombardement. Nonobstant les avantages en matière de simplicité et de limitation des risques du côté américain, il en savait suffisamment sur la question pour estimer qu'il faudrait au bas mot 25 tonnes d'explosifs pour détruire une résidence de cette taille et s'assurer que Ben Laden, s'il s'y trouvait, n'y survivrait pas. Il fallait envisager l'éventualité de tunnels ou d'un bunker souterrain – comme celui où Saddam Hussein avait trouvé refuge. Une explosion pareille tuerait tout le monde à l'intérieur de l'enceinte et ferait passablement de victimes aux abords.

Un raid, en revanche, posait relativement peu de problèmes. Il y avait des années que ses hommes s'attaquaient à ce type de complexes nuit après nuit, parfois par douzaines. Cette mission n'avait rien de particulier. La maison comportait trois étages, une dépendance, au milieu de hauts murs de pierre. Pour lui, la meilleure façon de procéder était par la voie des airs, en utilisant un petit hélicoptère.

McRaven garda son opinion pour lui pendant que les chefs des unités de la CIA décrivaient les différents procédés qu'ils avaient mis sur pied. Quand ce fut à son tour de prendre la parole, il commença par féliciter Panetta et Morell d'avoir mis au jour une piste aussi nette, après quoi il entreprit de leur exposer le *modus operandi* que le JSOC adopterait. Il fallait des effectifs suffisamment importants pour sécuriser le complexe une fois qu'on serait à l'intérieur. Le problème majeur était son emplacement, Abbottabad, un espace « interdit » situé à 250 kilomètres de tout territoire ami. Le premier défi consistait à acheminer les forces d'intervention jusqu'à la cible et les récupérer saines et sauves sans déclencher les hostilités avec les troupes pakistanaises. C'était, comme l'amiral le disait, « sportif », mais faisable. En attendant, cela compliquait les opérations, d'où une multiplication du nombre d'éléments susceptibles d'aller de travers. Ces difficultés mises à part, investir l'enceinte et les bâtiments relevait de la routine. Les stratégies que ses équipes avaient élaborées se fondaient sur des années de tâtonnements, les missions couronnées de succès tout comme celles qui avaient échoué. Un grand nombre d'hommes braves avaient péri

en perfectionnant ces compétences. McRaven expliqua en détail la manière dont ses hommes procéderaient, et pourquoi. Il alla jusqu'à suggérer l'homme de la situation pour cette opération, le commandant du SEAL Team 6, qui s'était taillé une réputation légendaire en menant le fameux raid qui avait sauvé la vie d'un capitaine de cargo américain en tuant trois pirates somaliens, en 2009. McRaven expliqua que l'atout majeur de ses troupes était leur expérience sans égale. L'opération d'Abbottabad aurait beau être planifiée à la perfection, sa longue pratique lui permettait d'affirmer que quelque chose irait forcément de travers. C'était systématique. On avait besoin d'hommes capables de réagir au quart de tour, de prendre les bonnes décisions sous la pression, de combattants qui avaient survécu dans les pires conditions. Personne au monde ne pouvait rivaliser avec le JSOC. L'équipe SEAL qu'il destinait à cette mission venait de rentrer aux États-Unis et pouvait s'atteler sans délai aux préparatifs des opérations.

Morell et Panetta n'en revenaient pas. Leurs équipes étaient efficaces, mais les hommes de McRaven étaient des pros.

« Si le président décide d'un raid, déclara Panetta, ce sera aux hommes du JSOC de donner l'assaut. »

Panetta poussa ses équipes à trouver des moyens ingénieux d'examiner de plus près l'intérieur du complexe. Sans grand succès. Elles passèrent des heures à formuler des idées. Aucune, aussi saugrenue soit-elle, ne fut rejetée sans une discussion approfondie. Comment faire sortir les occupants des lieux ? Un incendie ? Des boules puantes ? Une convocation à une prière urgente ? Panetta tenait un registre où toutes les suggestions étaient consignées. On ne les éliminait pas tant qu'elles n'avaient pas été scrupuleusement débattues ou mises à l'essai. Pouvait-on installer une caméra à proximité, sur un arbre surplombant le mur d'enceinte, de manière à lorgner par-dessus ? Ou un peu plus loin sur un terrain en hauteur, en la dotant d'un système optique de pointe ? Et les égouts ? Si l'on introduisait un dispositif d'écoute ou visuel par ce biais ? Il y avait un arbre à l'intérieur du complexe. Pouvait-on y glisser une petite caméra ou un appareil audio, d'une manière ou d'une autre ? Certaines de ces idées furent testées, mais ça ne donna rien. L'arbre de la propriété fut abattu avant que quelqu'un ne

trouve une solution pour l'atteindre. Déconcertant, du reste. On avait presque l'impression que quelqu'un dans la résidence avait consulté le registre de Panetta ! L'un après l'autre, les différents projets tombèrent à l'eau ou furent écartés. Tout le monde vivait dans la crainte que leur plan soit déjoué. Le complexe avait été conçu de manière à dissimuler ses habitants, et cela fonctionnait à merveille. La moindre indication qu'ils étaient placés sous surveillance ferait tout capoter. Il ne faudrait pas grand-chose pour les pousser à prendre la fuite. Morell redoutait de se réveiller un beau matin pour s'apercevoir qu'ils avaient tous décampé pendant la nuit.

Une observation donna lieu à une idée ingénieuse. On s'était aperçu que les seules fois où un membre de la famille retranchée sortait de la résidence, c'était pour emmener un enfant chez le médecin. L'agence conçut le projet d'ouvrir à proximité un dispensaire gratuit destiné à la vaccination des enfants contre l'hépatite B. Elle dénicha un médecin pakistanais du nom de Shakil Afridi, dont la passion consistait à établir ce genre de clinique partout dans le pays. Il faisait du porte-à-porte pour informer les résidents et les persuader de lui amener leur progéniture. Des agents allèrent le trouver et lui proposèrent une coquette somme, à six chiffres, en dollars – de quoi soutenir son programme pendant un bout de temps. Tout ce qu'on lui demandait en échange, c'était de remettre aux Américains les aiguilles dont il se servirait. On ne prit jamais la peine de lui expliquer pourquoi on tenait tant à les récupérer, mais l'idée était d'y prélever l'ADN et de l'analyser. La CIA détenait des échantillons d'ADN de parents proches de Ben Laden. Si le matériel génétique d'un des enfants cachés y ressemblait de près, on aurait quasiment la preuve que le Cheikh en était le père. Le dispensaire existerait pour de bon, les piqûres seraient tout à fait légitimes. La jeunesse d'Abbottabad s'en trouverait en meilleure santé, et l'agence aurait peut-être la confirmation qu'elle cherchait. Les agents ne dissimulèrent pas leur affiliation au médecin. Afridi savait que la CIA finançait son projet.

Au cours des mois qui suivirent, tandis que les préparatifs se poursuivaient à Langley et à la Maison-Blanche, Afridi monta son dispensaire. Il fit du porte-à-porte, invitant tout le monde à lui envoyer ses enfants. Il en vaccina un grand nombre. Mais lorsqu'il frappa à la porte de la grande résidence de Bilal Town, personne ne répondit.

On ne lui ouvrirait jamais.

Les préparatifs se prolongèrent jusqu'en février sans qu'on se soit encore décidé pour une attaque aérienne ou un raid. En dépit des exhortations de Panetta, la CIA n'était pas plus près de connaître l'identité de l'Arpenteur. Dans un bureau banalisé du premier étage de l'imprimerie de l'agence, le spécialiste de McRaven dressait des plans détaillés de la résidence. Pendant ce temps-là, l'Air Force organisait une mission B-2 visant à la détruire en une frappe éclair. Tout cela nécessitait des informations plus précises. Michèle Flournoy, la sous-secrétaire à la Défense chargée de définir la politique du ministère, fut mise au courant par son patron, Mike Vickers. Elle entreprit de travailler en étroite collaboration avec le général Cartwright. Les différents adjoints se réunissaient désormais toutes les semaines, le plus souvent à la Maison-Blanche, parfois dans les locaux de la CIA, en vue d'une mise à jour sur les renseignements recueillis suivie de débats relatifs à toutes les permutations possibles d'attaque. Ces briefings rassemblaient généralement Cartwright, Morell, Vickers, Robert Cadillo, directeur du renseignement national, parfois aussi John Brennan et son adjoint, Denis McDonough. Vers la fin du mois, McRaven participa à certaines de ces séances, en prévision d'une réunion au sommet, le 14 mars, où des recommandations seraient faites officiellement au président Obama.

Comme toujours, l'emploi du temps des responsables de la sécurité nationale était chargé. Un tremblement de terre doublé d'un tsunami survenu trois jours plus tôt avait fait de nombreuses victimes et des dégâts considérables au Japon. L'armée américaine se mobilisait pour apporter au pays une aide humanitaire. Des manifestations secouaient l'Égypte alors que le « Printemps arabe » se propageait dans le Moyen-Orient, une période de changement édifiante mais potentiellement traîtresse dans une région où la stabilité était depuis longtemps essentielle aux intérêts américains. À la mi-février, Obama avait lancé un appel au président Hosni Moubarak, à la tête du pays depuis longtemps, afin qu'il lâche les rênes. Par ailleurs, le président étudiait la possibilité d'une intervention limitée en Libye où le régime du dictateur Mouammar Kadhafi, lui aussi en place depuis des décennies, subissait les pressions d'émeutes de plus en plus violentes. Au Pakistan, un agent de la CIA employé au consulat de Lahore, Raymond Allen Davis, avait abattu deux hommes armés dans la rue sous prétexte

qu'ils avaient essayé de le voler. En détention, il encourait une condamnation pour meurtre. Les États-Unis se démenaient tant bien que mal pour tenter de le faire extrader. Les frustrations engendrées par la politique américaine au Pakistan avaient précipité l'affaire dans une impasse, des manifestants et certains procureurs exigeant que le coupable soit jugé et puni. Alors même qu'on mettait au point diverses stratégies visant à violer la souveraineté pakistanaise en procédant à un raid sur Abbottabad, la Maison-Blanche et le département d'État étaient engagés dans des négociations délicates liées à l'affaire Davis.

Ce fut dans ce contexte qu'Obama rencontra les responsables du Conseil de sécurité nationale dans l'intention d'étudier formellement la proposition de la CIA. Le moment était venu de prendre des décisions. Le président était très conscient que plus on attendait, plus le nombre de personnes dans le secret augmentait, et plus le risque de fuite s'accroissait, tout comme l'éventualité d'un changement de résidence. Ils se réunirent dans la *situation room* où l'essentiel des événements cruciaux des deux prochains mois allaient se dérouler.

La *situation room* se trouve à quelques mètres au-dessous du rez-de-chaussée de l'aile Ouest. Rien à voir avec le cadre qu'un décorateur de cinéma imaginerait pour le centre de décision du chef d'État de la plus grande puissance du monde. Surnommée « the Woodshed », elle fut construite sous la présidence de Kennedy après l'échec du débarquement de la baie des Cochons afin de créer un centre de commandement sécurisé, équipé d'un matériel de communications de pointe. Sans fenêtres, elle est relativement exiguë, nettement plus petite que la salle à manger de la plupart des résidences de prestige par exemple. L'essentiel des lambris en acajou qui valurent à cette salle son surnom furent ôtés lors des travaux de rénovation de 2007 afin de permettre aux techniciens électroniques d'atteindre les câbles et les fils qui passaient derrière. Désormais ses murs beiges sont tapissés d'écrans plats. Le plafond, bas, est zébré d'éclairages encastrés, fluorescents. Une longue table en acajou, étincelante, remplit presque tout l'espace. Treize fauteuils en cuir noir à haut dossier l'entourent. La moquette bleue est bordée d'un liseré jaune sur lequel s'alignent d'autres sièges plus petits destinés aux adjoints et aux conseillers. Le président prend place à l'extrémité nord de la table, devant le sceau

circulaire présidentiel. Pas de fauteuil à l'autre bout, pour permettre une vue dégagée sur l'écran géant qui va du plateau de la table jusqu'au plafond. Des porte-noms en cuir indiquent la place des secrétaires d'État et de la Défense, du conseiller en sécurité nationale, du vice-président, du directeur du service de renseignement national, du président du Comité des états-majors, du président, et dans le cas de la plupart de ces réunions, celles du directeur de la CIA et son adjoint, ainsi que divers autres hauts responsables. Jusqu'à ce que son travail sur le terrain l'éloigne, l'amiral McRaven était présent lui aussi. En cas d'absence, il était généralement en communication par satellite, son long visage énergique se profilant sur l'écran.

On est frappé avant tout par l'aspect intime de cette salle. Lorsqu'elle est remplie, comme lors de la plupart de ces meetings, on peut dire sans exagération que les hauts dirigeants de la nation sont les uns sur les autres.

Début mars, l'agence avait déterminé que la résidence d'Abbottabad abritait une « cible majeure », qui avait de fortes chances d'être Oussama Ben Laden. « John », le chef d'équipe de la CIA engagé depuis le plus longtemps dans l'aventure, en était pour ainsi dire convaincu, estimant l'indice de confiance à 95 %.

Le président voulait connaître le sentiment de tous ceux qui étaient présents. Brennan était à peu près du même avis que John. D'autres doutaient, pour ne pas dire qu'ils n'y croyaient pas. Cette thèse avait été passée au crible par des analystes à trois reprises en vue de déceler ses lacunes : au centre antiterroriste, par l'équipe de Brennan et par une unité au sein de la CIA. Quatre hauts responsables du Service de renseignement national avaient eux aussi étudié la question et noté leurs impressions. La plupart de ces experts semblaient situer l'indice de confiance aux alentours de 80 %, même si certains parlaient de 40, voire 30 % seulement. Obama pria Morell, assis contre le mur derrière lui, sous le sceau présidentiel, de donner son avis.

Morell en était venu à admirer les prises de position du président. Il avait travaillé en étroite collaboration avec Bush presque au quotidien et avait de l'admiration pour lui aussi, même si les deux hommes n'avaient pas grand-chose en commun. Morell et ses proches collaborateurs trouvaient qu'on avait largement sous-estimé Bush. Il ne manquait pas d'intelligence. Moins

avide que son successeur de dévorer les rapports, il en prenait tout de même connaissance, et il savait écouter. Il saisissait rapidement l'essence d'un problème, posait des questions pointues, provoquait des débats animés, puis, souvent sans hésiter, dans la seconde, il prenait sa décision. Obama, pour sa part, se livrait à de longues séances d'étude et de réflexion en privé. Il prenait le temps d'éplucher les rapports écrits, et après avoir initié une discussion opposant les points de vue, souvent il se retirait et revenait annoncer sa décision.

Un aspect de la personnalité d'Obama en particulier impressionnait Morell. Ce dernier avait assisté à des milliers de réunions présidentielles, suffisamment pour connaître les tactiques en interne des décideurs. En règle générale, lors des briefings, les conseillers avaient déjà réduit les options possibles à, disons, A et B. Cette alternative était ensuite présentée de telle manière que la décision s'orientait d'emblée dans la direction qui avait la faveur de l'équipe. En d'autres termes, la « bonne » solution était rendue évidente par la manière dont la question était présentée. Cette méthode n'avait aucune chance d'aboutir avec Obama. Il écoutait le plan A et le plan B, posait tout un tas de questions pour proposer en définitive un plan C, que son cerveau avait conçu sans omettre un détail. Il avait procédé ainsi quelques jours plus tôt dans un cas qui avait fait grand bruit concernant la Libye. Un long débat sur l'attitude que les États-Unis devaient adopter eu égard à l'intention manifeste de Kadhafi de massacrer les rebelles et les civils qui contestaient son régime. En l'occurrence, l'option A consistait simplement à ne pas intervenir. Les conséquences seraient terribles, mais une intervention militaire américaine dans un troisième pays (la situation en Irak et en Afghanistan s'apparentant toujours clairement à une guerre) provoquerait un tollé dans l'opinion publique américaine tout en aggravant potentiellement les choses en Libye, où l'on ne savait pas trop ce que serait l'après-Kadhafi. La seconde hypothèse était de prêter main-forte militairement aux rebelles, de leur donner les moyens de ne pas être systématiquement massacrés par le régime. Des points de vue très affirmés se faisaient entendre dans les deux camps, mais la première solution avait à l'évidence la faveur de la majorité. Obama suggéra alors un plan C, qu'il mettrait finalement en vigueur. Il s'agissait pour les États-Unis de lancer des attaques aériennes contre les forces de Kadhafi pendant

quelques jours, puis de laisser une coalition de pays arabes et européens prendre la relève. Les forces américaines se retireraient de la plupart des missions de combat après les assauts initiaux, mais continueraient, par l'intermédiaire de l'OTAN, de fournir un appui aérien crucial tout en patrouillant une zone d'exclusion aérienne. Morell trouva l'idée remarquable.

Ici, le cas était différent.

Morell estimait qu'il y avait environ 60 % de chances que l'Arpenteur soit bien Ben Laden.

« Bon, c'est une affaire de probabilités, commenta Obama. Leon, parlez-moi de ça. »

Morell lui expliqua que depuis l'erreur commise par l'agence dix ans plus tôt à propos des armes de destruction massive que Saddam Hussein était censé dissimuler, une « découverte » qui avait déclenché un conflit long et coûteux, la CIA avait institué un procédé d'une complexité presque grotesque pour évaluer le degré de certitude de leurs théories. Ce qui revenait à élaborer une formule mathématique permettant d'arriver systématiquement à un jugement sûr. De haut en bas de la hiérarchie, on demanda aux analystes d'assigner à leur opinion un indice de confiance – élevé, moyen ou faible. Ils devaient ensuite expliquer les raisons de leur choix. Comme le président était en train de le découvrir, et comme il me l'expliquerait lui-même, cette méthode ne faisait qu'accroître la confusion au lieu d'apporter davantage de certitudes.

Obama s'en expliqua, après quoi il fit pivoter son siège et planta son regard dans celui du directeur adjoint.

« Qu'en pensez-vous, Michael ? »

Morell avait longuement réfléchi à la question. Il avait été impliqué personnellement dans la prétendue « découverte » des supposées armes de destruction massive de Saddam, et à l'époque son indice de confiance était supérieur au cas qui se présentait à eux aujourd'hui.

« Les divergences de vues ne tiennent pas au fait que les gens disposent d'informations distinctes, répondit-il. Nous avons tous les mêmes renseignements en main. Ces écarts reposent davantage sur les expériences de chacun. » Il souligna que les analystes du contre-terrorisme qui avaient travaillé sur Al-Qaïda au cours des cinq dernières années avaient enchaîné

les succès. Ils avaient anéanti le groupe terroriste au Pakistan, et déjoué, directement ou indirectement, des attaques terroristes sur le territoire américain. Ils étaient par conséquent très sûrs de leur fait. Ceux qui s'attelaient à cette tâche depuis plus longtemps, comme lui-même, avaient connu l'échec et mesuraient la fragilité des analyses en apparence les plus solides. L'affaire des armes de destruction massive avait été une leçon cuisante. Il en assumait la responsabilité.

« Monsieur le Président, même si nous tenions de source humaine que Ben Laden vit dans ce complexe, je n'en serais pas certain à plus de 60 % », déclara-t-il. Morell précisa qu'il avait passé beaucoup de temps à étudier l'un et l'autre dossiers – les armes de destruction massive et Abbottabad – et qu'il avait lu non moins de treize comptes rendus analytiques du premier, et au moins autant du second.

« Laissez-moi vous dire que les arguments en faveur du premier étaient *nettement* plus convaincants », conclut-il.

Cela déclencha de nouveaux débats sur les indices de confiance. Le président écouta, mais il avait déjà pris sa décision.

« L'une des premières choses que l'on découvre lorsqu'on devient président, m'a-t-il expliqué, c'est qu'on a continuellement affaire à des probabilités. Les problèmes soumis à mon attention ne peuvent jamais être résolus à la perfection. On n'a jamais la certitude à 100 % qu'on fera le bon choix. Sinon, quelqu'un d'autre aurait déjà tranché. C'était vrai dans le contexte de la crise économique. Ça l'est tout autant quand il s'agit d'abattre un pirate. Il en est ainsi pour la plupart des décisions que je dois prendre au cours de la journée. Je suis habitué à ce que les gens donnent leur avis assorti d'un indice de confiance. » Du point de vue du président, ces probabilités « masquaient l'incertitude ». Ces chiffres ne fournissaient aucune information utile.

Obama n'avait aucun mal à le reconnaître lui-même. Quel que soit son arbitrage, il prendrait un risque. C'était un pari pur et simple.

Si l'opération était couronnée de succès, si l'Arpenteur était bel et bien Ben Laden, sa capture ou son élimination représenterait une victoire décisive dans le conflit qu'Al-Qaïda avait déclenché près de dix ans plus tôt. Obama tiendrait alors la promesse faite durant sa campagne d'agir unilatéralement au Pakistan si l'occasion se présentait, promesse critiquée

presque à l'unanimité, y compris par un certain nombre de personnes, dont Hillary Clinton et Joe Biden, qui se trouvaient à cet instant même dans la pièce pour l'aider à trancher. Cet engagement avait contribué à définir sa stratégie en matière de sécurité nationale. La réussite serait une démonstration de justice triomphale, obtenue à grands frais et au prix d'innombrables sacrifices, en mettant en jeu des compétences exceptionnelles. Ce serait un accomplissement gratifiant pour l'Amérique et pour le monde, un tournant sur le plan émotionnel, mais surtout cela justifierait la détermination et les efforts de tous ceux qui avaient donné d'eux-mêmes, parfois *tout* donné, dans ce combat. D'un point de vue plus prosaïque, ce serait le plus gros coup porté contre une organisation terroriste qui continuait à comploter pour assassiner des citoyens américains.

En cas d'échec – et on n'avait pas encore commencé à répertorier tous les écueils possibles –, alors de braves soldats américains risquaient de perdre la vie dans le cadre d'une opération qui pouvait déboucher sur un fiasco national – comparable à la débâcle de la mission de sauvetage ordonnée par Jimmy Carter en 1980. Ce serait une propagande magistrale pour les mollahs. Une éventuelle déroute serait un épisode tout aussi glorieux pour Al-Qaïda, une nouvelle occasion de s'attribuer une autorité d'inspiration divine pour la mise à exécution de sa campagne meurtrière contre les Américains. La popularité de Ben Laden, en déclin depuis 2001, bénéficierait d'un formidable coup de pouce, qui ne manquerait pas de se traduire par un nouvel apport de fonds, de recrues et une multiplication des attaques. En cas de réussite, le statut politique d'Obama s'en trouverait peut-être amélioré quelques semaines. L'insuccès risquait de ternir sa réputation de commandant en chef et de compromettre ses chances d'un second mandat, aussi sûrement que l'opération Eagle Claw avait anéanti celles de Carter.

Dans un cas comme dans l'autre, il faudrait composer avec un Pakistan outragé. Les relations des États-Unis avec cette nation-pivot difficile, dotée qui plus est de l'arme nucléaire, étaient tendues, presque au point de rupture. Comme Obama me l'expliquerait plus tard, la décision qu'il prendrait, quelle qu'elle soit, serait une affaire de jugement basé sur des preuves circonstancielles. Il était encore possible qu'on soit en présence d'un seigneur de la guerre afghan qui se serait installé là pour ses affaires,

ou d'un trafiquant de drogue du Golfe, attaché à sa vie privée ou doté d'une maîtresse ou d'une seconde famille. D'autres scénarios pouvaient expliquer la situation. Le président devait évaluer s'il était suffisamment vraisemblable que Ben Laden occupe la résidence pour justifier les risques, compte tenu de l'incidence que cela aurait sur la sécurité nationale américaine.

Alors que les débats se poursuivaient autour de lui à propos des indices de confiance, Obama qui, en règle générale, passait plus de temps à écouter qu'à s'exprimer, les interrompit subitement.

« C'est du cinquante-cinquante, lança-t-il, clouant le bec à tout le monde. Écoutez, messieurs, nous jouons à pile ou face, là. Je ne peux pas fonder cette décision sur aussi peu de certitudes. »

S'il se résolvait à agir, quelles options s'offraient à lui ? On lui en présenta deux. La plus simple, qui mettait le moins en péril les troupes américaines, consistait à réduire le complexe en poussière, ainsi que tout ce qu'il contenait et tout ce qui l'entourait, individus compris. Pour parvenir à cette fin, l'Air Force avait estimé qu'il faudrait larguer un minimum de trente bombes à guidance de haute précision depuis un B-2 volant à haute altitude, ou lancer un nombre comparable de missiles sur la cible. Cela suffirait à garantir que tous ceux qui se trouvaient sur le terrain ou aux abords cesseraient de respirer. L'attaque pulvériserait tout au sol, atomiserait tout en dessous. Les risques d'affrontements avec la défense aérienne pakistanaise étaient minimes – un unique bombardier Stealth B-2 volant à haute altitude aurait quitté le coin longtemps avant que le pays ne comprenne qu'il avait subi une frappe. Faute de forces terrestres, il n'y avait aucun risque de confusion avec l'armée ou la police nationale. Ce serait une attaque éclair puissante, surgie d'un ciel obscur, qui ne laisserait rien qu'un grand trou fumant au cœur d'Abbottabad, ce qui ne serait évidemment pas du goût des Pakistanais. Les dommages collatéraux rendraient leur fureur d'autant plus justifiée. Mais le travail serait fait.

Obama voulut savoir combien de personnes vivaient dans la résidence. On l'informa qu'il y avait quatre hommes, cinq femmes et une vingtaine d'enfants. Il posa des questions sur les habitations voisines. Elles seraient totalement détruites elles aussi, ainsi que tous leurs occupants. Des familles entières. Cela fit réfléchir le président. L'Amérique n'allait pas éliminer

tous ces gens-là si on n'avait que 50 % de chances d'éliminer Oussama Ben Laden.

Le président rejeta ce plan sans la moindre hésitation, déclarant qu'il n'envisagerait d'attaquer le complexe depuis le ciel que si on limitait la quantité de munitions et améliorait la précision de la frappe afin que la zone de l'explosion s'en trouve considérablement réduite.

McRaven exposa alors pour la première fois l'option « attaque au sol ». Ses équipes n'avaient pas encore totalement défini cette mission. La seule chose qu'il pouvait garantir au président, c'était que dès lors que le commando pouvait être déposé à la résidence et évacué, on serait en mesure de tuer ou capturer Ben Laden en minimisant les pertes humaines. L'amiral exposa son opinion avec une assurance que seule une longue expérience peut procurer. Il n'essayait pas de la « vendre ». Il participait déjà à ces réunions au cours des premières années qui suivirent le 11 Septembre, à l'époque où il se remettait de ses fractures du bassin et siégeait comme simple conseiller. Il avait vu différentes factions, branches ou agences se donner du mal pour faire valoir leur point de vue auprès du président. La situation était différente cette fois-ci. Il fut surpris que les discussions n'aient pas été plus houleuses compte tenu de l'importance des opérations et des risques qu'elles supposaient. Panetta et Brennan avaient donné le ton d'emblée. À chaque meeting auquel il assistait, les différentes options étaient mises sur la table et débattues ; on pesait soigneusement le pour et le contre. McRaven avait confié aux rares personnes de son équipe au courant du projet : « Il est possible qu'on mène à bien cette mission, mais rien n'est moins sûr. En définitive, nous choisirons la solution la plus favorable à notre pays. Si c'est larguer une bombe sur la résidence, c'est ce que nous ferons. » McRaven présenta donc l'opération terrestre encore approximative sous la forme d'un simple constat. Sans faire intervenir davantage de gens dans le processus de planification, déclara-t-il, « je peux vous affirmer que nous sommes en mesure de mener à bien ce raid. Ce que je ne peux pas encore vous préciser, c'est comment nous y entrerons et comment nous en sortirons. Pour cela, nous avons besoin d'un projet détaillé émanant des planificateurs de vols dont c'est le métier. Ils sont capables d'évaluer les capacités de défense aérienne du pays et de définir l'itinéraire à emprunter à

l'aller et au retour, ainsi que les obstacles que nous risquons de rencontrer en chemin.

« Je ne suis pas en train de vous recommander cette solution, ajouta-t-il à l'adresse d'Obama. Je vous dis que si nous accédons au complexe, nous avons les moyens d'effectuer un raid. L'évacuation risque d'être un peu plus mouvementée. Je ne peux pas vous préconiser un raid tant que je n'aurai pas préparé scrupuleusement le terrain. »

Même s'il avait préparé le terrain, l'amiral n'éprouvait pas le besoin de précipiter les choses. Il estimait que toutes les personnes présentes dans la pièce en arriveraient d'elles-mêmes à cette conclusion. Les faits les y conduisaient. Il pensait aussi qu'Obama ne laisserait pas échapper l'occasion. Un bombardement serait trop bruyant, ferait trop de dégâts, trop de victimes collatérales. En définitive, on n'aurait aucun moyen de prouver que Ben Laden avait été tué. Après une telle attaque, laissant un grand trou fumant au cœur d'Abbottabad, le Pakistan serait naturellement fou de rage. Il y avait peu de chances que des équipes américaines locales soient autorisées à passer patiemment les décombres au crible en quête d'ADN. Éliminer Ben Laden était la seule chose qui justifiât que les Américains s'exposent au contrecoup venant du Pakistan. Mais il faudrait pouvoir en fournir la preuve. La seule solution était d'avoir sa dépouille, ou l'homme en détention. Cela dissiperait tout mystère quant au motif de cette intervention. Les risques se multipliaient en cas d'opérations au sol, mais les troupes de McRaven étaient plus que capables, et Obama le savait. McRaven s'était rendu compte que le président n'était pas réfractaire aux prises de risque. Il l'avait favorablement impressionné depuis deux ans. Obama avait pris l'ultime décision dans le cas de la plupart des missions d'envergure entreprises par le JSOC pendant cette période, prouvant qu'il n'était pas timoré. Il prêtait toujours une oreille attentive aux débats relatifs aux risques militaires et politiques courus sans donner son avis, après quoi il se retirait, quelques heures ou jusqu'au lendemain matin, pour revenir généralement en disant : « Il faut aller de l'avant. » Les seules fois où il opposait un refus, les risques étaient excessivement élevés. Comprenant que le président avait des responsabilités plus vastes que celles qui lui incombaient en sa qualité de chef des armées, McRaven se fiait au jugement d'Obama. Les dangers auxquels ses hommes sur le terrain étaient exposés

pesaient plus lourd dans la balance que les retombées politiques, ce que tout officier militaire attend de la part du commandant en chef des armées. Dans certains cas où les supérieurs de McRaven eux-mêmes avaient conseillé d'attendre, trouvant l'opération « un peu trop hasardeuse », c'était le président qui avait décidé au final d'engager le processus. L'amiral s'abstint donc d'exprimer son avis sur le choix à faire. Ce n'était pas nécessaire.

Panetta avait un autre point de vue sur la question. Dans l'éventualité où Ben Laden ne se trouvait pas dans la résidence, les SEAL parviendraient sans doute à s'en retourner sans causer trop de remous. Les occupants des lieux et les voisins auraient inévitablement des histoires à raconter, mais dans la mesure où il s'agissait d'une intervention secrète de la CIA, les États-Unis pouvaient tout bonnement nier. Le gouvernement pakistanais ne serait pas dupe, mais ce serait moins choquant. Un démenti situerait cette mission dans la zone de flou qui avait déjà protégé plusieurs opérations clandestines américaines au Waziristan au fil des ans.

À la fin de la réunion, le président demanda à l'Air Force de s'atteler à la mise au point d'une frappe chirurgicale et d' « attaques ciblées à distance », faisant référence à des missiles, ou plus vraisemblablement à des drones. Obama souhaitait aussi qu'on lui fasse une description plus détaillée du raid. Pouvait-on investir les lieux sans déclencher les alarmes ? Le commando arriverait-il à entrer et sortir sans provoquer un affrontement avec la défense aérienne pakistanaise ?

« Pour le moment, monsieur, il n'est question que de moi et d'un autre homme, répondit McRaven. Le concept n'a pas encore été défini. Je ne peux pas vous affirmer que ça marchera. Pas tant que nous n'aurons pas constitué une équipe. Nous allons répéter puis je reviendrai vers vous. »

On envoya donc l'amiral faire « ses devoirs ». Qui consistaient à « déceler toutes les embûches possibles », selon sa formule. Les variables étaient multiples. La résidence occupait une superficie relativement importante, plus de 11 000 mètres carrés. Ce qui nécessitait un effectif considérable. Dans une propriété de taille normale, en Afghanistan, McRaven dépêchait 70 hommes. Il fallait couvrir tout le périmètre, chaque porte, chaque fenêtre. En plus du bâtiment principal de trois étages, il y avait une dépendance. On devait s'assurer d'avoir suffisamment d'hommes sur place et de pouvoir les déposer sans se faire repérer. Le trajet était long.

Un réapprovisionnement en carburant s'imposerait avant le vol de retour ; il fallait donc prévoir une zone quelque part en dehors de la ville où de gros hélicoptères chargés de combustible et d'une force d'intervention rapide supplémentaire pouvaient se poser. Les appareils avaient tous leurs spécifications eu égard à l'altitude, la température, d'autres facteurs encore. Il s'agissait de déterminer précisément combien d'hommes ils pouvaient transporter. En définitive, tout était une question de *charge*. De kilos répartis en temps de vol. Plus on multipliait le nombre d'hélicoptères, plus on ferait sentir sa présence, et plus il y avait de risques d'être découverts, de subir des défaillances mécaniques ou de pilotage. Les fantômes de l'opération Eagle Claw rôdaient toujours. McRaven ne disposerait pas de données définitives tant que ses hommes n'auraient pas commencé à répéter, mais il savait déjà qu'ils allaient devoir être plus chargés et compter sur moins d'hommes qu'il ne l'aurait souhaité.

Deux semaines plus tard, à la fin mars, McRaven était de retour dans la *situation room* avec un plan complet. Il expliqua au président qu'il avait acquis la certitude que ses hommes pouvaient mener le raid à bien. Ses planificateurs de vol avaient trouvé le moyen de faire pénétrer incognito dans l'espace aérien pakistanais deux Black Hawk furtifs, conçus spécialement pour voler sans bruit et échapper à la détection radar, et deux gros Chinook MH-47E transportant du carburant et des renforts qui se poseraient à Kala Dhaka, à 80 kilomètres environ au nord-ouest d'Abbottabad. Les Black Hawk largueraient le commando au-dessus de la cible. Une fois la mission accomplie, les deux appareils achemineraient le groupe d'intervention jusqu'aux Chinook en vue d'un réapprovisionnement avant de regagner l'Afghanistan. Il y avait de bonnes chances qu'ils puissent opérer sans déclencher des alarmes, précisa McRaven. Si ses hommes parvenaient à investir la résidence et à en ressortir en l'espace de trente minutes, on éviterait probablement un affrontement avec la défense pakistanaise organisée. Il y avait toujours un risque qu'une petite unité policière tombe sur eux – une poignée d'hommes armés d'AK-47. On pouvait même imaginer que le complexe disposait de son propre système de défense. Mais des forces aussi restreintes ne représentaient pas une menace sérieuse.

Dès lors que les choses se déroulaient comme prévu, les obstacles seraient minimes. Et si les Pakistanais étaient davantage sur le qui-vive qu'on ne le supposait ? Si un imprévu retardait considérablement les opérations ? Au cours de cette seconde réunion, l'amiral fut soumis à un interrogatoire en règle. La plupart des hommes présents dans la salle étaient sceptiques quant à son évaluation du temps de réaction des Pakistanais. Se rendait-il compte que la résidence se trouvait à moins d'un kilomètre de l'académie militaire ? Sans compter qu'il y avait des locaux de l'armée et une cellule de l'ISI (Inter-Services Intelligence) non loin de là. McRaven expliqua qu'en l'occurrence, la proximité ne garantissait pas une réaction rapide. Même si un soldat, un gendarme ou un agent découvrait qu'il se passait quelque chose de louche dans la maison voisine, il faudrait du temps pour coordonner une riposte. Les forces pakistanaises obéissaient à une chaîne de commandement stricte, les subalternes se hasardant rarement à intervenir sans autorisation. Un *modus operandi* que les militaires américains déconseillaient, pourtant caractéristique de nombreuses armées dans le monde. La plupart des jeunes officiers préféraient s'exposer à un blâme pour ne pas être intervenus plutôt que d'agir à mauvais escient. On avait intégré ce facteur dans le timing de l'opération. Le commando devait pouvoir accomplir sa mission en trente minutes. Et si l'amiral se trompait ? Si les forces pakistanaises réagissaient plus vite qu'il ne l'imaginait ? S'il se produisait un incident qui ralentissait ses hommes ?

McRaven expliqua que « dans l'éventualité où une force pakistanaise importante interviendrait avant que le commando ait évacué les lieux, il y aurait des échanges de tir. Je ne tenais pas à ce que ça arrive. Nous gagnerions sur le moment, mais on perdrait la bataille, et les Pakistanais l'emporteraient sur le plan moral. Si nous abattions ne serait-ce qu'un seul policier ou soldat pakistanais, les retombées politiques [seraient considérables] parce que nous n'étions même pas sûrs qu'il (Ben Laden) était là. » Lors de l'assaut, la règle numéro un serait de ne pas faire de victimes du côté pakistanais. Une priorité depuis le début de la planification. S'ils entraient et sortaient rapidement, il n'y aurait pas de problèmes, mais on pouvait aisément imaginer un imprévu qui retarderait le commando. En attendant, la question essentielle était de déterminer la marche à suivre si on n'arrivait pas à mettre la main sur le Cheikh, s'il se

cachait derrière une fausse porte ou un faux mur. Une situation qu'ils avaient souvent rencontrée. « Que faire alors ? Sautons-nous dans l'hélicoptère pour quitter les lieux ? La réponse est non. Ce n'était pas possible. On était venus de trop loin et on était trop près du but pour abandonner la partie. À ce stade, il fallait se préparer à sécuriser le complexe et commencer à tout mettre à sac jusqu'à ce qu'ils le trouvent. »

Cela obligerait le commando à prolonger l'opération au-delà de trente minutes. Il y avait de fortes chances qu'on en arrive là. Or, chaque minute supplémentaire multipliait les risques d'un affrontement avec les troupes pakistanaises.

« À quel moment cesse-t-on de le chercher ? demanda McRaven. Et maintenant, imaginons que nous sommes cernés par des Pakistanais, comment opère-t-on ? »

La réponse de l'amiral fut étonnante. Dans le cas d'une telle éventualité, ses hommes se borneraient à rester à l'abri en attendant que Washington négocie avec les dirigeants pakistanais. « C'est l'homme dont nous vous parlons depuis de nombreuses années, dirait-on. On vous avait prévenus que si on le dénichait, on donnerait l'assaut. Eh bien il est là. Nous n'avons tué personne. Nous sommes coincés ici. Voyons comment nous pouvons régler le problème. »

Mc Raven estimait que ces tractations leur permettraient de gagner une demi-heure supplémentaire. Après quoi, il n'aurait plus affaire à un contingent local, mais à l'ensemble de la chaîne de commandement pakistanaise.

C'est là que le point de vue d'un amiral divergeait de celui d'un président. De l'avis de McRaven, ses hommes étaient capables de se tirer de n'importe quelle situation. Une force d'intervention rapide était postée à proximité au cas où les choses tourneraient mal. Le commando parviendrait à quitter les lieux sain et sauf. Mais ensuite il y avait le rendez-vous à Kala Dhaka, et les cinq hélicoptères américains qui allaient devoir traverser l'espace aérien pakistanais, patrouillé par des avions de combat F-16. La protection de ces appareils passerait dès lors inévitablement par un face-à-face avec les forces aériennes pakistanaises. C'était là aussi une éventualité que l'Air Force pouvait envisager assez sereinement compte tenu de la supériorité de ses appareils et de ses capacités d'action air-sol, mais il ne

faisait aucun doute que les engagements ne seraient pas de tout repos. L'amiral souhaitait éviter ce scénario à tout prix. Après deux années passées en Afghanistan où le gros de ses troupes avait migré depuis l'Irak, il était au fait de la fragilité des relations américano-pakistanaises. Elles ne résisteraient probablement pas à un constat faisant état de victimes pakistanaises, d'avions de combat abattus et de stations sol-air en flammes. McRaven suggérait donc que dans l'éventualité où le commando se retrouverait cerné à l'intérieur de la résidence, il refuse de se battre. Après avoir sécurisé le périmètre, ses hommes resteraient tapis là en attendant que Washington règle la situation avec Islamabad. Il s'agissait après tout de soldats américains engagés dans une mission ostensiblement soutenue par le Pakistan, à savoir la capture du terroriste le plus recherché de la planète. Quelqu'un à la Maison-Blanche ou au département d'État contacterait alors le général Ashfaq Kayani, chef d'état-major de l'armée pakistanaise, ou encore le président Asif Zardari, pour lui expliquer le topo. En demandant : *Comment faire pour sortir de là sans tuer des tas de gens ? Nous ne voulons pas faire de victimes. Vous non plus*. Ainsi se déroulerait la conversation, telle que McRaven l'imaginait. Le fait même que ses hommes préféraient baisser les armes plutôt que d'engager le combat prouvait qu'ils n'avaient pas l'intention de nuire aux Pakistanais et ne représentaient donc pas une menace pour cette nation.

Le président voyait les choses d'un autre œil. Il ne prévoyait pas d'avoir ce genre d'entretien avec les autorités pakistanaises. Son conseiller en matière d'antiterrorisme, Nick Rasmussen, qualifierait la réaction d'Obama à la suggestion de McRaven de « viscérale ».

« J'ai pensé que le risque que les hommes embusqués dans le complexe soient soumis à des considérations politiques engendrerait une situation très difficile, m'a expliqué le président. Je ne voulais pas les mettre dans une position aussi vulnérable. »

S'il devait affronter un Pakistan outragé, ce qu'il serait dans l'obligation de faire quelle que soit l'issue pour ainsi dire, il s'y résoudrait sans exposer une unité de courageux soldats américains.

Quelques jours plus tôt, Obama avait enfin mis un terme à la pénible querelle suscitée par Davis, sous contrat avec la CIA, finalement libéré après que les États-Unis eurent accepté de verser 2, 4 millions de dollars

aux familles des victimes. L'épisode avait provoqué une petite vague de fureur au Pakistan où l'essentiel de l'opinion publique et des autorités en avait déjà par-dessus la tête des atteintes à la souveraineté nationale perpétrées par les Américains, tout au moins publiquement. Officieusement, les dirigeants étaient nettement plus souples, mais il ne fallait pas pousser le bouchon trop loin.

Pour ce qui était de l'opération d'Abbottabad, Obama n'allait pas compter sur la bonne volonté des Pakistanais, d'autant plus qu'il ne semblait plus y en avoir beaucoup à disposition. Comme dans de nombreux pays de cette région du monde, le gouvernement pakistanais était moins une hiérarchie cohérente qu'un amalgame d'intérêts qui empiétaient les uns sur les autres. La gestion de ces relations exigeait notamment d'équilibrer ces intérêts. Des relations au demeurant importantes. L'essentiel des approvisionnements et du carburant indispensables à l'effort de guerre américain en Afghanistan transitait par la frontière avec le Pakistan. Même si les terroristes d'Al-Qaïda avaient trouvé refuge dans les territoires nord-ouest du pays et bénéficiaient de la complaisance tacite de factions puissantes au sein du gouvernement, les États-Unis dépendaient du soutien discret des autorités pour poursuivre l'action de ses drones. En outre, le Pakistan était une nation qui possédait l'arme nucléaire, il ne fallait jamais l'oublier. Sa stabilité était essentielle à la sécurité de la région, mais aussi du monde. Les esprits étant déjà échauffés à Islamabad, imaginez remettre une petite unité de soldats américains d'élite entre les mains des Pakistanais, essayer de négocier leur évacuation alors qu'ils étaient piégés à l'intérieur d'une résidence, au milieu d'otages ou de cadavres, dont un pourrait bien être celui d'Oussama Ben Laden. Les SEAL risquaient fort d'y laisser la vie ou d'être retenus eux-mêmes en otages. On n'était sûrement pas très loin du compte.

« Sur la base de mes conversations avec McRaven, j'avais acquis la conviction que ses hommes étaient capables d'entrer et de s'en sortir sans livrer combat avec des troupes pakistanaises, m'a expliqué le président. Il y avait de bonnes chances que cela se produise, même en cas d'imprévu, même si l'on n'avait pas affaire à Ben Laden. Ils parviendraient à tenir en respect les Pakistanais, qui, d'après nos estimations, auraient besoin d'un certain laps de temps pour réagir. Aussi les risques d'un affrontement

étaient-ils très réduits. Dans ce contexte, je tenais juste à ce que les hommes soient évacués, après quoi, sachant qu'ils seraient sains et saufs, nous réglerions le problème des répercussions. »

Obama déclara donc à McRaven que si son commando investissait la résidence, il en ressortirait. Ben Laden était un impératif qui l'emportait sur la question des relations américano-pakistanaises. Si les Pakistanais sonnaient l'alarme et réagissaient plus vite que prévu, qu'il en soit ainsi. La confrontation serait alors inévitable. Il enjoignit à l'amiral de se préparer pleinement à combattre pour sortir son commando de là.

En attendant, Obama n'avait pas encore donné son feu vert. L'Air Force lui présenta une autre solution impliquant des bombes moins volumineuses et des explosions moins dévastatrices. Elles permettraient de cibler la résidence sans porter atteinte aux occupants des habitations voisines. En revanche, on n'aurait pas la certitude de démolir quoi que ce soit en sous-sol. Cela ferait malgré tout de nombreuses victimes, y compris parmi les femmes et les enfants, et l'on ne serait pas certain que Ben Laden en ferait partie.

Il y avait encore une autre option, par voie aérienne, qui avait la faveur de Cartwright, l'un des généraux les plus appréciés d'Obama. Cartwright avait été à l'origine d'une voie médiane, un an plus tôt, lorsque le président s'était trouvé pris en étau entre la possibilité de lancer une vaste campagne anti-insurrectionnelle en Afghanistan et mettre un terme à la mission américaine. Cartwright avait proposé d'envoyer une force nettement inférieure à celle requise par le Pentagone, capable de mener à bien des opérations de contre-terrorisme.

Cartwright proposait de cibler l'Arpenteur, tout simplement. Attendre que le grand homme en *salwar kameez*, coiffé d'un chapeau de prière, apparaisse pour sa séance d'exercice quotidienne et l'abattre à l'aide d'un petit missile tiré par un drone. Cela nécessiterait une grande précision, mais l'Air Force en était capable. Un tireur embusqué version drone. Pas de trou béant fumant au cœur d'Abbottabad, ni épouses ni enfants assassinés, peu de dommages collatéraux, voire aucun. Pas de risques non plus de déplorer des victimes parmi les SEAL, ni d'affrontement délicat avec les forces armées pakistanaises dans la résidence.

Cela semblait trop beau pour être vrai. Les hommes qui effectuaient ce genre d'opérations se déclaraient plutôt optimistes quant à l'issue de celle-ci, mais on sentait que cette mission requerrait une foultitude de tests. Si ça marchait et si l'Arpenteur mourait sur le coup ? Que faire ensuite ? Comment être sûr qu'on avait bien éliminé Oussama Ben Laden ? Et si ce n'était pas le cas ? Si on avait abattu quelque cheikh de Dubaï malhonnête ? Comment savoir ? L'incertitude entourant cette mission se perpétuerait. On ne serait pas fixé sur le sort de Ben Laden, même s'il avait été présent. L'occasion ne se représenterait pas. Si l'opération échouait, l'Arpenteur et sa bande se volatiliseraient.

Un indice assez déterminant donnait à penser qu'Obama avait déjà pris sa décision. McRaven avait annoncé que ses hommes seraient prêts à lancer le raid vers la première semaine de mai, quand la lune disparaîtrait pendant quelques jours dans le ciel d'Abbottabad et que les nuits seraient totalement noires, comme le JSOC les aimait. Personne ne releva, mais cette fenêtre d'opportunité semblait imposer un délai difficile à tenir. L'option « drone », pour sa part, ne présentait aucun caractère d'urgence. Elle pouvait être mise à exécution de jour, et l'Arpenteur faisait quotidiennement sa promenade. On pouvait lui tirer dessus à tout moment. Dans ces circonstances, pourquoi est-ce que tout le monde accordait une telle importance au cycle lunaire ?

Obama ordonna à McRaven de commencer les répétitions générales et de se tenir prêt à intervenir dès que les nuits seraient sans lune. Il pria également Cartwright de se préparer à lancer une attaque par drone. Il tenait à ce que les deux options restent ouvertes jusqu'à ce qu'il tranche.

Mais pour ceux qui le connaissaient, il n'y avait guère de doute sur le choix qu'il s'apprêtait à faire.

7 – « Respecter ces précautions »

Avril 2011

Dans ce qui seront les dernières semaines de sa vie, Oussama est dépassé par les événements. Le peuple en colère embrase le Maghreb et le Proche-Orient. La secousse s'étend de pays en pays. C'est le mouvement tectonique du « Printemps arabe ». Le monde de Ben Laden est en voie d'implosion. Aucune de ces révolutions ne ressemble à sa vision ni à ses méthodes. Al-Qaïda ne joue plus qu'un rôle mineur. Le monde entier le voit. Ben Laden est inquiet.

Ce n'est pas la seule chose que redoute Oussama en ce mois d'avril. Il le dit dans une autre de ses longues lettres, datée du 26, mais sans doute commencée bien avant. Elle est adressée, une fois encore, à « Mahmoud », c'est-à-dire Atiyah Abd al-Rahman. Elle ne sera jamais envoyée. C'est le sixième printemps qu'il passe enfermé à Abbottabad. Son califat est réduit à ce mur d'enceinte, à l'espace étroit, surpeuplé, des deux étages supérieurs de la maison. Dans sa chambre au dernier étage, quand il se tient debout, sa calotte de prière sur la tête, il frôle le plafond. Chaque jour, chaque nuit, c'est la même routine : une marche autour du potager qui vient d'être planté, l'apprentissage de la poésie à ses enfants et petits-enfants, des sermons et des conseils à ses trois épouses.

Le reste du temps, il le passe devant la télévision, absorbé par les informations arrivant jusqu'à lui par satellite depuis le monde entier. Des tyrans ont été renversés ou risquent de l'être en Égypte, en Libye, en Tunisie, au Yémen, en Syrie. Cela bouge partout. C'est une lame de fond de fierté arabe, de ferveur islamique et de fièvre démocratique que personne n'a prévue, et certainement pas lui. Ben Laden se sent dépassé, c'est comme une punition, et il est soucieux. Le grand réveil espéré et prédit se fait sans lui.

« Je me plains si souvent auprès de Dieu de mon isolement et de ma solitude, écrit-il dans une autre de ses lettres, que je crains que les gens ne

se fatiguent de moi et que [mes idées] ne leur paraissent vieilles et usées ! Mais je ne me plains qu'à Dieu. »

Il est préoccupé. Sa vision du Maghreb et du Proche-Orient, c'est le retour à un modèle vieux de plusieurs siècles, l'ancien califat, où tous les musulmans seront réunis dans une seule et sainte nation, dans un État strictement islamique géré selon le Coran, dans l'interprétation de Qutb et de religieux aux mêmes convictions. Ses méthodes, les attentats suicides contre des infidèles pour semer la peur et la confusion, sont supplantées par des mouvements populaires de masse pour la plupart non-violents, par des foules de manifestants à la fois joyeux, rageurs et courageux, qui chantent et qui crient leur protestation pour demander le changement et la liberté. Le Cheikh a bien des choses à dire à ce sujet, et il tape sur son ordinateur de ses longs doigts maigres, dans son petit bureau du deuxième étage, sous une petite bibliothèque de bois brut ; d'autres fois, il dicte son texte en arpentant la pièce. Il a récemment teint sa barbe et s'est acheté une tenue élégante pour filmer une déclaration qui doit partir avec ces lettres. Dans le courrier adressé à al-Rahman, il essaie de rattraper le Printemps arabe, d'interpréter les événements à la lumière de ses croyances immuables, d'instruire ses disciples sur les évolutions en cours et sur la position qu'ils doivent adopter. Les révolutions sont pour lui un accomplissement partiel de ses prophéties, des « demi-solutions ». Elles ne permettront pas d'atteindre le but ultime. Le mouvement populaire vient de jeunes Arabes « pollués » par une conception molle de l'islam, pervertis par les idées laïques et occidentales de tolérance, de droits de l'homme, de démocratie. Or la « Nation » ne peut être qu'un empire musulman unifié.

« Pour commencer, je veux parler de l'événement le plus important de notre histoire moderne : la révolution de la Nation contre les tyrans, et je prie Allah de nous donner l'élan qui permettra la renaissance de la religion dans sa grandeur et sa dignité. Nous assistons, avec ces journées révolutionnaires, à un événement formidable et glorieux, et il est des plus probables, compte tenu de l'histoire et de la réalité, qu'il englobera la majorité du monde musulman… »

Le contrôle et l'influence des États-Unis sont battus en brèche.

« Les Américains sont inquiets. C'est bien. Hillary Clinton a déclaré au Yémen que les États-Unis "redoutent que la région ne tombe aux mains des

islamistes armés". La chute des tyrans de la région est certaine, avec l'aide d'Allah. Avec elle commencera une nouvelle ère pour la Nation. Jamais, depuis des siècles, la Nation n'a été témoin d'événements aussi importants […] on sait que les grands mouvements populaires changent toujours les conditions ; aussi, si nous redoublons d'efforts pour conduire et former le peuple musulman et le mettre en garde contre les demi-solutions, tout en prenant soin de lui donner des conseils avisés, l'avenir proche appartiendra, s'il plaît à Dieu, à l'islam. »

La montée des Frères musulmans, en Égypte, le chagrine tout particulièrement. L'organisation n'est pas assez dévouée au djihad strict et violent qu'il préconise. Il espère que le groupe évoluera. Il voit avec intérêt qu'il se radicalise, surtout chez ses jeunes. « Ainsi, le retour des Frères et de leurs homologues vers l'islam véritable n'est qu'une question de temps, avec la volonté d'Allah. Plus nous prendrons soin de bien expliquer l'islam, plus vite se fera ce retour. Il nous faut donc consacrer tous nos efforts et notre attention à préserver les mouvements islamiques et à infléchir leur orientation, tout en montrant de l'indulgence pour les fils de la Nation, égarés pendant de longues dizaines d'années. »

Al-Qaïda, écrit-il, a désormais « le devoir de guider et de conseiller [les fidèles] en vue du destin de la Nation ».

Le Cheikh déplore que ses recommandations aient été ignorées. Il avait dit, il y a déjà quelques années, qu'il fallait former « un certain nombre de savants et de sages » et guider la naissance du califat. Cela explique pourquoi le Printemps arabe « prend le mauvais chemin ». Dans ce « moment clé, écrit-il, il nous incombe, à nous, les moudjahidin, de faire notre devoir et de combler cet écart autant qu'il est possible. C'est un des plus hauts devoirs après celui de la foi, pour que la Nation soit libérée, avec la volonté d'Allah, et que la religion retrouve sa grandeur. Les devoirs des moudjahidin sont nombreux, je le sais, mais nous devons consacrer tous nos efforts à ce devoir suprême. Il doit inspirer la refondation de la Nation comme il a inspiré, hier, les révolutions contre l'occupation occidentale ».

Par le passé, ces révolutions ont été soit récupérées par des dictateurs occidentalisés, laïcisés et corrompus comme Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi, soit renversées par une intervention occidentale, comme en Afghanistan. Ben Laden pense que lui et ses disciples sont les

seuls qui voient juste. Leur vision du changement à opérer vient d'Allah. Contrairement aux interprétations du Printemps arabe selon lesquelles Al-Qaïda a perdu pied, le Cheikh estime que son organisation a montré la voie. C'est elle qui a « décapité l'apostasie mondiale » (les États-Unis) et donné à ses frères musulmans le courage de se lever contre les régimes que ce pays soutient depuis presque un siècle. Le rôle central d'Al-Qaïda dans tout cela est sous-estimé. Le plus important aujourd'hui, c'est de mettre fin, au moins temporairement, aux conflits entre les factions islamiques. Tous les musulmans doivent prendre part à cette lame de fond.

« Nous devons renforcer nos actions et notre présence médiatiques. Nos efforts pour orienter les recherches de la Nation et décider tous ensemble du plan à adopter sont d'une importance cruciale ; l'entreprise est également très périlleuse et ne tolère aucune divergence de vues, écrit-il. Pour le moment, je considère que le plus important est d'inciter et d'encourager les gens qui ne se sont pas encore révoltés à se lever contre leurs dirigeants et leurs méthodes. C'est un devoir religieux, une nécessité logique. Les coups doivent être concentrés contre les tyrans. Nous devons faire taire nos différences, et de façon prioritaire offrir au peuple une vision claire et juste des choses. Nous devons dire à nos frères du monde entier de faire circuler l'excellent ouvrage du cheikh Mohamed Qutb, *Islam : The Misunderstood Religion*. Informez s'il vous plaît le cheikh Yahya [Abou Yahya al-Libi, qui serait tué lors d'une frappe de drone dans les mois qui suivirent] et nos autres frères qui ont des dons d'expression […] et tenez-moi informé de leurs opinions, sans exception, car à ce stade, aucune voix ne doit être exclue. »

Ben Laden fait ensuite la liste des « points généraux ». La déclaration vidéo sur le Printemps arabe qu'il a enregistrée sur une clé USB, et qui sera jointe à la lettre, doit être diffusée sur Al Jazeera. Il demande des conseils à propos d'un essai qu'il a écrit sur le même sujet. Quant aux frères d'Al-Qaïda présents dans les pays qui connaissent ces fantastiques bouleversements, « il faut leur rappeler, écrit-il, d'être patients et résolus, et d'éviter d'entrer en conflit » avec d'autres factions islamiques. Il devine que les gouvernements récemment élus dans la plupart des pays arabes seront dirigés par « des groupes et des partis islamiques comme les Frères musulmans ». « Notre devoir à ce stade est de rallier les musulmans, de

gagner des partisans et de diffuser une conception juste de l'islam. Les circonstances actuelles nous offrent des opportunités sans précédent. […] Plus le temps passe, plus l'appel [à nos frères] retentit, plus il y aura de gens [qui partageront les objectifs d'Al-Qaïda] et plus la conception juste [de l'islam] se répandra dans les groupes islamiques futurs. »

Le Cheikh a beaucoup de choses à dire dans cette lettre. Cela va de commentaires et de recommandations politiques au sens large à toute une série d'instructions détaillées pour les branches déconcentrées de son organisation. Il a lu ou entendu que certains membres d'Al-Qaïda au Yémen expérimentent l'emploi de gaz mortels, et ça le préoccupe. Il leur demande de procéder avec les plus grandes précautions, et rappelle ses réserves à l'encontre des tactiques qui ont pour effet de tuer autant de musulmans que d'infidèles. Il s'inquiète des « réactions politiques et médiatiques vis-à-vis des moudjahidin et de leur image dans l'opinion ». Il se demande pourquoi il n'a pas de nouvelles de ses « frères d'Irak » et prie ceux qui revendiquent une affiliation à Al-Qaïda en Somalie (et à qui il a refusé un statut officiel) de libérer des otages, dont une femme, et d'attendre, pour tuer les autres, que la révolution en Libye soit terminée et que les élections en France aient eu lieu. Il veut que ses « frères de Somalie » s'attaquent au développement économique de ce pays ravagé et modèrent la mise en œuvre des mesures les plus dures prescrites par la charia. Citant le prophète Mahomet, il dit : « Servez-vous du doute pour repousser le châtiment. »

La lettre continue ainsi sur des pages et des pages, proposant des conseils aux membres de l'organisation pour traverser les frontières et passer de pays en pays, évoquant le voyage de son fils de 20 ans, Hamza, et bien d'autres choses.

Le Cheikh prend aussi le temps de donner certains conseils dans l'art de la clandestinité. Après plus de neuf années de fuite, il se juge expert en la matière.

« Il est prouvé que les États-Unis, avec toute leur technologie et leurs systèmes modernes, sont incapables d'arrêter un moudjahid si celui-ci ne commet pas une erreur qui les conduise à lui. Le respect scrupuleux des précautions en matière de sécurité rend cette technologie inutile et reste pour eux une source permanente de frustration », écrit-il.

Malgré ses craintes quant aux événements, il se sent en sécurité. Il a confiance dans ses méthodes de clandestinité. Mais il sait que tout le monde n'est pas capable de discipline. Il y a ceux qui savent rester cachés et les autres.

« Certains n'en sont pas capables : ils doivent être gérés différemment des autres, il vaut mieux les envoyer sur le terrain. » En d'autres termes, on peut en disposer. « Quant à ceux qui le peuvent et qui respectent la discipline, il faut leur trouver un logement à la périphérie de la ville […] Ils doivent être entourés de compagnons de confiance, qui auront un travail servant de couverture, comme s'ils en vivaient, surtout ceux qui sont proches [de la personne cachée] et qui ont des voisins curieux. »

Il parle de sa situation. De sa maison juste en dehors d'Abbottabad. De ses fidèles, les frères Ahmed, qui prétendent travailler dans le secteur du transport. Pour échapper aux États-Unis, il faut vivre comme ils vivent. Mais il y a un problème : les enfants.

« L'un des principaux problèmes de sécurité en ville, écrit-il, c'est de contrôler les enfants, de ne pas les laisser sortir de la maison sauf en cas de nécessité médicale absolue, et de leur apprendre la langue locale. Il ne faut pas non plus qu'ils aillent dans la cour sans un adulte qui contrôle le volume de leur voix. Nous-mêmes, avec la grâce d'Allah, avons respecté scrupuleusement ces précautions pendant neuf ans. »

Neuf ans depuis le 11 Septembre.

Il lui reste cinq jours à vivre.

Quand le Cheikh écrit cette lettre, la dernière, où il se vante de ses prouesses en matière de sécurité et dit prendre toutes les précautions nécessaires, malgré le problème des enfants et des petits-enfants, il est déjà dans le viseur des États-Unis. Comme le disent les militaires américains, il a été « trouvé et fixé ».

Pour l'opération finale, Obama a fait mettre à l'étude deux options. Les rapports devaient être prêts pour la première semaine de mai. L'option « terrestre » est extrêmement sensible aux conditions météorologiques. Dans les premiers jours de mai, il n'y a pas de lune et c'est le début du printemps. Cela veut dire qu'à 1 200 mètres d'altitude, la température sera

fraîche. Les Black Hawk auront à manœuvrer et à faire du surplace au-dessus de la cible, après avoir volé en rase-mottes et à grande vitesse pendant une heure et demie depuis Jalalabad. Ils arriveront bouillants et lourds.

Quatre hélicoptères en tout feront l'aller-retour entre l'Afghanistan et le Pakistan, deux Black Hawk pour larguer les vingt-quatre commandos à Abbottabad, et deux appareils beaucoup plus gros, des Chinook MH-47E, pour acheminer des réservoirs de carburant et une Force de réaction rapide (Quick Reaction Force) de vingt-quatre hommes quelque part en dehors de la ville. Un cinquième hélicoptère transportera une force de réserve, le Plan C, au cas où les troupes avancées auraient besoin d'une aide supplémentaire. Cette force a été renforcée à la demande d'Obama : il a ordonné à McRaven d'être prêt à sortir du Pakistan en combattant. Elle doit se tenir à la frontière afghane, prête à décoller à tout moment si nécessaire. Ce sont des hélicoptères furtifs, tous équipés de technologie d'insonorisation. Leur poids de charge a été soigneusement calculé pour qu'ils soient le plus performants possible compte tenu de l'altitude et de la température de l'air à Abbottabad. Si on attend un mois, ce sera le début de l'été. Il fera plus chaud. Ce sera plus difficile pour les appareils. Il faudra faire des modifications : moins d'hommes, plus d'hélicoptères. McRaven a positionné ses troupes à Jalalabad ; elles partiront dès que le président en aura donné l'ordre.

L'option de Cartwright, appelée option « aérienne », qui consiste à abattre Ben Laden par un drone, est envisageable à tout moment. Il suffit que l'Arpenteur soit là et que l'ordre soit donné.

Il est difficile de sous-estimer l'importance de la mission, à la fois pour les États-Unis – avoir Ben Laden, c'est refermer une blessure cuisante – et pour Obama. Celui-ci doit annoncer début avril sa candidature à un second mandat. Or le succès de la mission n'est nullement garanti. Depuis les élections de novembre, qui ont affaibli la majorité démocrate dans les deux Chambres et particulièrement au Sénat, ses relations avec le Congrès, qui n'ont jamais été bonnes, sont dans l'impasse. Obama est traité d'homme de gauche ringard et dépensier, voire de socialiste, à un moment où les États-Unis ont accumulé une dette sans précédent et où les républicains font le serment de s'opposer à toute hausse des impôts et promettent de mettre fin à

l'ère du tout-État. Ces propos ont un écho dans l'opinion. Obama, le bâtisseur de ponts – c'est ce qu'il espérait être une fois au pouvoir –, est devenu le grand diviseur.

Cette opinion repose encore sur l'idée qu'Obama n'est pas, dans un sens, *authentique*. Qu'il n'est pas vraiment américain. Chez certains, le soupçon est pris à la lettre. On prétend que son certificat de naissance, à Hawaï, est un faux. On prétend que le président n'est pas chrétien – contrairement à ce qu'il dit. Contrairement à ce que disent ses vingt années de présence assidue à l'église. En réalité, et en secret, c'est un musulman. La plupart des gens ne croient pas ces ragots, et bien des preuves montrent que ce sont des mensonges. Ils n'en influencent pas moins les perceptions des électeurs, même raisonnables, qui soupçonnent le président de cacher ses desseins. Obama, avec son passé gauchiste, mondialiste et antiraciste d'étudiant de Harvard, est-il vraiment dévoué aux principes des États-Unis ? Ne croit-il pas moins à la liberté individuelle qu'au pouvoir du gouvernement ? Croit-il vraiment à la Constitution et à ce que l'expérience américaine a d'unique ? Ne souhaite-t-il pas secrètement, comme les sociaux-démocrates européens, que la société et l'économie soient gérées par l'État, c'est-à-dire par des grosses têtes, comme lui ? La décontraction qui fait sa réputation le dessert. Ses tentatives pour mettre fin à la crise financière de 2008 ont entraîné un surcroît de dépenses. Et s'il n'a fait que continuer sur ce plan la politique de son prédécesseur républicain, et que ces mesures, disent la plupart des experts, ont au moins partiellement atteint leur but, la reprise économique est lente, la population découragée, les déficits budgétaires abyssaux, et le président semble vouloir les creuser encore davantage. Son plus grand succès législatif, la réforme de la santé publique (National Health Care), l'a plutôt desservi. Elle renforce l'idée qu'Obama est un socialiste caché, ou du moins un homme de gauche, favorable au tout-État, aux dépenses budgétaires et aux hausses d'impôts. Sa réforme de la santé, disent ses opposants, ajoute un programme social de plus à la multitude de programmes déjà déficitaires du pays. Ils disent aussi qu'elle est contraire à la Constitution et qu'elle montre qu'Obama poursuit un programme antiaméricain clandestin. Ses opposants les plus outranciers ont émis tant de réserves sur les origines et le passé du président qu'il s'est senti obligé de publier l'acte de naissance de la maternité et de l'hôpital

gynécologique Kapi'olani, à Honolulu, datant de 1961, pour prouver qu'étant citoyen américain de naissance, il avait le droit de se présenter à la magistrature suprême. Il a répondu à la plupart des critiques, sauf les plus extrêmes, sans réussir à convaincre qu'il n'était pas engagé dans un vaste complot pour transformer les États-Unis en État à l'européenne.

Ce qu'il y a peut-être de plus évident pour réfuter ces soupçons, c'est ce qu'il fait en tant que commandant en chef des armées. Obama défend les États-Unis avec pugnacité et efficacité. Pendant la campagne, il a lié son ascension à celle d'un autre jeune et charismatique dirigeant démocrate, mort il y a quelque cinquante ans, John F. Kennedy. Il a fréquenté la famille Kennedy, il a reçu le soutien du sénateur Ted quelques mois avant la mort de celui-ci, il a orchestré le soutien de Caroline Kennedy, qui n'a pas hésité à le comparer à son père. Mais aujourd'hui, Obama risque de trop ressembler à son modèle, un orateur envoûtant, un jeune dirigeant élégant et bien de sa personne, mais sans expérience du pouvoir au plus haut niveau. C'est le président Lyndon Johnson, après tout, qui a récupéré, après l'attentat de Dallas, l'héritage de Camelot ; il a fallu sa maîtrise obstinée du pouvoir, et du Congrès, pour ratifier les lois que Kennedy n'avait pas été capable d'adopter. Tuer Ben Laden serait un succès que même ses pires ennemis ne pourraient que saluer. C'est le seul domaine où le président des États-Unis peut agir sans se heurter à des interférences politiques extérieures, en particulier s'agissant d'opérations secrètes. Ici, les différences d'opinion doivent céder à son jugement et à sa décision. Rappelons que les critiques les plus virulentes de son action en tant que chef des armées viennent de ses propres partisans. Après avoir promis de fermer le centre de détention militaire de Guantanamo, symbole des abus de pouvoir présumés de l'administration Bush, Obama n'a pas pu surmonter l'opposition du Congrès au transfert des détenus dans des prisons américaines. Sur les grandes questions, il a cependant tenu ses promesses de campagne. Il a réduit et mettra bientôt fin à l'engagement des États-Unis en Irak, et il bénéficie là d'un large soutien public. Après avoir pris la décision de renforcer les forces américaines en Afghanistan de 30 000 hommes, il a conclu, après mûre réflexion, que les efforts pour bâtir un gouvernement central viable à Kaboul avaient peu de chance de réussir, et il a changé de position. Il est déterminé à mettre fin, dans ce pays également, à

l'engagement militaire à grande échelle des États-Unis. On l'a critiqué pour ne pas courir au secours de la révolution libyenne, puis pour ne pas intervenir de façon plus directe, mais l'action menée par l'OTAN au nom des rebelles – ce que les critiques d'Obama appellent « tirer les ficelles en coulisses » – commence à ressembler à une stratégie intelligente. Dans un pays lassé par deux guerres interminables, son approche pragmatique et minimaliste en matière de déploiement des forces militaires rencontre peu d'opposition. Même les candidats républicains qui se disputent le privilège de lui faire perdre son poste en 2012, et qui ne manquent aucune occasion de prendre le président en défaut, abordent peu les questions de sécurité nationale.

La capture de Ben Laden serait son grand œuvre. Émotionnellement et stratégiquement, cela changerait tout.

« Je pense que, pour le peuple américain, savoir que nous allons au bout de ce que nous entreprenons sera une sorte de catharsis, me confiera plus tard le président. Cela montre que nous ne laissons rien passer. Je pense que c'est extrêmement important. Après mon arrivée à la Maison-Blanche, nous avons fait des progrès significatifs concernant des cibles prioritaires d'Al-Qaïda, moins importantes que Ben Laden, ses lieutenants, ses capitaines ou ses généraux sur le terrain. Et nous les avons systématiquement neutralisés. Nous avons eu le sentiment, nous avons compris que l'organisation perdait peu à peu de sa substance, et que si nous pouvions toucher le gars au sommet, nous serions stratégiquement en position de vaincre l'organisation. Tant que Ben Laden était vivant, et même si nous faisions d'énormes progrès au niveau inférieur, je savais qu'Al-Qaïda conserverait toute sa capacité à se reconstituer. »

Le succès de l'opération aurait aussi des bénéfices politiques. Parmi les personnes qui participent à la gestion présidentielle de la traque du chef terroriste, aucune ne voit d'arrière-pensée de politicien dans la réflexion d'Obama. Il est pourtant certain qu'un succès dans ce domaine lui serait d'une aide considérable, et qu'un échec public lui ferait très mal. Il s'agit de *la* chose que le président Bush, malgré toutes ses vantardises et ses fanfaronnades, n'a pas été capable de faire. Obama est un politicien aguerri. Il ne fait rien sans calcul et comprend parfaitement les enjeux. Personne ne les comprend même mieux que lui. Prendre ou tuer le responsable du

11 Septembre toucherait tous les Américains, de quelque bord qu'ils soient. Ce serait un événement qui transcenderait tous les clivages politiques à une époque où rien ne semble pouvoir y échapper. Enfin, que pourrait-il faire de plus exceptionnel en tant que Président ? Prendre Ben Laden ne permettrait sans doute pas de détruire totalement Al-Qaïda ni de mettre fin à la menace terroriste, mais ce serait une étape considérable en ce sens. On refermerait ainsi une plaie sur un traumatisme national douloureux. Ce serait… parfait. Depuis le début, le président dit que c'est la réponse militaire adéquate. C'est ce qu'il s'est promis d'accomplir s'il en a la possibilité. Alors si Obama n'a pas encore pris officiellement de décision à propos de la résidence d'Abbottabad, et n'a rien dévoilé à personne, ses proches pensent qu'il tentera le coup. Il penche en ce sens, et comme McRaven a toute sa confiance, il privilégiera l'attaque au sol.

Attaquer la résidence est l'option la plus risquée. Contrairement à l'option aérienne, elle soulève plusieurs questions difficiles. L'une des plus délicates est la suivante : que faire de Ben Laden s'il n'est pas tué mais *capturé* ? Avec le succès de la guerre des drones menée par Obama, les États-Unis ne font pratiquement plus de prisonniers parmi leurs cibles principales. Il semble que ce président s'intéresse moins à capturer les chefs d'Al-Qaïda qu'à les faire disparaître. Certains pensent même que le JSOC a l'ordre d'éviter de faire des prisonniers.

« Nous pensions qu'étant donné son dévouement à la cause il était peu probable qu'il se rende, me confia plus tard Obama. Nous savions aussi qu'il y avait toujours la possibilité qu'il porte une ceinture d'explosifs et qu'il se donne la mort en entraînant celle de ses assaillants. L'opinion générale était que si Ben Laden devait se rendre, il vaudrait mieux qu'il soit à terre et à poil. Les chances pour cela étaient minimes. Mais si cela arrivait ? Si Ben Laden se rendait ? Nous l'aurions arrêté, et je ne vais pas m'attarder sur toutes les étapes intermédiaires mais, au bout du compte, il serait allé devant la justice. Nous l'aurions transféré aux États-Unis. »

Cela fait des années que le sort des grands terroristes est une question politique brûlante. Le Congrès n'a rien fait pour résoudre le problème. Bush en a enfermé beaucoup à Guantanamo, comme Khalid Cheikh Mohammed et Abou Zubaydah. Il a aussi évoqué la possibilité de les déférer devant un tribunal militaire. D'autres terroristes, comme Richard Reid, l'homme à la

chaussure piégée, ou Faisal Shahzad, l'auteur de la tentative d'attentat de Times Square, et dont la violation du serment de citoyenneté a tant troublé Ben Laden, ont été arrêtés et jugés par des tribunaux fédéraux et condamnés à la perpétuité. Quand Eric Holder, le ministre de la Justice, a fait part de son intention de déférer Mohammed devant un tribunal de Manhattan, il a provoqué un tel tollé que le gouvernement a été obligé, le même mois, d'annoncer qu'il serait jugé par un tribunal militaire à Guantanamo.

Si Ben Laden se rend, ce qui est peu probable, Obama aura la possibilité de ressusciter l'idée d'un procès pénal.

« Nous avons examiné tous les enjeux judiciaires et politiques de cette décision, nous avons parlé du Congrès, de l'éventualité de l'enfermer à Guantanamo et de ne pas le juger, sans oublier l'article 3, me dira plus tard le président. Je veux dire que nous avons passé au crible tous les scénarios possibles. Mais, franchement, ce que je pensais, c'est que si nous le capturions, je me retrouverais dans une position politique très forte, qui me permettrait de défendre l'idée qu'une procédure judiciaire en bonne et due forme, dans le respect des lois, était notre meilleure arme contre Al-Qaïda et empêcherait Ben Laden de se faire passer pour un martyr. »

L'emprisonnement du Cheikh donnera peut-être au président le capital politique dont il a manqué pour Khalid Cheikh Mohammed. Peut-être cela permettra-t-il de mettre fin à la confusion sur le sort à réserver aux détenus terroristes de premier rang, et d'y mettre fin de façon juste. Obama croit que déférer ces terroristes connus devant un juge et un jury, devant une cour d'assises, où ils bénéficieront de tous les droits de la défense, montrera le respect des États-Unis pour la justice, même avec les pires criminels. Ben Laden ne pourra plus se présenter au monde comme un guerrier et un héros, il apparaîtra pour ce qu'il est : un fanatique obscurantiste et un meurtrier de masse. Mais le président ne peut pas se contenter d'imaginer des scénarios. Il doit prévoir une autre issue possible.

Obama me confiera aussi : « Je crois qu'il est important de souligner qu'après avoir élaboré nos plans, nous nous attendions en réalité, s'il était là-bas, à ce qu'il ne se laisse pas prendre sans combattre. »

Les hommes de McRaven font leur première répétition le 7 avril. Cela se passe dans une clairière isolée d'un demi-hectare, à l'intérieur de la base

couverte de forêt de Fort Bragg. On y a construit une réplique fidèle de la maison de trois étages d'Abbottabad. Le président Mullen et Michael Vickers font partie des membres du Pentagone et de la CIA venus examiner les lieux.

Pour la première séance d'exercice, les hommes du SEAL répètent la partie cruciale de la mission : se poser, de nuit, dans la résidence. L'approche se fait à bord de deux Black Hawk furtifs. La première unité descend à la corde sur le toit du bâtiment et y pénètre par le dernier étage. La deuxième fait de même à l'intérieur du mur d'enceinte et s'y introduit par le rez-de-chaussée. Cette partie de l'opération prend 90 secondes. Les hélicoptères ayant largué les hommes se retirent pendant que ceux-ci font ce qu'ils ont à faire, puis reviennent les prendre. Leur coordination et leur rapidité sont impressionnantes. Ils répètent deux fois l'opération.

McRaven fait surtout répéter ses hommes pour impressionner son public. Ils ont réalisé ce type d'opération un si grand nombre de fois qu'ils pourraient le faire les yeux bandés. McRaven a choisi des tireurs de la Team Six (ST6) du SEAL. C'est une vraie « *dream team* », des hommes qui, lors des milliers d'attaques qu'il a lui-même supervisées, ont montré qu'ils allaient toujours jusqu'au bout. Qu'ils pouvaient agir avec intelligence et froideur, pas seulement lorsque les choses se passaient conformément au plan, mais aussi lorsqu'elles tournaient mal. Dans ce genre de situation, il faut être capable de prendre dans la seconde la mesure de l'erreur, du dysfonctionnement, de l'événement imprévu, et faire les ajustements nécessaires pour mener à bien la mission. Il faut savoir s'adapter, penser de manière autonome, prendre la bonne décision. Ces hommes ont prouvé à de multiples occasions, au combat, qu'ils possédaient toutes ces aptitudes. Ils n'ont nullement besoin de répéter. Les répétitions ont un autre objectif. McRaven veut que les responsables rassemblés ici voient à quel point ses hommes sont bons, rapides et sûrs. Il veut qu'ils voient de leurs yeux leur vitesse, leur capacité de coordination. Qu'ils entendent le bruit des rotors, des balles et des explosions. Qu'ils se représentent tout cela concrètement. Il veut qu'ils rencontrent ses hommes, qu'ils touchent leur équipement et leurs armes, qu'ils leur parlent, qu'ils comprennent à quel point ils sont confiants, professionnels, expérimentés, puis qu'ils racontent ce qu'ils ont

vu à la Maison-Blanche – *« M. le Président, ils ont juste fait une répétition, c'était complètement dingue ! »*

La Team Six du SEAL est revenu au pays il y a peu. Les hommes de cette force spéciale d'élite font la guerre à tour de rôle. Au cours des dix dernières années, ils ont été régulièrement déployés en Irak ou en Afghanistan pendant trois ou quatre mois. Ils partent en mission toutes les nuits, souvent plusieurs fois. Chaque unité a son appui de combat et son équipe administrative et logistique. Tous leurs membres sont choisis individuellement et se déplacent ensemble. Une fois déployés, ils vivent à l'écart des troupes conventionnelles, soit dans leurs propres bases opérationnelles avancées, soit dans une partie d'une base plus importante dont l'accès leur est réservé. Leur travail consiste à tutoyer la mort. Les hommes passent la journée à se reposer, à nettoyer leurs armes, à se muscler, à se préparer pour leur prochaine sortie. Ils ont leur télévision et leur accès Internet, mais avec des règles bien plus strictes que pour la plupart des soldats. Le rythme de vie et la discipline sont sévères. Ils partent récupérer au pays pendant un mois, puis ils reviennent. Une fois déployés, rien ne compte plus pour eux que le travail, la mission.

C'est un mode de vie exigeant mais extrêmement satisfaisant. Les hommes qui réussissent à entrer dans ces unités en principe y restent. Beaucoup ont du mal à faire autre chose. Les compétences requises sont difficilement utilisables dans d'autres domaines. Et quand vous avez participé pendant des années à des opérations chargées d'adrénaline où vous risquez à tout moment votre vie, à des missions où vos meilleurs amis vont peut-être perdre la leur, à une entreprise vitale pour la sécurité de votre pays, il est difficile de trouver autre chose qui soit à la hauteur. Quand vous travaillez tous les jours avec des gens qui sont les meilleurs dans ce qu'ils font, quand vous jouissez en silence de l'admiration de toutes les personnes que vous croisez alors même qu'elles n'ont qu'une vague idée de ce que vous faites, il est difficile de trouver un emploi qui soutienne la comparaison.

Les commandos ont au moins dix ans de plus que la plupart des soldats, soit une petite trentaine. Ils ont longtemps combattu dans des unités régulières ou appartiennent aux forces spéciales officielles, dites « *vanilla* », par opposition aux forces spéciales secrètes, dites « *black ops* ». Quelques-

uns ont la quarantaine, la moyenne d'âge de l'équipe est de 34 ans environ. Dans ce genre d'unité, on a coutume de plaisanter en disant qu'on ne craint pas tant d'être tué par l'ennemi que de se bloquer le dos. Ils excellent à toutes sortes de choses, et surtout à faire exactement ce qui leur sera demandé à Abbottabad : frapper une cible vite et fort, prendre en quelques secondes la décision de tirer ou de ne pas tirer, se distinguer devant ses pairs et devant l'ennemi, combattants et non-combattants. Le plus souvent, ils travaillent dans l'obscurité avec des appareils de vision nocturne, mais réalisent aussi depuis quelques années des missions de jour, en partie pour changer un peu de routine, et en partie parce qu'il faut réagir dès qu'on a reçu une information : il faut toujours « coller », le plus possible, au cycle d'information de l'ennemi.

Quand on leur a demandé de commencer les répétitions alors qu'ils venaient tout juste de rentrer chez eux, ils ont tout de suite compris : mission spéciale. Quand on leur a dit qu'il s'agissait de Ben Laden, ils ont poussé des cris de joie.

Ils se sont retrouvés pour une deuxième semaine de répétitions au Nevada, où la chaleur et l'altitude – environ 1 200 mètres – sont les mêmes qu'à Abbottabad. À nouveau, le directeur Mullen, Vickers et les autres sont présents. Cette fois, les répétitions ont pour but de reproduire les conditions de l'approche en vol. Pendant la mission, les hélicoptères devront voler 90 minutes avant d'arriver sur Abbottabad. Il leur faudra voler très bas et très vite pour éviter les radars pakistanais. Il s'agit donc de tester précisément ce dont les hélicoptères sont capables à cette altitude et par ces températures. Quel poids maximum peuvent-ils emmener ? À l'origine, on pense qu'ils pourront aller sur place et revenir sans avoir besoin de refaire le plein, mais la marge est trop étroite. Il faut donc prévoir un point de rendez-vous pour refaire le plein. Au Nevada, ils vont répéter le scénario dans les moindres détails. La réplique de la résidence est cependant plus grossière. Ils ont déjà répété plusieurs fois l'attaque à Fort Bragg. Cette fois, les « bâtiments » ne sont faits que de quelques conteneurs Conex. Ils ne sont pas entourés d'un mur d'enceinte mais d'une clôture. L'objectif n'est pas de répéter à nouveau l'attaque de la résidence mais de simuler les tensions et les contraintes auxquelles seront soumis les hélicoptères. Tout se passe bien. Les Black Hawk se comportent admirablement.

Une fois encore, McRaven veut que Mullen, Vickers et les autres repartent subjugués. Il veut que la confiance qu'il a dans ses hommes et dans le succès de la mission soit transmise au président. Et pour ce faire, il ne faut pas se contenter d'en parler. Il sait que la confiance est la clé pour que lui et le SEAL emportent le morceau.

Car l'autre option, envoyer un drone, est vraiment *beaucoup moins* risquée. L'option aérienne, c'est la balle magique. Elle consiste à expédier sur les lieux un drone discret muni d'un dispositif de tir. Les personnes impliquées dans la mission n'en ont jamais évoqué tous les détails, mais l'arme est sans doute le nouveau missile Raytheon guidé par GPS, dont la largeur et la longueur ne dépassent pas celles d'un avant-bras. Conçu pour réduire les dommages collatéraux qui sont la conséquence inévitable de toute frappe aérienne, le missile peut atteindre un individu ou un véhicule sans rien endommager à proximité. Appelé simplement STM (« small tactical munition » ou « petite munition tactique »), il ne pèse que 5,8 kilos et porte une ogive de 2,2 kilos. Il est tiré depuis l'aile d'un mini-drone, lui-même guère plus grand qu'un modèle réduit d'avion, et suffisamment discret pour échapper à la défense aérienne. C'est un missile de type « tire et oublie », c'est-à-dire qu'une fois qu'il est parti, on ne peut plus en modifier la trajectoire. Il est conçu pour trouver les coordonnées précises qu'on lui a données et y exploser. Comme l'Arpenteur a l'habitude de marcher tous les jours au même endroit, Cartwright pense que le missile le tuera sans faire d'autre victime. Si le missile manque son coup, ou si l'Arpenteur n'est pas Ben Laden, il y aura simplement eu une explosion inexpliquée à Abbottabad. Pourquoi se compliquer la tâche ? Si le missile tue Ben Laden, le gouvernement pakistanais sera évidemment furieux que les États-Unis aient lancé une frappe sans en avoir l'autorisation, mais il sera aussi très embarrassé que le monde apprenne que le terroriste le plus recherché de la planète vivait paisiblement sur son territoire, pas très loin de la capitale, à un kilomètre de l'Académie militaire nationale.

Cependant, même si les technologies utilisées – le drone et le missile – n'ont rien de nouveau, encore faut-il que l'arme soit testée sur le terrain, au combat. La seule différence avec ce qu'on a testé à maintes reprises, c'est la taille. D'un autre côté, doit-on tout risquer sur un seul tir, avec un missile qui n'a encore jamais fait ses preuves au feu ? Avec un drone, on ne peut

jamais être certain du résultat de la frappe. Même s'il n'agit plus depuis des années, Ben Laden exerce encore une énorme influence sur ses partisans et sur ses disciples. S'il n'y a pas de preuve qu'il est mort, l'organisation pourra le maintenir en vie, théoriquement, pendant des années, et continuer, comme s'il était vivant, à publier des déclarations aux fidèles, lever des fonds, susciter et organiser de nouvelles attaques. Et Obama sera le troisième président des États-Unis à l'avoir laissé glisser entre ses doigts. Les arguments en faveur du drone reviennent toujours sur ces deux points. Et si le missile ne tue pas Ben Laden ? Et, s'il le tue, comment en être sûr ?

Or il n'y a qu'un seul moyen pour être absolument sûr : envoyer une équipe et le ramener, mort ou vif.

Mais il y a tellement de choses qui peuvent mal tourner. Les exemples ne manquent pas. L'échec de Desert One est un terrible avertissement. Les similitudes entre les deux opérations ont quelque chose d'irréel et d'effrayant : incursion profonde à l'intérieur du pays, cible située dans une zone urbaine entourée d'ennemis potentiels à qui, s'ils sont alertés, il sera facile de venir en faire le siège, et lieu de rendez-vous pour refaire le plein. Cette catastrophe a secoué l'armée, ébranlé la nation, mis fin à une présidence. Quant au long combat au sol qui a suivi la chute des deux hélicoptères abattus à Mogadiscio, le 3 octobre 1993, cela a tellement traumatisé l'administration Clinton qu'elle n'a plus osé se servir de la force militaire pendant plusieurs années. Avec des effets désastreux comme la non-intervention lors du génocide au Rwanda en 1994. Dans le premier cas, la mission a été un échec public déshonorant ; à Mogadiscio, elle a réussi, mais provoqué un combat sanglant de dix-huit heures, qui a mis brutalement un terme à la mission des États-Unis en Somalie. Dans chaque réunion sur les options à choisir, l'une ou l'autre de ces opérations, et parfois les deux, n'ont jamais manqué d'être évoquées.

Il y a un cas et un seul où l'option terrestre ne présente aucun inconvénient : si Ben Laden n'est pas dans la maison. Le SEAL pourra alors quitter la résidence sans blesser personne et quitter le Pakistan sans déclencher d'alarme. Ce ne serait déjà pas si mal. Et il n'est absolument pas certain que l'on puisse faire mieux. Toutes les autres issues possibles présentent d'énormes inconvénients. Même en cas de succès parfait – prendre ou tuer Ben Laden sans se heurter aux forces pakistanaises –, il y

aura un prix à payer : cela provoquera de la colère au Pakistan et les relations entre les deux pays risquent, dans un avenir proche, de se détériorer gravement. Quant à la liste des pires inconvénients, elle fait peur : des hommes du SEAL tués, des Pakistanais tués, des difficultés politiques et diplomatiques de toutes sortes, une propagande triomphale pour Ben Laden et Al-Qaïda, une atteinte à la réputation de l'armée et de la CIA, etc., etc.

La confiance : telle est donc la clé. Si le président décide de suivre McRaven, c'est qu'il aura été gagné, profondément, par la confiance de l'amiral.

La dernière réunion, la réunion de la « décision », aura lieu le jeudi 28 avril, dans la *situation room*. Si l'on en croit ce qui a été publié à ce sujet, le président Obama se serait heurté aux doutes et à l'opposition de ses principaux conseillers. En réalité, la décision de lancer l'attaque a reçu un soutien très large.

Dans les fauteuils de cuir noir sont assis autour de la table : Barack Obama, le vice-président Joe Biden, le secrétaire à la Défense Robert Gates, la Secrétaire d'État Hillary Clinton, le président du Comité des chefs d'état-major Michael Mullen, son vice-président James « Hoss » Cartwright, le conseiller pour le contre-terrorisme John Brennan, celui pour la sécurité nationale Thomas Donilon, le directeur du renseignement national James Clapper, le directeur de la CIA Leon Panetta et son adjoint Michael Morell. McRaven, qui vient de recevoir sa quatrième étoile, n'y participe pas. Lui et ses hommes du SEAL ont regagné la base du JSOC, à Jalalabad, prêts à passer à l'action. La règle veut qu'il faille être à Washington pour participer à ce genre de réunions. Monter une vidéoconférence par liaison satellite implique trop de monde. Les techniciens, ici comme là-bas, peuvent écouter, et le secret risque d'être compromis. Est donc réuni l'essentiel de l'équipe de sécurité nationale du président, dont Ben Rhodes. La Maison-Blanche commence à songer qu'il faudra annoncer le résultat de la mission au monde.

Tous pensent que le secret a tenu aussi longtemps que possible. En quatre mois de planification, le cercle de personnes qui *savent* s'est élargi. Elles sont maintenant des centaines. Aucun secret ne peut survivre à cela très

longtemps. Il est inévitable qu'une de ces personnes s'oublie et laisse quelque chose échapper. Qu'elle finisse par se confier à quelqu'un qui n'en est pas digne. Ou qu'elle décide, pour une raison ou pour une autre, de tout révéler. S'ils manquent la nouvelle lune de cette fin de semaine, il faudra attendre un mois de plus. Il est temps de prendre une décision.

La semaine n'a pas été sans intérêt pour le Pentagone et la CIA. La veille, le président a annoncé, en attendant le rapport du Congrès, que le général David Petraeus, qui commandait les forces alliées en Afghanistan depuis juillet 2010, quitterait l'armée, après trente-sept années de service, pour prendre la direction de la CIA, et que Panetta, qui avait été à la tête des efforts menés pour trouver Ben Laden, deviendrait le nouveau secrétaire à la Défense à la place de Bob Gates, qui a annoncé, quelques mois plus tôt, son intention de prendre du recul. Petraeus n'a été mis que très récemment dans le secret concernant Ben Laden : la force de soutien que demande Obama nécessite en effet des forces aériennes et terrestres placées sous son commandement. Il y a plusieurs semaines, la veille du jour où l'équipe de McRaven a fait sa première répétition à Fort Bragg, le président a remis à l'amiral sa quatrième étoile et l'a promu à la tête du commandement des opérations spéciales.

Comme chaque jour, le président doit jongler avec une multitude étourdissante de responsabilités. L'armée participe à de vastes opérations de secours au Japon, met en place une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye en coopération avec ses alliés européens, et surveille les mouvements protestataires ou révolutionnaires en Égypte, au Yémen, en Syrie, au Bahreïn et en Jordanie. Cette semaine, le président a tenté sans succès auprès du gouvernement indien d'obtenir la signature d'un contrat de 11 milliards de dollars pour des avions de combat américains. Une éruption de tornades dans le Midwest a ravagé le Kentucky, la Louisiane, l'Alabama et le Tennessee, nécessitant l'aide de l'État fédéral en matière de catastrophes naturelles. La veille même de cette réunion, le président a tenu une conférence de presse pour parler de ce qu'il appelle la « sottise » à propos de son lieu de naissance. Il a aussi rendu public, en intégralité, son certificat de naissance.

Dans la semaine qui a précédé cette réunion, Brennan a demandé au directeur du Centre national du contre-terrorisme, Mike Leiter, de réunir

une équipe pour réaliser les dernières opérations de vérification (*red-teaming*) des renseignements détenus sur Abbottabad. L'ultime réunion commence donc par les dernières découvertes de Leiter, qui ne sont pas bonnes. Leiter dit au président que son groupe n'estime qu'à 40 % les chances de trouver Ben Laden dans la résidence. Un de ses analystes expérimentés les estime même à 10 % seulement, un chiffre si inférieur à tous ceux qui ont été jusque-là envisagés, et qui vient si tardivement, que tous les participants à la réunion éclatent d'un rire nerveux. « J'ai le sentiment que vous vous racontez ce que vous voulez entendre » : telle est l'opinion de cet analyste. Leiter déclare que 40 %, c'est « 38 de mieux que là où nous en sommes depuis dix ans ». Ce n'est pas vraiment comme ça qu'on bâtit de la confiance. Obama demande si cette estimation se fonde sur un élément nouveau, une information inédite. Ce n'est pas le cas. L'équipe n'a fait que réexaminer les informations déjà connues des services. Le président demande à Leiter d'expliquer cette disparité. Pourquoi son niveau de confiance est-il tellement plus bas que celui de, disons, « John », le chef de l'équipe Ben Laden à la CIA, lequel, depuis le début, pense à 95 % que Ben Laden se trouve dans la résidence ? Leiter n'étant pas en mesure de fournir au président une explication satisfaisante, la nouvelle estimation est donc écartée. Pour Obama, le niveau de certitude n'a pas changé : 50-50. Le dernier examen des informations disponibles, au lieu de refroidir les ardeurs, n'aura donc eu aucune influence sur les délibérations finales.

Un par un, le président demande aux responsables réunis dans la salle de choisir entre les trois options, l'attaque terrestre, le drone, ou rien, et d'argumenter leur choix. Le président déclare qu'il ne prendra lui-même aucune décision au cours de la réunion, mais qu'il veut entendre la position de chacun. Presque tous choisissent l'attaque.

Les principaux adversaires de cette option sont Biden et Gates, mais le lendemain matin Gates aura changé d'avis.

Biden, comme toujours, va droit au but. « Monsieur le Président, mon avis, c'est qu'il ne faut pas y aller, dit-il. Nous avons encore bien des choses à faire avant de savoir s'il est là. »

Le vice-président n'est jamais avare de calculs politiques. Il pense que si le président choisit l'option terrestre ou aérienne, et que l'opération échoue

pour une raison ou pour une autre, il perdra toutes ses chances de faire un second mandat. Biden y met toute sa conviction ; il n'hésite jamais, dans les réunions comme celles-ci, à exprimer ses désaccords, ce à quoi le président l'encourage. Aujourd'hui, il est aussi en désaccord avec son principal conseiller, Tony Blinken, à qui l'on ne demande pas son opinion durant cette réunion, mais qui a déjà fait savoir au président qu'il était favorable à l'attaque.

Gates exprime son désaccord avec une autorité tranquille. Il préfère le drone. Il reconnaît que ce n'est pas l'idéal et que la frappe aérienne ne permettra pas de savoir s'ils ont ou non tué Ben Laden, mais il a travaillé à la CIA comme analyste en 1980, au moment de l'échec de la mission Desert One. Il s'est trouvé dans cette même salle de situation quand l'hélicoptère a percuté le C-130, en plein désert, transformant l'opération en gigantesque feu d'artifice. C'est une expérience qu'il n'a pas envie de revivre. Il a visiblement blêmi quand il a appris que McRaven prévoyait une escale pour refaire le plein dans un endroit isolé en dehors d'Abbottabad, comme à Téhéran, en 1980. Les contours de cette mission ne sont pas sans ressembler à celle qui l'a traumatisé. Il sait exactement ce qu'un autre désastre de ce genre signifierait. Il a aussi évoqué l'épisode de *La Chute du Faucon noir*. Il se rappelle que les pertes humaines et la honte de l'échec ont été des blessures cruelles pour Carter et Clinton, et il a le sentiment qu'on va cette fois encore courir les mêmes risques. En tant que secrétaire à la Défense, il connaît aussi bien mieux que la plupart des personnes présentes les problèmes logistiques, et combien il est vital de maintenir l'afflux quotidien de carburant et de matériel entre le Pakistan et l'Afghanistan, indispensable pour la poursuite de la guerre contre les talibans. Si l'on compromet les relations toujours aléatoires avec le Pakistan, on risque de couper cette voie de communication vitale. Il y a trop à perdre, dit Gates, et les renseignements attestant de la présence de Ben Laden dans la résidence sont trop maigres : ils ne reposent que sur des présomptions. La présentation de Leiter n'a pas été perdue pour lui. L'échec d'une attaque peut avoir des répercussions terribles : la perte du SEAL, une prise d'otages, une rupture complète des relations avec le Pakistan, des attaques contre l'ambassade des États-Unis à Islamabad… Il dit donc au président qu'il préfère le drone. Si Ben Laden est bien l'Arpenteur, alors il y

a une bonne chance de le tuer. Sinon, si la frappe rate, ou si ce n'est pas Ben Laden, la déception sera certes grande, mais le coût, lui, le sera beaucoup moins. Telle est son opinion, qui a tout le poids de la longue expérience et de la réputation du secrétaire Gates.

Cartwright, ce n'est pas surprenant, partage l'opinion de Gates. C'est lui qui a mis sur la table l'option aérienne, et, après les essais qui ont été faits, il est plus confiant que jamais que le petit missile fera son travail. Pour lui, c'est l'option la plus simple et la moins risquée. Elle reçoit aussi le soutien de Leiter. Il a rappelé qu'il ne croit guère que l'Arpenteur soit Ben Laden, tout en approuvant l'opération ayant pour but de le tuer.

Tous les autres se prononcent en faveur du SEAL. On a cru au début que Clinton serait contre. Elle a notoirement reproché à Obama, il y a de cela des années, d'affirmer qu'il n'hésiterait pas à frapper unilatéralement le Pakistan s'il y avait une chance d'avoir Ben Laden, et maintenant, en tant que Secrétaire d'État, c'est elle qui devra gérer les répercussions diplomatiques de l'opération. Faisant un exposé détaillé des arguments pour et des arguments contre, elle souligne les conséquences probablement difficiles pour les relations entre les États-Unis et le Pakistan, tout en concluant que celles-ci sont davantage bâties sur la dépendance mutuelle que sur la confiance et sur l'amitié, et qu'elles y survivront. Quelqu'un déclare que si tuer Ben Laden est suffisant pour compromettre ces relations, elles le seront de toute façon. Un certain suspense accompagne la Secrétaire d'État jusqu'à sa conclusion, qui en étonne plus d'un. S'il y a une chance d'avoir Ben Laden, les États-Unis ne peuvent pas se permettre de passer à côté. C'est trop important pour le pays. Cela compense largement les risques. Il faut envoyer le SEAL.

L'amiral Mullen, le premier conseiller militaire du président, fait une présentation détaillée sur PowerPoint avant de rendre son verdict. Les répétitions de McRaven, sur lui et sur d'autres, ont eu l'effet escompté. Mullen a toute confiance dans le SEAL. Il faut lancer l'attaque.

Brennan, Donilon, Clapper, Panetta et Morell sont de cet avis. Le premier est intimement persuadé que Ben Laden se cache dans la résidence et que s'il y est, il *faut* aller le chercher. Le directeur de la CIA le souhaite ardemment, ce qui n'est pas inattendu. Cela a toujours été son projet, et les analystes qui travaillent pour lui sont si pressés d'y aller qu'ils

s'estimeraient trahis si leur chef ne les soutenait pas. L'ancien parlementaire dit à Obama qu'il doit se demander ce que pensera l'Américain moyen s'il sait que nous avions une très bonne chance de prendre Ben Laden, la meilleure depuis Tora Bora, et que nous ne l'avons pas saisie. L'attaque au sol nous donnera la preuve dont nous avons besoin pour que la mission ait un sens et même, peut-être, la possibilité de partir sans encombre si Ben Laden n'est pas là.

Tous les conseillers présents n'ont pas été sollicités durant cette réunion mais ils ont déjà fait connaître leur opinion dans les semaines précédentes. Ils sont pour l'attaque. Et celui qui a fourni l'argument le plus convaincant contre le raid, c'est-à-dire Gates, va bientôt changer d'avis.

Michael Vickers et Michèle Flournoy, les adjoints de Gates, apprennent bientôt ce qui s'est dit pendant la réunion au Pentagone. C'est l'inquiétude. Personne ne sait encore ce que le président va décider, mais il y a toutes les raisons de penser que l'opinion de leur chef sera d'un grand poids. Ils discutent brièvement en se demandant ce qu'il en pensera, s'il ne trouvera pas qu'ils dépassent les bornes, et s'il se mettra en colère, puis ils décident qu'il est de leur devoir d'intervenir. Alors ils se rendent à son bureau le vendredi matin, s'assoient à la table de conférence et lui parlent pendant une heure.

« Monsieur, nous pensons que vous avez tort », dit Flournoy.

Comme la plupart des hauts responsables, explique-t-elle, il a été mis dans la boucle assez tard. Elle et Vickers ont passé beaucoup plus de temps que lui à étudier l'opération. Ils pensent qu'il ne comprend pas à quel point le plan de McRaven est abouti. Ils lui décrivent à nouveau le plan d'attaque, le plan de soutien et le plan de soutien au plan de soutien, pour montrer avec quel soin la mission a été conçue. Ils chantent les louanges de McRaven. Ils ont déjà eu affaire à des amiraux et à des généraux. Ce sont des hommes qui se considèrent à raison comme des experts dans leur domaine, et qui prennent la mouche quand un haut fonctionnaire anticipe leurs intentions ou exprime des doutes sur leurs plans. McRaven a abordé cette mission sans affect et sans ego. Il a compris dès le début que l'importance de la mission signifiait qu'il y aurait beaucoup de gens du Pentagone, de la Maison-Blanche et de la CIA pour lui poser des questions et chercher la faille. Flournoy admire chez celui-ci une qualité qui n'est pas

forcément répandue chez les très hauts gradés de l'armée : il reconnaît volontiers qu'il ne sait pas tout. Parfois, il répond à une question par : « Vous savez, je n'ai pas encore pensé à ça, mais je vais le faire. Permettez-moi de revenir vers vous. » Et il le fait. Ouvert en général aux suggestions, il a procédé à des révisions substantielles de son plan pour tenir compte des préoccupations du président et de divers autres responsables. Flournoy et Vickers ont aussi vu avec quel soin il avait choisi les membres de son équipe, sélectionnant des hommes fraîchement déployés et qui s'étaient perfectionnés nuit après nuit pendant des mois. Contrairement à Vickers au cours des répétitions, Gates n'a pas rencontré ces hommes, il ne leur a pas parlé, il n'a aucune idée de leur expérience et de leur maturité. Il ne les a pas approchés comme ils en ont eu la chance, il n'a donc pas leur niveau de confiance.

Flournoy et Vickers disent aussi qu'il n'a pas correctement considéré les inconvénients de l'option aérienne, celle qu'il défend. Ils remettent en question l'idée que c'est une alternative propre et sans risque. D'abord, ni Vickers ni Flournoy ne partagent l'optimisme de Cartwright sur la capacité du petit missile à toucher la cible. Celle-ci n'est-elle pas mouvante ? De plus, le missile ne peut pas être guidé et n'a jamais été tiré en situation de combat. On n'a droit qu'à un coup, rappellent-ils à Gates, et si on rate, c'est fini. Ben Laden s'échappe à nouveau. Vous imaginez les critiques, après. *Vous aviez la chance de votre vie, et vous l'avez gâchée avec un truc qui n'avait jamais été testé ?*

Au bout d'une heure, Gates appelle Donilon à la Maison-Blanche et lui demande de dire au président qu'il a changé d'avis. Obama, avant de prendre sa décision, ne sait donc pas que Gates a changé d'avis ; quand il l'apprendra, sa résolution s'en trouvera renforcée. Au final, donc, tous les hauts responsables, sauf Biden, sont pour l'action immédiate. Cartwright et Leiter sont pour le drone. Tous les autres soutiennent McRaven.

Le revirement de Gates ne sera pas connu avant le lendemain matin. La réunion du jeudi se termine tôt dans la soirée, et avec le poids du vice-président, du secrétaire à la Défense et du vice-président du Comité des chefs d'état-major, tous trois opposés à l'attaque, le choix du président n'est rien moins que certain.

« Je vous ferai savoir ma décision demain matin », dit Obama.

En réalité, comme me le confiera le président, il a pratiquement déjà pris sa décision en quittant la réunion ce jeudi après-midi. Il y pense depuis des mois. Les avantages de l'attaque sont évidents et dépassent à ses yeux largement les risques. Un missile peut toujours partir en vrille, et l'attaque présente des garanties de certitude que n'offre pas le drone. Si Ben Laden est là-bas, ils le sauront et ils le ramèneront, mort ou vif. Le tuer sans être capable de le prouver ni, pire encore, de le faire savoir, réduirait considérablement l'ampleur du succès. Il y a une chance de mettre fin à la grande tragédie du 11 Septembre et de frapper Al-Qaïda d'un coup mortel. Ajoutons à cela la confiance d'Obama en McRaven et le soutien presque unanime de ses conseillers : la décision s'impose.

Il y a une autre raison convaincante d'envoyer l'équipe du SEAL. Si c'est la cachette de Ben Laden depuis des années, il doit y avoir là-bas un trésor d'informations qui permettra peut-être de poursuivre le démantèlement d'Al-Qaïda. Obama connaît la logique de F3EAD. Le seul moyen d'exploiter les données personnelles de Ben Laden, c'est d'aller les chercher.

Cependant, même s'il est tentant de lancer l'attaque, les risques sont grands pour les hommes de la mission, pour l'alliance avec le Pakistan, pour la réputation de l'armée et des services de renseignement américain, et pour sa propre présidence.

Dans la nuit du jeudi au vendredi, Obama déroule tout le processus encore et encore dans sa tête. Comme il y a dix ans, quand il était sénateur de l'Illinois, il a l'habitude de veiller bien plus tard que Michelle et ses filles. Elles sont rentrées à 22 heures. Il est resté debout encore trois heures, arpentant la salle du Traité, son bureau à l'étage, qui fait office de salon familial et qui est orné de grands tableaux des présidents qui l'ont précédé : le portrait de Grant par Henry Ulke, celui de McKinley signant un traité de paix avec l'Espagne, par Théobald Chartran, et le tableau de Lincoln discutant avec ses conseillers militaires à la fin de la guerre de Sécession, par George P.A. Healy. C'est dans une pièce comme celle-là que l'histoire vient s'asseoir sur vos épaules.

« J'avais besoin de prendre une dernière respiration et de m'assurer que j'avais pensé à tout, me déclarera Obama. Je devais m'assurer que nous

n’avions rien oublié. »

Ces questions le poursuivent toute la nuit, l’empêchant de trouver le sommeil. Il pense qu’il ne sert à rien d’attendre plus longtemps, que cela risque même de tout faire rater. Il est clair qu’il y a peu de chances qu’ils obtiennent de meilleurs renseignements. Au final, tout se ramène à la confiance qu’il a en McRaven. Il l’a rencontré en 2008, alors qu’il visitait l’Irak avec d’autres membres de la Commission des relations extérieures du Sénat. David Petraeus avait organisé un dîner à Bagdad et avait invité le commandant du JOSC. Obama pense qu’il a vraiment appris à connaître l’amiral au cours des quatre derniers mois.

« J’avais l’impression de connaître McRaven, de le comprendre, me confiera Obama. Je connaissais ses hommes du SEAL. J’avais suivi de près leur capacité à mener de façon régulière des attaques nocturnes en Irak et en Afghanistan. Nous avions reproduit la résidence. Nous avions répété. Ils avaient été remarquables… Et McRaven m’inspirait confiance. Je lui avais mis la pression. Et je pensais que nous ne serions sans doute pas en mesure de faire mieux avec un mois de plus, ni deux, ni trois. On ne saurait pas avec plus de certitude si Ben Laden était là, il ne restait plus qu’à décider de presser la détente. »

Le vendredi matin, avant de prendre l’appel de Gates, avant de sortir sur la pelouse sud pour monter dans un hélicoptère qui doit se rendre dans les États du Sud pour examiner les dégâts faits par la tornade, il envoie un mail à Donilon pour lui demander de le retrouver à huit heures dans la *diplomatic room*.

Donilon, McDonough et le chef de cabinet Bill Daley y sont déjà quand Obama entre, vêtu d’un anorak bleu foncé. La vue, depuis cette salle, donne sur la pelouse en pente, l’hélicoptère du président qui l’attend et, plus loin, le Washington Monument. C’est une des vues les plus spectaculaires de la Maison-Blanche.

« On y va, dit Obama. On attaque. Préparez les directives. »

8 – Le finish

1er-2 mai 2011

Les hommes de McRaven sont à Jalalabad et se tiennent prêts. Depuis que l'ordre du président leur a été transmis, vendredi après-midi (l'Afghanistan est « en avance » de huit heures et demie sur Washington), ils savent qu'ils partiront au plus tôt le lendemain soir, samedi 30 avril.

La plupart des vingt-quatre commandos choisis dans l'équipe appartiennent à l'Escadron rouge de la Team 6 (ST6) du SEAL, appelé aussi DEVGRU (U.S. Naval Special Warfare Development Group). Depuis la fin de cette mission, c'est-à-dire depuis près d'un an et demi aujourd'hui, un seul s'est exprimé publiquement, et je n'en ai interviewé aucun. Mon récit de l'attaque se base sur des entretiens avec le président, avec McRaven et avec de hauts responsables de la CIA, de la Maison-Blanche et du Pentagone, sur des interviews de membres du SEAL qui n'ont pas participé à la mission et sur le récit publié par un ancien membre du SEAL sous le pseudonyme de « Mark Owen ».

Le SEAL a d'abord été choisi parce que son commandant était disponible et que son homologue de la Delta Force ne l'était pas. Avec la multiplication des troupes du JSOC, McRaven, en 2008, a coupé celui-ci en deux : Delta poursuit ses opérations en Irak, le SEAL travaille à partir des bases opérationnelles avancées dans les régions les plus difficiles de l'Afghanistan. Selon des responsables du Pentagone, les commandos du SEAL ont été choisis en partie parce qu'ils ont conduit avec succès, ces dernières années, une douzaine de missions secrètes au Pakistan. Ils sont habitués à mener ce type d'attaque sous les ordres d'officiers de haut rang auxquels ils sont reliés en *live* audio et vidéo – les hommes appellent ça « le général Télé ». Certains de ces officiers aiment parfois les piloter comme dans un jeu vidéo : « Tournez à gauche ! À droite ! »

Leur actuel commandant, l'homme qui va les guider jusqu'à la cible, est un officier de marine, petit, brun, costaud, la trentaine mûre, avec un visage taillé au burin : Hollywood ne pourrait guère trouver mieux pour ce rôle. Il

est devenu une sorte de légende, même pour ces hommes d'élite qu'il a dix ans durant menés au combat. Son travail est pour lui une telle routine qu'il en parle comme un contremaître expérimenté d'un projet de construction. C'est le pince-sans-rire par excellence : quand il plaisante, ce qui est rare, il faut un certain temps pour s'en rendre compte. Parmi les hommes qu'il commande, seulement quelques-uns sont plus âgés que lui. Il y a avec eux un interprète pachtoune et un berger malinois, admirablement dressé, répondant au nom de Cairo. Le chien et l'interprète, un homme dans la force de l'âge qui a dû, pour cette mission, apprendre à descendre d'un hélicoptère à la corde, éloigneront les curieux pendant que les hommes du SEAL feront leur travail. Comme avant chaque mission, les hommes ont passé du temps à préparer leurs armes et leur équipement, huilant, nettoyant, testant leurs lunettes laser et leurs appareils de vision nocturne, vérifiant les sangles de leurs baudriers et de leurs casques. Tous connaissent parfaitement la caserne de Jalalabad ; c'est, depuis bien des années, leur unique maison.

Le danger, s'ils en parlent peu, est toujours présent dans leur esprit. L'Afghanistan est semé de petites bases opérationnelles avancées qui portent le nom d'un membre de l'équipe tué pendant une mission ; ce sont des amis de ces hommes, qui ont fait leur travail avec le même soin et le même savoir-faire, et qui ont été ramenés au pays dans une boîte en aluminium. Dans ces bases sont affichées sur les murs ou les tableaux *in memoriam* des photos des morts. Les membres des opérations spéciales y sont surreprésentés. Leurs visages contrastent avec ceux des autres tués, les engagés de 18, 19 et 20 ans victimes d'une bombe au bord de la route, d'une attaque au mortier ou d'un incident au cours d'une patrouille de routine. Les commandos sont plus âgés, et sur les photos, ils portent souvent la barbe et sont presque toujours habillés en tenue civile locale. Ou alors ils apparaissent en tenue officielle, sanglés dans leurs uniformes couverts de rubans, de galons et de médailles. Ce sont des professionnels de la guerre. Pour la plupart, ils ont choisi ce métier, et contrairement aux hommes plus jeunes qui cherchent à connaître la raison pour laquelle tel soldat a été touché et tel autre non, une mauvaise décision, une faiblesse perçue, une erreur fatale de timing, ces hommes savent qu'il n'y a rien à expliquer. Vous vous entraînez, vous vous exercez, puis vous partez en

mission avec une équipe de gars qui n'ont pas leur pareil, et parfois, malgré tout, vous vous faites tuer. Cette mission-ci, « Oussama Ben Laden », est celle à laquelle tous ces hommes rêvent de participer depuis le 11 Septembre. C'est l'attaque dont tous souhaitaient qu'elle ait lieu un jour.

Derrière cette force avancée, il y a les hommes, les hélicoptères et les avions dont McRaven espère ne pas avoir besoin de se servir. Il y a trois Chinook MH-47E, grands comme des semi-remorques et munis de rotors plats à l'avant et à l'arrière. Des avions de combat et de contrôle sont aussi en alerte au cas où il faudrait combattre des appareils pakistanais et répondre aux défenses sol-air. Si cela se passe ainsi, la direction de l'opération passera du Joint Operating Center de McRaven, à Jalalabad, au commandement central du général Petraeus, à Kaboul.

Petraeus lui-même ne connaît l'existence de la mission que depuis quelques semaines. Il en a été informé dans les grandes lignes par le général Cartwright et par le commandant du CENTCOM. Les ressources de Petraeus ne doivent être utilisées que si la mission tourne mal, aussi n'a-t-il été briefé réellement par McRaven que quelques jours avant la date de l'opération. Personne, dans son équipe, n'est au courant de l'attaque. Son histoire avec Ben Laden remonte à une douzaine d'années, quand il se tenait debout sur le tarmac de la Pope Air Force Base, où les corps des militaires américains tués dans l'attaque d'Al-Qaïda de l'*USS Cole* étaient en train d'être rapatriés. Il a participé aux débats de l'administration Clinton, quand celle-ci a décidé de lancer des missiles de croisière contre des cibles terroristes au Soudan et en Afghanistan. Il a droit à un strapontin pour cette attaque, mais si tout se passe bien, il restera simple spectateur.

Samedi après-midi, McRaven reçoit un coup de téléphone du président, qui lui dit que sa confiance en lui et ses hommes est totale.

« Bonne chance à vous et à vos gars, dit Obama. Remerciez-les de ma part, s'il vous plaît, pour leur travail. »

Et d'ajouter quelque chose qui semble aller de soi :

« Je suivrai personnellement cette mission avec la plus grande attention. »

Quelques heures plus tard, Ben Rhodes s'assoit dans son petit bureau de la Maison-Blanche, devant son écran… et reste pétrifié. À un moment ou à un autre, le président devra raconter aux États-Unis et au monde ce qui s'est passé ou ce qui se passe encore au Pakistan. Le travail de Rhodes est de proposer un projet de discours en cas de succès comme en cas d'échec.

George Little, un attaché de presse de la CIA, vient de passer quelques heures avec l'équipe du président : ensemble, ils ont revu toutes les conséquences de la mission auxquelles l'agence est capable de penser. Ils ont relu les annuaires de presse et l'ensemble des déclarations publiques faites dans ce type de situation. Il s'agit de savoir quels chefs d'État doivent être informés et dans quel ordre, et ce qu'il convient de dire. Tous les scénarios sont envisagés. Il y a le cas le plus simple, celui d'un aller-retour discret et sans encombre. Si les commandos entrent dans la résidence, que Ben Laden n'est pas là, et qu'ils repartent sans déclencher la moindre alarme, il est prévu de nier tout simplement les faits. L'opération doit rester secrète, c'est-à-dire qu'officiellement elle n'a pas lieu. Mais si les choses tournent mal ? Il y a plusieurs cas de figure : cela peut tourner mal avec Ben Laden tué, avec Ben Laden capturé, ou sans Ben Laden. Des pages et des pages de déclarations publiques sont l'une après l'autre épluchées.

La tête pleine à s'étourdir de centaines de scénarios, Rhodes s'isole pour rédiger quelque chose. Il veut commencer par le meilleur scénario possible. Il écrit une première phrase, puis il s'arrête : *Je ne peux pas*, pense-t-il, *ça va nous porter la poisse*. S'il rédige un discours où Ben Laden est pris, et qu'on ne le prend pas, ce sera un document terrible. Et s'il écrit un discours où Ben Laden n'est pas pris… il n'a pas le cœur à ça. S'il lui faut absolument le faire, il le fera, mais il attendra d'y être obligé. Alors il n'écrit rien du tout. Il abandonne et se prépare pour le dîner des correspondants de la Maison-Blanche.

Ils ont discuté, la veille au soir, du timing précis de l'opération. Le dîner des correspondants est, à Washington, la grande soirée de gala de l'année. Retransmis à la télévision, il réunit les célébrités d'Hollywood et du monde du sport, ainsi que les principaux responsables politiques et les principaux journalistes du pays. Le président des États-Unis en est la principale attraction. Il vient y faire un numéro d'humour et se moquer de lui-même et de la presse. Si Obama décide de lancer l'attaque, elle aura sans doute lieu

pendant le dîner. Que pensera-t-on d'un président en train de faire des blagues à une tribune pendant que des soldats risquent leur vie dans une mission ultra-dangereuse ? Que fera-t-on si les choses tournent mal et qu'il faut que tout le monde quitte la soirée ? Les journalistes présents à Washington comprendront aussitôt qu'il se prépare quelque chose d'une importance capitale. Et s'ils décident de ne pas s'y rendre, cela mettra la puce à l'oreille de tous les médias.

Quand quelqu'un suggère de demander à McRaven de reporter la mission d'un jour, Hillary Clinton le prend de haut : « Ce n'est pas au dîner des correspondants de la Maison-Blanche de piloter une décision opérationnelle. »

Il n'en sera plus question. Obama se contente de dire à Donilon : « Tom, si nous décidons d'attaquer, vous leur direz juste que j'ai mal au ventre et que je dois prendre congé. »

Mais le dîner cessera bientôt d'être un sujet de préoccupation : les experts en météorologie de McRaven annoncent en effet qu'il y aura samedi soir du brouillard sur Abbottabad. L'amiral décide de repousser la mission d'un jour. L'attaque sera lancée dans la nuit de dimanche. Alors, dans ce moment de tension suprême, sans doute le plus terrible de la présidence d'Obama, le président et son équipe sont allés se préparer pour le dîner de gala.

Rhodes se sent nerveux. Si nerveux qu'il décide d'abord de ne pas se rendre au dîner. Puis il change d'avis. S'il reste chez lui, se dit-il, il passera son temps à ruminer et à faire les cent pas. Le dîner sera une distraction. Une distraction *étrange*. Sur les centaines d'invités, il y a peut-être une douzaine de personnes dans le secret. Elles se jettent dans la fête pour tenter d'oublier la tension, plutôt avec succès, sauf quand elles aperçoivent quelqu'un qui, comme elles, *sait*. Lorsque Michael Morell voit Rhodes dans la foule, il lui adresse un léger sourire. Rhodes ne peut s'empêcher de rire.

Obama est au summum de la décontraction qui fait sa réputation. S'il est inquiet pour la mission du lendemain, rien ne permet de le dire. Il plaisante à propos du débat récurrent sur ses origines et sur son image publique qu'on dit messianique. Autour de lui, on rit beaucoup. Il propose de diffuser une vidéo réputée inédite de sa naissance, qu'il dit n'avoir pas encore vue lui-même. C'est en réalité un clip du film de Disney *Le Roi Lion*, qui montre la

naissance du futur roi de la savane africaine : les nuages s'écartent et un rayon de lumière céleste tombe sur le lionceau. « Retour à la case départ », rit Obama. Puis il s'efforce d'expliquer, à la « table de Fox TV », que la vidéo est une blague, « un dessin animé d'enfants », dit-il. « Si vous ne me croyez pas, vous pouvez vérifier chez Disney : ils ont la version intégrale. » Il se paye le promoteur immobilier de New York, fils de pub, star de la télé-réalité et candidat occasionnel à la présidence, Donald Trump, qui, pendant des semaines, a demandé à Obama de faire la preuve de sa citoyenneté américaine. Le président suggère ensuite malicieusement que la républicaine Michele Bachmann, opposante acharnée et candidate à la candidature républicaine, est peut-être née au Canada.

Cela provoque un éclat de rire.

« Eh oui, Michele, dit-il, c'est comme ça que cela commence. »

On prend grand soin, le dimanche, de faire comme si tout était normal. Le président Obama part pour sa sortie hebdomadaire de golf à la base d'Andrews Air Force, mais il n'a prévu de jouer, cette fois, que neuf trous. On décale les heures d'arrivée à la Maison-Blanche des principaux conseillers et des membres du cabinet. Ils sont priés de laisser à distance leur attirail de sécurité : une horde de 4 × 4 noirs pressée devant le portail attire toujours l'attention. On leur demande de ne pas se garer à leurs places habituelles. Les visites de l'aile Ouest normalement réservées pour le dimanche ont été annulées, ce qui a éveillé les soupçons de George Stephanopoulos, d'ABC-TV. Depuis ses années passées dans l'équipe du président Clinton, il connaît sur le bout des doigts les us et coutumes de la Maison-Blanche. Apprenant les annulations, il demande aussitôt au chef de cabinet Bill Daley ce qui se passe. C'est un « problème de plomberie », lui dit-on. Les visites du dimanche sont très populaires auprès des cadres du gouvernement, qui ont la possibilité de montrer leur entregent en y accompagnant leurs amis ou leur famille. Des invités qui n'habitent pas Washington en profitent parfois pour visiter la Maison-Blanche, et les annulations ont fait des déçus. La secrétaire personnelle d'Obama avait prévu une visite ce jour-là : elle voulait en faire profiter les acteurs du film *Very Bad Trip*, venus en ville pour la soirée de gala de la veille. Rhodes reçoit au matin un coup de fil de sa part :

« Est-ce que je peux avoir une explication à donner à ces types ?

— Non », dit Rhodes. Pas d'exceptions.

L'équipe du Conseil national de sécurité se réunit à 8 heures ce matin-là. Les adjoints à 9 heures.

À Jalalabad, c'est déjà la fin de l'après-midi. McRaven a prévu de frapper la cible à Abbottabad à une heure du matin, heure pakistanaise : c'est le moment de la nuit où les choses sont les plus tranquilles à la résidence de Ben Laden et à Bilal Town, et cela donnera à ses hommes la période d'obscurité la plus longue possible pour mener à bien la mission, repartir vers le nord à Kala Dhaka pour faire le plein, et sortir du pays. Cela signifie qu'ils partiront de leur base en Afghanistan vers 23 heures, heure locale. Ils récupéreront une demi-heure de décalage horaire en volant vers l'est vers le Pakistan, et il leur faudra donc, au total, une heure et demie de vol avant d'arriver à l'heure prévue. Cela signifie aussi que la mission sera lancée à 14 h 30, heure de Washington, et que la résidence de Ben Laden sera atteinte à 16 heures. McRaven gardera toute la nuit un iPad devant lui, avec les divers fuseaux horaires, pour ne pas perdre le fil de l'opération.

Pendant que le commando se prépare, la Maison-Blanche rassemble ses troupes. Certains conseillers d'Obama sont appelés et informés pour la première fois de la mission. Jay Carney, l'attaché de presse du président, est de sortie avec ses enfants et ne prend connaissance du mail de Rhodes sur son téléphone qu'une heure après qu'il eut été envoyé. Il transfert le message à Dan Pfeiffer, le directeur de la communication.

« Tu sais de quoi il s'agit ? »

Pfeiffer dit qu'il a reçu la même demande et que non, il ne sait pas non plus ce qui se passe.

À la Maison-Blanche, dans la *situation room* et dans les petites salles de réunion qui l'entourent, on installe le dispositif de vidéoconférence. Panetta, qui commande officiellement la mission depuis Langley, apparaîtra sur un grand écran pour relayer les commentaires en direct de McRaven, à son poste à Jalalabad. Au-dessus d'Abbottabad, trop haut et trop petit pour attirer l'attention, vole un drone furtif, avec un objectif hyperpuissant, un Sentinel RQ-170, qui fournira une vidéo en direct de l'attaque. Dans une des petites salles de conférence, vêtu de son uniforme bleu, le général de l'Air Force Marshall « Brad » Webb, un homme au visage large, coiffé en brosse, la poitrine couverte de rubans multicolores, teste la liaison vidéo

avec le drone et avec McRaven. Quand Donilon apprend qu'il a prévu de s'installer avec son dispositif dans la *situation room*, il s'y oppose. Donilon n'aime pas l'idée que le président communique directement avec McRaven et assiste à la mission en *live*. Cela peut donner l'impression qu'il pilote l'attaque au micro. Les liaisons directes avec Webb seront réservées à la plus petite des salles de conférence.

Les responsables se réunissent à midi pour un dernier examen des plans de l'opération. Le président se montre brièvement, en chemise de golf blanche et anorak bleu. On distribue la liste des divers scénarios possibles. Chaque responsable aura certains coups de fil à passer en fonction de l'issue des événements.

En prévision d'une longue journée et d'une longue nuit, un buffet a été disposé sur la table d'une salle de conférence, avec des sandwichs de chez Costco, des chips, des carottes naines et une bassine à glace remplie de bouteilles d'eau et de soda. L'équipe du Conseil de sécurité nationale passe l'essentiel de l'après-midi à revoir son « manuel », un grand classeur à trois anneaux rempli d'une liste encore plus longue des divers scénarios possibles. Si quelque chose va de travers, qui appelle qui ? Quelles informations peut-on communiquer après l'opération pour expliquer pourquoi l'action a été entreprise ? En cas de pépin majeur, quels pays faut-il contacter pour demander un soutien ? Quelle est la meilleure personne à mettre en contact avec tel ou tel leader pakistanais ? Qui a les meilleures relations personnelles avec qui ? Ainsi, l'amiral Mullen s'entend très bien avec le chef d'état-major de l'armée du Pakistan, Ashfaq Kayani. Quelles sont les personnes à solliciter si les hommes de la mission se trouvent en fâcheuse posture ? Quoi qu'il arrive, il y aura de nombreuses explications à donner aux dirigeants du Pakistan : *c'est pourquoi nous avons pris la décision exceptionnelle de ne pas partager cette information avec vous, c'est pourquoi nous n'avons pas travaillé avec vous*.

Les scénarios de succès sont simples et tiennent en peu de pages. Les scénarios d'échec sont bien plus longs.

Le président revient à 14 h 30, toujours en chemise de golf blanche et anorak bleu.

Pendant ce temps, à Kaboul, le général Petraeus fait une entrée surprise dans la salle de situation du JSOC.

« Vous savez ce qui se passe ? demande-t-il au colonel Bill Ostlund, l'agent de liaison du JSOC.

— Ouais, nous avons actuellement neuf opérations en cours et il y en aura sans doute plusieurs autres cette nuit », répond Ostlund. Son centre contrôle les opérations qui ne sont pas gérées par le quartier général de la Task Force à Jalalabad, au cas où des problèmes exigeraient l'intervention du haut commandement – un accident d'hélicoptère ou un incident impliquant des pertes civiles. L'activité qu'il décrit ici est celle d'une nuit tout à fait normale.

Le colonel ne sait rien de l'attaque contre Ben Laden, mais il soupçonne depuis quelques jours qu'il se prépare quelque chose. McRaven est venu de Jalalabad pour une courte visite. Avant de voir le général en chef, il a demandé au colonel quand le bureau de Petraeus avait été nettoyé pour la dernière fois de ses dispositifs d'écoute.

« Sir, je ne sais pas s'il a jamais été nettoyé », a répondu Ostlund, en plaisantant sur la souplesse relative de l'armée conventionnelle par rapport aux habitudes de leur unité. « Le général Petraeus garde sans doute sa fenêtre ouverte avec un Afghan posté juste en dessous. »

McRaven sourit et dit à Ostlund qu'il voulait qu'il sorte pendant qu'il s'entretiendrait avec le commandant. C'était inhabituel, car Ostlund avait été jusque-là de toutes les réunions de l'amiral, même les plus sensibles avec le chef de poste de la CIA et Petraeus. Il savait donc qu'il se passait quelque chose d'intéressant, et comme Petraeus s'arrêtait rarement à son centre d'opérations, il pensait que c'était pour cette nuit.

« Pourquoi ne demandez-vous pas au reste de vos gars de partir ? demande le général à Ostlund. Après nous pourrons causer. »

Tandis que les hommes sortent, Petraeus ajoute : « Ils n'ont pas besoin de revenir tout de suite. »

Une fois seuls, Petraeus demande à Ostlund : « Alors, qu'est-ce qu'il se passe, à votre avis ? »

Ostlund pense qu'ils vont lancer une attaque pour essayer de libérer Bowe Bergdahl, un soldat américain prisonnier des talibans depuis deux ans, ou qu'ils sont après Ben Laden. Il veut ajouter Ayman al-Zaouahiri, le

numéro deux d'Al-Qaïda, mais ne se rappelle plus comment se prononce le nom.

« Oui, c'est lui », dit Petraeus.

Ils sont assis côte à côte dans une grande pièce sans fenêtre, à la tête d'une table en forme de U, où sont alignés des postes d'ordinateur désormais vides, et font face à un mur de huit écrans plasma. Ils ne reçoivent pas d'informations vidéo de l'attaque parce que c'est la CIA qui gère la vidéo, mais les deux hommes peuvent suivre le *chat* en direct entre le quartier général du JSOC, la CIA et la Maison-Blanche.

Petraeus prend le clavier d'Ostlund et commence à taper des questions aux différents responsables. À un moment, il en pose une à McRaven en l'appelant « Bill », ce qui fait tiquer Ostlund. Les propos de Petraeus sont diffusés sur sa ligne et il n'a pas l'habitude d'appeler ses chefs par leurs prénoms.

« Sir, pourriez-vous leur faire savoir que cela vient de vous ? » dit-il.

McRaven lance l'attaque sur ce dernier ordre de Panetta : « Allez-y et trouvez Ben Laden ; et s'il n'est pas là, foutez le camp en vitesse ! »

Les deux Black Hawk furtifs quittent la piste de Jalalabad à 23 heures locales précises. Ils volent dans un silence radio total et portent une charge très précisément calculée. Chaque homme du SEAL est en tenue complète – treillis camouflage, casque, lunettes de vision nocturne, gants (pour la descente à la corde), protections aux genoux (il vaut mieux poser un genou à terre pour tirer) – et a sur lui un carnet avec les photos des personnes pouvant se trouver dans la résidence. Ils sont armés de plusieurs pistolets et fusils automatiques à canon court, tous équipés de silencieux. Ils ne portent que des armes légères parce que la résidence n'est pas lourdement défendue. S'ils doivent rencontrer des hommes armés une fois à terre, ceux-ci ne seront pas nombreux. En attaquant rapidement, dans le bruit et l'obscurité, les hommes du SEAL, capables d'agir de nuit comme de jour, avec des gestes minutieusement chorégraphiés, auront un avantage déterminant.

Après dix minutes de vol environ, les hélicoptères passent au-dessus de hauts sommets escarpés et entrent au Pakistan. Immédiatement, les trois

gros Chinook décollent de Jalalabad. L'un d'eux doit rester tout près de la frontière, côté Afghanistan. Les deux autres continueront jusqu'au nord d'Abbottabad, chacun par une route différente. Les Black Hawk piquent dans l'immense vallée de Mardan et prennent au nord de Peshawar, rapides et rasant le sol.

Les commandos du JSOC se qualifient volontiers de « fers de lance ». Les deux hélicoptères qui foncent en ce moment vers l'orient dans les ténèbres en sont l'incarnation parfaite. Ils sont la pointe ultime d'un immense effort qui remonte à plus de neuf années, plus loin même si l'on prend en compte l'histoire moderne des forces d'opérations spéciales. Tout ce qui a été fait depuis le 11 Septembre pour trouver Ben Laden et sa petite bande de tueurs zélés a mobilisé deux administrations présidentielles et plusieurs milliers de militaires et d'agents du renseignement. Les analystes du renseignement ont travaillé par équipes alternées et les agents de la CIA sur le terrain ont remis sur pied des réseaux d'espions et d'informateurs. La traque a également mobilisé les infrastructures de surveillance électronique, aérienne et satellite d'un nombre considérable de branches et d'agences, le développement de drones et de moyens de télécommunication en *live* sécurisés, la création de logiciels innovants, l'élaboration de nouvelles tactiques et de nouvelles stratégies. S'il est du devoir d'une nation de réapprendre l'art de chaque nouvelle guerre, en empruntant à l'arsenal existant et en s'adaptant à des défis totalement nouveaux, alors ces hommes, dans ces Black Hawk, sont bien « la » réponse des États-Unis au 11 Septembre, et la campagne prendra fin avec la première et la dernière cible de cette longue guerre.

McRaven est assis dans une large pièce rectangulaire, dépourvue de fenêtres, aux murs de contreplaqué. Entouré de postes d'ordinateur et de leurs hommes, il contemple un mur d'écrans vidéo. On attend sur l'un d'entre eux la vidéo de l'attaque elle-même, celle du Sentinel, mais il n'y a pour le moment rien à voir. Sur un autre s'affiche un graphique indiquant la localisation des hélicoptères. Les deux Black Hawks entrent au Pakistan, suivis quinze minutes après environ des deux Chinooks. La tension est palpable. Mais aucun ne met en alerte les défenses aériennes du pays. McRaven est en mesure de surveiller exactement ce que font les Pakistanais et, les minutes passant, il est de plus en plus évident qu'ils ne réagissent

pas. La Task Force a déjà pénétré dans l'espace aérien pakistanais pour des missions secrètes dans les zones tribales, si bien que McRaven n'a jamais douté que les appareils passeraient sans se faire remarquer. C'est tout de même un soulagement. L'amiral a aussi calculé le point où, même si les Pakistanais se réveillent, la mission continuera. Ce point de non-retour sera bientôt dépassé. Désormais, alors que les hélicoptères poursuivent leur route vers Abbottabad, il n'y a plus rien d'autre à faire, pendant une heure, qu'attendre.

McRaven sait, ensuite, qu'il n'aura plus de décisions à prendre que si les choses tournent mal.

Sur le grand écran de la *situation room* de la Maison-Blanche, Panetta commente à haute voix les progrès des hélicoptères. Un des conseillers d'Obama dit : « Monsieur le Président, cela risque de prendre un peu de temps. Vous n'avez peut-être pas envie de rester assis là et de tout regarder.

— Si, je crois que je vais rester là et tout regarder », répond Obama. À Chicago, il y a neuf ans et demi, il a assisté au 11 Septembre dans une salle surpeuplée ; aujourd'hui, il veut voir le dernier acte dans une salle où il ne sera pas seul.

Biden, comme toujours, ne tient pas en place : il arpente la salle et ne cesse d'entrer et de sortir. Quand il comprend que la vidéo de McRaven et du Sentinel est installée dans la salle voisine, il part s'y asseoir pour visionner la suite. Webb, en bout de table, est penché sur son ordinateur portable.

À Jalalabad, le sergent-major de McRaven est assis à côté de l'amiral et est en liaison avec Webb et avec d'autres officiers. Il lève les yeux.

« Sir, dit-il. Le général dit que le vice-président vient d'entrer. »

Le secrétaire à la Défense Gates ne tarde pas à le suivre.

McRaven sait que le vrombissement haché des Black Hawk en approche ne sera légèrement audible que deux minutes avant qu'ils n'atteignent la cible. Ce sont des oiseaux furtifs, conçus pour ne pas être repérés par les radars, et plus silencieux que les modèles standard, mais ils n'en font pas moins un certain vacarme quand on les a au-dessus de la tête. Approchant la

résidence par le nord-ouest, les Black Hawks sont maintenant visibles sur l'image un peu granuleuse de la vidéo du Sentinel.

Après cela, les choses se passent très vite.

Tout le monde voit, effaré, le premier hélicoptère tourner de manière abrupte, accrocher le mur de la résidence avec la queue et heurter le sol – il aurait dû, normalement, s'immobiliser au-dessus de la résidence pour larguer sur le toit les hommes du SEAL et repartir.

Le Night Stalker qui est aux commandes du Black Hawk a essayé de se mettre en vol stationnaire, mais l'appareil n'a pas obéi à la manœuvre. Il s'est dérobé et s'est mis à tomber, échappant à tout contrôle. Une analyse réalisée après coup montrera que comme la résidence était entourée de murs de pierre, alors que sa réplique, au Nevada, n'était entourée que d'une clôture en grillage, l'air se trouvant sous le Black Hawk s'était réchauffé plus vite que prévu. La densité de l'air est ainsi devenue insuffisante pour le poids, calculé au gramme près, de l'appareil. L'hélicoptère ne pouvait rester en vol que s'il continuait à se déplacer, et quand le pilote a stoppé sa progression vers l'avant, l'appareil est tombé.

Les pilotes du 160e Régiment d'opérations spéciales aériennes s'entraînent précisément pour des situations comme celles-là. Celui du Black Hawk en perdition réagit aussitôt. Il repère un bout de terrain à peu près plan pour exécuter un crash brutal mais contrôlé. C'est un enclos pour animaux, dans le coin ouest du mur d'enceinte. Il balance la queue de l'hélicoptère dans cette direction et s'en sert pour accrocher le haut du mur ouest. Cela fait basculer l'appareil vers l'avant et sur le sol. L'atterrissage est brutal mais vertical, ce qui est la clé. En quelques secondes, le pilote a fait en sorte que l'appareil ne se renverse pas sur le côté, ce qui est catastrophique pour un hélicoptère. Si les rotors en rotation avaient heurté le sol, l'appareil aurait pu se voir projeter violemment en l'air ou faire des tonneaux. Au lieu de cela, le pilote lui a enfoncé le nez dans le sol. Les hommes du SEAL sont attachés sur des sièges faits pour absorber des chocs comme celui-ci. Au temps T, l'appareil tombe ; une seconde après, il est immobile, faisant un angle de 45 degrés avec le sol, le rotor de la queue accroché au sommet du mur d'enceinte.

Aucun de ceux qui regardent la scène sur le petit écran de la Maison-Blanche, et qui la voient de loin et en vue aérienne, ne comprennent ce qui

se passe ; ils ne voient pas que l'hélicoptère a piqué du nez, la queue accrochée au mur. Ils voient seulement qu'il s'est posé à l'intérieur de l'enceinte. Ils savent que ce n'est pas le plan prévu.

Il y a alors quelques instants insoutenables de silence pendant lesquels McRaven essaie de trouver les mots pour commenter la scène. Lors des innombrables discussions sur ce qui pouvait mal tourner dans cette mission, on avait bien sûr évoqué le cas de l'hélicoptère qui avait percuté un avion et explosé dans le désert iranien en 1980, et celui des deux hélicoptères qui s'étaient crashés dans Mogadiscio, au milieu de la foule, en 1993. Ici, dès les premières secondes de la mission, ils ont déjà perdu un Black Hawk.

Obama a jusque-là suivi le conseil de Donilon. Les informations lui parviennent de seconde main : il parle avec Panetta par la liaison vidéo installée dans la *situation room*, et laisse les autres réceptionner le *live* audio et vidéo dans la pièce voisine. Quand l'hélicoptère est tombé, il s'est levé brusquement et a traversé la salle.

Hillary Clinton, debout près du buffet de la salle voisine, le voit arriver. Ben Rhodes est à ses côtés.

« Ben, vous croyez que c'est une bonne idée que le président regarde ça ?

— Il n'est pas question qu'il dirige quoi que ce soit, dit Rhodes. C'est juste une vidéo. »

Assis au bout de la table de la petite salle de conférences, Webb se lève pour laisser la place au président. Obama lui fait signe de se rasseoir.

« Je vais juste prendre ce fauteuil, dit-il, en se glissant dans un coin. Il faut que je voie ça. »

Webb rapporte l'entrée du président sur le *chat* en *live*.

À Jalalabad, le sergent-major de McRaven dit : « Sir, le président vient d'entrer. »

Hillary Clinton l'imite et prend un des fauteuils qui restaient autour de la table. D'autres conseillers commencent à remplir la petite pièce pour voir ce qui va se passer.

À Jalalabad, McRaven est concentré. Il n'a pas le temps de s'inquiéter, ni de regarder l'écran, ni d'expliquer à Washington ce qui s'est passé. Il s'assure que personne à bord de l'hélicoptère n'est blessé. Ses hommes se

préparent déjà, depuis leur position au sol, à l'attaque. Tous, depuis longtemps, savent s'adapter rapidement aux imprévus. Ils ont été choisis pour cette raison. Les coups durs sont fréquents. Le plan prévu survit rarement aux premières minutes d'une attaque. McRaven a déjà perdu des hélicoptères. Il a des solutions de rechange toutes prêtes.

À Langley, Michael Morell, qui regarde la vidéo avec Panetta, d'autres hauts responsables de la CIA et des membres de l'équipe Ben Laden, a un moment de panique quand l'hélicoptère heurte le sol, mais il est aussitôt rassuré, comme tous ceux présents, par l'attitude de McRaven. L'amiral ne semble ni surpris ni inquiet.

« Monsieur le directeur, comme vous pouvez le constater, nous avons un hélicoptère au sol dans la cour, dit-il à Panetta. Mes hommes sont préparés pour ce genre d'incident et nous allons gérer. »

À la Maison-Blanche, on n'a toujours pas d'explication sur ce qui se passe. Le visage d'Obama est rongé d'inquiétude. Un photographe de la Maison-Blanche a pris une photo de la salle, maintenant comble, et cette photo est devenue célèbre. On y voit Webb au centre, en uniforme bleu, la tête baissée, contrôlant intensément la transmission vidéo et audio sur son portable, essayant de comprendre ce qui se passe ; Obama, assis dans un coin, les sourcils froncés ; Donilon, debout derrière Webb, les bras croisés, flanqué de l'amiral Mullen et de Bill Daley ; Clinton, la main devant la bouche ; Gates et Biden, sombres ; et les conseillers alignés contre les murs, tous pétrifiés devant l'écran, hors champ.

Obama n'a jamais été aussi tendu. Il sait que les enjeux sont énormes, d'abord pour les hommes de cet hélicoptère, mais aussi pour le pays, pour son gouvernement… et pour lui. Une chose est de se dire qu'on est prêt à accepter l'échec, c'en est une autre de le voir se produire en temps réel sur un écran. Il dira plus tard que ç'avaient été les plus longues minutes de sa vie, à l'exception, peut-être, du jour où il avait tenté d'obtenir quelques mots des médecins de l'hôpital où sa fille cadette avait été hospitalisée pour une méningite.

Quand le premier hélicoptère est tombé, le second Black Hawk a dévié de la trajectoire prévue et s'est posé en dehors de l'enceinte, dans un champ fraîchement cultivé. Il était normalement prévu qu'il ferait un moment du surplace au-dessus du sol pour larguer l'interprète, le chien et quatre

hommes du SEAL, puis qu'il se placerait au-dessus de la maison de trois étages et larguerait le reste de l'équipe sur le toit. Pour les spectateurs, il semble que le plan d'attaque a complètement dérapé.

Tout à coup, les hommes du SEAL se précipitent hors des deux hélicoptères dans la résidence et à l'extérieur. L'attaque est lancée. La chute du premier Black Hawk n'a provoqué qu'un retard momentané. À la Maison-Blanche, c'est le soulagement : la mission continue. Dans son texan nasillard, McRaven donne l'ordre à l'un des deux Chinooks qui attendent dans un lit de rivière à sec, à Kala Dhaka, de décoller.

Les hommes de l'hélicoptère crashé se déplacent rapidement le long du mur intérieur, ne s'arrêtant que pour faire sauter une porte de métal qui conduit dans la maison. L'équipe de l'hélicoptère qui s'est posé à l'extérieur du mur d'enceinte fait sauter une autre voie d'accès. Sur l'écran, on voit des éclats de lumière. Les hommes se déplacent vers la maison elle-même ; ils sont déjà dedans.

À l'étage, dans la maison, selon le récit qu'en fera plus tard la famille de Ben Laden, tout le monde a été réveillé par un énorme bruit. Une des filles adultes de Ben Laden est montée du premier au deuxième étage et on lui a demandé de redescendre. Ben Laden a dit à sa femme Amal de laisser la lumière éteinte. Ils n'auraient pas pu allumer de toute façon, car les agents de la CIA ont coupé l'électricité dans le quartier avant l'attaque – l'obscurité est à l'avantage du SEAL. Le Cheikh attend donc en haut, seul avec Amal, dans le noir.

Un groupe du SEAL approche du garage de la dépendance. Des équipes comme celle-ci ont déjà attaqué des maisons piégées aux explosifs et eu affaire à des bombes humaines. Quand ils voient quelqu'un sur leur chemin, ils tirent en général à vue. Il y a eu une rafale de tirs lorsqu'ils approchaient, mais dans le vide et sans effet, provenant sans doute du messager Ibrahim Saïd Ahmed (Ahmed le Koweïtien). Le SEAL riposte, tue le Koweïtien et blesse sa femme à l'épaule.

Une autre partie de l'équipe pénètre dans la maison principale, la nettoyant méthodiquement. Abrar Ahmed, le frère d'Abou, est au rez-de-chaussée avec sa femme, Bushra. Ils sont abattus.

Les commandos parcourent le rez-de-chaussée sans essuyer d'autres coups de feu. Ils traversent deux grands débarras et une cuisine. Personne

ne connaît la disposition de la maison. Quand ils se trouvent devant une porte de métal fermée, à l'arrière, qui bloque l'accès à un escalier menant à l'étage supérieur, ils posent une petite charge de plastique C-4, la font sauter et se ruent dans l'escalier. Khalid, le fils de Ben Laden, un homme mince et barbu, âgé de 23 ans, vêtu d'un T-shirt, est abattu en haut des marches. Des femmes et des enfants poussent des cris, mais ils ne représentent pas une menace. Les hommes du SEAL ne le savent pas encore à ce moment précis, mais il n'y a plus qu'un seul homme adulte dans la résidence, et il est dans la chambre du deuxième étage.

À l'origine, la moitié des membres du SEAL aurait dû s'introduire au deuxième étage par le balcon, auquel cas ils auraient tout de suite trouvé Ben Laden, à peu près au moment où les frères Ahmed ont été abattus en bas. Au lieu de cela, le Cheikh a dû attendre environ quinze longues minutes dans le noir pendant que les commandos approchaient méthodiquement. Leurs fusils avaient des silencieux, et si aucune des victimes n'avait tiré, il n'aurait certainement pas entendu de coups de feu. En revanche, il aurait entendu les rafales du Koweïtien, les cris, les pleurs, et le bruit des portes que l'on faisait sauter. Ben Laden a dû entendre tous ces bruits se rapprocher peu à peu. Les seules fenêtres du deuxième étage sécurisé regardent au nord, par-dessus le mur d'enceinte. L'hélicoptère tombé était dans le coin ouest de la résidence, l'autre s'était posé au sud : il ne pouvait donc qu'essayer de deviner qui venait le chercher. Peut-être s'est-il dit que c'étaient les Pakistanais ? Puis les commandos ont fait sauter la porte qui fermait le deuxième étage et il a dû entendre les hommes monter : ils venaient pour lui.

Trois hommes du SEAL prennent l'escalier, l'inspectant sous tous les angles en se couvrant mutuellement. D'après le récit de l'un d'entre eux[2], le premier aperçoit un grand homme barbu, basané, portant une calotte de prière, vêtu de vêtements pakistanais traditionnels, une chemise tombant sur les genoux, et une sorte de haut de pyjama. Un ou plusieurs commandos tirent dans sa direction. L'homme rentre aussitôt dans une chambre, suivi des commandos. Dans la chambre, ceux-ci trouvent deux femmes penchées sur Ben Laden, étendu par terre et blessé mortellement à la tête. Le premier commando les écarte violemment, un autre s'approche et tire plusieurs balles dans la poitrine du blessé.

L'attaque avait duré quelques secondes. Amal était blessée à la jambe. Ben Laden avait des armes sur une étagère, dans sa chambre, mais il n'y avait pas touché. Il était impossible de se tromper sur son identité, même avec l'énorme trou dans sa tempe gauche. L'architecte du 11 Septembre avait un des visages les plus tristement célèbres au monde.

« Pour Dieu et pour la patrie. Transmettez. Geronimo ! Geronimo ! Geronimo ! » entend alors McRaven.

Le mot « Geronimo » est un code qui fait partie de la check-list de l'exécution de la mission, qui signifie que l'étape critique de l'opération a été franchie avec succès, Ben Laden a été pris. McRaven transmet aussitôt l'information à Panetta, et elle commence à provoquer une certaine excitation à la Maison-Blanche, à la CIA et à Kaboul, où Petraeus et Ostlund écoutent en silence. Petraeus serre le poing de satisfaction.

À la Maison-Blanche, dans le coin de la salle de conférences, pleine de monde, Obama entend : « Geronimo ID. »

Le président sait que le code ID ne signifie rien de définitif, alors il ne veut pas tout de suite y croire. Dans quelle mesure éprouve-t-il du soulagement, de l'excitation ou de la satisfaction, il est impossible de le dire tant il sait maîtriser ces émotions. Pour lui, cela veut dire que les gars du SEAL peuvent commencer à se sortir de là, et donc qu'ils auront peut-être à se battre. Un hélicoptère s'est crashé et il y a eu plusieurs explosions dans la résidence. S'il faut que les États-Unis défendent leurs hommes pour qu'ils puissent rentrer à leur base – et des soldats se tiennent déjà prêts à intervenir –, cela veut peut-être dire que le pire est encore à venir. *Foutez-le camp d'ici tout de suite !* se dit le président.

Puis, Obama songe qu'il n'a pas demandé à McRaven si Ben Laden avait été tué ou capturé.

« Essayez de savoir si Geronimo est EKIA (*Enemy killed in action*) », dit-il.

La réponse de McRaven à Panetta et à la Maison-Blanche ne se fait pas attendre : « *Roger*, Geronimo EKIA. »

« On dirait qu'on l'a eu », dit Obama, n'y croyant encore qu'à moitié.

Ce retard entre les deux informations provoquera dans les récits ultérieurs une certaine confusion : il suggère en effet que les hommes du SEAL ont d'abord trouvé Ben Laden, l'ont poursuivi puis l'ont abattu quelques minutes plus tard. En réalité, les trois hommes du SEAL ont trouvé et abattu Ben Laden au moment même où ils sont entrés dans sa chambre. Dix-huit minutes s'étaient écoulées depuis l'arrivée des hélicoptères.

McRaven avertit alors Panetta : « Écoutez, j'ai un appel Geronimo, mais je vous préviens que c'est un premier appel. Ce n'est pas une confirmation. Alors, je vous en prie, essayez encore un peu de calmer vos attentes. » Il ajoute que le taux d'adrénaline des soldats est au plus haut lors de ces attaques, et qu'ils voient tout à travers des lunettes de vision nocturne. Ce sont des professionnels, mais… « Ne comptez sur rien de certain tant qu'ils ne sont pas rentrés et que nous n'avons pas une preuve. » Faisant écho aux réflexions du président, l'amiral rappelle enfin à l'intention de Panetta et de tous ceux qui regardent la vidéo : « Nous avons toujours des hommes au sol, et sans hélico pour rentrer. »

Sur l'écran, on voit maintenant les hommes du SEAL sortir de la maison et regrouper les femmes et les enfants blessés dans un coin du mur d'enceinte, loin de l'hélicoptère crashé. D'autres sortent en tirant un corps enveloppé dans un sac et le descendent, les pieds devant, par l'escalier en laissant une traînée de sang. Une des filles de Ben Laden se souviendra de la tête de son père cognant sur chaque marche et qu'il aurait été dans un sac en plastique avec une fermeture éclair. Les commandos se meuvent avec précaution. Obama trouve que cela prend trop de temps. On attend la réaction du Pakistan. Le président veut juste qu'ils s'en aillent.

Mais le vacarme à la résidence n'a guère éveillé l'attention du voisinage et moins encore du pays. L'interprète, qui porte un gilet en Kevlar sous sa longue chemise traditionnelle pakistanaise, s'est débarrassé des quelques voisins qui ont essayé de voir ce qui se passait. Le chien a suffi à convaincre ces rares curieux de ne pas s'en mêler. L'interprète leur a dit sur un ton sévère, en pachtoune, de rentrer chez eux, qu'une « opération de sécurité » était en cours. Ils ont obéi. À l'affût du moindre geste des forces de défense pakistanaises, McRaven ne voit aucun signe qui montre que celles-ci soient en alerte.

Mais il y a encore beaucoup à faire dans la résidence, dedans et dehors. En haut, les hommes du SEAL mettent rapidement dans des sacs les papiers et l'ordinateur de Ben Laden, avec des disques durs, des clés USB et tout ce qui peut contenir des informations utiles. On aide Amal, la plus jeune femme de Ben Laden, blessée, à descendre les escaliers et on la conduit dehors, où elle se met à haranguer les Américains en arabe. Les quatre hommes qui vivaient à la résidence, ainsi qu'une femme, sont morts. On passe des menottes souples aux femmes et aux enfants survivants. Les femmes croient qu'on va les emmener. Interrogée en arabe par un homme du SEAL, l'une d'elles leur confirme qu'ils ont tué « le Cheikh » et un des enfants, qu'il s'agit de Ben Laden.

Le Chinook commandé par McRaven se pose avec bruit à l'extérieur du mur d'enceinte. Des hommes courent placer des explosifs dans le Black Hawk qui s'est crashé et détruisent à coups de marteau ses équipements électroniques secrets. Un médecin ouvre le sac où se trouve le corps de Ben Laden, prend deux échantillons de sang et pique la moelle osseuse pour procéder à des tests ADN. Vingt minutes s'écoulent encore avant que le sac ne soit transporté dans le Black Hawk encore opérationnel. Un des échantillons de moelle osseuse est placé dans le Chinook. Le matériel et les appareils saisis sont répartis de même entre les deux hélicoptères.

Enfin, les spectateurs de la Maison-Blanche assistent à l'explosion du Black Hawk à terre. L'équipe chargée de l'opération monte en hâte dans le Chinook et les hélicoptères décollent, laissant derrière eux un énorme tourbillon, un groupe sidéré de femmes et d'enfants menottés, et quatre cadavres. Une photo prétendue celle du corps sanglant de Khalid Ben Laden sera diffusée sur Internet dès les jours suivants.

Une fois les hélicoptères dans les airs, la tension ne s'évanouit pas. Ils se dirigent d'abord vers le nord, vers Kala Dhaka, pour retrouver le second Chinook et refaire le plein du Black Hawk. Vingt minutes après, ils décollent pour rentrer à Jalalabad. Toujours sans la moindre réaction du Pakistan. Quand le pays se décidera à envoyer deux F-16, le groupe d'assaut sera en sécurité derrière la frontière.

Les hélicoptères sont de retour à Jalalabad à 3 heures, heure locale. Aucun des hommes ayant participé à l'attaque n'a été blessé. Ils ont perdu

un hélicoptère, mais ils ont évité les défenses du Pakistan. Et ils ont tué Ben Laden.

Les commandos du SEAL en sont sûrs, mais la Maison-Blanche et le monde ont besoin de preuves. McRaven interrompt la liaison une vingtaine de minutes pour retrouver les hommes sur le tarmac au moment où ils descendent le sac de l'hélicoptère. On l'ouvre, des photos sont prises et envoyées immédiatement à Washington et à Langley. L'homme est mort depuis une heure et quarante minutes, il a été touché à la tête, son visage est enflé et déformé.

McRaven appelle Langley et demande à l'équipe chargée de Ben Laden : « Il fait quelle taille ?

— Entre 1,95 m et 1,98 m. »

Le mort est grand, mais personne n'a de mètre. Alors un homme du SEAL qui fait 1,84 m s'allonge à côté de lui. Le corps fait onze centimètres de plus.

Le président est monté à l'étage pendant que les hélicoptères étaient en vol. Il a demandé qu'on le prévienne quand ils se seraient posés. À Washington, c'est le début de soirée. Il regarde les premières photos avec des membres de son équipe.

Rhodes reconnaît immédiatement Ben Laden, même avec la blessure. C'était bien l'homme qui avait fait quinze ans plus tôt une conférence de presse pour déclarer la guerre aux États-Unis, et qui avait inspiré, depuis lors, une longue suite de crimes sanglants. Rhodes se dit : soit c'est Ben Laden, soit c'est un type d'1,95 m, mince, basané, avec une longue barbe, qui lui ressemble comme deux gouttes d'eau et qui a vécu caché dans la famille de Ben Laden, protégé par un membre bien connu d'Al-Qaïda. *C'était* Ben Laden.

Quand McRaven rentre dans le centre de commandement, Obama lui demande : « Qu'en pensez-vous ?

— Eh bien, sans ADN, je ne peux pas dire que je sois sûr à 100 %, dit l'amiral. Mais j'en suis quand même sûr. » Il dit que les hommes viennent tout juste de commencer le débriefing, et qu'une des femmes interrogées dans la résidence a dit qu'ils avaient bien tué la cible. Il répète : « Monsieur

le Président, j'ai toutes les raisons de penser que nous avons bien tué Ben Laden. »

Mais le président veut rester prudent. Que pourrait-il y avoir de pire que d'annoncer la mort du fondateur et du chef d'Al-Qaïda, et d'être démenti ? Quand Panetta, Morell et « John », le chef de l'équipe Ben Laden, arrivent à la Maison-Blanche, Morell remet au président le compte rendu détaillé de l'analyse faciale de l'agence, qui conclut avec 95 % de certitude que le mort est Ben Laden. Obama s'enquiert de l'analyse ADN, qui serait encore plus conclusive. Morell lui dit qu'on n'aura les résultats, au plus tôt, que le lundi matin.

Ne vaut-il pas mieux attendre ? Pourquoi prendre des risques ? On est dimanche, en début de soirée. De son fauteuil présidentiel, dans la *situation room*, Obama demande s'il faut annoncer la mort de Ben Laden dès ce soir ou attendre les résultats ADN. Le secret pourra-t-il être gardé jusque-là ? Tout le monde est d'accord pour dire que le secret ne tiendra pas : avec Twitter, Internet et le câble, c'est impossible. Sans parler de la conflagration et des corps dans la résidence d'Abbottabad, des femmes et des enfants de Ben Laden à la garde des Pakistanais, de la nouvelle qui doit déjà faire le tour de Jalalabad, de Kaboul et de tout le pays. Si la Maison-Blanche ne dit rien, qui peut savoir quelle version de l'histoire sera rendue publique, quelles théories du complot se mettront à circuler ?

« Ce ne sera pas vraiment vrai tant que nous ne disons pas que c'est vrai, dit Obama. Je ne m'inquiète donc pas des fuites. Nous confirmerons l'information quand nous serons en mesure de la confirmer. Nous ne devons pas nous sentir obligés de le faire. »

Mais, s'il appartenait à la Maison-Blanche de décider quand annoncer la nouvelle, il fallait néanmoins contacter le Pakistan et s'expliquer, et personne ne savait comment le pays réagirait. L'attaque constituait une violation sans équivoque de sa souveraineté, et le fait que les États-Unis, un allié, ne lui avaient pas demandé son aide et ne l'avaient pas consulté au préalable était une offense grave. Mais, comme Obama devait me l'expliquer plus tard, « il serait plus facile pour eux de gérer les retombées si nous étions certains qu'il s'agissait de Ben Laden, que s'il y avait une ambiguïté pendant deux ou trois jours, auquel cas la question de la souveraineté du Pakistan serait bien sûr montée en épingle ».

Alors l'amiral Mullen appela le général Kayani. Le chef de l'armée du Pakistan savait à ce moment-là, bien sûr, qu'un hélicoptère américain s'était crashé dans Abbottabad, mais dans ces premières heures du matin à Islamabad, personne ne savait encore vraiment ce qui s'était passé. Mullen lui dit que les États-Unis avaient mené une opération et qu'ils avaient tué Ben Laden.

« Félicitations », dit Kayani.

La conversation, à partir de là, se durcit. Il y aurait des tensions entre les deux pays, bien sûr, mais le général aida immédiatement à résoudre la question du timing de l'annonce officielle.

« Écoutez, j'ai un problème, dit-il. On entend des tas d'histoires ici sur des hélicoptères américains et une attaque au Pakistan, mais aucune n'a d'explication qui tienne. Cela nous aiderait beaucoup si vous preniez la parole et si vous disiez ce qui s'est passé. »

La question était tranchée. L'annonce serait faite cette nuit.

Aussitôt, Rhodes se met à rédiger les projets de déclarations qu'il n'avait pas pu faire la veille. D'autres responsables reprennent le manuel prévu en cas de succès, et chacun se prépare à appeler un chef d'État ou un chef de gouvernement. Obama prend le téléphone pour informer les anciens présidents Bush et Clinton, qui ont eux aussi essayé de mettre la main sur Oussama Ben Laden, puis le Premier ministre britannique David Cameron, dont le pays est l'allié le plus constant des États-Unis depuis le 11 Septembre.

Jay Carney, de son côté, s'occupe de réunir les correspondants de presse de la Maison-Blanche pour une annonce spéciale. Lui et son équipe contactent les journalistes, la plupart par mail. Il leur dit à tous à peu près ceci : « Écoutez, vous n'aurez qu'une envie, c'est d'être là, mais je ne peux pas vous dire pourquoi. » La plupart pensent qu'il s'agit de Mouammar Kadhafi, qu'il a été tué – un des fils du dictateur libyen était mort la veille. Personne ne soupçonne qu'il s'agit de Ben Laden.

Mais la nouvelle finit par fuiter. Sur Twitter, à Abbottabad, on ne parle qu'hélicoptères et explosions. Un informaticien du nom de Sohaib Athar a envoyé un message juste au moment où les appareils du SEAL sont arrivés sur la cible : « Un hélico survole Abbottabad à 1 AM (événement rare). » Quelques minutes plus tard, le même Athar signale une énorme explosion

qui fait trembler les fenêtres près desquelles il se trouve. Il y en a encore d'autres, mais personne ne sait exactement ce qui se passe quand Keith Urbahn, ancien chef de cabinet du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, envoie ce tweet : « Quelqu'un bien placé me dit qu'ils ont tué Oussama Ben Laden. Énorme. » Urbahn ajoute peu après : « Sais pas si c'est vrai mais prions pour. » On est une heure avant qu'Obama n'apparaisse dans la salle Est pour l'annonce officielle, et la nouvelle se répand partout très vite.

À la Maison-Blanche, Carney est alerté par l'émission du dimanche soir d'ESPN sur le baseball. Au cours de la partie entre les Phillies et les Mets, au Citizens Bank Park de Philadelphie, les spectateurs se sont mis à crier « USA ! USA ! USA ! ». Il est 22 h 45. Les commentateurs du match se sont interrompus pour annoncer qu'Oussama Ben Laden, d'après certaines informations, avait été tué.

Mais, comme Obama l'avait dit, ce ne serait vrai que quand les États-Unis le confirmeraient. Alors il s'assoit dans le Bureau ovale, procède à d'ultimes modifications au discours que Rhodes a rédigé, puis se rend à la salle Est. Il y a déjà du monde dans la rue, sur Lafayette Square : les gens font la fête et crient « USA ! USA ! USA ! ».

Il est 23 h 35 quand le président apparaît à la télévision, sur le tapis rouge qui conduit à la tribune.

« Bonsoir. Ce soir, je peux annoncer au peuple américain et au monde que les États-Unis ont mené une opération au cours de laquelle ils ont tué Oussama Ben Laden, le chef d'Al-Qaïda, un terroriste responsable de la mort de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants innocents. »

Il évoque les attentats du 11 Septembre, qui constituent, dit-il, « la pire attaque de notre histoire contre le peuple américain » et dont le souvenir est « encore cuisant dans la mémoire nationale ». Il dit que Ben Laden a trop longtemps échappé aux forces américaines. Le président, fier de sa contribution à cette entreprise, évoque l'ordre donné à Panetta, peu après son arrivée à la Maison-Blanche, de mettre les chefs d'Al-Qaïda « tout en haut » de la liste des priorités. Il mentionne l'effort national du pays pour refouler les talibans, mais ne parle pas de l'Irak. Obama pense qu'un de ses principaux mérites a été de corriger les priorités erronées du président Bush.

« Puis, en août dernier, après des années de travail difficile de la part de nos services de renseignement, j'ai été averti d'une possible piste sur Ben

Laden, dit-il. C'était loin d'être sûr, et il a fallu plusieurs mois pour remonter le fil. J'ai rencontré plusieurs fois mon équipe chargée de la sécurité du pays, car nous avions de plus en plus d'informations sur la possibilité que Ben Laden se cache dans une maison au Pakistan. Enfin, la semaine dernière, j'ai décidé que nous avions assez d'informations pour passer à l'action, et j'ai autorisé une opération pour trouver Ben Laden et l'amener devant la justice.

« Aujourd'hui, sous ma direction, les États-Unis ont lancé une opération ciblée contre cette résidence à Abbottabad, au Pakistan. Une petite équipe de soldats américains a mené cette opération avec un courage et un savoir-faire extraordinaires. Aucun des nôtres n'a été blessé. Ils ont pris soin d'éviter les pertes civiles. Après une fusillade, ils ont tué Oussama Ben Laden et emporté son corps. »

Il observe que la menace que représente cette organisation terroriste n'a pas pris fin et demande que la lutte soit poursuivie. Il souligne une fois de plus que les États-Unis ne sont pas en guerre contre l'islam, comme le président Bush, affirme-t-il, s'est également efforcé de le montrer. Il met l'accent sur la chose dont Ben Laden se souciait le plus : son héritage indésirable. « Ben Laden n'était pas un chef musulman, c'était un tueur de masse de musulmans. Al-Qaïda a massacré un grand nombre de musulmans dans de nombreux pays, y compris le nôtre. Sa mort devrait donc être saluée par tous ceux qui croient à la paix et à la dignité humaine. »

Le président salue enfin « tous les professionnels du renseignement et du contre-terrorisme qui ont travaillé sans relâche pour arriver à ce résultat. Le peuple américain ne voit pas leur travail et ne connaît pas leurs noms. Mais ce soir, ils ont la satisfaction d'avoir accompli leur devoir et fait triompher la justice ».

« La nation remercie les hommes qui ont réalisé cette opération, car ils personnifient le professionnalisme, le patriotisme et le courage de ceux qui servent notre pays. Et ils font partie d'une génération qui, depuis ce triste jour de septembre, porte la part la plus lourde de notre fardeau. »

Le président termine en invoquant l'esprit d'unité que la nation a connu après les attaques du 11 Septembre, et qui renaît à nouveau ce soir.

« Souvenons-nous que si nous sommes capables de faire tout cela, ce n'est pas seulement grâce à notre force ou à notre richesse, mais surtout

grâce à ce que nous sommes : une nation placée sous l'autorité de Dieu, indivisible, où règnent la justice et la liberté pour tous. Merci. Que Dieu vous bénisse. Que Dieu bénisse les États-Unis d'Amérique. »

Mais la soirée n'était pas terminée pour la Maison-Blanche. Dans le bureau de Carney, dans l'aile Ouest, Michael Morell, Mike Vickers et John Brennan donnaient une conférence de presse par téléphone. Morell, qui se trouvait aux côtés de Bush le jour du 11 Septembre, et qui était au cœur des efforts faits depuis pour capturer Ben Laden, refusant de répondre aux questions détaillées qu'on lui posait sur la traque, se lança de tête dans un résumé alambiqué des recherches ayant mené à Ahmed le Koweïtien :

« Nous avons interrogé de multiples détenus pendant des années, puis nous avons réussi à former une image composite du réseau des messagers et de ce messager en particulier, qui nous intéressait – cela nous a conduits à cette maison, tout cela à partir d'une image composite, que nous avons approfondie grâce à nos autres moyens de renseignement. »

Morell salua la coopération entre la CIA et l'armée.

« Vous savez, cette opération conjointe de la CIA et de l'armée des États-Unis est à l'évidence un immense succès, et c'est un signe du partenariat extraordinaire qui existe dans le milieu du renseignement et de la défense depuis le 11 Septembre. C'est aussi un témoignage de la gratitude immense de la CIA pour tous les militaires qui ont participé à l'opération… Mais nous savons que la guerre contre Al-Qaïda continue, même si Oussama Ben Laden est mort aujourd'hui. »

Il était très tard, ce soir-là, quand tout fut fini. Morell quitta la Maison-Blanche vers minuit trente. La foule nombreuse dans la rue criait encore « USA ! USA ! USA ! » Puis il entendit quelque chose qu'en vieux routier du renseignement il n'aurait jamais cru entendre un jour : « CIA ! CIA ! CIA ! » Il monta dans sa voiture pour rentrer chez lui voir sa famille. Durant les deux derniers mois, il avait travaillé seize heures par jour et il n'avait pas pu dire à sa femme pourquoi. Cet après-midi, leur fille, sur laquelle il avait posé pour la première fois les yeux à la fin de ce jour interminable, neuf ans plus tôt, avait donné son dernier concert avec la chorale de l'école. Quand il était parti, à six heures, ce dimanche matin, sa femme lui avait demandé s'il pourrait venir.

« Je ne pourrai pas.

— C'est son dernier concert.

— Je ne pourrai pas », avait-il répété, incapable d'expliquer pourquoi. Et sa femme lui en voulait.

Un peu plus tôt dans la soirée, quand le président s'était décidé à faire sa déclaration devant les médias, il l'avait appelée à la maison. Le concert était terminé depuis longtemps :

« Mets la télé. Tu comprendras pourquoi tu ne m'as pas beaucoup vu depuis deux mois. »

Maintenant, il était pressé de rentrer chez lui.

Carney et Rhodes, eux, ne quittèrent pas la Maison-Blanche avant deux heures du matin. L'attaché de presse avait quelques bières dans le frigo de son bureau, et ils fêtèrent l'événement. Les chants dans la rue continuaient. À leur grande surprise, la foule était si nombreuse que la sécurité de la Maison-Blanche ne voulut pas les laisser partir en voiture. Alors Rhodes rentra chez lui à pied.

On se serait cru le 31 décembre au soir. Des gens chantaient et dansaient. Les rues étaient encombrées de voitures qui klaxonnaient. De jeunes femmes, le haut du corps sortant du toit de leurs voitures, criaient en agitant les bras. Tous ses souvenirs du 11 Septembre resurgirent d'un coup. Ce jour-là, il était à Brooklyn, sur les quais, et il avait vu avec horreur les tours s'effondrer. La plupart des gens qui faisaient la fête ce soir avaient entre 17 et 25 ans, c'étaient sans doute des étudiants de Georgetown ou de l'université George Washington, ce qui voulait dire que, le jour des attaques, ils étaient encore enfants.

Rhodes avait 32 ans. Al-Qaïda et Ben Laden pesaient sur leurs vies à tous comme une ombre obscure. L'ombre s'était évanouie. À sa manière, il s'était impliqué dès le début dans ce combat. Il n'était pas soldat. Il n'avait pas risqué sa vie sur le champ de bataille, comme beaucoup de sa génération. Il n'était pas tireur d'élite comme les hommes du SEAL qui avaient mené l'opération, mais il avait contribué, avec ses compétences, à l'entreprise. Il avait fait prendre à sa vie un tournant : au lieu de devenir écrivain, comme il l'espérait, il avait décidé de participer aux côtés de Lee Hamilton à la rédaction du rapport de la Commission sur le 11 Septembre, puis de travailler avec Obama pour l'aider à élaborer sa réflexion sur la

guerre : il s'agissait de savoir qui était le véritable ennemi des États-Unis, et pourquoi cette guerre était à la fois fondamentale pour la sécurité de la nation, et juste, et honorable. Entre ce jour terrible à Brooklyn et ce soir du 1er mai, où il avait préparé le discours d'Obama sur la mort de Ben Laden, la boucle était pour lui bouclée. C'était toute l'histoire de sa vie. Et ce soir-là, en rentrant chez lui, il avait l'impression qu'il avait gagné.

---

2. Un récit de cette scène a été publié par un des trois commandos, sous le pseudonyme de « Mark Owen », alors que la première édition de ce livre était sous presse. Il est le premier homme de la mission qui ait donné une version de la fusillade. Son récit diffère, sur certains détails, de celui que j'avais reconstitué à partir d'interviews réalisées au JSOC. Dans mon récit original, Ben Laden avait été poursuivi depuis le haut de l'escalier jusque dans sa chambre, blessé à la poitrine. Une fois sa femme Amal écartée, un commando, placé au-dessus de lui, lui avait tiré une balle dans l'œil gauche. La version ci-dessus se fonde sur le récit d'« Owen », que je suppose, compte tenu de la source, correct. J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec « Mark Owen » quand j'ai travaillé sur ce livre ; il a préféré ne rien me dire et signer un contrat de coauteur pour publier son propre récit, intitulé *Ce jour-là*.

9 – Paillettes

Printemps 2011

Avoir trouvé et tué Ben Laden était un remarquable succès. Le président Obama avait toutes les raisons d'en être fier. Mais un succès pour qui ? Dans le discours qu'il délivra cette nuit-là, il a salué « tous les professionnels du renseignement et du contre-terrorisme » qui avaient travaillé avec acharnement, pendant plus de dix ans, sous trois administrations présidentielles. Il a également salué les hommes du SEAL qui avaient risqué leur vie pendant l'attaque et qui s'en étaient sortis sans encombre. Il a remercié enfin les Alliés qui avaient coopéré pendant des années pour traquer et interroger des membres d'Al-Qaïda, parmi lesquels le Pakistan, en dépit de la violation de sa souveraineté et de l'outrage de ne pas l'avoir consulté. Mais le président s'est réservé, à lui-même, une large part du mérite du succès.

« Peu après ma prise de fonctions, j'ai demandé à Leon Panetta… »

« On m'a briefé… J'ai rencontré plusieurs fois mon équipe de sécurité… »

« J'ai décidé… et autorisé… »

« Aujourd'hui, sous ma direction… »

Et tout cela était vrai. Obama a en effet le mérite d'avoir fait de la traque de Ben Laden une priorité de son administration, d'avoir préparé le terrain pour une attaque qui éviterait de tuer des innocents et réduirait au minimum les troubles apportés à Abbottabad, et d'avoir osé prendre un grand risque, pas seulement pour les hommes chargés de la mission, mais aussi pour sa présidence et sa postérité. Peut-être est-il juste qu'après avoir accepté toutes les conséquences d'une attaque manquée, Obama puisse recueillir les lauriers d'une mission réussie.

Très vite, toutefois, son équipe à la Maison-Blanche a commencé à fabriquer et gonfler une histoire qui n'en avait pas vraiment besoin. Ses

conseillers ont fait ce qu'ont l'habitude de faire tous les politiciens professionnels : réécrire l'événement à leur bénéfice.

De petites contre-vérités ont commencé à émailler, comme autant de paillettes, le récit des événements. Et cela dès le début. Assis sur le divan du bureau de Carney, John Brennan a ainsi déclaré aux journalistes, après l'intervention du président : « Le commando américain a été pris dans une fusillade […] Oussama Ben Laden a résisté. » Il est allé jusqu'à dire que les hommes présents dans la résidence « s'étaient servis des femmes comme de boucliers humains ». Le lendemain, il a même osé ajouter que Ben Laden en personne s'était protégé derrière sa femme. Il s'agissait de faire passer l'ancien chef d'Al-Qaïda pour un lâche et pour un hypocrite. « Voilà comment vivait Oussama, caché dans une résidence d'un million de dollars, s'abritant derrière des femmes qu'il mettait devant lui comme des boucliers. Cela montre à quel point tout ce qu'il racontait depuis des années était faux […] Il encourageait les autres à mener le djihad, tout en restant bien au chaud dans sa villa de luxe. »

Le président a répété, dans plusieurs interviews, sa conviction qu'Al-Qaïda était le « bon » ennemi. Les directives qu'il avait données aux responsables du renseignement pour mettre la traque de Ben Laden « en tête de liste » ont été présentées comme le principal ressort du succès de l'opération, après des années futilement gaspillées. Lors de nos entretiens, plusieurs responsables de son administration ont utilisé l'expression « largeur de bande limitée » pour dire que même des priorités au plus haut niveau peuvent être négligées voire oubliées – et rappeler, en particulier, que les deux guerres de George W. Bush avaient fait obstacle à la traque de Ben Laden. Obama avait eu des propos similaires lors de la campagne présidentielle de 2007-2008 : Bush, disait-il, avait « perdu la balle des yeux ».

Obama a insisté, très tôt dans la planification de l'opération, pour que les commandos du SEAL soient préparés pour quitter le Pakistan en combattant : il ne souhaitait pas, en cas de coup dur, qu'ils restent dans la résidence en attendant que les États-Unis négocient leur sortie. C'était un risque, mais un risque assumé et justifié. Pour le président, la vie des soldats américains passait avant les liens diplomatiques avec le Pakistan. Aborder la mission de ce point de vue, ce qui ne correspondait pas à la

vision de McRaven, signifiait qu'il faudrait peut-être tuer des policiers et des soldats pakistanais, et abattre des avions pakistanais. Cette décision, qui exigeait des forces de soutien supplémentaires et la définition d'un plus grand nombre d'options, a modifié la planification de l'opération. Après coup, des membres de l'équipe d'Obama ont affirmé que c'est ce choix présidentiel qui avait permis le secours de la mission après le crash du premier Black Hawk. C'est parce que le président avait exigé qu'il y ait un plan de soutien, ont-ils dit, que McRaven avait pu faire venir aussi vite un Chinook sur place, avec une force de réaction rapide.

Dans les semaines ayant suivi l'attaque, les responsables de la CIA et de l'administration ont affirmé que l'analyse des documents saisis dans la résidence montrait que Ben Laden n'était pas le personnage isolé et dépassé que certains prétendaient qu'il était devenu : il avait continué d'animer Al-Qaïda depuis sa cachette, fomenté des tentatives d'assassinat contre, entre autres, Petraeus et Obama, et mis en route plusieurs attaques sur le sol des États-Unis.

Et puis il y avait le vice-président Biden, avec son don si particulier pour l'exagération, désormais entièrement au service de son patron, et qui qualifiait l'attaque de « plan le plus audacieux depuis cinq siècles ». Biden disait qu'Obama avait pris cette décision après qu'on lui eut recommandé de ne pas le faire. Il suggérait que seul Leon Panetta l'avait franchement approuvé. Obama avait « une colonne vertébrale en acier ».

Ces éléments apparaissent dans les diverses versions qui ont été données de l'attaque et de ses suites. Ces versions n'ont pas été le fruit d'un effort coordonné mais cumulatif. En réunissant ces bribes éparses, on peut écrire le récit officiel enjolivé des événements : un nouveau président audacieux avait, aussitôt élu, redéfini les priorités de la défense nationale et placé Ben Laden au premier plan. Sous sa direction, la traque avait été relancée et approfondie. On avait découvert que Ben Laden ne vivait pas dans une grotte de montagne mais, comme un millionnaire, dans une villa « de luxe », située dans une banlieue résidentielle pakistanaise. Tenue par le président dans le secret le plus strict, l'armée avait été obligée de modifier ses plans – se rendre aux autorités pakistanaises en cas d'échec – et s'était préparée à fournir une force d'appui suffisante pour avoir raison de toute résistance : elle quitterait le Pakistan en combattant s'il le fallait. Ce sont les

directives d'Obama qui avaient sauvé la mission, car quand le Black Hawk s'était crashé, un hélicoptère d'appui était déjà prêt. Entouré de conseillers qui, soit étaient opposés à l'attaque, soit avaient exprimé de larges doutes à ce sujet, le président avait eu le courage de passer outre pour lancer une des actions militaires les plus audacieuses de l'histoire. Les braves commandos du SEAL avaient tué Ben Laden lors d'une fusillade nourrie à l'intérieur de la résidence, malgré les efforts qu'il avait faits pour s'abriter derrière sa femme. Les documents saisis sur place montraient que Ben Laden, loin d'être un reclus marginalisé, était resté le grand chef de l'organisation terroriste.

Il y avait, certes, du vrai dans cette histoire – mais pas que du vrai.

Commençons pas les directives données par Obama à Leon Panetta et Mike Leiter, en mai 2009, lors d'une réunion impromptue organisée dans le Bureau ovale. Le président nouvellement élu y avait bien souligné qu'il faisait de la traque de Ben Laden et d'Ayman al-Zaouahiri « la » priorité de son administration en matière de sécurité nationale. Mais est-ce que cela avait vraiment tout changé ? Un haut responsable du renseignement m'a confié que ce n'était pas le cas.

« Ce n'était pas un changement majeur, me dit-il, car nous faisions déjà tout ce que nous pouvions, et depuis des années. »

L'urgence d'Obama a eu cependant pour effet d'obliger les différents chefs d'équipe chargés de Ben Laden à rédiger des rapports réguliers sur leur travail et sur leurs progrès. Il dit aussi que le fait que le directeur, Panetta, s'était fortement mobilisé avait permis de « recentrer les gars… Je pense qu'en demandant des mises à jour régulières, on a poussé nos gars sur le terrain à en faire encore plus, mais je ne pense pas que ce soit la raison de notre avancée décisive. Les ressources dont nous disposions sont restées les mêmes. L'intérêt que nous portions aux responsables d'Al-Qaïda n'a jamais péché par manque de ressources, et encore moins la traque ».

Avec le recul, il semble que la trace menant à Abbottabad n'ait pas été le résultat d'une redirection des efforts de recherche, mais le fruit d'un processus lent et routinier. Les « percées » les plus importantes – la découverte, à partir de diverses sources, du pseudonyme « Ahmed le Koweïtien », celle de sa véritable identité en 2007 et de sa localisation en 2010, puis sa recherche jusqu'à Abbottabad – ont été le fruit d'un travail

patient, constant, minutieux et peu spectaculaire de plusieurs années. Aucune des découvertes mentionnées plus haut n'a d'ailleurs été considérée comme importante avant que la résidence n'attire l'attention. Jusque-là, Ahmed le Koweïtien n'était qu'une piste parmi des milliers d'autres, stockées dans une vaste base de données fourre-tout. Le plus remarquable a été de *relier* ces faits disparates entre eux, et même une fois cette connexion réalisée, la piste n'a fait que mener à la résidence d'un homme soupçonné d'être le messager et l'assistant de Ben Laden. C'est parce que la CIA a suivi chaque piste pendant neuf ans que la résidence a été découverte, et c'est parce que ses analystes ont beaucoup réfléchi à la façon dont Ben Laden devait vivre – sans une grosse équipe de sécurité, entouré de ses épouses et de sa famille, avec seulement un ou deux hommes de confiance – que la résidence d'Abbottabad a paru répondre à la configuration recherchée. L'idée que c'était la réorientation des efforts pour chercher Ben Laden, ordonnée par Obama, qui avait conduit au chef terroriste n'était donc vraie que dans la mesure où l'on avait suivi, à chaque étape du processus, la bonne piste. C'était un facteur parmi d'autres. Le mérite en revenait peut-être à Obama, mais la vérité, c'est que la découverte de Ben Laden était due à l'effort de l'administration du renseignement, et au succès de ses moyens de collecte et d'analyse de l'information. Cet effort, commencé sous le président Clinton, avait fait de grands progrès après le 11 Septembre sous le président Bush, et s'était poursuivi aussi longtemps que nécessaire, c'est-à-dire dix ans. Car il est difficile de trouver un homme sur la planète quand cet homme a décidé qu'on ne le trouverait pas.

Il faut rappeler enfin que cet effort s'est accompagné de l'usage de la torture, ou du moins de méthodes violentes d'interrogatoire. C'est dans ce cadre que Mohamedou Ould Slahi et Mohammed al-Qahtani ont, pour la première fois, mentionné le nom d'Ahmed le Koweïtien. Et c'est après une des nombreuses séances de « baignoire » auxquelles Khalid Cheikh Mohammed a été soumis que l'on a pu apprendre qu'il avait pris sa retraite. Quant à Hassan Ghul, il a confirmé le rôle central du Koweïtien pendant des séances d'interrogatoire secrètes dans un centre de détention clandestin de la CIA. On ne sait pas quelles méthodes ont été alors utilisées, mais on sait que l'agence a demandé l'autorisation d'utiliser la coercition au

département de la Justice. Il n'est évidemment pas possible de savoir si l'on aurait obtenu ces révélations sans recourir à ces méthodes. Dans le cas de Qahtani, en particulier, qui résista longtemps et obstinément, cela semble peu probable. La torture n'a peut-être pas été décisive ni même nécessaire, mais elle fait assurément partie de l'histoire.

Les efforts produits pour faire accroire que Ben Laden menait une vie douillette dans une résidence « de luxe » ne sont pas seulement faux : ils ont occulté un fait autrement plus parlant. La résidence d'Abbottabad était, pour le quartier, d'une très grande taille ; mais elle abritait quatre couples adultes et près de vingt enfants. D'après ce qu'on sait, le mode de vie choisi par Ben Laden était bien loin de celui de la classe moyenne américaine. Il y a même des prisons aux États-Unis où les détenus sont mieux logés, même si aucun n'a le droit d'y vivre avec trois épouses. Il est intéressant de noter que Ben Laden devait se cacher de tout le monde, y compris de sa famille et du voisinage. Pablo Escobar, le prince des narcotrafiquants colombiens, qui fut, dans les années 1980 et au début des années 1990, le criminel le plus recherché du monde, et dut fuir son propre pays, pourchassé par les forces spéciales américaines, a pu vivre et se déplacer au vu de tous dans sa ville natale de Medellin, admiré de beaucoup. Il y a des hommes que les États-Unis considèrent comme des terroristes qui vivent aujourd'hui au Pakistan et en Afghanistan et qui sont révérés dans leurs tribus et dans leurs régions, où ils vivent sans se cacher. Ben Laden n'avait pas d'endroit pour vivre dans ce monde, où il était pourtant admiré de certains. Al-Qaïda n'était pas un mouvement populaire dans son pays natal, l'Arabie Saoudite, ni dans les autres pays du monde arabe et du Proche-Orient. Il avait suffisamment de disciples pour mobiliser des foules autour de la publication d'une caricature de Mahomet ou de l'autodafé de corans par un pasteur histrionique. Mais comparée aux millions d'Arabes sortis dans les rues au printemps 2011 pour demander des élections, Al-Qaïda n'était plus qu'une petite secte extrémiste. La « Nation » de Ben Laden, composée de musulmans pareils à lui, n'était qu'un fantasme. S'il avait osé se montrer publiquement au Pakistan, un pays islamique, il aurait probablement été dénoncé, ne fût-ce que pour la prime de 25 millions de dollars. Il est d'ailleurs possible que cela ait été le cas, car la CIA n'a pas raconté toute l'histoire et n'a jamais voulu dire si cette récompense avait ou non été versée.

En réalité, ce n'est pas la décision d'Obama de renforcer la force d'assaut et de prévoir la possibilité que le SEAL devrait quitter le pays en combattant qui a sauvé la mission. Aucune opération du JSOC de ce type n'aurait de toute façon été lancée sans la proximité d'une force d'action rapide. McRaven aurait, de toute façon, envoyé deux Chinook au Pakistan pour servir d'appui et permettre aux Black Hawk de refaire le plein. La force supplémentaire exigée par Obama, les soldats et les appareils qui auraient été mobilisés en cas de réaction significative des forces pakistanaises, est restée au sol en Afghanistan tout au long de la mission. Elle n'a pas été nécessaire.

La décision du président de fournir à la mission une force d'appui lui permettant de sortir du Pakistan, le cas échéant en combattant, en dit cependant beaucoup sur la détérioration des relations des États-Unis avec ce pays. Comme cela avait été souligné lors de la réunion décisive du 28 avril, si les liens étaient assez lâches pour que l'attaque suffît à les rompre tout à fait, alors, quoi qu'il arrivât, ils n'étaient guère promis à durer. Venant tout juste de mener des négociations difficiles pour libérer le collaborateur de la CIA Raymond Davis, Obama n'aimait pas du tout l'idée d'avoir à négocier encore une fois avec Islamabad pour libérer deux douzaines de commandos du SEAL : « Je me disais que s'ils étaient faits prisonniers au Pakistan, et qu'ils y devenaient là-bas un enjeu de politique intérieure, les choses auraient été très, très difficiles. » McRaven, quant à lui, avait déjà dirigé, pendant plusieurs années, des attaques au nord et au sud du Waziristan, attaques officiellement interdites par Islamabad mais sur lesquelles les Pakistanais fermaient en réalité les yeux. Il avait donc toutes les raisons de penser que si ses hommes étaient découverts et attaqués à Abbottabad, il serait possible de faire quelque chose. Dans son évaluation des conséquences de la mission en cas de coup dur, il était arrivé à la conclusion parfaitement rationnelle qu'il serait plus grave pour les États-Unis que des Pakistanais soient tués plutôt que des membres du SEAL soient découverts dans un endroit où ils n'avaient rien à faire. Le président pensait différemment. Le savoir-faire des commandos a rendu heureusement futiles toutes ces considérations.

Enfin, quand Obama a pris la décision de lancer l'attaque, il ne s'est pas heurté à l'opposition de ses principaux conseillers. Lors de la réunion

décisive du 28 avril, l'option terrestre réunit pratiquement l'unanimité des participants, à l'exception de Biden, qui demanda au président d'attendre, et de Leiter et de Cartwright, qui préféraient que l'on tue Ben Laden par un missile tiré depuis un drone. Gates, lui, indiqua lors de la réunion sa préférence pour l'option aérienne, mais avait changé d'avis le lendemain matin. Tous les autres conseillers, adjoints, responsables, etc., en particulier ceux qui étaient proches du processus d'analyse et de planification, étaient pour l'attaque terrestre. Quant à la forfanterie de Biden à propos de l'attaque « la plus audacieuse depuis cinq siècles », elle en dit moins sur la témérité de la mission que sur la lecture de l'histoire militaire du vice-président.

Il faut rappeler que les États-Unis, trente et un ans plus tôt, avaient osé une action autrement plus téméraire, même si elle a rarement été présentée comme telle. Quand le président Carter décida de lancer une opération pour libérer la cinquantaine d'otages américains retenus en Iran, les chances de succès n'étaient estimées qu'à 20 %, même parmi les hommes appelés à y participer. Les conséquences de l'échec – huit morts, neuf mois de captivité de plus pour les otages, la défaite de Carter aux élections suivantes – montrent hélas qu'il s'agissait d'un pari vraiment risqué. Cela n'empêcha pas Mitt Romney, l'adversaire républicain d'Obama à l'élection de 2012, d'infliger une humiliation gratuite à Carter, un an après la mort de Ben Laden, pour diminuer l'importance de la décision d'Obama, en déclarant que « n'importe qui dans le Bureau ovale aurait fait la même chose, y compris Jimmy Carter ». On peut affirmer, avec sans doute plus de pertinence, que Romney n'aurait pas donné l'ordre de l'attaque, puisqu'il avait critiqué Obama, en 2007, de l'avoir envisagée.

De toutes les outrances qui ont suivi l'attaque, la plus intéressante est sans doute l'affirmation de Brennan selon laquelle Ben Laden avait été tué au cours d'une « fusillade » et qu'il s'était servi de femmes comme « boucliers ». Sur ce point, la Maison-Blanche a d'ailleurs fait marche arrière. Trois éléments semblent expliquer cette contrevérité : la confusion qui régna durant les premières heures ayant suivi l'attaque, le désir inutile de gonfler l'héroïsme des commandos du SEAL, et la volonté d'un vieux soldat de peindre son ennemi de toute une vie sous un jour défavorable. Brennan était sur la trace de Ben Laden depuis presque quinze ans, depuis

qu'il travaillait comme agent de la CIA au Proche-Orient dans les années 1990, et la réussite de l'opération était pour lui, comme pour beaucoup, un succès personnel. Il n'a pu s'empêcher, devant les médias du monde entier, de mêler la satisfaction à la médisance. Et ses commentaires ont été une sérieuse source d'embarras.

Contrairement aux récits initiaux, il n'y a pas eu d'échange de coups de feu dans la résidence. D'après mes recherches, et le récit publié par un des hommes du SEAL, il semble qu'après des premiers tirs perdus venus de la maison, tous les coups de feu aient été tirés par le SEAL. Il est important de noter que c'est d'abord le SEAL qui a essuyé des tirs, mais ceux-ci ont été brefs et inefficaces. Ils confirment que certains occupants de la résidence au moins étaient armés et qu'ils ont résisté. Après ces tirs, les commandos pouvaient donc s'attendre à se faire tirer dessus tant que la maison ne serait pas sécurisée. Aucun des six adultes tués pendant l'attaque – quatre tués et deux blessés – n'était armé. Les assaillants ont été sélectifs. Aucun enfant n'a été blessé, et une femme seulement, sur les trois présentes, a été abattue. Il est évidemment difficile de savoir comment vont se comporter des hommes qui risquent leur vie, de nuit, dans l'attaque éclair d'une résidence abritant des ennemis implacables qui leur tirent dessus, mais tous les éléments dont nous disposons montrent que si les hommes du SEAL avaient voulu prendre Ben Laden vivant, ils l'auraient pu.

Le Cheikh est resté à l'étage un quart d'heure environ pendant que les hommes approchaient. Si la maison avait été piégée aux explosifs pour un ultime attentat-suicide – et la présence d'enfants n'allait pas dans ce sens –, il aurait eu bien assez de temps pour tout faire sauter avant d'être attaqué dans sa chambre du second étage. C'est la blessure d'Amal, et la nécessité de l'écarter du corps de Ben Laden à terre, qui est, semble-t-il, à l'origine de l'histoire du « bouclier humain ». Selon les récits qui ont déjà été publiés et selon mes propres sources, Ben Laden a été tué par plusieurs tirs, un à la tête, qui l'a mis au sol, les autres à la poitrine, alors qu'il était étendu par terre, visiblement agonisant. Ben Laden n'a pas essayé de se rendre, mais il n'a rien fait non plus pour résister. Il est raisonnable de penser, dans ces circonstances, que si la priorité du SEAL avait été de prendre Ben Laden vivant, celui-ci serait aujourd'hui détenu aux États-Unis, et qu'Obama

aurait disposé du « capital politique » nécessaire pour déférer devant la justice les chefs terroristes du 11 Septembre.

Il est donc très probable que les hommes du SEAL n'aient jamais eu l'intention de prendre Ben Laden vivant, même si personne à la Maison-Blanche et dans la chaîne de commandement n'a jamais donné un ordre en ce sens. Inversement, il aurait fallu un ordre exprès venu d'en haut pour le capturer et renoncer à la possibilité de l'éliminer. Les hommes qui ont réalisé l'opération étaient des vétérans aguerris, habitués à la violence et à la mort. Leur premier réflexe aurait été de tirer sur Ben Laden à vue, tout comme ils ont abattu à vue les autres hommes de la résidence.

Il est cependant intéressant d'envisager l'autre scénario. La présence de Ben Laden à la place de l'accusé, devant un juge et un jury, aurait peut-être été beaucoup moins exaltante pour ses disciples que ne l'est la figure de Ben Laden le martyr. Peut-être se serait-il montré intraitable lors de l'interrogatoire, mais l'histoire nous enseigne que les figures les plus haut placées d'une organisation illégale sont souvent plus enclines au compromis que leurs subalternes. Si Ben Laden avait choisi de parler à ses juges, il est certain que personne ne pouvait mieux connaître que lui l'organisation, les finances, le personnel, les méthodes, l'histoire, l'idéologie et les projets d'Al-Qaïda. Sa détention n'aurait pas été sans poser des problèmes juridiques et politiques, mais comme le président me le confia, il en aurait peut-être tiré parti. Aussi satisfaisant que fût pour des millions d'Américains le fait de savoir que le terroriste le plus célèbre au monde était mort, et que la dernière chose qu'il eût contemplé sur terre était l'arme automatique d'un commando du SEAL, il aurait peut-être été plus intéressant, pour Obama, d'avoir Ben Laden vivant et d'en finir avec le mythe.

Les documents saisis dans la résidence montrent que Ben Laden était un correspondant résolu et autoritaire, qui rêvait toujours de meurtres de masse aux États-Unis, mais qui était en même temps isolé, frustré, coupé des forces restantes de son groupe. Il était à l'écart du mouvement de l'histoire, et il ne l'acceptait pas.

Au total, ces efforts pour arranger la mort de Ben Laden ne sont pas grand-chose à côté de l'atterrissage très orchestré du président Bush sur le porte-avions *USS Abraham Lincoln*, en 2003, et du discours qu'il y

prononça sous une énorme banderole « Mission accomplie ». Cet épisode a mis pour longtemps la barre très haut en matière de casuistique présidentielle et continuera sans doute d'embarrasser Bush jusqu'à la fin de ses jours. La mission, en l'espèce – l'invasion de l'Irak par les États-Unis –, était inaboutie et le resterait pendant huit longues et sanglantes années. Dans ses Mémoires, intitulés *Instants décisifs*, Bush suggère que le message délivré alors n'avait pas été celui désiré, tout en concluant : « Ce fut une énorme erreur. »

Il n'y a rien eu de comparable de la part de l'équipe d'Obama à la Maison-Blanche. Mais la manière dont ce succès a été utilisé montre jusqu'où certains peuvent aller pour s'attribuer le mérite d'une action ou d'une décision. Harry Truman aimait à dire : « C'est fou tout ce qu'on peut faire quand on se moque de savoir qui s'en attribuera le mérite. » Le corollaire de cette remarque pourrait être le suivant : « C'est fou comme les gens méritants qui ne demandent rien sont finalement ceux qui recueillent le plus de lauriers. »

Apparemment, le peuple américain accorde aujourd'hui un durable crédit au président Obama. Ses sondages ont bondi de presque 10 points après son annonce du dimanche soir, et ils sont, une année après, encore d'un point supérieur à ce qu'ils étaient avant l'opération. Grâce à la mort de Ben Laden, et malgré tous les efforts de ses adversaires républicains, Obama n'est plus autant perçu comme un dissimulateur. Sa popularité reste élevée même chez les personnes déçues par sa politique, et les espoirs placés par certains dans son pacifisme se sont définitivement envolés. Pour avoir mis fin à l'engagement militaire des États-Unis en Irak, et pour avoir amorcé le retrait des troupes d'Afghanistan, on aurait aisément pu l'accuser de « mollesse » en matière de sécurité nationale. En tuant Ben Laden, la crédibilité de commandant en chef d'Obama est désormais établie. Le succès de la mission a souligné sa volonté de poursuivre jusqu'au bout la traque des dirigeants d'Al-Qaïda. D'ailleurs, le nombre d'attaques terroristes attribuées aux diverses franchises de l'organisation, malgré les efforts faits pour se développer au Yémen, a fortement diminué. En 2012, les États-Unis ciblaient de plus en plus des combattants de niveau intermédiaire, et les frappes de drones n'ont cessé, elles aussi, de diminuer. Il est évidemment difficile d'en être sûr, mais les chiffres suggèrent une

baisse continue du nombre de cibles. Or les capacités de renseignement des États-Unis, elles, n'ont nullement été entamées.

Trois jours après l'attaque, dans une interview pour l'émission « 60 Minutes », le président déclarait : « Ce fut certainement une des semaines les plus satisfaisantes non seulement pour ma présidence, mais, je le crois aussi, pour les États-Unis depuis que je suis président. À l'évidence, Ben Laden n'était pas seulement un terroriste ; c'était aussi un meurtrier de masse qui échappait depuis trop longtemps à la justice, et je crois qu'un très grand nombre de familles qui avaient été touchées avaient abandonné tout espoir. Je crois qu'être enfin capable de dire, "Nous avons eu l'homme qui a provoqué des milliers de morts ici aux États-Unis, l'homme qui était un point de ralliement pour les extrémistes djihadistes du monde entier", c'est vraiment quelque chose à quoi nous sommes tous reconnaissants d'avoir pu participer. »

Avoir tué Ben Laden n'a évidemment rien de comparable au fait de lancer des armées à travers la Manche ou de défier Khrouchtchev au plus dur de la guerre froide. Ce n'en est pas moins une victoire militaire à une époque où celles-ci sont rares. Les États-Unis ne pouvaient guère mieux refermer la page du 11 Septembre, et cela marqua sans doute la fin d'Al-Qaïda, au moins sur le plan symbolique. L'organisation était, il est vrai, déjà sur le déclin quand son fondateur trouva la mort, en raison à la fois des révolutions dans le monde arabe et du harcèlement sans relâche des forces spéciales et des drones américains. C'est pourquoi la mort ou le martyre de Ben Laden n'a pas entraîné une recrudescence du recrutement des djihadistes. Le romantisme de sa cause, qui n'avait jamais été bien grand, était dépassé. L'élection de gouvernements islamistes en Égypte et en Tunisie préoccupe peut-être l'Occident, mais la possibilité de réussir le changement par des moyens légitimes a coupé l'herbe sous le pied de l'extrémisme violent. Ben Laden lui-même se débattait avec ce problème dans les semaines qui ont précédé sa mort. Les méthodes du groupe lui avaient déjà aliéné des musulmans, même parmi ceux partageant ses opinions. Quant au nouveau chef du groupe, Ayman al-Zaouahiri, il était toujours en liberté à la mi-2012, mais il ne semble avoir ni le charisme ni le talent d'organisateur de son prédécesseur.

À peu près un an après l'opération, le président me confia lors d'un de nos entretiens : « Je pense qu'au niveau international, nous avons rappelé au monde que l'armée des États-Unis domine toutes les autres de la tête et des épaules, et que nous pouvons faire des choses que personne n'est capable de faire. Cela a également rappelé au peuple américain que notre gouvernement, du moins dans certains domaines, peut vraiment accomplir des choses extraordinaires, et que quand nous décidons de nous concentrer totalement sur un objectif, nous sommes capables d'aller au bout de nos engagements.

« Quand je me suis rendu à New York, après, à cette petite cérémonie, pour parler aux pompiers qui avaient perdu la moitié de leur unité, et pour rencontrer les enfants de ceux qui avaient été tués le 11 Septembre, ainsi que les veuves et les veufs, j'ai compris à quel point ce qui s'était passé avait laissé une empreinte profonde, et à quel point ils appréciaient que les États-Unis ne les aient pas oubliés. Cela n'a pas été sans nous créer des difficultés. Je pense que nos relations avec le Pakistan s'en sont ressenties même si elles étaient déjà, avant cela, difficiles. La mission, et le fait qu'il y a toujours dans ce pays des refuges [pour terroristes], a mis ces relations à nu. La gestion de cette situation a été un des grands défis de l'année écoulée. Mais c'est une des rares fois où j'ai pris une décision sans être tout à fait certain que cela allait marcher, et où je peux me dire, avec le recul, que nous avons réussi. »

Les relations avec le Pakistan se sont gravement détériorées, et plus encore après qu'une bavure des forces de l'OTAN, le 26 novembre 2011, eut tué vingt-quatre soldats pakistanais. Mais ces relations, qui, comme l'avait dit Hillary Clinton, reposaient davantage sur la nécessité mutuelle que sur la confiance et sur l'amitié, se sont poursuivies. En juillet 2012, le Pakistan, moyennant de fortes contreparties financières, a rouvert les voies d'approvisionnement des forces américaines en Afghanistan, et les frappes de nos drones au Waziristan ont continué.

Le Pakistan a gardé les épouses, les enfants et les petits-enfants de Ben Laden pendant presque un an, puis les a envoyés en Arabie Saoudite. Interrogées là-bas par des agents du renseignement et de la CIA, les femmes ont révélé que Ben Laden vivait au Pakistan depuis sept ou huit ans, qu'il avait déménagé quatre fois avant de s'installer dans la résidence

d'Abbottabad et qu'il y avait quatre enfants. Si l'on en croit les autorités pakistanaises, les affaires conjugales du fondateur d'Al-Qaïda n'étaient pas au beau fixe. Khairah, la plus âgée des épouses vivant avec Ben Laden à Abbottabad, n'appréciait guère la plus jeune, Amal, si bien qu'elle fut même accusée par la troisième, Siham, d'avoir dénoncé son mari à la CIA. Si c'est le cas, je n'ai pas trouvé d'élément permettant de le démontrer. Il semble à ce jour qu'aucune des trois femmes n'ait révélé d'informations utiles sur les dirigeants encore en vie d'Al-Qaïda. La résidence a été démolie en février 2012.

Le médecin pakistanais qui avait travaillé avec la CIA pour obtenir un échantillon d'ADN des enfants de Ben Laden, Shakil Afridi, a été arrêté, jugé pour haute trahison et condamné à trente-trois ans de prison. Le Pakistan prétend que la condamnation n'a rien à voir avec sa collaboration avec la CIA, ce qui n'a pas empêché les États-Unis de la dénoncer avec force. Les autorités américaines continuent d'œuvrer à sa libération.

« La passion de cet homme, c'est la santé des enfants, m'a déclaré un responsable du renseignement américain. Il a créé des cliniques dans tout le Pakistan pour les vacciner. Nous lui avons proposé de l'argent pour créer une unité de vaccination à Abbottabad, une vraie. L'argent qui lui a été versé a entièrement servi à son programme. Il ne savait pas du tout pourquoi nous nous intéressions à son projet. »

Le Sénat américain a voté, en représailles, une baisse de 33 millions de dollars de l'aide au Pakistan, un million par année de détention du médecin. Le sénateur John McCain a qualifié son travail pour la CIA de « ce qu'il y avait de plus éloigné de la trahison ».

Le vendredi après l'attaque, Obama s'est envolé pour Fort Campbell, dans le Kentucky, pour rencontrer les hommes du SEAL et les pilotes des hélicoptères. Au départ, le président avait demandé à rencontrer les commandos et McRaven lui avait suggéré que s'il se déplaçait jusqu'à Fort Campbell, il pourrait aussi remercier les Night Stalker qui y étaient basés, et dont l'unité n'avait pas reçu les mêmes hommages que les soldats de la mission.

« Nous pourrions réunir tous les acteurs de l'opération à Fort Campbell », déclara l'amiral à Donilon. Il ajouta que le président pourrait aussi saluer la

101e Division aéroportée, qui revenait tout juste d'un déploiement en Afghanistan. Obama participa donc à quatre événements ce jour-là, qu'il conclut par un discours devant 2 000 soldats.

Le premier fut la rencontre avec les hommes du SEAL et les pilotes de la mission. Ils étaient réunis dans une salle de cours plutôt triste de la base. Ce qui frappa le président, c'est que ces hommes avaient l'air tout à fait « ordinaires ». À quelques exceptions, loin de ressembler aux héros des films d'action hollywoodiens, c'étaient des hommes bien habillés, entre 25 et 40 ans. Certains avaient des cheveux gris. En costume, s'était-il dit, on les aurait pris pour des avocats ou des banquiers. Il comprit qu'ils ne se distinguaient pas par leurs aptitudes physiques, mais par l'expérience et le savoir-faire.

Il y avait, devant la salle de cours, une maquette de la résidence de Ben Laden. McRaven voulait montrer au président comment l'opération s'était déroulée, dans ses moindres détails. Ils lui ont donc tout raconté, sans lui révéler lequel d'entre eux avait tué Ben Laden. Ce secret resterait celui de l'équipe. Le président ne posa pas la question, et les hommes ne proposèrent pas d'y répondre.

Puis le pilote qui avait crashé son Black Hawk avec tant d'habileté à l'intérieur de la résidence, se leva pour prendre la parole. C'était un grand homme mince, aux cheveux bruns, qui ne semblait guère habitué à parler en public, et moins encore devant un président des États-Unis. Il décrivit exactement ce qui s'était passé avec l'hélicoptère et pourquoi il avait décidé de s'écraser au sol. Il expliqua que lorsqu'il avait compris que le Black Hawk tombait, il avait manœuvré de telle sorte que la queue accroche le mur pour que l'appareil tombe à la verticale.

« Est-ce que la météo a changé quelque chose ? demanda le président.

— Oui », dit le pilote. L'air était plus chaud, et donc moins dense que ce qui avait été prévu. Il expliqua en détail les facteurs aérodynamiques qui avaient provoqué la chute de l'hélicoptère.

Quand il eut terminé, le commandant de l'équipe du SEAL prit à son tour la parole. Très à l'aise pour s'exprimer devant le groupe, il était du plus grand sérieux. Il commença par remercier le pilote du Black Hawk. « Si je suis ici aujourd'hui, dit-il, c'est grâce au travail incroyable de cet homme. » Il ajouta que le succès de leur mission avait nécessité « dix ans de

préparation ». Le savoir-faire des hommes présents dans la salle de classe s'était perfectionné au fil de toutes ces années de combat. Leurs compétences et leurs tactiques avaient été acquises au prix de la vie d'un grand nombre de soldats aux côtés desquels ils avaient combattu. Il parla des bases opérationnelles en Afghanistan, qui, en hommage, portaient le nom de ces hommes. Ils étaient tous, les morts et ceux qui avaient servi dans leur unité toutes ces années, des membres de l'équipe. Puis il rappela que chacun des hommes ici présents avait eu une part dans le succès de l'attaque, et il donna des exemples. Il mentionna le pilote qui avait réagi avec un grand sang-froid et aussi le traducteur, à l'extérieur de la résidence, qui avait réussi à éloigner les curieux.

« Je ne sais pas ce que nous aurions fait si tous ces gens s'étaient précipités sur la résidence », dit-il.

Il en cita d'autres. Il mentionna même Cairo, le chien.

« Vous aviez un chien ? demanda le président, surpris.

— Oui, sir, nous avons toujours un chien avec nous, répondit le commandant.

— Eh bien, dit Obama, j'aimerais rencontrer ce chien.

— Alors, monsieur le Président, je vous conseille d'apporter avec vous quelques friandises », répliqua, avec le plus grand sérieux, le commandant.

Les hommes rirent.

Le commandant dévoila ensuite au président d'autres détails de l'attaque. Lorsqu'il évoqua les erreurs et les controverses qu'elle avait suscitées dans la presse, Obama haussa les épaules :

« Ne vous inquiétez pas, dit-il. Ce n'est que Washington, ce n'est que les médias, ce n'est que du bruit. »

À nouveau, les hommes rirent.

Le commandant raconta que l'entrée dans la maison et la rencontre avec Ben Laden s'étaient passées très vite et, de son point de vue, sans complications. Il dit que lui et les hommes avaient été surpris de trouver autant de documents intéressants à l'étage, et qu'ils s'étaient empressés d'en remplir leurs sacs. La partie peut-être la plus compliquée de la mission, dit-il, avait été de réunir les femmes et les enfants dans un coin de

la résidence pendant que l'on plaçait des explosifs dans l'hélicoptère et que l'on s'assurait que l'explosion ne blesserait personne.

Quand il eut terminé, le président se leva et remercia tous les hommes présents. Il dit à quel point, parmi ses conseillers, les estimations sur la présence de Ben Laden dans la résidence avaient été disparates.

« Très vite, je suis toutefois arrivé à la conclusion que les chances que nos renseignements soient bons étaient de 50-50, dit-il. Et j'ai pris la décision de lancer l'opération parce que j'avais confiance à 100 % dans vos compétences. » Il leur dit qu'ils étaient « la meilleure de toutes les petites forces de combat de l'histoire du monde ».

Rhodes parcourut la salle du regard et se dit que cette idée, si excessive qu'elle semblât, était sans doute vraie. Il y avait là la crème du JSOC, dont chaque élément avait été sélectionné pour la mission. Compte tenu des dix années de combat permanent qui avaient précédé la mort de Ben Laden, il était peu probable qu'il eût déjà existé par le passé, ou du moins dans l'histoire moderne, un groupe de soldats aussi expérimentés. Obama remit à l'équipe la Presidential Unit Citation, la distinction suprême accordée aux États-Unis à une unité militaire. Il serra ensuite la main de chaque personne présente. Il fut surpris et ému quand on lui remit en cadeau un drapeau qui avait été pris lors de la mission, mis dans un cadre puis signé de tous les membres de l'équipe. Obama le fit accrocher dans sa résidence du deuxième étage à la Maison-Blanche.

Lorsque je me suis entretenu avec le président, dans le Bureau ovale, il a évoqué le fait que les drones étaient l'arme la plus remarquable que le pays avait à sa disposition pour lutter contre Al-Qaïda, mais que leur mode d'emploi pouvait générer des dangers particuliers pour une personne se trouvant dans sa position.

« Je pense que la création d'une structure juridique, de processus et de systèmes de contrôle sur l'emploi de ces armes sans pilote sera pour moi et pour mes successeurs un problème prioritaire. Spécialement parce que cette technologie évolue vite, y compris dans les autres pays, et qu'elle présente un caractère d'éloignement qui fait qu'il est tentant de penser qu'on peut l'utiliser, sans se salir les mains, pour résoudre de délicats problèmes de sécurité. »

Mais l'apparition de petites unités de soldats hautement qualifiés comme ceux du SEAL représentait aussi une évolution remarquable :

« Je pense que les dangers liés à l'utilisation [trop libérale] des forces spéciales sont moins importants, parce qu'il y a encore ici un élément humain. Ces hommes ont des enfants, une famille. Quand vous les envoyez en mission, vous savez qu'il est possible qu'ils ne reviennent pas. Et moi, en tant que commandant en chef, cela me préoccupe lorsque j'envoie de jeunes bleus à Kandahar. Je crois que cela me donne une solennité, une prudence, dont je ne me départirai sans doute jamais. Je pense aussi que du point de vue de notre stratégie militaire, il ne faut pas surestimer ce dont les forces spéciales sont capables. Les forces spéciales sont conçues pour traiter des cibles très spécifiques, sur un terrain difficile, et leur emploi peut souvent nous empêcher de faire des erreurs stratégiques de plus grande ampleur, d'envoyer des forces plus importantes, de gros équipements, etc. Et lorsqu'il s'agit de s'occuper de réseaux terroristes présents dans les États faillis, ou dans ceux qui n'ont pas la capacité de se défendre, les forces spéciales sont d'un emploi moins intrusif, moins dangereux et moins problématique pour le pays concerné.

« Mais en définitive, rien de tout cela ne peut marcher si nous n'avons pas un réel partenariat avec d'autres pays, si nous ne poursuivons pas une diplomatie intelligente et si nous n'essayons pas de changer notre image dans le monde musulman pour diminuer le nombre de recrues [terroristes]. Ce n'est donc pas la solution à tout. Mais je suis heureux que nous ayons ces forces. »

L'emploi conjoint de cette arme et de ces capacités, conçues pour faire la guerre de notre époque, avait presque tout réglé. Je lui ai demandé quel avait été l'impact de la mort de Ben Laden sur Al-Qaïda.

« Il a été celui que nous avions anticipé, dit-il. Ils n'ont plus de projet cohérent, plus de direction réelle. Si l'on ajoute à cela la dégradation de leur personnel opérationnel, ils sont sur la voie de la défaite stratégique. Mais encore une fois, il ne faut pas surestimer l'importance de ces nouveaux éléments de la puissance américaine, car même avant la mort de Ben Laden, nous avions déjà observé que la capacité opérationnelle d'Al-Qaïda était passée à Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA). Il y avait déjà la

métastase d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Il est donc nécessaire de persévérer et de rester vigilant.

« Ce que nous avons également constaté, c'est que des loups solitaires peuvent faire des dégâts significatifs, pas de l'ampleur du 11 Septembre, bien sûr, mais des dégâts qui peuvent être très douloureux, et nous devons agir dans ce domaine. Cela [tuer Ben Laden] n'a donc pas résolu tous nos problèmes, et nous savions que ce ne serait pas le cas. Mais c'était une grosse pièce du puzzle. Et je serai toujours reconnaissant aux services de renseignement et aux militaires qui y ont participé. C'est à eux que revient tout le mérite de notre réussite. »

Dans les jours qui ont suivi l'attaque, la Maison-Blanche reçut un album de photographies : on y voyait Ben Laden mort. Il y eut un certain nombre de débats, cette semaine-là, sur le point de savoir s'il fallait rendre ces images publiques, comme preuves de la mort du terroriste, mais le président décida fermement que non. La décision était, il est vrai, facilitée par le fait que personne ne contestait cette réalité. Les États-Unis, dit le président, n'avaient pas besoin d'en rajouter.

Pendant que la Maison-Blanche s'était préparée, dans la soirée de dimanche, à rendre l'histoire publique, hésitant sur la meilleure façon de présenter la chose, mais transportée par la réaction enthousiaste du pays, les hommes de l'amiral McRaven s'étaient occupés du conditionnement de la dépouille de Ben Laden.

Après de longues discussions, il avait été décidé que des funérailles en mer seraient la meilleure solution. Ainsi, les disciples égarés du martyr n'auraient pas de tombe où se recueillir. Le corps fut donc lavé, photographié sous tous les angles, puis emporté par un Osprey X-22 sur le porte-avions *USS Carl Vinson*, qui croisait au nord de la mer d'Arabie.

Par pure formalité, le département d'État contacta le gouvernement saoudien et lui proposa de remettre le corps de Ben Laden à son pays natal, mais il y était aussi peu désiré mort qu'il l'avait été vivant. Quand on leur dit que l'alternative choisie était des funérailles en mer, le responsable saoudien dit : « Votre plan nous plaît. »

Tous les rites prévus pour les funérailles d'un simple musulman furent accomplis sur le porte-avions. Le corps fut d'abord enveloppé dans un

linceul blanc, puis lesté pour ne pas remonter à la surface.

Les dernières photos en couleurs du mort sont étrangement émouvantes. Un photographe de la Navy a pris des images des funérailles dans le glorieux soleil du matin du lundi 2 mai. La première photo montre le corps enveloppé de son linceul blanc. Sur la deuxième, on voit le corps sur une planche inclinée, les pieds déjà par-dessus bord. Sur la troisième, le corps touche l'eau dans une gerbe d'écume. Sur la quatrième, il apparaît juste sous la surface, comme une torpille fantôme. Sur la cinquième, on ne voit plus que quelques rides circulaires. Sur la dernière, la mer est calme.

La dépouille mortelle d'Oussama Ben Laden avait disparu à jamais.

Remerciements

Sur le constat que Ben Laden maîtrisait sa langue maternelle à peu près comme le locuteur anglophone moyen le fait de la sienne, j'ai pris la liberté de lisser certaines expressions de la traduction faite par la CIA des documents de Ben Laden. On trouvera les traductions officielles sur le site du Combating Terrorism Center de West Point, www.ctc.usma.edu.

J'ai l'habitude, quand j'écris un livre, de procéder à une compilation de sources. Mais cette fois, le nombre de personnes qui ne souhaitaient pas être citées, même quand la source semble évidente, rendait inutile et vain cet exercice.

Différents textes m'ont aidé à écrire ce livre. Les excellents articles de Nicholas Schmidle « Getting Bin Laden », paru dans le *New Yorker* du 8 août 2011, et « Killer App » de Shane Harris, paru dans le *Washingtonian* du 31 janvier 2012. Quiconque écrit sur Ben Laden doit beaucoup à *La Guerre cachée* (Robert Laffont, 2007) de Lawrence Wright, et à Peter Bergen pour ses reportages des dix dernières années, en particulier *Ben Laden l'insaisissable* (Michel Lafon, 2006) et *Chasse à l'homme* (Robert Laffont, 2012). Dans son dernier ouvrage, Bergen décrit les mêmes scènes que moi, mais ces passages, comme la totalité de mon livre, sont le fruit de mes propres recherches et interviews, dans certains cas avec les mêmes personnes.

Je souhaite remercier tout particulièrement mon fils Aaron, mon cousin David Keane et leur entreprise, Wild Eyes Productions, qui m'ont aidé à réaliser les interviews. Je veux également remercier Ben Rhodes, Jay Carney, Dave Moniz et Preston Golson, qui m'ont permis d'organiser ces rencontres. Merci enfin aux membres de la CIA et du JSOC qui ont bien voulu s'entretenir avec moi et m'ont prié de ne pas les nommer.

Les autres personnes que je peux remercier sont les suivantes :

Samira Abdullah Mouhey el-Dein Azzam, Huthaifa Azzam, Tony Blinken, John Brennan, James Clark, Faheem Dashty, Thomas Donilon, Michèle Flournoy, Larry James, Peter Jouvenal, Habibullah Khan, Hamid Mir, Michael Morell, Asad Munir, Barack Obama, William Ostlund, David

Petraeus, Samantha Power, Stephen Preston, Matt Flavin, Guy Filippelli, James Poss, Denis McDonough, Nick Rasmussen, Michael Scheuer, Gary Schroen, Kalev Sepp, Michael Sheehan, Michael Vickers, Jamal Ismail, et Ahman Zaidan.

Table of Contents

Page de titre
Page de copyright
Prologue. 2007-2008
1 - Une définition du mal. 11 Septembre 2001
2 - Le chemin du djihad. Été 2010
3 - Prendre les armes. Fin de l'été 2010
4 - Le dispositif de ciblage
5 - « Veillez à ce que les enfants et toutes les familles restent à l'écart des zones photographiées et bombardées ». Automne 2010
6 - Incertitudes masquées. Hiver 2010-2011
7 - « Respecter ces précautions ». Avril 2011
8 - Le finish. 1 er -2 mai 2011
er
9 - Paillettes. Printemps 2011
Remerciements